

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Lutte de classe et émancipation des femmes



Avril 2026

41

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

**Lisez - diffusez - abonnez-vous
à la presse du parti communiste
international !**

- **«le prolétaire»** (*Journal bimestriel*) : Le numéro: Europe: 1,5 € / 3 CHF / £ 1,5 / 700 CFA.
- **«programme communiste»** (*Revue théorique en français*) : Le numéro: Europe: 4 € / 8 CHF / £ 3 / 1 000 CFA / USA + CAN US \$ 4 / Amérique latine: US \$ 2.
- **«il comunista»** (*Journal bimestriel en italien*) : Le numéro: Europe: 2 € / 5 CHF / £ 3.
- **«Quaderni» de «il comunista»** (*Revue théorique en italien*) : Le numéro: Europe: 8 €, / 10 CHF / £ 7.
- **«el programa comunista»** (*Revue théorique en espagnol*) : Le numéro: Europe: 3 € / 8 CHF / £ 4 / America latina: US \$ 2 / USA + CAN: US \$ 4.
- **«el proletario»** (*Journal en espagnol*) : Le numéro: Europe: 1,5 € / 3 CHF / 1,5£ / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA + CAN: US \$ 2.
- **Suplemento Venezuela a «el programa comunista»** : Le numéro: Europe: 1 € / USA + CAN US \$ 1 / Amérique latine US \$ 0,5.
- **«Proletarian»** (*Supplément en anglais à «le prolétaire»*) : Le numéro: Europe: 1,5 €, / £ 1 / 3 CHF / USA + CAN: US \$ 2.
- **«Communist Program»** (*Revue théorique en anglais*) : Le numéro: Europe: 3 € / 2 £ / 8 CHF / USA + CAN: US \$ 3 / Latin America: US \$ 1,5.

Les prix sont indiqués pour la vente au numéro. Pour les abonnements et les envois postaux, veuillez nous contacter.

CORRESPONDANCE

France: Programme, 15 Cours du Palais, 07000 Privas
Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milan
Espagne: Apdo. Correos 27023, 28080 Madrid
Suisse: Pour contact, écrire à l'adresse de France

ADRESSES E-MAIL :

leproletaire@pcint.org
ilcomunista@pcint.org
elprogramacomunista@pcint.org
proletarian@pcint.org



**Site Internet du parti
communiste international**
<https://www.pcint.org>

REPRODUCTION LIBRE

Nous ne revendiquons aucune «propriété intellectuelle», nous n'avons aucun «droit d'auteur» à défendre et encore moins une «propriété commerciale» à faire valoir. Les textes et les articles qui sont publiés sur ce site peuvent être reproduits librement sous forme électronique ou papier, à la condition que rien ne soit modifié, que la source – site web <https://www.pcint.org> – soit citée et clairement indiquée.

Editions programme. Supplément à «le prolétaire» n° 560. No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981. Imprimé sur nos presses. Avril 2026.

— Sommaire —

- L'émancipation des femmes ne se produira jamais dans la société capitaliste : ce sera le résultat de la lutte des prolétaires femmes et hommes unis dans un même mouvement de classe révolutionnaire pour le communisme
(*le prolétaire*, N° 552, Février-Mars-Avril 2024) 3
- L'intersectionnalité : un réformisme racialiste contre la lutte de classe
(*programme communiste*, N° 108, Août 2025) 6
- La lutte des classes et la question féminine. Dans quel sens y a-t-il une «question de femmes»? (Extraits de la brochure «Lotta di classe e questione femminile», Reprint *il comunista*, 1994) 16
- Question féminine et lutte de classe (Extraits de la brochure «L' 8 marzo è proletario e comunista», Edizioni *il programma comunista*, 1976 / Paru dans *le prolétaire*; N° 206; 1er au 14 Novembre 1975 / Paru dans *il programma comunista* N° 5, 5 Mars 1976) 19
- 8 mars. Avec la guerre impérialiste à l'horizon, les prolétaires femmes et hommes doivent se préparer au retour de leur lutte de classe (*le prolétaire*, N° 556, Février-Mars 2025) 22
- Le 8 mars, une journée de lutte prolétarienne devenue une fête bourgeoise de solidarité entre les classes, doit redevenir un symbole de la lutte prolétarienne
(*le prolétaire*, N° 548, Mars-Avril-Mai 2023) 23
- 8 Mars. Pour la femme prolétaire, une seule issue: la lutte de classe anticapitaliste et donc anti-bourgeoise et anti-démocratique (*le prolétaire*, N° 523, Février-Mars-Avril 2017) 25
- Négation du droit à l'avortement aux Etats-Unis (*le prolétaire*, N° 545, Juillet-Août 2022) 27
- Etats-Unis : Les femmes de chambre défient les magnats de l'hôtellerie
(*le prolétaire*, N° 533, Juin-Juillet-Août 2019) 29
- Pologne. Contre la réaction cléricale et les impasses féministes! Avortement libre et gratuit pour toutes! Défense des femmes prolétaires! (*le prolétaire*, N° 540, Février-Mai 2021) 30
- Les communistes et l'avortement (*le prolétaire*, N° 185, 2 au 15 Décembre 1974) 33
- Défense de la femme prolétaire. Les communistes, l'avortement et le divorce
(*le prolétaire*, N° 309, 21 Mars au 3 Avril 1980) 35
- Ni putes, ni soumises... mais au service de l'Etat bourgeois
(*le prolétaire*, N° 472, Juin-Juillet-Août 2004) 36
- L'«extrême gauche» prise au piège du féminisme
(*le prolétaire*, N° 226, 4 au 17 Septembre 1976) 41
- Le P.C.F. et la question féminine. Les chimères réactionnaires du réformisme
(*le prolétaire* ; N° 207; 15 au 28 Novembre 1975) 44

ANNEXES

- Thèses pour la propagande parmi les femmes
(Adoptées par le IIIe Congrès de l'Internationale Communiste, Juillet 1921) 48
- Thèses pour le mouvement communiste des femmes
(Adoptées par le IIe Congrès de l'Internationale Communiste) 55
- Le mouvement féministe et le rôle de la femme travailleuse dans la lutte des classes
(Alexandra Kollontai : 8e des 14 conférences sur la libération des femmes faites à l'Université Sverdlov en 1921) 64
- L'apport de la femme prolétaire est indispensable à la victoire du socialisme
(Clara Zetkin, 16 octobre 1896) 73
- Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste (*le prolétaire*, N° 192, 8 au 21 Mars 1975) 75
- La Journée Internationale des travailleuses (Lénine, 4 Mars 1921) 76
- A propos du 8 mars, «la journée de la femme» (*le prolétaire*, N° 512, Juillet-Septembre 2014) 77
- Socialisme et féminisme (A. Bordiga, *L'Avanguardia*, année VI, n° 261, 27 Octobre 1912) 78

L'émancipation des femmes ne se produira jamais dans la société capitaliste : ce sera le résultat de la lutte des prolétaires femmes et hommes unis dans un même mouvement de classe révolutionnaire pour le communisme

(*le prolétaire*, N° 552, Février-Mars-Avril 2024)

Les républiques démocratiques les plus avancées, tout en se glorifiant d'un progrès sans cesse croissant dans les domaines économique et social, technique et scientifique, se vantent d'avoir atteint un niveau de civilisation jamais atteint auparavant, et de posséder le seul mécanisme politique et social – la démocratie en général – capable d'assurer le dépassement de toute contradiction, de toute inégalité, de tout contraste social, sur la base d'une conception idéologique qui place au centre la pleine liberté et l'égalité entre tous les individus, comme entre toutes les nations.

Toutes les Constitutions républicaines contiennent des valeurs idéologiques, politiques et sociales qui justifient les luttes et les guerres pour renverser les obstacles idéologiques, politiques et sociaux que représentent les vestiges des sociétés antérieures, habituellement catalogués comme totalitarismes, autoritarismes, fascismes que l'histoire passée et présente nous a fait connaître et qui subsistent encore aujourd'hui dans différentes parties du monde.

Les bourgeois d'aujourd'hui, comme ceux d'hier et de demain, attachent une valeur historique inestimable à la recherche frénétique du profit, qui est le résultat économique et social de l'exploitation toujours plus intense et bestiale du travail salarié, non seulement au niveau de l'entreprise ou au niveau national, mais au niveau mondial. La différence entre le XXIe et le XIXe siècle réside seulement dans le développement croissant du capitalisme à l'échelle mondiale : un développement qui n'a pas seulement signifié un progrès économique et industriel, mais qui a inévitablement entraîné avec lui, et en aggravant les pires conséquences, les inégalités, les oppressions, les violences, les guerres qui l'ont toujours caractérisé.

La bourgeoisie chante des hymnes au « peuple » ; mais le peuple, en réalité, est constitué de classes sociales antagonistes entre elles : la classe possédante, qui possède tout – terre, industrie, commerce, transport et tout ce qui est produit – et qui en défend la propriété privée par l'intermédiaire de l'État central, et la classe prolétarienne, la classe des salariés, des sans réserves, qui ne possèdent rien et dont la vie dépend exclusivement de l'exploitation de leur force de travail par la classe possédante, la classe capitaliste.

Ce sont les deux classes fondamentales de la société moderne porteuses d'objectifs historiques bien

précis : la classe bourgeoise, jadis révolutionnaire, qui a transformé la société féodale en une société supérieure grâce au travail salarié et au développement industriel, et la classe prolétarienne, c'est-à-dire la classe des ouvriers et de tous les travailleurs qui ne vivent que de leur salaire et qui, par leur travail, produisent la richesse de toutes les nations.

Entre ces deux classes principales se situent les demi-classes, les couches de la petite bourgeoisie qui représentent la petite industrie, le petit commerce, la petite propriété foncière et qui couvrent toutes les fonctions et les tâches requises par les entreprises et les administrations publiques, que le développement du capitalisme industriel et financier n'a pas fait disparaître complètement, mais qui, au contraire, surtout en période de crise économique, constituent une base sociale importante pour la reprise de l'économie capitaliste.

C'est pourquoi toute référence au peuple est en réalité un masque de la réalité sociale qui consiste précisément dans l'antagonisme entre la classe bourgeoise dominante et la classe prolétarienne. Cet antagonisme de classe n'a pas été inventé par le marxisme, mais il est le produit historique de la division en classes de la société, à travers laquelle les classes dominantes, qui hier opprimaient toutes les classes subordonnées (paysans, artisans, petite bourgeoisie urbaine), continuent aujourd'hui à opprimer les classes laborieuses. Pourquoi la classe dominante a-t-elle besoin d'opprimer les classes laborieuses ? Parce que la classe dominante, bien qu'étant une minorité, peut exercer sa domination sur toute la société à condition de soumettre par la force à ses exigences les classes dont elle tire la plus-value, c'est-à-dire le profit. Mais l'oppression que la classe bourgeoise exerce aujourd'hui sur la classe prolétarienne n'est pas la seule oppression existante. La bourgeoisie, une fois constituée au niveau national comme classe dominante et ayant ouvert la voie à la concurrence, précisément parce qu'elle tend à dominer le marché (qui est le débouché nécessaire de ses marchandises), défend le régime de la propriété privée et sa domination économique, sociale et, partant, politique, en s'opposant aux autres classes sociales qu'elle soumet à ses propres intérêts de classe. Au sein de ce régime d'oppression principale se développent toutes les autres formes d'oppression qui caractérisent une société di-

visée en classes, comme l'oppression des femmes ou celle des nations les plus faibles.

Le progrès civil, industriel, culturel de la bourgeoisie n'a nullement surmonté l'oppression des anciens régimes, il l'a au contraire amplifiée et répandue dans le monde entier. Et ainsi, à l'oppression de la femme et des nations les plus faibles, déjà connues autrefois, la bourgeoisie moderne a ajouté l'oppression salariale.

Le développement de la technique industrielle, le développement du commerce et du marché ont accru la nécessité de produire davantage, de produire plus de choses, de les distribuer sur plus de marchés au niveau national et de plus en plus au niveau international. A l'exploitation du travail salarié dans laquelle étaient impliqués les prolétaires masculins s'ajouta, à un certain moment, l'exploitation du travail des enfants et des femmes : toute la famille prolétarienne était ainsi plongée dans l'exploitation capitaliste. Les inégalités salariales, qui s'étaient déjà imposées pour les différentes spécialisations industrielles, se sont étendues et accentuées, y compris dans le domaine du travail des enfants et des femmes. Et ainsi, la femme, qui souffrait déjà de l'oppression que la société bourgeoise avait héritée des anciennes sociétés, a vu tomber sur elle une nouvelle oppression, celle salariale. Il est évident que ces oppressions pèsent surtout sur les femmes prolétaires, sur les femmes de la plèbe et de la paysannerie pauvre, alors qu'elles pèsent beaucoup moins sur les femmes qui font partie de la classe bourgeoise dominante.

La société bourgeoise, avec tout son progrès économique et social, avec toute sa civilisation moderne, avec toutes ses valeurs de liberté, d'égalité, de démocratie, n'a pas su, deux cents ans après la grande révolution bourgeoise française, surmonter les oppressions qui caractérisaient les vieilles sociétés féodales et patriarcales, qui ont pourtant été combattues et vaincues.

La liberté et l'égalité sont restées des mots écrits sur les drapeaux et dans les constitutions, mais elles n'ont jamais trouvé d'application ; et non pas à cause de la mauvaise volonté des bourgeois qui, en tant que révolutionnaires, croyaient vraiment pouvoir les appliquer, mais pour des raisons matérielles bien précises et inexorables : le mode de production capitaliste que la bourgeoisie a considérablement développé après avoir détruit le pouvoir des vieilles classes dominantes ne supportait aucune **liberté** autre que celle du capitaliste d'exploiter la main-d'œuvre salariée pour augmenter le capital, son pouvoir économique et social, dans la lutte concurrentielle contre d'autres capitalistes ; il ne supportait aucune **égalité** qui ne soit dictée par des intérêts économiques temporaires communs avec d'autres capitalistes. La liberté et l'égalité que la bourgeoisie dominante réservait et réserve aux masses exploitées et appauvries ont toujours été des miroirs aux alouettes : des promesses verbales et écrites jamais réellement tenues et appliquées, pour duper les masses exploitées et déshéritées.

Et même quand les bourgeoisies acceptent de faire

passer certaines lois (sur le mariage, sur le droit de la famille, sur le divorce, sur l'avortement, sur l'éducation des enfants, sur la santé publique, etc.), sous la pression de manifestations et de luttes économiques et politiques qui mobilisent de grandes masses revendiquant démocratiquement l'application ou la reconnaissance d'au moins certains des droits promis ou consacrés par les constitutions que les classes dominantes elles-mêmes ont pris soin d'écrire, elles le font en essayant de limiter autant que possible ces concessions ; et elles sont toujours prêtes à y revenir par la suite, ou, tout simplement, à les rendre impraticables dans les faits (comme, par exemple, le droit à l'avortement).

Cela montre que la démocratie, la collaboration entre les classes, le « dialogue social », les débats parlementaires, les pétitions, les collectes de signatures, etc., c'est-à-dire toute la série interminable de formes de pression permises par la démocratie bourgeoise pour obtenir la reconnaissance de droits considérés comme fondamentaux d'une société civile moderne, ne servent nullement à assurer la reconnaissance effective et durable de ces droits. D'autre part, les chartes constitutionnelles consacrent le droit à une vie digne, en toute sécurité, la liberté d'expression et de manifestation de la pensée et mille autres « droits » qui, en réalité, ne sont respectés par la justice bourgeoise qu'en faveur des membres de la grande bourgeoisie.

Qu'en est-il du droit des femmes à ne pas subir de violence, que ce soit à la maison, sur leur lieu de travail, dans les rues ou dans les lieux de loisirs et de divertissement ? Qu'en est-il des mille formes de violence subies par les femmes dès leur plus jeune âge, dans les familles où elles sont éduquées à se soumettre à l'homme, à être dépendantes de l'homme et à se consacrer entièrement aux tâches ménagères et aux soins aux enfants ? Qu'en est-il des femmes qui perdent leur emploi parce qu'elles refusent de céder au harcèlement et aux violences sexuelles de leurs chefs et patrons ? Des femmes qui, en toute liberté de suivre leurs propres sentiments, décident de quitter l'homme avec lequel elles se sont mises ensemble, et qui sont tuées par celui-ci comme s'il s'agissait d'une propriété dont on n'accepte pas qu'elle appartienne à quelqu'un d'autre ? Qu'en est-il des femmes battues et torturées parce qu'elles portent mal un voile ou parce qu'elles n'ont pas cédé à un mariage arrangé ou aux désirs sexuels de leur partenaire ?

L'oppression de la femme dans la société capitaliste moderne est masquée de mille façons ; on pousse la femme vers le carriérisme dans la vie professionnelle, vers un logement familial aisé, vers la course à l'argent, peu importe comment, et dans le même temps, si elle est sans travail, vers le « plus vieux travail du monde », la prostitution. Les politiciens de tous bords discutent de « quotas de femmes » pour se présenter aux élections, tandis que les intellectuels « à contre-courant » soulignent qu'il y a trop peu de femmes à la tête des entreprises, en particulier dans le secteur public, très peu de chancelières ou de Premiè-

res ministres, presque aucune présidente de république, sans parler de générales ou de cheffes d'état-major... Les bourgeois n'ont aucune capacité de voir la réalité de leur société, aveuglés comme ils le sont par leurs propres mensonges. Il n'en reste pas moins qu'ils sont particulièrement sensibles à la perception instinctive du danger d'un mouvement social qui se place sur le terrain d'une confrontation avec le pouvoir politique, comme lors des récentes mobilisations en France. Leur crainte est, au fond, toujours la même : que les mouvements sociaux qui expriment un mécontentement général face à la situation dans laquelle vivent les masses prolétariennes et semi-prolétariennes, débordent les digues politiques et policières érigées pour la défense de l'ordre établi, et aillent vers des épisodes de lutte servant de base non pas à une lutte démocratique, mais à une reprise de la lutte de classe.

En effet, tant que les questions spécifiques à l'oppression des femmes resteront dans le cadre de la « question féminine » et ne concerneront que les femmes, les luttes éventuelles sur ces questions resteront amputées, inévitablement stériles, comme elles l'ont été jusqu'à présent. L'oppression de la femme ne peut être dissociée de l'oppression générale que la bourgeoisie exerce sur l'ensemble de la société et, en particulier, sur la classe prolétarienne. La classe prolétarienne est faite de prolétaires des deux sexes, elle est faite de travailleurs et de travailleuses qui sont pressés jusqu'à la dernière goutte de sueur et de sang, par un système économique et social qui ne peut survivre que comme un vampire, une énorme machine cannibale qui se nourrit non seulement de l'exploitation d'une grande partie de l'humanité, mais aussi de morts systématiques sur les lieux de travail, dans les rues, dans les habitations, dans les prisons, dans les guerres.

L'émancipation de la femme, soulignait Lénine, ne pourra se faire qu'avec l'émancipation du prolétariat du capitalisme. C'est dans la lutte commune des prolétaires hommes et femmes contre les capitalistes, contre le système économique et social capitaliste, contre le pouvoir bourgeois et son Etat, que l'oppression de la femme pourra trouver la seule réponse réelle pour la surmonter : la réponse de classe. Tant que subsistera le capitalisme, et donc le pouvoir bourgeois, aucune forme oppressive de cette société ne sera vaincue.

Les femmes prolétaires, plus que les femmes en général, sont appelées à se placer sur le terrain de la lutte de classe, parce qu'elles sont les plus touchées à tous égards et parce qu'elles vivent une double oppression – domestique et salariale – dont, si elles ne s'unissent pas aux prolétaires masculins dans la même lutte anticapitaliste, elles ne parviendront jamais à s'émanciper. Même les prolétaires masculins doivent être éduqués à la lutte anticapitaliste en surmontant le contraste entre les sexes que la société bourgeoise alimente systématiquement. Les prolétaires masculins ne subissent pas la double oppression à laquelle sont soumises les femmes prolétaires. Ils ont été habitués à traiter les femmes comme le font les bourgeois, ils sont influencés par la culture patriarcale et masculine typique de la bourgeoisie. Mais dans la lutte de classe contre l'oppression salariale, ils se trouvent côte à côte avec les ouvrières qui subissent les mêmes conditions d'oppression, et c'est dans cette lutte unitaire et fraternelle de classe que les prolétaires des deux sexes trouvent la base de la lutte plus générale contre la société bourgeoise et capitaliste, comme ce fut le cas en Russie en octobre 1917.

L'émancipation de la femme, à cette époque, sous la dictature prolétarienne, a commencé par l'abolition de toutes les lois discriminatoires et, surtout, par le début de la lutte contre l'esclavage domestique et contre la prostitution, par la création de cantines publiques et de crèches publiques et par l'entrée des femmes dans le travail productif. Les petits travaux domestiques humiliants et dégradants constituaient les premiers obstacles à l'émancipation de la femme : le pouvoir prolétarien commença à partir de là. Il y aura beaucoup de chemin à faire pour la révolution prolétarienne communiste à venir, et beaucoup de chemin à faire pour préparer le prolétariat à la lutte de classe. Mais il n'est pas possible d'arrêter l'histoire, pas plus qu'il n'a été possible d'arrêter la révolution bourgeoise qui a commencé au milieu du XVIe siècle en Angleterre pour se terminer au XVIIIe siècle en France, et à partir du milieu du XIXe siècle en Europe et, par la suite, dans le monde entier.

C'est le capitalisme lui-même, avec ses contradictions insolubles, qui prépare le terrain à la reprise de la lutte de classe révolutionnaire. La confiance dans l'histoire, pour les communistes, ne meurt jamais, et c'est pourquoi nous continuons notre lutte sans désespérer ! ●

L'intersectionnalité : un réformisme racialiste contre la lutte de classe

(programme communiste, N° 108, Août 2025)

La théorie de l'intersectionnalité a, depuis quelques décennies déjà, fait la fortune d'innombrables plumitifs, escrocs intellectuels et charlatans en tous genres, désireux de se faire une place parmi les contingents de la théorie sociale dont nous éclaboussent chaque jour l'université et les diverses institutions culturelles bourgeoises. Il va de soi que cette relativement récente trouvaille du modernisme académique devait nécessairement rejaillir sur certaines formations militantes féministes, anti-racistes ou autres avatars du démocratisme et de l'interclassisme dont notre courant a fait depuis longtemps sa principale bête noire et auxquels il a déjà administré quelques cognées.

De telles organisations, qui ne manquent décidément aucune occasion pour se parer des habits neufs de théories à la mode, ne pouvaient évidemment pas rester les bras ballants face à la théorie intersectionnelle : il fallait nécessairement qu'elles s'en saisissent en prétendant trouver là le nouveau souffle censé gonfler la voile de la critique et palier enfin au vulgaire réductionnisme de la conception marxiste dans lequel nous nous vautrons et dont nous tirons toute notre fierté (le "réductionnisme", le "simplisme" : existe-t-il des mots davantage honnis par les tenants de l'interclassisme sophistiqué ?).

Auréolés de la panique morale que cette théorie a causé dans les rangs de la droite française la plus réactionnaire, qui n'a pas manqué de la présenter – y compris au travers de la bouche d'un récent ministre (1) – comme une invention américaine accusée de miner dangereusement un universalisme républicain prétendument irréprochable, les partisans de l'intersectionnalité, tant du côté de ses théoriciens que de ses militants proprement dits, ont pu se présenter comme porteurs d'un nouveau projet radical censé favoriser la fameuse "convergence des luttes" nécessaire à l'instauration d'une soi-disant plus grande "justice sociale". Tout ce vacarme n'a également pas manqué de tomber dans l'oreille de prétendus marxistes avides de jouer les stratèges "contre-hégémoniques", tout armés qu'ils sont désormais de leur toute nouvelle pseudo-science.

L'objectif de ce texte sera de présenter brièvement la théorie intersectionnelle, sa manière d'envisager la question sociale et la nature du remède politique qu'elle propose. Nous montrerons qu'elle constitue non seulement une diversion à la reprise du combat de classe indépendant du prolétariat dont nous défendons partout et aux yeux de tous la nécessité, mais que son orientation théorique et politique s'attaque en réalité à l'essentiel de ce que défend la conception communiste marxiste.

Si l'on met de côté le flou dont elle s'entoure bien

volontiers et dont nous nous rendons compte bien assez tôt, que désigne exactement la notion d'intersectionnalité ? Dans un texte-plaidoyer en faveur de son usage dans les sciences sociales, deux universitaires écrivent :

« Le concept d'intersectionnalité a été élaboré il y a plus de trois décennies par des théoriciennes féministes racisées pour désigner et appréhender les processus d'imbrication et de co-construction de différents rapports de pouvoir – en particulier, la classe, la race et le genre. » (2)

S'il revenait à la juriste afro-américaine Kimberlé Crenshaw d'avoir employé pour la première fois le terme dans un article juridique datant de 1989 (3), la conception intersectionnelle constituerait en réalité une reprise, quoique sous une forme présentée comme "scientifique" et disponible tant à l'usage des sciences sociales et qu'à celui des "gens ordinaires" (4), de conceptions provenant principalement de théoriciennes et de militantes féministes américaines des années 1970.

« L'intersectionnalité part donc d'un constat, d'une observation, historique et sociale. Kimberlé Crenshaw n'est pas la première à le dresser, loin de là. Dès les années 1970, des écrivaines, militantes, activistes noires américaines soulignent la situation de marginalité dans laquelle se trouvent les femmes noires aux États-Unis. » (5)

En tant qu'ancêtre de l'intersectionnalité, le féminisme noir (*Black Feminism*) se distinguerait du mouvement féministe en général par sa dénonciation de la situation "à la marge" dans laquelle seraient plongées les femmes noires, à la fois par rapport au mouvement des féministes blanches, plutôt petites-bourgeoises et aveugles et/ou indifférentes à la question de l'oppression raciale, mais encore par rapport au mouvement

(1) <https://www.ouest-france.fr/politique/jean-michel-blanquer/jean-michel-blanquer-lance-un-club-politique-pour-defendre-sa-vision-de-la-republique-a0100ca4-2cc5-11ec-9285-f388b2ea32b0>.

(2) E. Lépinard et S. Mazouz, *Pour l'intersectionnalité*, Paris, Anamosa, 2021, p. 11.

(3) K. Crenshaw, *Demarginalizing the Intersection of Race and Sex : A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics*, U. Chi. Legal F., vol. 1989, 1er Janvier 1989, p. 139. Une traduction en français est disponible sur internet ici : <https://www.cairn.info/revue-droit-et-societe-2021-2-page-465.htm>

(4) L'idée que l'intersectionnalité serait un « outil » ou un « instrument » disponible à l'usage de tout un

de libération noir en général, majoritairement masculin et reproduisant l'oppression sexuelle au sein des communautés et organisations noires.

Pour cette raison, le féminisme noir serait le premier courant politique à exposer clairement la dimension spécifique de l'oppression subie par les femmes noires, et à avoir montré que cette oppression était façonnée à la fois par le sexisme propre à la communauté noire et par le racisme propre à la société dominée par les Blancs. En tant que cette discrimination ou oppression particulière se situerait à "l'intersection" de deux discriminations, les femmes noires ne pourraient logiquement pas recourir aux deux mouvements (le féminisme et l'anti-racisme) de façon simultanée afin de tenter de "résoudre" la double situation d'oppression raciste et sexiste dont elles feraient l'objet, du fait que les deux mouvements reproduiraient chacun de leur côté la discrimination opposée qui n'entrant pas directement dans leur champ de vision (le racisme pour le mouvement féministe, le sexisme pour l'anti-racisme noir). Parce que les organisations militantes féministes servent principalement les intérêts des femmes blanches plutôt petite-bourgeoises et que les organisations anti-racistes correspondent d'abord aux intérêts des hommes de couleur, les femmes noires ne pourraient s'identifier absolument à ces deux luttes incapables d'apporter une solution à leur situation de double peine. Le féminisme noir serait alors le résultat programmatique de la prise de conscience de la dimension imbriquées de deux discriminations articulées de manière spécifique. C'est ce qu'on peut lire dès le début de la "Déclaration" de l'organisation Combahee River Collective, fondé en 1977 à Boston et regroupant des militantes féministes noires et lesbiennes, dont bon nombre de théoriciens intersectionnels continuent de se réclamer :

« La définition la plus générale de notre politique actuelle peut se résumer comme suit : nous sommes activement engagées dans la lutte contre l'oppression raciste, sexuelle, hétérosexuelle et de classe et nous nous donnons pour tâche particulière de développer une

chacun est une constituante à part entière de cette théorie. Voir par exemple : « ... non seulement l'intersectionnalité est partout, mais elle est polyglotte : elle parle la langue du militantisme et du travail de terrain autant que celle de l'Université et des institutions. Elle s'adresse aux jeunes gens, à travers les réseaux sociaux et la culture populaire, comme aux chercheurs.se.s bien établi.e.s, via des revues et des colloques spécialisés. » (S. Bilge et P. Hill Collins, *Intersectionnalité : une introduction*, Paris, Amsterdam, 2023, p. 19.) « On emploie habituellement l'intersectionnalité comme instrument d'analyse pour résoudre des problèmes auxquels soi-même ou des proches doivent faire face. » (*Ibid.*, p. 24) « Les gens ordinaires peuvent utiliser l'intersectionnalité comme

analyse et une pratique intégrées, basées sur le fait que les principaux systèmes d'oppression sont imbriqués [interlocking]. La synthèse de ces oppressions crée les conditions dans lesquelles nous vivons. En tant que femmes Noires, nous voyons le féminisme Noir comme le mouvement politique logique pour combattre les oppressions multiples et simultanées qu'affronte l'ensemble des femmes de couleur. » (6)

On remarque donc que si de nombreux textes intersectionnels parlent parfois de "discriminations cumulées", il est pourtant clair que le terme de "cumul" est mal choisi, puisque l'idée est précisément d'affirmer que cette situation d'oppression spécifique n'est en rien réductible à une addition d'oppressions particulières qui pourraient être traitées séparément. Ces femmes noires sont discriminées non pas en tant que femmes *et* en tant que noires, mais en tant que *femmes noires*, et c'est justement pour cette raison que leur féminisme est un féminisme spécifiquement noir. De la même manière, ces femmes noires subissent des oppressions non pas en tant qu'elles sont des lesbiennes, en plus du fait qu'elles soient des travailleuses pauvres, mais la discrimination qu'elles subissent du fait de leur orientation homosexuelle est en elle-même façonnée par le fait qu'elles sont extraites d'une communauté pauvre noire. De la sorte, l'oppression vécue par une femme lesbienne noire travailleuse pauvre ne peut être saisie qu'à partir de certaines coordonnées spécifiques qui lui donnent naissance : le fait que cette oppression particulière apparaisse toujours située de telle ou telle manière ne la rendrait donc pas identifiable à la forme de discrimination que subirait une lesbienne blanche, par exemple, et encore moins si celle-ci est une petite-bourgeoise (7).

Ce constat que les "oppressions" ou les "discriminations" sont "imbriquées" ou se "synthétisent" pour former une situation à chaque fois spécifiques à une catégorie sociale particulière est une idée reprise en tout point par la théorie intersectionnelle. Dans sa présentation de son article de 1989, "Démarginaliser l'intersection race/sex : critique féministe de la doctrine anti-

instrument d'analyse quand ils prennent conscience que des cadres plus appropriés leur sont nécessaires pour traiter les problèmes sociaux auxquels iels sont confronté.e.s. » (*Ibid.*, p. 25).

(5) M. Boussahba, E. Delanoë-Brun et S. Bakshi, *Qu'est-ce que l'intersectionnalité ? Dominations plurielles sexe, classe et race*, Paris, Editions Payot & Rivages, 2021, p. 11.

(6) C. R. Collective, *Déclaration du Combahee River Collective*, J. Falquet (trad.), *Les cahiers du CEDREF*. Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes, n° 14, Université Paris Diderot – Paris 7, 1er janvier 2006, p. 53-67. Disponible ici : <https://journals.openedition.org/cedref/415#bodyftn6>

(7) Voir page suivante

discriminatoire, de la théorie féministe et des politiques antiracistes”, Kimberlé Crenshaw affirme :

« *Mon souhait ici est de partir de l'expérience des femmes noires et d'en faire valoir la multidimensionalité. [...] Ce point de départ mettra en évidence combien les conceptions dominantes de la discrimination nous conditionnent à penser la subordination selon un prisme factoriel singulier. [...] En d'autres termes, dans les affaires de discrimination liée à la couleur de peau, seuls sont considérés les membres les plus privilégiés en termes de sexe ou de classe ; et dans les cas de discriminations liées au sexe, seules sont considérées les femmes plus privilégiées en termes de race ou de classe. [...] Parce que l'expérience intersectionnelle déborde celle du seul racisme et du seul sexisme, toute analyse qui ne prend pas en compte cette intersectionnalité ignore la manière dont les femmes noires, en particulier, sont subordonnées.* » (8)

Crenshaw part donc d'une série de situations judiciaires, dont la première met aux prises l'entreprise américaine General Motors et cinq plaignantes noires mises à la porte dans les années 1970. Dans une période marquée par des vagues de licenciements, General Motors renvoyait les employés qui avaient le moins d'ancienneté dans la boîte, les cinq femmes ayant été employées après 1970. Crenshaw met en avant le fait que les cinq employées poursuivant General Motors pour “discrimination à l'ancienneté” choisirent de faire valoir leurs droits “non pas en tant que Noires, ou en tant que femmes, mais en qualité de femmes noires”, “en tant que catégorie spécifique à protéger contre la discrimination” (9). La décision de la cour, s'appuyant sur la jurisprudence en vigueur, rejeta la plainte des cinq femmes noires et donna raison à General Motors, en soutenant qu'il n'y avait pas lieu d'affirmer que les employées licenciées aient fait l'objet de la moindre discrimination raciale (même si General Motors refusait d'employer des travailleurs noirs... jusqu'en 1964) ou d'une discrimination sexuelle (du fait que des femmes étaient employées avant 1964, même si aucune d'entre elles n'étaient noires), tout en refusant de reconnaître la discrimination spécifiquement attachée à la catégorie de femme noire. Dès lors, affirme Crenshaw :

« *Un tel refus aboutissait dès lors à réduire les concepts de discrimination sexuelle et discrimination raciale à l'expérience des femmes blanches d'une part, et des hommes noirs de l'autre. Dans ce contexte, les femmes noires ne sont protégées que pour autant que leurs expériences coïncident avec celle de l'un ou de l'autre groupe spécifiquement. Là où leurs expériences s'en distinguent, elles ne peuvent attendre que peu de protection de la loi, totalement aveugle aux questions d'intersectionnalité.* » (10)

Tout comme la loi serait aveugle à ces situations de discriminations imbriquées (alors qu'elle serait censée y remédier, ou même les prévenir, selon Crenshaw !), les mouvements féministes et antiracistes participeraient du même genre d'occultation, en rabattant la situation des catégories les plus “dominées” sur

la situation de groupes considérés comme “privilégiés”.

Là encore, la théorie intersectionnelle nous est présentée comme devant permettre de résoudre ce déficit d'attention à la situation spécifique des groupes les plus “défavorisés” ou “discriminés”, en tant qu'elle permettrait de localiser la manière dont les discriminations s'interpénètrent pour former des discriminations spécifiques à tel ou tel groupe, correspondant à chaque fois à des situations d'oppressions singulières et non-réductibles aux discriminations sexuelles, raciales ou de classe subies par les catégories jugées les mieux loties. Ce constat d'imbrication de différents rapports d'oppressions est présentée par les théoriciens intersectionnels comme l'“intuition centrale” sur laquelle repose toute leur conception :

« *Cette définition opératoire restitue l'intuition centrale de l'intersectionnalité : dans une société donnée, à une époque donnée, les rapports de pouvoir de race, de classe et de genre (pour ne mentionner que ces exemples) ne sont pas des réalités séparées et mutuellement exclusives ; au contraire, ils s'appuient les uns sur les autres et fonctionnent conjointement ; et, bien qu'ils soient souvent invisibles, ces rapports de pouvoir imbriqués affectent tous les aspects du monde social.* » (11)

Mais il est clair qu'un tel constat de l'existence de rapports d'oppressions s'imbriquant les uns les autres et se renforçant mutuellement n'a absolument rien de nouveau – et ce même si l'on fait abstraction des thèses afro-féministes antérieures dont l'intersectionnalité tire toute sa substance (12).

Nous autres, matérialistes vulgaires, avons depuis longtemps pris note de cet état de fait : nous l'avons tiré non seulement de ce que nous donne à voir l'expérience quotidienne de la lutte de classe, mais encore de l'enseignement de nos propres textes classiques. Depuis les longues descriptions d'Engels sur la *Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, le commu-

(7) On lit dans le premier article de Crenshaw : « *Quand le féminisme décrit l'expérience des femmes au prisme du patriarcat, du genre ou de la théorie des sphères séparées, il tend à oublier celui de la couleur. Les féministes oublient ainsi comment leur propre couleur influe sur certains aspects du sexisme, mais aussi comment elle les place en position privilégiée et contribue à leur propre domination. En conséquence, le féminisme demeure blanc et peine à s'élargir à la situation des femmes non privilégiées, ce qui lui permettrait pourtant d'en renforcer les fondements.* » (cité dans M. Boussahba, E. Delanoë-Brun et S. Bakshi, *Qu'est-ce que l'intersectionnalité/?*, *op. cit.*, p. 307.)

(8) *Ibidem*, pp. 283-284.

(9) *Ibidem*, p. 286.

(10) *Ibidem*, p. 289.

(11) S. Bilge et P. Hill Collins, *Intersectionnalité :*

nisme marxiste sait que le prolétariat n'est pas une masse uniforme subissant une même domination unilatérale, mais que l'action du capital, soucieuse de la plus grande extraction possible de plus-value, mobilise au contraire toutes les différences de sexe, d'âge, de religion et de nationalité pour morceler, diviser, et jeter les uns contre les autres les membres de la classe. Si donc, sous l'aspect de l'extraction de la plus-value, et en tant qu'ils viennent fournir les quantités de travail abstrait et socialement égal qui viendront gonfler les comptes des entreprises capitalistes, les prolétaires constituent bien une même masse *égale* (la plus frêle des modistes, dit Marx, occupe la même position que le rugueux forgeron vis-à-vis du capital, à qui elle vient, en dépit de la taille de ses bras, apporter un *même* travail abstrait), ils sont pourtant, en ce qui concernent leur être individuel et en tant qu'ils sont des créatures de chair et d'os, évidemment traversées de part en part par d'innombrables divisions naturelles et historiques.

« *Dans la foule bigarrée des travailleurs de toute profession, de tout âge et de tout sexe qui se pressent devant nous plus nombreux que les âmes des morts devant Ulysse aux enfers [...] saisissons encore au passage deux figures dont le contraste frappant prouve que devant le capital tous les hommes sont égaux – une modiste et un forgeron.* » (13)

Si l'on met de côté cet être de classe identique et invariant, résultat de l'égalisation des travaux particuliers dans la production de valeur, les pages du *Capital* sont remplies de longues évocations concernant l'exploitation sans merci non seulement des enfants, chair fraîche et jugée plus docile dont la force de travail "suffit juste", mais encore des femmes, que l'exposition au travail expose à des symptômes tout particuliers compte tenu de leur sexe et de leur constitution biologique. De la même manière Engels, dans *L'Origine de la famille, de la propriété et de l'État*, à la suite de Flora Tristan (14), ose porter les termes de la lutte de classe

jusque dans le foyer et la tranquillité tout apparente de la sphère domestique, en proclamant que "dans la famille, l'homme est le bourgeois ; la femme joue le rôle du Prolétariat" (15).

Cependant, la différence fondamentale qui sépare d'une ligne infranchissable la conception marxiste radicale et la conception intersectionnelle est que, pour le communisme marxiste, la femme prolétaire est toujours envisagée comme une catégorie particulière du sujet plus large qu'est le prolétariat en général : quoiqu'elle soit un membre particulier de la classe, et marquée en conséquence par une condition spécifique qui l'expose à une situation de double exploitation (économique et domestique), la femme prolétaire partage les intérêts fondamentaux de la classe prolétarienne en général, parce que les conditions de sa libération, tant comme esclave salariée que comme esclave domestique, passe nécessairement par la destruction des fondements même de la société mercantile : le rapport d'exploitation, la séparation entre la sphère de la production sociale et la sphère de la production et de la reproduction domestique de la force de travail, la famille elle-même.

Nous autres marxistes savons bien que le rapport de classe est nécessairement articulé avec d'autres rapports sociaux et que ces rapports se déclinent à l'infini, parfois même au sein de la classe (différences existantes dans le taux d'exploitation, travail manuel/intellectuel, âge, sexe, religion, race, nationalité, etc.). Cette centralité de la classe, que nous défendrons contre tous, ne veut évidemment pas dire que la classe est le *seul* rapport social, mais signifie que la position de classe, les intérêts qui découlent de cette position et, en définitive, la capacité de ce prolétariat combien bigarré à se constituer en parti capable de mener la guerre de classe pour la défense de *ses* intérêts de classe sont les conditions nécessaires à la destruction des fondements de la société de classe elle-même, à l'abolition

une introduction, Paris, Amsterdam, 2023, p. 24.

(12) La théoricienne afro-féministe Bell Hooks notait déjà en 1981, soit presque 10 ans avant l'article inaugural de Crenshaw : « *Lorsqu'on parle des personnes noires, le sexisme a un effet négatif sur la reconnaissance des intérêts des femmes noires ; lorsqu'on parle des femmes, le racisme a un effet négatif sur la reconnaissance des intérêts des femmes noires. Lorsqu'on parle des Noirs, le regard a tendance à être tourné vers les hommes noirs ; et lorsque l'on parle des femmes, le regard a tendance à être tourné vers les femmes blanches* » (cité dans R. Bachand, *L'intersectionnalité/ : dominations, exploitations, résistances et émancipation, Politique et Sociétés*, vol. 33, n° 1, Société québécoise de science politique, 2014, pp. 3-14.)

(13) K. Marx – *Le Capital* Livre I : X.3, s. d. (en ligne : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/>

1867/Capital-I/kmcapI-10-3.htm ; consulté le 17 avril 2024).

(14) *L'homme le plus opprimé peut opprimer un être, qui est sa femme. Elle est le prolétaire du prolétaire même.* (Flora Tristan, *L'Union ouvrière*, 2ème édition).

(15) Engels : *L'origine de la famille de la propriété privée et de l'État* (II.3), s. d. (en ligne : <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1884/00/fe18840000h.htm> ; consulté le 17 avril 2024). Voir aussi : « *La famille conjugale moderne est fondée sur l'esclavage domestique, avoué ou voilé, de la femme, et la société moderne est une masse qui se compose exclusivement de familles conjugales, comme d'autant de molécules. De nos jours, l'homme, dans la grande majorité des cas, doit être le soutien de la famille et doit la nourrir, au moins dans les classes possédantes ; et ceci lui donne une autorité souveraine qu'aucun privilège juridique n'a besoin d'appuyer.* » (*Ibid.*)

des conditions matérielles nécessaires à l'accumulation tautologique de valeur, à l'existence même de la propriété privée et de l'exploitation – et que, sans la destruction complète de ces conditions matérielles, les autres formes d'oppressions ne sauraient *jamais* disparaître totalement.

Toute notre conception repose par conséquent sur l'idée que le racisme, la xénophobie, les préjugés de race, de couleur, de religion, l'oppression sexuelle et toutes les autres formes de discrimination sont des produits spécifiques à la société de classe elle-même, des formes réifiées et réfléchies dans la conscience des hommes, de séparations qui constituent l'armature matérielle de la société de classe : séparation entre la sphère domestique et la sphère de la production sociale, concurrence organisée entre les travailleurs sur le marché de la force de travail pour leur propre subsistance au seul profit du capital, séparation des nations entre États impérialistes prédateurs avides de débouchés.

Cette conception est niée en tout point par l'intersectionnalité. Sous prétexte que le rapport de classe ne saurait être tenu pour le seul rapport social, les diverses formes réifiées d'oppressions, nécessairement multi-formes et potentiellement infinies que les marxistes font découler de l'existence de l'antagonisme de classe, accèdent, dans la théorie intersectionnelle, à leur plus totale autonomie. Parce que les diverses oppressions se trouvent coupées de leur racine, et de la raison qui explique la permanence de leur reproduction, la question même de leur origine, et, par conséquent, les conditions de leur disparition, ne se trouvent jamais posées dans la théorie intersectionnelle. Chez celle-ci, cette sainte trinité contemporaine de la race, du sexe et de la classe semble comme tombée du ciel et on ne s'étonne même pas qu'il puisse exister des rapports d'oppressions entre les communautés de couleur, entre les sexes et les classes (que la théorie intersectionnelle ne définit jamais que par la distinction platement sociologique entre riches et pauvres). Dans une telle conception, les catégories ou facteurs innombrables à partir desquels se déterminent les rapports oppressifs sont purement et simplement juxtaposés les uns à côté des autres, sans qu'aucun d'entre eux n'ait – du moins à première vue – une position déterminante par rapport aux autres. Cette mise sur le même plan de toutes les catégories et de toutes les oppressions (racistes, sexistes, validistes, classistes, etc.) se voit bien entendue justifiée au nom d'une prise en compte de la plus grande diversité des situations et d'un souci de plus grande complexité d'analyse :

« *L'intersectionnalité invite à un décentrement du regard, et à une prise en compte des diversités. À une représentation prédéfinie des catégories socio-culturelles, elle préfère l'observation des réalités, et la prise en compte des situations au croisement de divers facteurs – de classe, de genre, de couleur, d'origine ethno-raciale, de religion, d'âge, d'aptitudes, de santé, la liste est longue.* » (16)

C'est peu dire que la liste est longue : elle est infinie.

Cet éclectisme sans principe, devant servir à faire la "cartographie" (selon un terme installé par Crenshaw dans son deuxième article de 1991 (17) et repris par ses disciples) des différents rapports d'oppressions dont chaque segment de la population est susceptible de faire l'objet à tel ou tel moment de sa vie et à peu près sur n'importe quel sujet fait évidemment les choux gras de toute la glose universitaire avide de "chantiers permanents" à explorer à longueur d'articles académiques et de colloques.

« *Si l'intersectionnalité est une carte de navigation de la complexité, précisément celle de l'architecture du pouvoir dans un espace-temps donné, elle doit en être une qui reste continuellement provisoire, en chantier permanent, jamais transformé en carte définitive mais nécessairement ajustée en fonction des spécificités historiques contextuelles et des enjeux émergents. C'est cette ouverture à l'ajustement et aux formations à venir, qui est aussi une position d'humilité intellectuelle, que signifie justement cet "etc." tant raillé par certains. Un "etc." qui refuse de clore l'énumération des catégories opératrices du pouvoir – la race, la classe, le genre, la sexualité, l'âge, le handicap, etc.* » (18)

Parce qu'elle peut s'atteler à l'envi à croiser ce qu'elle appelle les "rapports de pouvoirs" (19) multiples (ou "multidimensionnels", comme disent les pédants), la théorie intersectionnelle aboutit en définitive en un véritable culte de la diversité pour la diversité, au nom d'un plus grand respect porté à la situation des marges. À en relire Sirma Bilge et Patricia Hill Collins, deux professeures de sociologie théoriciennes de l'intersectionnalité et autrices d'un ouvrage introductif sur cette notion, cette religion de la différence atteint des niveaux proprement stupéfiants :

« *À la suite de cela, nous avons engagé une con-*

(16) M. Boussahba, E. Delanoë-Brun et S. Bakshi, *Qu'est-ce que l'intersectionnalité?*, op. cit., p. 16.

(17) K. Crenshaw, *Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color*, *Stanford Law Review*, vol. 43, n° 6, juillet 1991, p. 1241. Une traduction en français est disponible ici : K. W. Crenshaw, *Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur*, *Cahiers du Genre*, vol. 39, n° 2, Association Féminin Masculin Recherches, 2005, pp. 51-82 (<https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2005-2-page-51.htm>).

(18) S. Bilge et P. Hill Collins, *Intersectionnalité*, op. cit., p. 12.

(19) « *L'intersectionnalité examine la façon dont les rapports de pouvoir imbriqués influent sur les rapports sociaux dans diverses sociétés, ainsi que sur l'expérience des individu.e.s dans la vie quotidienne. En tant qu'instrument d'analyse, l'intersectionnalité considère que les catégories de race, de classe, de genre, de sexualité, de nationalité, de capacité, d'ethnicité et d'âge*

versation qui s'est poursuivie lors d'une visite au Musée de l'art brut, lieu modeste mais remarquable où sont exposées les œuvres de personnes considérées comme des outsiders, tel.le.s les patient.e.s interné.e.s en hôpital psychiatrique. C'est au cours de cette visite que nous avons constaté nos idées communes, au sujet du congrès mais aussi de l'intersectionnalité. Nous avons découvert que Sirma fait de la peinture, que Patricia pratique la danse et que les arts imprègnent notre sensibilité intersectionnelle. Nous ne le savions pas encore, mais le travail commun sur ce livre avait déjà commencé. » (20)

Mais cet éclectisme a évidemment des conséquences plus profondes que la simple logorrhée académique ou la non moins pathétique célébration de soi. Car du fait de cette mise sur le même plan de tous les facteurs d'oppression et de discrimination, où tous sont proclamés comme également vecteurs de rapports de pouvoir, la classe devient un simple rapport d'oppression parmi d'autres, et ne fait que s'ajouter à d'autres "discriminations" tout aussi dignes d'intérêt, sinon plus. En tant qu'elle étend l'analyse des rapports de pouvoir à tous les aspects de la vie sociale, en refusant de trancher explicitement sur le caractère déterminant du rapport de classe, la théorie intersectionnelle s'inscrit pleinement dans la tradition de la théorie postmoderne (21). Car, si comme le voudrait la conception postmoderne, le pouvoir est partout, si ce dernier se loge dans l'intégralité des rapports intersubjectifs, cela signifie il n'est plus nulle part, puisque le moindre rapport social est toujours susceptible de réintroduire ou de reproduire de telles rapports de domination ou d'oppression. Le résultat le plus immédiat de cette dilution du rapport fondamental d'exploitation dans l'océan infini de rapports présentés comme multidimen-

sionnels et traversant chaque aspect de la vie sociale est bien évidemment la négation du programme révolutionnaire communiste : si les rapports de pouvoir sont partout, il n'y a plus de pouvoir à abattre, ou du moins, ce pouvoir ne réside plus dans les rapports d'exploitation identifiés aux intérêts de la classe dominante, pas plus que dans l'immense force de l'État, mais dans l'ensemble des rapports entre communautés et individus atomisés. Ce qui est nié purement et simplement par la théorie intersectionnelle, c'est donc le face à face entre le prolétariat et ses oppresseurs, l'antagonisme irréductible entre les intérêts des deux classes fondamentales du mode de production capitaliste. L'intersectionnalité proclame haut et fort son refus de considérer la classe comme le rapport prédominant, et, par là, sa négation du prolétariat comme classe révolutionnaire. En lieu et place de la révolution prolétarienne, le programme politique de la théorie intersectionnelle ne peut consister qu'en de vagues alliances interclassistes sans but précis, sinon la recherche d'une plus grande "égalité" entre groupes "minoritaires".

« L'approche intersectionnelle refuse de prioriser politiquement la classe. Et c'est précisément sur ce point que notre désaccord se noue avec les tenant.es d'une hiérarchie des luttes où la question de la classe sociale prévaudrait sur d'autres expériences minoritaires. L'intersectionnalité exige de penser aux possibilités et aux formes d'alliances entre groupes soumis à des rapports de pouvoir. Loin de faire prévaloir la race sur la classe, l'approche intersectionnelle offre plutôt une complexification de l'analyse des régimes d'oppression et donne, sur le plan pratique, la possibilité de construire, avec un souci d'égalité et de réciprocité, des causes communes. » (22)

Mais qu'est-ce que signifie ce refus de "prioriser

- entre autres – sont interdépendantes et façonnées les unes par les autres. L'intersectionnalité est une manière de comprendre et d'expliquer la complexité du monde, des personnes et des expériences humaines. [...] Cette définition opératoire restitue l'intuition centrale de l'intersectionnalité : dans une société donnée, à une époque donnée, les rapports de pouvoir de race, de classe et de genre (pour ne mentionner que ces exemples) ne sont pas des réalités séparées et mutuellement exclusives ; au contraire, ils s'appuient les uns sur les autres et fonctionnent conjointement ; et, bien qu'ils soient souvent invisibles, ces rapports de pouvoir imbriqués affectent tous les aspects du monde social » (Ibid., p. 24.)

(20) Ibidem, p. 18.

(21) « L'intersectionnalité s'insère très bien dans le projet postmoderne de conceptualiser des identités multiples et changeantes. Elle coïncide avec les idées de Foucault sur le pouvoir, centrées sur les processus dynamiques et la déconstruction de catégories normalisantes et homogénéisantes. » (K. Davis, *L'intersection-*

nalité, un mot à la mode. Ce qui fait le succès d'une théorie féministe, F. Bouillot (trad.), *Les cahiers du CEDREF. Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes*, n° 20, Université Paris Diderot – Paris 7, 1er janvier 2015 (DOI : 10.4000/cedref.827 consulté le 17 avril 2024). La théorie « postmoderne », dont le philosophe Jean-François Lyotard a tracé les contours (tout en s'en réclamant) dans son texte *La Condition postmoderne* de 1979, se caractérise elle-même comme un rejet de la conception philosophique qu'elle dit propre à la « modernité », et qu'elle identifie aux théories de l'histoire en général – dont le marxisme fait selon elle partie. Ces théories de l'histoire auraient pour point commun avec la pensée eschatologique d'introduire de la rationalité dans l'histoire, et de ne voir en celle-ci qu'un procès de développement orienté vers le progrès et appelé à s'achever dans un état de libération maximal de l'humanité. Selon Lyotard, « la pensée et l'action des XIXe et XXe siècles sont régies par une Idée [...]. Cette Idée est celle de l'émancipation (Suite note 21 et note 22 pages suivantes)

politiquement la classe” sinon d’encourager ouvertement la collaboration de classe la plus honteuse, le ralliement de segments entiers du prolétariat à des communautés constitués d’individus partageant des “discriminations” communes (par exemple la couleur de peau, le sexe, l’orientation sexuelle) mais aux intérêts matériels absolument contraires aux siens ? Que signifie cette “complexification de l’analyse des régimes d’oppression” sinon le souci de dissoudre les combats spécifiquement prolétariens dans des combats qui ne sont pas les leurs au nom d’une prétendue oppression plus large qui *primerait* sur les rapports de classe ?

Les partisans de l’intersectionnalité ont beau prétendre que leur conception n’exclue pas l’analyse de classe, le fait est que la classe, lorsqu’elle intervient dans leur analyse, n’intervient que comme supplément de discrimination, discrimination particulière venant s’ajouter à d’autres afin de contribuer à “marginaliser” encore plus une catégorie déjà mise à l’écart de différentes manières (par exemple, la “précarité” s’ajoute au fait d’être une femme lesbienne noire, ou d’être un homme immigré et handicapé). La classe, comme “condition minoritaire”, est donc rabattue sur la simple condition précaire, et l’oppression de classe, le rapport d’exploitation que les marxistes considèrent comme la source de l’accumulation et de la reproduction du capital, devient une simple discrimination parmi d’autres... qu’il faudrait par conséquent combattre *en tant que discrimination !*

Il est à cet égard frappant que dans les deux articles de 1989 et 1991 de Crenshaw, le terme même de classe n’intervienne jamais dans les titres : seuls sont pris en compte le croisement du genre et de la race. Cela est tout à fait cohérent puisque le but avoué de Crenshaw dès son article de 1989 est de parvenir à localiser, on l’a dit, le “point aveugle” des mouvements anti-racistes en général et du mouvement de libération noire en particulier, soit la situation spécifique d’oppression des femmes noires. L’idée au cœur de l’élaboration de la théorie intersectionnelle de Crenshaw, et ce qui lui donne donc sa raison d’être, est que la prise en compte de la question des femmes noires au sein du mouvement noir devrait d’abord servir à renforcer la lutte de tout l’ensemble, c’est-à-dire, ici, la lutte pour la libération noire, la consolidation de la conscience raciale noire. C’est d’ailleurs ainsi que Crenshaw conclue son premier article :

« Tout véritable effort pour libérer la communauté noire des conditions qui caractérisent sa subordination raciale doit inclure une analyse du sexisme et du patriarcat. Ceci vaut en théorie comme en pratique. De même, le féminisme doit inclure une analyse du racisme s’il veut exprimer les aspirations des femmes non-blanches. Ni les luttes de libération noire ni la théorie féministe ne peuvent ignorer l’expérience intersectionnelle de celles que l’un et l’autre mouvement prétendent compter dans leurs rangs. [...] Il est assez ironique que les personnes qui ont le plus à gagner à la disparition du racisme et du sexisme adoptent

une perspective si verticale, institutionnelle, et normative de la discrimination. Si leurs efforts portaient plutôt sur les besoins des plus désavantagés et les restructurations les plus nécessaires, les personnes souffrant d’une seule oppression en profiteraient elles aussi. » (23)

Crenshaw prend donc le contre-pied de l’idée selon laquelle le renforcement politique de la communauté raciale noire passerait par la revendication assumée du sexisme, position ouvertement réactionnaire défendue par certains leaders et intellectuels du nationalisme noir (24). Mais si l’intersectionnalité se construit en opposition à cette conception, elle se déplace toujours dans le cadre de la même politique identitaire. L’intersectionnalité n’est rien d’autre que le nom donné au nouveau principe de l’alliance raciale. Si la classe n’intervient pas (l’extrait parle de faire disparaître le racisme et le sexisme mais bien évidemment jamais l’oppression de classe), cela n’a donc rien d’un oubli accidentel, mais c’est précisément parce que l’analyse de classe, qui trace une ligne rouge infranchissable entre le prolétariat et ses oppresseurs de même couleur, agit nécessairement comme un puissant dissolvant à l’intérieur de la prétendue communauté.

Que l’intersectionnalité se constitue comme un interclassisme racial, apparaît également dans l’article de 1991. Crenshaw s’inscrit ouvertement dans le cadre d’une politique de l’identité (ici encore raciale, et centrée sur la communauté noire) en annonçant vouloir résoudre les défauts du mouvement anti-raciste actuel :

« Le problème, avec la politique de l’identité, n’est pas qu’elle échoue à transcender la différence – comme l’en accusent certains critiques – mais plutôt l’inverse : la plupart du temps, elle amalgame ou ignore les différences internes à tel ou tel groupe. » (25)

L’intersectionnalité est ouvertement pensée comme devant constituer un facteur de neutralisation des oppositions au sein d’une communauté raciale fragmentée par diverses oppressions imbriquées :

« Je voudrais suggérer que l’intersectionnalité permet d’alléger un peu la tension entre les revendications de l’identité multiple et la nécessité jamais

(Suite de la note 21)

*tion. Elle s’argumente certes tout différemment selon ce qu’on appelle les philosophies de l’histoire, les grands récits sous lesquels on tente d’ordonner la foule des événements. [Ces récits] situent les données qu’apportent les événements dans le cours d’une histoire dont le terme, même s’il reste hors d’atteinte, se nomme liberté universelle, acquittement de l’humanité tout entière. » (Jean-François Lyotard, *Le postmoderne expliqué aux enfants*, Paris, 1986, p. 45.) Elle refuse par conséquent toute pertinence aux « méta-récits » (qu’elle assimile à des grands récits mobilisateurs : par exemple le communisme) ou à l’idée même d’un sujet de l’histoire (le prolétariat révolutionnaire).*

démence d'une politique identitaire. (26)

« Reconnaître que la politique de l'identité se développe au point d'intersection des catégories paraît donc plus fructueux que contester la possibilité même de dire quelque chose des catégories. En prenant conscience de l'intersectionnalité, nous devrions mieux pouvoir identifier nos différences et les justifier, négocier aussi les moyens grâce auxquels ces différences trouveront à s'exprimer dans la construction de la politique du groupe. (27)

« L'intersectionnalité nous offre au contraire une base pour reconceptualiser la race comme une coalition entre hommes et femmes de couleur. » (28)

Ce primat de la race sur la classe, qui motive un projet politique identitaire nécessairement interclassiste, se fonde sur le renversement de l'idée marxiste selon laquelle l'oppression de classe et la propriété privée est la cause de l'oppression sexuelle et raciale. Pour Crenshaw, c'est au contraire la différence sexuelle et raciale qui expliquerait l'existence même de la société de classe :

« Au niveau le plus élémentaire, race, genre et classe sont tous en cause, étant donné la forte corrélation entre "femme de couleur" et pauvreté. En outre, la disparité de l'accès à l'emploi et au logement – c'est-à-dire la discrimination – est redoublée par leur identité de race et de genre. La race et le genre sont parmi les tout premiers facteurs responsables de cette distribution particulière des ressources sociales qui aboutit aux différences de classe observables (nous soulignons). Et dès lors qu'elles se trouvent réunies dans une classe sociale défavorisée, les structures de race et de genre déterminent la manière singulière, par rapport aux autres groupes, dont les femmes de couleur vivent la pauvreté. » (29)

Ici encore, la théorie intersectionnelle de Crenshaw n'est qu'une reprise des thèses du féminisme noir, qui, alors même lorsqu'il tentait de se dissimuler derrière un vernis anticapitaliste (ce que Crenshaw ne cherche même plus à faire) limitait ouvertement son action à la consolidation de la communauté raciale et à la lutte pour la "dignité" de la race, évacuant toute perspective de renversement du capitalisme. Citons la "Déclaration"

du Combahee River Collective :

« Par-dessus tout, notre politique a surgi initialement de la croyance partagée que les femmes Noires ont une valeur intrinsèque, que notre libération est une nécessité, non comme accessoire de celle de quelqu'un.e d'autre mais à cause de notre propre besoin d'autonomie comme personnes humaines. [...] Notre politique naît d'un sain amour pour nous-mêmes, nos sœurs et notre communauté, qui nous permet de continuer notre lutte et notre travail. » (30)

Ici encore, la focalisation sur la communauté de couleur entraîne le rejet explicite d'une politique spécifiquement prolétarienne, qui nécessite de surmonter tous les clivages de sexe et de race. Le programme de la politique de l'identité se constitue contre l'idée même de parti prolétarien :

« C'est dans le concept de politique de l'identité [identity politics] que s'incarne notre décision de nous concentrer sur notre propre oppression. La politique la plus profonde et potentiellement la plus radicale émane directement de notre propre identité – et non pas de luttes pour en finir avec l'oppression d'autres personnes [nous soulignons]. Dans le cas des femmes Noires, il s'agit d'un concept répugnant, dangereux, menaçant et donc révolutionnaire, car au vu de l'ensemble des mouvements politiques qui nous ont précédé, il est évident que n'importe qui mérite davantage sa libération que nous. » (31)

La lecture de classe a complètement disparu, et la société capitaliste, au lieu d'être analysée comme immense accumulation de valeur et de travail abstrait évidemment indifférent aux particularités sexuelles, ethniques, raciales et nationales est simplement envisagée comme une société dominée par l'homme blanc ! La jonction avec le mouvement prolétarien blanc est donc nécessairement rejeté. À la fin de leur déclaration, le Combahee River peut citer cette phrase de Robin Morgan (*Sisterhood is powerful*) en guise de conclusion politique :

« Je n'ai pas la moindre idée du rôle révolutionnaire que pourraient avoir des hommes blancs hétérosexuels, dans la mesure où ils sont l'incarnation même

(22) E. Lépinard et S. Mazouz, *Pour l'intersectionnalité*, op. cit., pp. 37-38.

(23) Cité dans M. Boussahba, E. Delanoë-Brun et S. Bakshi, *Qu'est-ce que l'intersectionnalité ?*, op. cit., pp. 328-329.

(24) La Déclaration du Combahee River Collective cite une brochure nationaliste noire défendant l'oppression sexuelle des femmes comme constitutive de l'identité noire (Mumininas, Mwanamke Mwananchi, 1971, *The Nationalist Woman*). De la même manière, Crenshaw, dans son article de 1991, cible ouvertement l'anti-féminisme virulent et revendiqué de la théoricienne nationaliste noire Shahrazad Ali (*Blackman Guide to Understanding the Blackwoman*), qui fait de la lutte contre

l'oppression des femmes un produit culturel spécifiquement blanc qui ne pourrait que diminuer la dignité et la virilité des hommes noirs. Une telle position ouvertement réactionnaire est représentée aujourd'hui par l'idéologue indigéniste Houria Bouteldja.

(25) K. W. Crenshaw, *Cartographies des marges*, op. cit.

(26) K. W. Crenshaw, *Cartographies des marges*, op. cit.

(27) *Ibidem*(28) *Ibidem*

(29) *Ibidem*

(30) C. R. Collective, *Déclaration du Combahee River Collective*, op. cit.

(31) *Ibidem*

d'intérêts de pouvoir personnels et réactionnaires [reactionary-vested-interest-power]. » (32)

L'interclassisme racialiste (ou simplement identitaire, lorsque la communauté en question est une communauté fondée sur le sexe, le handicap ou les préférences sexuelles, etc.), que charrie l'intersectionnalité s'accompagne nécessairement d'une conception foncièrement réformiste de la lutte politique. C'était, on l'a vu, déjà le cas dans la déclaration du Combahee River Collective, qui déclarait lutter pour la reconnaissance des femmes noires lesbiennes comme "personnes humaines" et en affirmant cet horizon leur "suffisait" bien assez (33). Il en va de même dans la théorie intersectionnelle. Son objectif n'est pas la domination politique du prolétariat et du parti de classe, mais simplement la reconnaissance par l'État du caractère "humain" et de la "dignité" des secteurs discriminés, l'adresse à la bonté de l'État au nom du sacro-saint droit à la différence et à l'affirmation identitaire dont l'intersectionnalité a fait son culte !

Cette perspective en tous points réformiste est encouragée par le fait que les notions d'"oppression" et de "discrimination" ne se trouvent jamais clairement définies chez elle : elles se trouvent même confondues. L'"oppression" (et donc l'exploitation économique elle-même) est rabattue sur la simple "discrimination" : il n'y a oppression d'une partie de la population *que* parce qu'il y a manque de reconnaissance des droits inaliénables de cette catégorie sociale spécifique, ou, ce qui revient au même, traitement inique de celle-ci par d'autres groupes sociaux, de la société en général ou de l'État. La conséquence du brouillage de l'analyse de classe marxiste, par lequel l'antagonisme fondamental entre le capital et le travail s'efface purement et simplement derrière une infinité de rapports oppressifs et "multidimensionnels" entre divers groupes intéressés à reproduire des situations de dominations sans que l'on en connaisse la raison précise, se manifeste là dans toute son ampleur : pour qu'il y ait réparation de l'oppression, reconnaissance de la discrimination, il faudrait donc s'adresser à l'instance de la reconnaissance par excellence, c'est-à-dire à... l'État lui-même !

Il est logique qu'après avoir prôné la collaboration de classe au nom de la défense de l'identité, de la conscience raciale, sexuelle, etc., l'intersectionnalité se jette dans les bras de l'État, que toute sa politique consiste à s'adresser à lui, à tenter de l'interpeller pour exiger la "correction" de telles discriminations, afin d'obtenir de lui "réparation", "justice distributive", "discriminations positives", "quotas", en somme, une place comme les autres dans la société de classe actuelle.

Une image employée par Crenshaw dans son premier article est, sur ce point, tout à fait révélatrice.

« Imaginez une cave qui contiendrait toutes les personnes discriminées sur la base de leur ethnicité, de leur genre, de leur classe, de leurs préférences sexuelles, de leur âge et/ou de leurs capacités physiques. On empile ces personnes, en plaçant au bas de la pyramide celles qui concentrent le plus de facteurs

discriminants, pour laisser au sommet celles qui ne présentent qu'un facteur discriminant, dont la tête caresse ainsi le plafond. Au-dessus, il y a ceux qui ne souffrent d'aucune oppression. Soucieux de corriger certains des aspects de la domination, une partie des résidents du rez-de-chaussée autorisent les personnes entassées à la cave à monter à leur niveau, mais seulement si elles peuvent affirmer que seul le plafond les gêne dans leur ascension. Mais cette trappe n'est accessible qu'aux personnes qui, parce qu'elles ne portent qu'un seul fardeau, se trouvent dans une position privilégiée par rapport à celles et ceux sur les épaules desquel.le.s elles se sont hissées. Les autres, qui cumulent les oppressions, restent dans la cave, sauf à trouver le moyen de se hisser dans les groupes qu'on a autorisés à franchir la trappe. » (34)

La société est envisagée comme une hiérarchie d'individus où les plus privilégiés qui ne "souffrent d'aucune oppression" (les hommes blancs riches hétérosexuels et valides, on l'imagine) occupent le haut du panier. Tout ce qu'il convient de faire est de parvenir à hisser les catégories "qui cumulent les oppressions" et qui se trouvent pour l'instant au fond de la cave au même niveau de "privilège" que les premiers, qui sont à l'étage. Crenshaw n'est en fait pas tout à fait claire sur cet objectif : s'agit-il de faire en sorte que tous occupent la même position de privilège en se tenant au rez-de-chaussée de cette petite charmante maison qu'est la société de classe ? Mais comment est-il possible, dans une société fondée sur l'accumulation privée qui se fait nécessairement au détriment de l'immense majorité, de parvenir à une "égalité de privilège" pour tous ? Ou bien s'agit-il seulement de favoriser l'"ascension sociale" en donnant la possibilité aux "discriminés" d'aujourd'hui de devenir les patrons de demain ? Mais dans ce cas la théorie intersectionnelle, qui ne questionne en rien l'existence même de privilèges, ne peut assurément pas résoudre l'antagonisme de classe : elle ne représenterait qu'un alter-capitalisme où les dominants d'une certaine communauté se trouveraient simplement remplacés par les dominants d'un autre groupe racial ou sexuel.

Dans une telle perspective, au potentiel libérateur combien limité, il est donc parfaitement logique que l'oppression de classe apparaisse comme le point aveugle de toute la théorie intersectionnelle.

Crenshaw le sait bien. Celle-ci réclame la fin des discriminations contre les communautés minoritaires

(32) *Ibidem*

(33) *« Nous rejetons les piédestaux et nous ne voulons ni le titre de reines [queenhood], ni marcher dix pieds en arrière. Être reconnues comme humaines, tout simplement humaines [levelly human], nous suffit »*, *Id.*

(34) Cité dans M. Boussahba, E. Delanoë-Brun et S. Bakshi, *Qu'est-ce que l'intersectionnalité ?*, *op. cit.*, pp. 302-303.

et semble penser, en incorrigible juriste, que la loi est susceptible d'abolir ces discriminations. Mais le racisme, le sexisme ne peuvent évidemment pas être abolis par aucune constitution, la plus "juste", la plus "équitable" soit-elle. Ils resteront le lot commun de toutes les communautés opprimées aussi longtemps que la société de classe ne serait pas détruite de fond en comble, et avec elles, les anciennes mentalités héritées de la période où l'exploitation de l'homme par l'homme constituait la seule vraie loi de toutes les Constitutions bourgeoises.

Admettons cependant que les plaignantes obtiennent une réparation de la part du tribunal et de l'État, et que ceux-ci leur donnent raison contre leur ancien employeur. En quoi cela modifiera-t-il quoique ce soit au fait qu'elles sont des prolétaires, et, en tant que telles, les esclaves salariés des patrons ? Quelle pourrait donc être la "discrimination positive", la "réparation" obtenue pour la "discrimination" fondée sur la classe, pour le traitement "classiste" dont elles ont fait l'objet en étant du jour au lendemain jetées à la porte et privés du moyen de gagner leur vie ? Absolument aucun, évidemment. Car cela est bien normal : l'État, la justice, ne peuvent de toute évidence pas aller contre les rapports fondamentaux qui justifient son existence : la séparation en classes et l'exploitation de l'immense majorité de la population au profit d'une minorité toujours plus petite.

C'est la raison pour laquelle Crenshaw peut bien présenter la théorie intersectionnelle comme un "effort pour libérer la communauté noire des conditions qui caractérisent sa subordination raciale" tout en luttant contre le "sexisme et le patriarcat" (35) affectant de manière spécifique les femmes noires : jamais elle ne déclare vouloir l'abolition de l'oppression de classe, et pour cause !

La raison en est que l'oppression de race et de sexe d'un côté et l'oppression de classe ne sont en réalité pas symétriques : la logique abstraite du capital n'a en soi que faire de la couleur de peau, du sexe ou de l'orientation sexuelle des agents qui portent effectivement ses rapports et peut même concéder, à un moment ou à un autre, quelques mesures "luttant" contre le racisme ou le sexisme, même s'il tend nécessairement à reproduire ces formes d'oppressions. Quelle importance, en effet, que le prolétaire soit blanc ou noir tant que celui-ci apporte à ses maîtres une quantité suffisante de travail gratuit ? Quelle importance que la propriétaire d'une entreprise soit une femme noire lesbienne d'origine pauvre ou une bourgeoise blanche issue des beaux quartiers tant que l'accumulation poursuit son cours, sur le dos du malheur du plus grand nombre ? Le mode de production capitaliste peut bien s'accommoder de n'importe quelle "reconnaissance", de n'importe quel brevet de "dignité", du transfert de n'importe quel "privilège" d'une communauté à une autre... tant que la séparation entre exploités et exploités n'est pas remise en cause, la dictature du mercantilisme peut dormir sur ses deux oreilles.

L'aboutissement politique de tout cela – puisque les perspectives de prise du pouvoir par la classe dominée et de renversement de l'ordre économique et politique actuel se trouvent de fait mise à la porte par la théorie intersectionnelle – ne peut être que le sempiternel aménagement de l'ordre existant, la "correction" des inégalités salariales... soit une "solution" banalement réformiste qui tente de se dissimuler sous un verbiage incapable de tromper qui que ce soit.

« Cette ouverture à la malléabilité contextuelle ne doit pas faire perdre de vue que l'intersectionnalité a une orientation claire, qu'elle pointe vers une direction. Dès lors, l'intersectionnalité se pense aussi comme un *compas*. Son orientation est la justice sociale, laquelle constitue un concept de l'ordre d'aspiration, un concept d'horizon vers laquelle la démarche intersectionnelle tend. Autrement dit, l'intersectionnalité n'est pas qu'une démarche analytique mais aussi une praxis politique tournée vers la justice sociale. » (36)

La "justice sociale" comme "concept de l'ordre d'aspiration [et] d'horizon" ! Il fallait au moins deux cerveaux d'universitaires de cette envergure pour débusquer une solution pareille ! L'avantage de cette profession de foi de "justice sociale" est qu'elle convient évidemment aux philanthropes de tous poils, qui se cachent d'ailleurs là où on ne les attendait pas, puisque, à entendre nos deux intellectuelles intersectionnelles, l'on pourrait trouver des partisans de l'intersectionnalité jusque dans les palais du Vatican et les réunions du FMI !

« Au mois de mai de cette même année, plus de 2 200 dirigeant.e.s d'entreprises et d'investisseur.se.s originaires de 27 pays différents se réunirent à Londres pour une "Conférence sur le capitalisme inclusif". Nafeez Adhmed écrivait dans le "Guardian" que les participant.e.s étaient venus discuter de "la nécessité d'une forme de capitalisme plus responsable socialement, qui bénéficierait à tous et non pas seulement à une minorité aisée" [Nafeez Adhmed, "Inclusive Capitalism Initiative Is Trojan Horse to Quell Coming Global Revolt", *The Guardian*, 28 mai 2014]. Ces membres de l'élite internationale des affaires et de la finance, qui pesaient environ 300 000 milliards de dollar d'actifs liquides – soit un tiers du total mondial –, partageaient la même préoccupation : "la menace que le capitalisme représente pour le capitalisme", selon la formule employée à cette occasion par le PDG d'Univeler. La liste des invité.e.s comptait de nombreux noms prestigieux (sic!) : le prince Charles, Bill Clinton, le gouverneur de la Banque d'Angleterre et plusieurs dirigeant.e.s de multinationales. Dans son discours, la directrice du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, cita

(35) Cité dans *Ibid.*, p. 328.

(36) S. Bilge et P. Hill Collins, *Intersectionnalité*, *op. cit.*, p. 12.

elle aussi le pape François et l'accroissement des inégalités, "racine de tous les maux de la société". Pour souligner l'urgence de la situation, elle reprit à son compte l'idée de Marx selon laquelle le capitalisme contient en lui "les germes de sa propre destruction". Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas tous les jours que l'on entend la directrice générale du FMI citer à la fois le pape et Marx devant l'élite de la finance internationale. » (37)

Les professeurs d'université, les princes, tout le gratin de la bourgeoisie internationale, et même le pape : qui aurait pu se douter que cette profonde étude sur la situation des "marges" et des "discriminations croisées" déboucherait sur une alliance aussi vaste – et décidément de bien bonne volonté !

En tant que la négation de la nécessité de l'indépendance de classe est la véritable boussole de toute cette cartographie si rigoureuse, la théorie intersectionnelle peut bien être qualifiée de symptôme de la période de contre-révolution que nous traversons, où le prolétariat de chaque pays se révèle encore incapable de renouer avec la grande tradition des luttes classistes du passé afin de lutter pour ses propres intérêts, même sur un plan uniquement défensif. Loin donc de constituer comme annoncé la solution stratégique susceptible de hâter la venue des bouleversement sociaux à venir, l'intersectionnalité représente au contraire le fruit spirituel des aspects les plus insuffisants des luttes actuelles, leur caractère majoritairement non-prolétarien, en même temps qu'elle contribue activement à sanctifier les pires mots d'ordres interclassistes qui con-

damnent les prolétaires de chaque communauté particulière à bêler éternellement avec leurs oppresseurs dans les pâturages de la race et de l'identité – suivant les bons conseils dispensés par de respectables professeurs de droit, qui, évidemment, ne leur veulent que du bien.

Parce que la théorie intersectionnelle relègue l'exploitation de classe au rang d'une "discrimination" parmi d'autres, parce qu'elle s'oppose frontalement à la constitution d'un parti prolétarien indifférent aux races et aux maudites communautés éthico-nationales, et parce qu'elle réduit la situation prolétarienne à une pauvre identité demandant la "reconnaissance" des employeurs, des policiers, des juges et des Constitutions, il est on ne peut plus logique que le marxisme trouve en celle-ci le produit de l'académisme le plus pourri qui soit, et par-là même, la conception qui lui est la plus radicalement opposée.

Le prolétariat ne recherche aucune reconnaissance de la part de ses ennemis, et n'a en face d'eux, aucune identité à faire valoir. Il a, comme le proclame le *Manifeste* depuis 1848, "un monde à gagner", et il ne gagnera effectivement ce monde qu'à condition qu'il parvienne à briser toute attache avec ses oppresseurs, et, avec eux, toutes les identités parcellaires et fragmentées entravant la constitution de la communauté matérielle communiste. ●

(37) *Ibidem*, p. 43.

La lutte des classes et la question féminine

(Extraits de la brochure «Lotta di classe e questione femminile»,
Reprint *il comunista*, 1994)

Introduction

Après 1968, et surtout ces dernières années, la «question féminine» est revenue sous les feux de la rampe, impliquant un peu toutes les organisations politiques, qui, bien ou mal, ont dû faire face aux revendications et aux «thématiques» liés à cette question.

Elle revêt sans aucun doute une grande importance et la doctrine du communisme scientifique y a fait face dès le début. Reprise et reconsidérée à plusieurs reprises par le mouvement marxiste, c'est justement aux résultats de l'analyse marxiste qu'il faut se référer pour débarrasser le terrain des positions opportunistes et réformistes classiques ainsi que des positions faussement extrémistes. Bien que de manière

différente, toutes deux, se rapportent à la conception de «l'émancipation féminine» détachée de l'émancipation sociale en général et donc à l'idéologie bourgeoise et démocratique. D'autre part, ce que les deux positions ont en commun c'est la conviction que l'émancipation passe par une série de réformes - plus ou moins modérées, plus ou moins radicales - dans les limites et avec les moyens du régime bourgeois. Certains groupes féministes prêchent même un gradualisme encore plus néfaste, selon lequel si la contradiction homme-femme (dans les domaines juridique, économique, social, psychologique et sexuel) n'est pas résolue d'abord, on ne peut pas passer à la lutte pour le communisme.

* * *

En quoi y a-t-il une «question féminine»?

Posons tout de suite la question : dans quel sens existe-t-il pour les marxistes une question spécifique aux femmes ? Certainement pas en ce qu'il existe des solutions historiques spécifiquement féminines, c'est-à-dire des problèmes d'oppression qui ne découlent pas de la structure de classe de la société. La solution à l'oppression féminine dans la société capitaliste ne réside pas dans la découverte de revendications sociales particulières, ni ne peut être le résultat d'une éducation particulière de la femme, ou d'une «révolution culturelle». La solution passe par l'analyse des éléments structurels et superstructurels de la condition féminine dans la société, et sur la base de cette analyse, il sera possible de comprendre par quelle voie ces éléments peuvent et doivent être modifiés historiquement. Engels démontre que l'émergence de la sujétion des femmes ne réside pas dans un supposé égoïsme des hommes ou dans une perte de ... démocratie primitive, mais se situe sur la voie du développement historique des forces productives, qui implique à un certain niveau le passage du communisme primitif à une société divisée en classes.

Avec le développement de la production et des moyens de production (concentrés entre les mains des hommes), le travail domestique perd progressivement de son importance, et c'est là que se trouve l'origine de la sujétion féminine, comme l'écrit Engels dans *L'origine de la famille* : «*La même cause qui avait assuré à la femme sa suprématie antérieure dans la maison : le fait qu'elle s'adonnait exclusivement aux travaux domestiques, cette même cause assurait maintenant dans la maison la suprématie de l'homme : les travaux ménagers de la femme ne comptaient plus, maintenant, à côté du travail productif de l'homme; celui-ci était tout; ceux-là n'étaient qu'un appoint négligeable.*» (1) L'infériorité juridique n'est apparue qu'après cette grande transition, prouvant que les moyens juridiques ne révolutionnent rien du tout, mais se limitent à institutionnaliser ce qui, pour une société donnée et à un moment donné, est déjà devenu un fait ou une exigence. La conséquence, pour les marxistes, est que la sujétion de la femme à l'homme ne sera renversée que lorsque se briseront les chaînes qui la maintiennent en esclavage, c'est-à-dire la séparation du travail social productif. La barrière qui sépare généralement les femmes du travail social productif en les forçant à se cantonner à l'environnement «exclusif» de la cuisine et de la chambre des enfants (Lénine), a déjà commencé à se désagréger sous le capitalisme en faisant exploser toutes les contradictions que la victoire de l'économie associée, typique du mode de production capitaliste, sur l'économie domestique précapitaliste entraîne, en les amplifiant et en les universalisant.

Ce système pose déjà les bases (mais seulement celles-ci !) du dépassement de la famille et, par consé-

quent, les prémisses du dépassement des rapports de production dont dépendent également les relations personnelles et familiales.

Pour mettre en œuvre cette transition vers une forme supérieure de production sociale, il faut une profonde percée révolutionnaire, introduite par la prise du pouvoir politique par le prolétariat pour la transformation économique dans le sens du socialisme, avec toutes les mesures politiques, juridiques, sociales et économiques nécessaires. La famille et la sujétion féminine caractéristiques de l'époque bourgeoise ne seront pas battus avant cet énorme bouleversement.

L'oppression des femmes, introduite par des facteurs économique-sociaux, prendra fin grâce à des facteurs similaires : la simple égalité juridique ne met pas et ne pourra jamais mettre fin - comme le montre amplement le cours historique de la domination bourgeoise - à une oppression fondée sur des causes structurelles. Aux causes d'ordre structurel, il faut ajouter celles d'ordre superstructurel au sens des intérêts de classe que la bourgeoisie défend non seulement dans l'usine, mais dans toute la société au moyen de l'État central, de son appareil périphérique et de toute l'idéologie conservatrice, y compris ses formes «progressistes» et «éclairées».

L'inégalité, et par conséquent la sujétion, des femmes aux hommes en général est le reflet direct de la division en classes de la société et est profondément liée à la propriété privée et à l'appropriation des moyens de production et des produits. Elle est destinée à perdurer dans la société tant qu'existent les classes.

A la concurrence entre ouvriers dans l'usine, le capitalisme ajoute, avec l'entrée des femmes et des enfants dans la production - et ce n'est pas un fait récent, mais qui a commencé avec le développement du système capitaliste - d'autres éléments de concurrence au sein même de la famille ouvrière. Avec sa victoire sur l'économie domestique, qui survit partiellement jusqu'à aujourd'hui dans les milieux paysans et artisanaux, le capital place tous les membres de la famille dans la dépendance du travail salarié, déterminant ainsi directement sur toute la famille les conditions non seulement d'exploitation mais de précarité et d'insécurité caractéristiques de l'époque bourgeoise. C'est pourquoi la sujétion des femmes qui persiste dans la famille bourgeoise elle-même, ne sera surmontée qu'en démolissant les rapports de production bourgeois, et en les remplaçant par une forme de production supérieure : le communisme.

Cette perspective historique, matériellement déterminée, ne nous empêche pas d'aborder de manière positive les problèmes du double esclavage des femmes - esclavage domestique et esclavage salarial - dans le sens de la revendication pour la femme prolétaire non seulement d'un salaire égal à celui des hommes, mais aussi de toutes ces revendications - comme le divorce,

(1) Engels, «L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat», Ed. Sociales, 1976, p. 170.

l'avortement, l'élimination des inégalités en droit pénal, etc... - qui placent les femmes dans une situation d'égalité avec l'homme. Ce qui distingue ces revendications avancées par les communistes révolutionnaires de celles similaires des mouvements bourgeois et réformistes, c'est le cadre dans lequel elles sont placées, qui n'est pas le «renouveau démocratique» et la possibilité d'obtenir un gouvernement qui les mette pleinement en œuvre. Au contraire, il s'agit de faire entrer ces revendications dans l'agitation **de classe** en les reliant à l'ensemble des revendications prolétariennes. L'obtention d'une loi qui reconnaît un certain droit (pensez au «droit au travail» garanti par la constitution) démontre que sa pleine application est liée à l'organisation de classe et à l'utilisation des méthodes de la lutte de classe, indépendante de l'État et des réformismes de toutes nuances, et dans le même temps, démontre que toute mesure d'«émancipation», partielle ou totale, se heurte aux données objectives de cette société, que seule une révolution profonde pourra changer (le vote des femmes - tant réclamé par les suffragettes au début du XXe siècle - a-t-il conduit au socialisme ? Sûrement pas ! En réalité, avec lui, il a montré que non seulement les femmes et les hommes ne se sont pas rapprochés du socialisme, mais que la condition féminine elle-même n'a pas beaucoup changé, et si c'était le cas, c'est à la suite de changements matériels dans les relations sociales).

C'est pourquoi les communistes révolutionnaires sont les seuls à dire ouvertement que l'obtention de certains «droits» - dont certains doivent de toute façon être laissés aux forces réformistes sous leur drapeau distinctif - a pour but de montrer concrètement que le problème féminin, comme **tout** le problème social, reste ouvert tant que vit la société bourgeoise. Les revendications qui touchent surtout, mais pas exclusivement, les femmes prolétaires doivent être liées à la lutte des classes, et il n'est pas étrange que celui qui conçoit cette lutte comme une lutte pour les réformes ne puisse pas faire de même avec celles-ci. Pour nous au contraire, il ne s'agit pas de trouver par exemple la «forme adéquate» de l'institution familiale, mais de lier sa crise à la crise historique du capitalisme, donc non pas de sauver avec une réforme le «bien» qui en resterait, mais de lier la lutte pour une existence plus humaine des femmes à la lutte du prolétariat en général, sur le front de lutte le plus large possible, anticapitaliste : c'est dans ce sens qu'il existe une question féminine, c'est-à-dire une série de revendications des femmes, qui font partie du programme d'action du prolétariat.

Ce n'est que par cette lutte que le prolétariat peut obtenir certaines concessions sans renoncer à son autonomie de classe, et en sachant bien que toute législation, même la plus parfaite, est un bout de papier que non seulement l'État et la bourgeoisie, mais les faits matériels eux-mêmes, condamnent à rester largement lettre morte : à tout cela, on ne peut répondre que par une organisation indépendante de classe pour la défense de tout ce qui touche, de la façon la plus générale, aux conditions de vie des masses exploitées, y compris

les relations familiales et la condition des femmes, à l'usine et au foyer.

D'autre part, il est très clair que la législation sociale en faveur des femmes ne concerne pas exclusivement les femmes prolétaires, mais toutes les femmes. Mais cela ne nous empêche pas de rejeter la perspective de la « citoyenne », tout à fait bourgeoise et réformiste. Nous partons du point de vue du prolétariat dans le sens où la lutte économique pour les salaires, pour la réduction du temps de travail et pour l'égalisation des conditions de travail est fondamentale ; à cette lutte doivent également être liées les revendications qui correspondent au changement des conditions de vie des femmes. Avec Lénine, nous disons : *«Nous exigeons de la société bourgeoise une législation sociale en faveur des femmes, car des femmes nous comprenons la situation et les intérêts auxquels nous consacrerons tous nos soins pendant la dictature du prolétariat.»* (2) Dans cette même ligne, nous avons une indication générale que Clara Zetkin exprimait ainsi : *«Pas d'agitation féministe spécifique, mais une agitation socialiste parmi les femmes. Nous ne devons pas mettre au premier plan les intérêts les plus mesquins du monde féminin : notre tâche est de conquérir la femme prolétaire à la lutte des classes.»* Il faut partir des conditions matérielles pour relier les problèmes qui leur sont liés au programme socialiste de révolution de toutes les relations sociales.

Le pouvoir prolétarien lui-même, la dictature communiste, même dans ce domaine, trouvera une série d'obstacles déterminés par l'héritage social du capitalisme et du milieu bourgeois. Un certain nombre de décrets ou de lois ne suffiront pas à résoudre radicalement le double esclavage des femmes. Nous soutenons avec Trotsky que *«Etablir l'égalité politique de la femme et de l'homme dans l'Etat soviétique - c'est un des problèmes, le plus simple. Etablir l'égalité économique du travailleur et de la travailleuse dans la fabrique, à l'usine, au syndicat - c'est déjà beaucoup plus difficile. Mais établir l'égalité effective de l'homme et de la femme dans la famille - voilà qui est incomparablement plus compliqué et qui exige des efforts immenses pour révolutionner tout notre mode de vie. Et cependant, il est évident que tant que l'égalité de l'homme et de la femme ne sera pas établie dans la famille, on ne pourra pas parler sérieusement de leur égalité dans la production ni même de leur égalité politique, car si une femme est asservie à sa famille, à la cuisine, à la lessive et à la couture, ses possibilités d'agir dans la vie sociale et dans la vie de l'Etat sont réduites à l'extrême.»* (3)

[...] ●

(2) Clara Zetkin, «Lénine et le mouvement féminin», ce texte de 1925 est une restitution d'entretien avec Lénine en 1920.

(3) Trotsky, «Les questions du mode de vie», Ed. 10/18, 1976, pp. 75-76).

Question féminine et lutte de classe

(Extraits de la brochure «L' 8 marzo è proletario e comunista», Edzioni *il programma comunista*, 1976 / Paru dans *le prolétaire*; N° 206; 1er au 14 novembre 1975 / Paru dans *il programma comunista*, N° 5, 5 mars 1976)

«L'affranchissement de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique et cette condition exige à son tour la suppression de la famille conjugale en tant qu'unité économique de la société» (Engels, L'Origine de la famille).

La bourgeoisie se targue d'avoir libéré les femmes en leur ouvrant les portes de l'activité sociale. Faut-il, comme le prétend le réformisme, se contenter d'appuyer et d'approfondir l'œuvre de la bourgeoisie ? Faut-il, contrairement à l'analyse marxiste, chercher des facteurs «spécifiques» de l'oppression féminine ? Telles sont les questions généralement agitées dans les mouvements «de gauche» à propos de l'oppression que subissent les femmes.

En arrachant à la terre les femmes comme les hommes pour satisfaire ses besoins en force de travail, le capitalisme a effectivement, pour la première fois depuis le communisme primitif, réintroduit les femmes dans la production sociale. Et en dépit de la brutalité avec laquelle cette œuvre s'effectue, les communistes ont toujours souligné son caractère révolutionnaire. Mais ils montrent en même temps que la femme prolétaire n'a trouvé par ce moyen que l'exploitation, l'insécurité constante et le chômage propre à sa nouvelle condition de salariée, sans être pour autant débarrassée du joug séculaire du travail domestique. En effet, si le capital a détruit, dans la classe exploitée où la femme vit de son salaire, les deux fondements de la famille monogamique (1), c'est-à-dire l'héritage et la domination économique du mari, il n'a pas pour autant supprimé la famille. Et ceci pour cette simple raison que, comme l'explique Trotsky dans *La révolution trahie*, la famille ne peut pas être détruite et encore moins abolie par décret ; il faut la remplacer. Or sa disparition suppose que la société prenne en charge l'activité domestique indispensable à la survie de l'espèce, et cela le capitalisme ne peut pas le faire.

Le double esclavage de l'ouvrière plonge donc ses racines dans les contradictions les plus profondes du capital. La socialisation de la production a entraîné le retour des femmes à la vie publique, mais ce retour s'est effectué à travers l'exploitation salariée. Les bases sur lesquelles reposait la famille ont été détruites ; la petite économie familiale a été absorbée dans le circuit capitaliste (on chercherait en vain de nos jours une famille qui se charge de cuire son pain, fabriquer ses conserves, son linge, etc.), et, pour pallier les déséquilibres de son propre système, la société bourgeoise a même dû instituer tout un réseau d'organismes collectifs, qui ne sont rien d'autre que ce que Lénine nommait des «germes de socialisme », bien qu'ils portent aujourd'hui toutes les tares du mercan-

tilisme qui les entoure. Mais la famille continue à se survivre à elle-même en pesant de tout son poids sur la femme prolétaire, car sa disparition a pour condition la socialisation de l'échange et de la distribution, c'est-à-dire le communisme.

Telle est la cause irréductible de l'oppression de l'ouvrière dans la société bourgeoise. Sa situation de femme *conditionne* sa surexploitation à l'usine, où la maternité et les servitudes domestiques sont autant d'éléments qui déprécient sa force de travail et la désavantagent dans la concurrence incessante que le capital crée et entretient entre les exploités. Le chômage chronique qui est le lot du prolétariat, se trouve dans son cas encore aggravé tant par cette concurrence que par tous les facteurs qui concourent directement à la rejeter au foyer (le taux d'activité des femmes stagne d'une façon générale depuis le début du siècle autour de 30 % dans la plupart des pays industrialisés). Ainsi le Capital est non seulement l'obstacle à l'émancipation de la femme, mais il constitue le frein à la réalisation de la tendance sociale qu'il a lui-même engendrée, c'est-à-dire le retour des femmes dans la production sociale.

La société bourgeoise a hérité des sociétés passées cette forme familiale dont Engels écrit qu'elle entre dans l'histoire *«comme l'assujettissement d'un sexe par l'autre, comme la proclamation d'un conflit des deux sexes, inconnu jusque-là dans la préhistoire»*, une forme familiale fondée sur la propriété privée, la domination du père et la transmission de l'héritage aux enfants, qui consacrait les femmes à la vie domestique et leur interdisait toute activité publique. Et

(1) Engels entend par famille monogamique la forme familiale apparue avec la société de classe, *«la première forme de famille basée non sur des conditions naturelles, mais sur des conditions économiques (à savoir la victoire de la propriété privée sur la propriété commune spontanée)»*. Il la caractérise par *«la souveraineté de l'homme dans la famille, la procréation d'enfants qui ne puissent être que de lui et qui étaient destinés à hériter de sa fortune»*.

Engels ne prend donc pas le mot monogamique au sens étymologique de couple d'un seul homme et d'une seule femme (prise dans ce sens la famille-base est loin d'être monogamique!) mais dans son sens historique : il s'agit de la famille qui, succédant aux différentes formes familiales du communisme primitif ; consacre pour la première fois l'indissolubilité du lien familial et dont la structure est restée inchangée à quelques variantes près, à travers les sociétés antiques, féodales et bourgeoises.

cette famille convenait si bien à son mode de production, du moins dans sa première période de croissance, que sitôt érigée en classe dominante, la bourgeoisie en a renforcé les liens en accroissant l'autorité du père de famille (le code Napoléon retirait aux femmes toutes les libertés que leur accordaient les us et coutumes en vigueur au Moyen Age). Mais le Capital ne pouvait se développer sans saper les bases de la famille (tout en restant aussi indissolublement lié à elle qu'il l'est à la propriété privée) en faisant sortir les femmes de leur réclusion séculaire. Dans le prolétariat, le travail de la femme est la conséquence directe des besoins de l'exploitation capitaliste perpétuellement en quête de main-d'œuvre bon marché, et c'est ce travail qui ruine la famille. Dans la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, le travail de la femme apparaît au contraire comme une conséquence secondaire et tardive de la destruction ou de la désagrégation de la famille.

La destruction de la famille du paysan et de l'artisan suit celle de la petite production. Avec elle disparaît cette forme précapitaliste de servitude qui liait la femme au cadre restreint et abrutissant de la petite exploitation familiale (2) mais avec elle disparaît aussi la sécurité et l'assurance du lendemain qu'elle lui donnait en retour. La société bourgeoise se targue de libérer les femmes et elle les libère en effet, mais pour le Capital et dans les limites permises par lui. Même la famille bourgeoise, gardienne de la propriété, berceau de l'accumulation capitaliste, perd toute raison d'être dès lors que la concentration du capital devient telle que sa reproduction est assurée dans le cadre des banques et des grandes sociétés anonymes. C'est cette dissolution qui se traduit dans la libéralisation de la juridiction à l'égard des femmes à laquelle on assiste depuis quelques années.

* * *

Mais si l'ouvrière n'est pas seule à être prise dans les contradictions du capital, il serait faux d'en conclure, comme le font de nombreux groupes, que les femmes dans leur ensemble, et en particulier celles de la petite bourgeoisie avec lesquelles elle peut présenter des analogies, connaissent la même situation qu'elle ou encore qu'il existe une oppression commune à toutes les femmes à laquelle viendrait ou non s'ajouter l'exploitation salariée.

Il est vrai que, de même qu'elle donne à toute chose le caractère de marchandise, la généralisation du capitalisme tend à donner à tout travail, même à celui du capitaliste, la forme de travail salarié. Il en résulte une uniformisation - toute relative ! - des modes de vie, si bien que Françoise Giroud peut aujourd'hui se permettre d'exposer «les problèmes des femmes» comme étant représentatifs de ceux de toutes les femmes. En réalité, si la société bourgeoise étend en effet à l'ensemble des femmes la contradiction entre travail social et persistance de la famille, cette contradiction n'en prend pas moins des caractères entièrement différents selon les classes. Non seulement la femme bourgeoise ne connaît pas l'exploitation sala-

riée (qui est liée, rappelons-le, à la production de plus-value), mais le plus souvent elle participe, lorsqu'elle a une fonction sociale, à l'extorsion de la plus-value sur le dos du prolétariat. Quant aux tâches domestiques, elle s'en débarrasse en partie ou en totalité sur... la bonne, c'est-à-dire précisément sur une prolétaire. *«Tant que la société n'est pas en état d'assumer les charges matérielles de la famille, écrit encore Trotsky dans La révolution trahie, la mère ne peut s'acquitter avec succès d'une fonction sociale qu'à la condition de disposer d'une esclave blanche, nourrice, bonne, cuisinière ou autre, si bien que la femme prolétaire n'est plus seulement l'esclave de sa propre famille mais de celle de la bourgeoise et d'une bonne partie de la petite bourgeoisie».*

L'oppression que subit la femme bourgeoise se situe essentiellement sur le terrain du droit (accès à la propriété et à la gestion des biens) et de la promotion professionnelle où elle rencontre la résistance des hommes hostiles à ces nouvelles concurrentes. Elle trouve dans les réformes démocratiques une solution partielle, car la maternité et la famille reste, dans la concurrence qui l'oppose aux hommes sur le plan de la carrière, un handicap irréductible lié à la nature même de cette société. Il est vrai que le capital crée également une concurrence entre les hommes et les femmes du prolétariat, l'emploi d'une main-d'œuvre féminine à bas prix ayant pour but d'accroître le degré général d'exploitation, mais il les pousse en même temps à s'unir contre lui. L'ouvrier ne peut se défendre efficacement qu'en luttant contre la surexploitation de l'ouvrière et celle-ci ne peut obtenir une amélioration de son sort qu'en combattant avec ses frères de classe contre le capital l'un et l'autre ont historiquement un même but, le renversement de la société bourgeoise et l'instauration de leur dictature de classe. Au contraire, dans la bourgeoisie, la concurrence entre les hommes et les femmes est irréductible et c'est pourquoi l'oppression de la femme bourgeoise trouve son expression dans des mouvements féministes dont les coups se dirigent essentiellement contre les hommes.

Une des formes typiques de cette lutte était celle du féminisme classique pour le droit de vote. Aujourd'hui, partout où l'égalité juridique a été pratiquement réalisée, est né un nouveau féminisme se réclamant verbalement de la destruction du capitalisme - tant il est devenu clair désormais que l'émancipa-

(2) De la même manière que la petite exploitation est porteuse de l'oppression sociale la plus réactionnaire de la femme, l'émancipation de la femme petite-bourgeoise de l'esclavage domestique est indissociable du dépassement de la petite exploitation. Chez la femme prolétaire, la lutte contre le Capital est porteuse de son émancipation. En revanche, chez la femme attachée à la petite production, la défense de sa classe sociale serait celle de son esclavage en tant que femme.

tion des femmes est liée à cette destruction - mais qui, ne pouvant reconnaître la lutte de classe comme la seule voie possible de cette destruction, tombe inévitablement dans les spéculations stériles de la révolution des consciences.

Ce nouveau féminisme est aujourd'hui florissant parmi les classes moyennes. Certes, il existe une infinité de catégories entre la bourgeoisie et le prolétariat : les couches petites-bourgeoises précisément, qui, par définition, connaissent des conditions intermédiaires, des couches qui n'ont pas d'idéologie propre mais oscillent sans cesse entre prolétariat et bourgeoisie. Mais reconnaître l'existence de ces couches - dont certaines sont effectivement très proches du prolétariat - et en tenir compte, c'est une chose, et vouloir bâtir des théories sociales à partir de leurs conditions nécessairement bâtarde c'est une autre chose.

Les communistes combattent donc la thèse selon laquelle les femmes pourraient, sur la base d'une oppression «spécifique», se dresser globalement contre le capitalisme et poursuivre leur lutte jusqu'à l'anéantissement de celui-ci. Cela, seuls peuvent le faire ceux qui n'ont rien à perdre dans cette société, l'armée puissante et toujours plus concentrée des producteurs des deux sexes. Historiquement tous les combats que les femmes *en tant que telles* ont menés au nom de leur libération sont toujours restés sur le terrain démocratique bourgeois et il ne pouvait en être autrement. Des mouvements qui se fixent pour but l'unité des femmes par-delà les classes tombent nécessairement aux mains de leur composante bourgeoise. C'est donc, de fait, leur *soumission à la bourgeoisie* qu'ils réalisent. L'interclassisme est la substance du féminisme : «*Ils leur faudra réconcilier les classes, écrit par exemple K. Millet (La politique du mâle, p. 89), unir la grande dame et l'ouvrière, la prostituée et la digne mère de famille dans une cause commune. Et c'est dans la mesure où cela se réalisera que sera assuré le succès de la Révolution.*»

Mais les groupes féministes sont loin d'avoir l'exclusivité de l'interclassisme et le PCF à la poursuite du grand rassemblement démocratique adopte une position semblable : «*La société se divise en classes [...]. Cependant le problème de la condition de la femme, la revendication de l'égalité des droits, l'amour maternel sont des liens susceptibles d'unir les femmes de catégories sociales différentes*». Aussi le PCF prône-t-il une «*large union des femmes*» (*La femme et le socialisme*, p. 129).

Le marxisme a montré au contraire que l'émancipation des femmes sera l'œuvre de la révolution communiste et qu'elle passait, avec celle-ci par l'élargissement toujours plus grand des antagonismes de classe.

Mais cela ne signifie pas que les communistes considèrent comme inutile de lutter contre l'oppres-

sion féminine et repoussent la question jusqu'à la révolution finale. Lutter pour soulager l'ouvrière des charges ménagères qui l'écrasent, combattre les discriminations de salaire et d'emploi relève non seulement de la défense élémentaire du prolétariat mais constitue encore une des conditions de son unification. Sans cela il ne peut y avoir de résistance efficace contre l'exploitation capitaliste, car celle-ci s'appuie précisément sur les divisions qu'il crée entre les différentes couches ouvrières. Sans cela il ne peut être question d'entraîner les femmes prolétaires dans la lutte politique et révolutionnaire. De même, sur le plan juridique, tout en montrant le fossé qui sépare l'égalité réelle de l'égalité formelle entre les sexes, les communistes ont de tout temps inscrit à leur programme ces réformes «démocratiques» que sont par exemple le droit au divorce ou à l'avortement, des réformes qui sont compatibles avec la société bourgeoise mais que celle-ci ne réalisera jamais entièrement. Ils combattent des lois comme celle, par exemple, qui réprime l'avortement parce qu'elle constitue un fardeau supplémentaire pour les femmes et tout particulièrement les prolétaires - qui n'ont pas comme les bourgeois la possibilité de les contourner, et aussi parce que l'élimination des discriminations en matière de droit, qui ne met pas fin à l'oppression féminine, révèle ainsi sa nature réelle, sa nature économique, et clarifie les objectifs de la lutte : «*Le caractère particulier de la prédominance de l'homme sur la femme dans la famille moderne, ainsi que la nécessité et la manière d'établir une véritable égalité sociale entre les deux sexes, ne se montreront en pleine lumière qu'une fois que l'homme et la femme auront juridiquement des droits absolument égaux*» (Engels, *L'origine de la famille*). Ces droits, la révolution russe les avait d'ailleurs réalisés plus radicalement qu'aucune démocratie bourgeoise ne l'a jamais fait. C'est seulement quand elle fut écrasée sous le poids conjugué de l'isolement extérieur et des forces que développait en son sein la petite production, que la contre-révolution stalinienne redécouvrit le caractère sacré de la famille comme une des conditions du développement du capitalisme russe. Et aujourd'hui, c'est précisément dans le stalinisme que ceux qui prétendent que la révolution prolétarienne ne peut suffire à émanciper les femmes vont chercher des arguments !

Enfin, il serait faux de conclure de notre intransigeance classiste que les communistes ne se préoccupent pas de rallier à la révolution des éléments non prolétaires et, en particulier, des éléments des couches moyennes. Ils entendent au contraire exploiter à cette fin toutes les contradictions du système capitaliste, mais ils le font non pas sur la base d'un féminisme plus ou moins vague, mais sur la base de l'agitation et de la propagande pour le communisme. ●

8 MARS

Avec la guerre impérialiste à l'horizon, les prolétaires femmes et hommes doivent se préparer au retour de leur lutte de classe

(*le prolétaire*, N° 556, Février-Mars 2025)

Il y a 110 ans, le 6 mars 1915, la Troisième Conférence des femmes socialistes se tenait à Berne. Il s'agissait, depuis le début du siècle dernier, d'une réunion régulière de femmes militantes issues des principaux partis socialistes européens dont le but était de promouvoir la lutte des femmes prolétaires dans les domaines où elles avaient le plus grand poids social. Partant des conditions particulièrement difficiles que le régime bourgeois leur imposait (et leur impose toujours), les militantes socialistes arboraient les drapeaux qui, tant sur le plan des luttes économiques que des revendications politiques, devaient pousser les prolétaires à sortir du borbier dans lequel le monde capitaliste les plongeait et à prendre toute leur place dans la lutte de classe.

En 1915, la Première Guerre impérialiste mondiale faisait déjà rage depuis un an. Les principaux partis sociaux-démocrates français et allemand, avaient scellé un pacte sacré de collaboration avec leurs bourgeoisies nationales respectives pour la défense de la *patrie en danger*, et toute fraternisation entre eux avait été préventivement écartée. Alors que les tendances internationalistes au sein du mouvement socialiste, qui allaient bientôt donner naissance aux conférences de Zimmerwald (1915) et Kienthal (1916), étaient encore relativement étouffées par l'impact du traumatisme provoqué par la trahison des directions politiques et syndicales au profit de leurs bourgeoisies nationales respectives, ce sont les femmes socialistes qui, les premières, de manière confuse mais résolue, ont rompu avec la discipline nationaliste dominante dans leurs organisations pour participer à la conférence de Berne. Ce fut le premier exemple de la survie des principes internationalistes fondamentaux dans un secteur déterminé de la social-démocratie et, avec lui, la première possibilité d'ouvrir la voie à un retour des thèses marxistes en faveur de la lutte révolutionnaire contre la guerre impérialiste et pour la défaite du pouvoir bourgeois. Ainsi se terminait leur appel aux femmes travailleuses du monde entier (« *Femmes du prolétariat. Où sont vos maris ? Où sont vos fils ?* ») :

« *L'Humanité tout entière fixe son regard sur vous, femmes du prolétariat des pays belligérants. Devenez les héroïnes, les sauveurs !*

Unissez-vous ! que votre volonté soit une ! que votre action soit une ! Ce que vos maris et vos fils ne peuvent exprimer, c'est à vous de le dire, de le redire et de le redire encore :

Les travailleurs de tous les pays sont frères. Ce

n'est que leur volonté unie qui peut mettre fin à l'assassinat des peuples.

Seul le Socialisme est la paix future de l'Humanité.

A bas le capitalisme, qui sacrifie des hécatombes d'êtres humains à la richesse et au pouvoir des classes possédantes !

A bas la guerre ! par et pour le socialisme ! »

En 1917, seulement deux ans plus tard, ce sont les femmes prolétaires de la Russie tsariste qui ont fait le premier pas dans cette direction : le 8 mars (selon le calendrier julien) à Petrograd, une manifestation pour l'augmentation des rations de pain – drastiquement réduites en raison des pénuries causées par la guerre – déclencha les premières révoltes qui aboutirent à la *Révolution de Février*. Comme on le sait, le mouvement des femmes prolétaires fut le début du premier acte de la véritable révolution prolétarienne : celle d'Octobre 1917, au cours de laquelle les bolcheviks menèrent les masses ouvrières et paysannes (dont une grande partie avait été enrôlée pour la guerre) à la prise du pouvoir et à l'établissement de la dictature du prolétariat en Russie, qui, selon les bolcheviks eux-mêmes, devait être le prélude à la révolution mondiale.

Plus d'un siècle plus tard, la guerre impérialiste resurgit à l'horizon, et elle ne semble plus si lointaine. La grande crise capitaliste de 2008-2013 n'a pas seulement entraîné une chute brutale des conditions de vie du prolétariat, elle a aussi révélé les difficultés des grandes puissances impérialistes à maintenir leur système de partage du monde, leur pillage systématique mais relativement organisé des ressources, des routes commerciales, des richesses, etc. Même si, pour l'instant, cela se produit à distance et par procuration, comme en Ukraine, en partie au Moyen-Orient et en Afrique, ces dernières années ont montré une tendance inexorable à la confrontation entre ces puissances, et la réalité est que les tambours de guerre résonnent de plus en plus fort partout.

Tant la guerre elle-même que la période qui la précédera et qui sera marquée par la mobilisation massive de ressources pour le conflit (depuis les armes aux soldats, les milliards investis dans l'équipement militaire, les travailleurs relocalisés vers les « industries essentielles »), exerceront une pression croissante sur les prolétaires, dont leurs conditions de vie et de travail se détérioreront systématiquement. Les soi-disant « acquis sociaux », qui ne sont en réalité que des concessions temporaires accordées par la bourgeoisie pour garantir la paix sociale grâce aux surprofits obtenus de

la production marchande, seront les premiers à disparaître. Avec eux, disparaîtra aussi le système que l'on croît aujourd'hui immuable et dans lequel les grandes masses de prolétaires des pays capitalistes super-développés ont confiance pour éviter une vie aussi misérable que celle de leurs frères et sœurs dans les anciennes colonies et le soi-disant « Tiers-Monde ». Tant la guerre que ses préparatifs seront une lente mais inévitable démonstration que le capitalisme ne peut offrir que misère et destruction, et que les apparences de paix et de stabilité n'auront été qu'un mirage.

Même pendant les décennies d'expansion économique et de paix relative (relative, car cette paix n'a concerné que les pays les plus développés, tandis que dans la périphérie capitaliste, la guerre a été une constante), la femme prolétaire est restée dans une position subordonnée par rapport à l'homme prolétaire. À la situation caractéristique de sans-réserve, de simple force de travail dont on peut se passer, dans laquelle elle se trouve par son appartenance à la classe prolétarienne, s'ajoute la situation d'oppression particulière qu'elle subit du fait de son sexe. Elle a toujours supporté le poids des pressions familiales, des soins du foyer, des enfants... les emplois moins bien rémunérés et les pires conditions de travail, en plus de la série d'humiliations et de harcèlements qu'elle subit dans la société bourgeoise parce qu'elle est une femme.

Cette situation ne peut que s'aggraver au fur et à mesure que la situation sociale générale se rapproche du précipice de la guerre où toutes les oppressions seront redoublées. Prétendument dépassée, cette situation représente un avantage économique ou politique pour la bourgeoisie, et pour cela elle ne pourra que resurgir ; et la femme prolétaire ne pourra que souffrir encore une fois et encore plus de la réalité exacerbée du monde capitaliste. Elle sera appelée à subir une oppression accrue au nom de l'unité nationale, de la défense de la patrie, du front uni avec les femmes bourgeoises (qui sera sans doute recouvert du manteau de la solidarité *féministe* ou d'un autre slogan de ce genre), et la prétendue « liberté » et les « droits acquis » serviront

d'argument pour la faire participer activement à cette défense des intérêts de la classe bourgeoise.

La guerre mettra le prolétariat, et en particulier les femmes prolétaires, face à une alternative brutale : combattre pour leurs intérêts de classe ou mourir. La mobilisation militaire exercera une pression telle sur la classe ouvrière qu'elle n'aura pas d'autre choix que de revenir sur le terrain de la **lutte de classe**, de la **défense intransigeante de ses propres intérêts**, en utilisant **des moyens et des méthodes exclusivement classistes**, donc sans aucune alliance avec la bourgeoisie petite, moyenne ou grande, pour empêcher la classe bourgeoise de détruire leur vie et de les transformer, elles et leurs enfants, en chair à canon sur les fronts de la guerre et dans les entreprises.

Les femmes prolétaires ont une longue tradition de lutte, même si elles l'ignorent peut-être. De la Commune de 1871 à Petrograd en 1917, en passant par les grandes organisations syndicales et politiques de classe, elles ont démontré leur force révolutionnaire, une force qu'elles utiliseront à nouveau quand la situation historique l'exigera. Lorsque la bourgeoisie, comme ces dernières années en Ukraine, en Russie et en Israël, désignera à nouveau les fronts de guerre comme le destin inéluctable du prolétariat, les femmes prolétaires devront prouver une fois encore et sans l'ombre d'un doute, qu'elles sont les héritières de la plus grande tradition de lutte de l'histoire : celle de la classe prolétarienne. Jusque-là, les femmes prolétaires continueront à lutter, aux côtés des hommes prolétaires et avec leur soutien, pour exiger de vivre dignement, pour défendre leurs droits les plus fondamentaux et spécifiques – maternité, enfance, travail de nuit, etc. – et pour mener des luttes économiques, en défendant les salaires, les conditions de travail et la sécurité sur les lieux de travail.

- **Vive le 8 mars prolétarien !**
- **Vive la Journée internationale de lutte des femmes !**
- **Pour la reprise de la lutte de classe !** ●

6/03/2025

Le 8 mars, une journée de lutte prolétarienne devenue une fête bourgeoise de solidarité entre les classes, doit redevenir un symbole de la lutte prolétarienne

(*le prolétaire*, N° 548, Mars-Avril-Mai 2023)

Le 8 mars 1917 (23 février du calendrier russe), les femmes prolétaires de Petrograd, menées par les ouvrières du textile, sont descendues dans la rue pour lutter contre les dures conditions de vie qu'elles subissaient à cause de la guerre, des bas salaires, du manque de nourriture, etc. Ce soulèvement, origine

réelle de la future commémoration de la **journée des femmes prolétaires**, a donné le signal à la plus grande révolution que l'histoire ait connue, celle qui a porté le parti bolchevique au pouvoir, au renversement de l'État bourgeois, à la victoire des soviets d'ouvriers et de paysans et à l'appel le plus large à l'insurrection

prolétarienne mondiale.

Ce 8 mars, dans une Russie encore dominée par la monarchie tsariste qui l'avait amenée à participer à la première guerre mondiale aux côtés des puissances impérialistes française et britannique, les femmes prolétaires ont donné un exemple qui, en peu de temps, a provoqué l'élargissement des révoltes tant dans les usines que sur le front, où des milliers de soldats ont joué un rôle décisif dans le renforcement du pouvoir ouvrier qui s'élevait à travers les soviets.

Les femmes prolétaires souffraient non seulement des rigueurs de la vie ouvrière en temps de paix, mais aussi des conditions particulièrement dures créées par la guerre impérialiste, la pénurie de nourriture, de vêtements et de logements: tandis que les hommes travaillaient jusqu'à l'épuisement dans les usines transformées en centres de production pour l'industrie de guerre, elles portaient sur leurs épaules les conséquences d'une existence intolérable à l'être humain, imposée au nom des intérêts supérieurs du pays et des besoins de l'économie nationale.

Ces femmes prolétaires ne se sont pas soulevées au nom d'une «égalité» abstraite, elles ne se sont pas dressées contre la police tsariste pour défendre les intérêts de toutes les femmes, indépendamment de leur appartenance de classe sociale. Elles se sont soulevées, elles ont combattu et elles sont mortes en tant que prolétaires; et ainsi par leur exemple elles ont appelé le reste des prolétaires de Russie et du monde entier à se soulever et à lutter contre la guerre impérialiste, contre toutes les factions bourgeoises, contre toutes les patries et contre tous les États dans tout le monde.

Leur action n'a pas été vaine. Avec la révolution de février, le pouvoir tsariste s'est effondré et s'est ainsi ouvert le premier épisode de la révolution russe. Dès lors, les forces prolétariennes ont combattu les partis bourgeois qui avaient conduit les travailleurs à l'abattoir non plus au nom de la couronne et de la tradition russe, mais de la démocratie et de la liberté avec lesquelles la bourgeoisie cherchait à gouverner le pays. Elles s'opposèrent également aux prétendus courants prolétariens, comme les mencheviks, qui voulaient soutenir l'État bourgeois en modernisant sa structure sociale, en cherchant des accommodements parlementaires pour que les prolétaires acceptent en échange de continuer à être exploités et à servir de chair à canon sur le front. En quelques mois, les prolétaires russes ont vu se développer tous les arguments et prétextes religieux, autoritaires, démocratiques et libéraux pour que l'ordre social soit maintenu au prix de leurs efforts et de leur sang. La leçon que les prolétaires en ont tirée, est que la classe prolétarienne doit lutter pour imposer sa dictature de classe, sinon elle sera toujours soumise à la dictature de l'ennemi de classe; cela leur a donné la force d'imposer, avec le parti bolchevique, le premier véritable État prolétarien de l'histoire. A partir d'octobre 1917 et pendant plusieurs années, Petrograd et Moscou ont été le symbole du pouvoir révolutionnaire du prolétariat et les prolétaires de tous les pays y ont vu un exemple de ce que la classe ouvrière pouvait faire.

L'origine du 8 mars est la célébration de la grande

révolution victorieuse du prolétariat. Et elle est célébrée au nom de la femme prolétaire parce que de la force que possède cette moitié de la classe ouvrière, de la colère et de la haine envers la bourgeoisie qui l'habite, a jailli la première étincelle insurrectionnelle. La femme prolétaire, subissant doublement les rigueurs du monde capitaliste, qui ajoute à l'exploitation économique l'oppression sociale imposée par sa condition, fut à juste titre la première à se révolter contre la situation subie par tout le prolétariat russe et européen en 1917. Et c'est cette date et cette lutte que nous, communistes, défendons aujourd'hui, plus d'un siècle après, et que la classe prolétarienne devrait porter comme drapeau si leur sens n'avait pas été perverti, falsifié et détourné pendant tant d'années.

Aujourd'hui, le 8 mars est un jour de fête entre les mains des banquiers, des entrepreneurs et des ministres. Même les reines le célèbrent. C'est devenu une date que les femmes prolétaires sont appelées à célébrer aux côtés de leurs oppresseurs, main dans la main avec eux pour défendre des droits dont les travailleuses ne peuvent jamais vraiment jouir dans la société bourgeoise. La liberté et l'égalité revendiquées cette journée-là sont la liberté et l'égalité des femmes bourgeoises vis-à-vis des hommes bourgeois: la liberté d'exploiter le travail, l'égalité de diriger l'État pour la défense exclusive des intérêts de leur propre classe sociale, l'unité des deux sexes pour envoyer une fois de plus les prolétaires s'entretuer sur les fronts de guerre pour défendre les intérêts supérieurs de la nation.

Que reste-t-il à la femme prolétaire? Au-delà des célébrations institutionnalisées, au-delà des ministères féministes ou des gouvernements progressistes, les travailleuses continuent d'être soumises à une condition sociale pesante: salaires toujours plus bas, prix toujours plus élevés, difficultés à se loger, à élever les enfants, etc. A cela s'ajoute la pression spécifique qu'elles subissent comme femmes, tant dans les pays où leurs droits les plus élémentaires leur sont déniés (comme en Iran où la dernière vague de protestation a débuté par le meurtre d'une jeune femme kurde pour ne pas avoir porté le voile selon les règles imposées!), que dans ceux où ces droits sont légalement reconnus mais sont sans cesse bafoués par la force d'une réalité où les femmes continuent d'occuper une place subalterne.

Le 8 mars 1917 était une date de lutte pour la classe prolétarienne; le 8 mars bourgeois d'aujourd'hui est une célébration de la solidarité entre les classes, et donc de la soumission des femmes prolétaires aux exigences de la classe bourgeoise dans son ensemble. Le triomphe de mouvements comme le mouvement féministe, reconnu dans un pays comme l'Espagne en tant qu'inspirateur de l'État, n'est que le triste triomphe de la mobilisation des femmes prolétaires derrière la bannière de l'unité nationale. Dans une période où la paix obtenue après la seconde guerre mondiale, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières des États, semble montrer des premiers signes d'épuisement, la mobilisation sur un terrain interclassiste de la classe prolétarienne est essentielle à la bourgeoisie pour l'éduquer à ac-

cepter les exigences qu'elle pourrait avoir besoin de lui imposer. L'exaltation de valeurs apparemment placées au-dessus des classes sociales, telles que l'égalité, les soi-disant solidarités entre «sœurs», etc., servent de drapeaux pour illusionner certains secteurs prolétaires, en l'occurrence les femmes, et les éloigner du camp de la lutte de classe.

Après la défaite de la révolution prolétarienne en 1917 face à ses ennemis extérieurs et intérieurs, ouvertement bourgeois ou déguisés en communistes comme le fut le stalinisme, les décennies suivantes et jusqu'à aujourd'hui, ont été marquées par une contre-révolution permanente et préventive. Dans cette contre-révolution, que la bourgeoisie mène par tous les moyens et à tout moment contre toute tentative de lutte indépendante du prolétariat en cherchant à le démobiliser avant même qu'il n'émerge, des courants comme le féminisme, qui promettent aux femmes prolétaires une issue aux problèmes de leur condition sans qu'il soit nécessaire de liquider le système capitaliste, agissent comme paralysant social très puissant, visant à inhiber toute forme de réponse qui pourrait être apportée aux problèmes spécifiques des femmes sur le terrain de la lutte de classe, par l'affrontement avec la classe bourgeoise et la défense intransigeante des conditions de vie du prolétariat dans son ensemble. Aux questions qui affectent particulièrement la vie des femmes prolétaires, le féminisme, aujourd'hui idéologie d'État, répond en réclamant la «fin des discriminations», l'«égalité», etc. Lorsque des femmes prolétaires perdent leur emploi parce qu'elles tombent enceintes, la bourgeoisie, usant de la doctrine féministe, invoque la «coresponsabilité parentale». A la violence sociale sourde et continue que subissent les femmes à la maison, au travail ou dans la rue, la bourgeoisie répond en redoublant les lois ultra-répressives qui permettent à l'Etat de renforcer son rôle policier. Et toujours ainsi de suite.

Du 8 mars 1917 à aujourd'hui, plus d'un siècle s'est écoulé. Nous sommes loin d'épisodes tels que celui écrit ce jour-là par les femmes prolétaires de Petrograd. Et ce n'est pas tant à cause du temps qu'à cause de la profondeur d'une contre-révolution qui a plongé la classe prolétarienne dans la plus terrible des défaites, l'empêchant même de se référer aux grands événements de sa lutte de classe pour comprendre le monde d'aujourd'hui.

Mais tôt ou tard, les forces telluriques enfouies de la société, celles-là mêmes de la division en classes sociales opposées, tendent à éroder tout tampon susceptible d'absorber la tension qui existe entre elles, et elles finiront par faire trembler les fondements de la paix sociale. A l'horizon, peut-être pas immédiat mais proche, les nuages annonçant la tempête de la guerre réapparaissent. Partout, les bourgeoisies nationales se préparent à rengraiser la machine de propagande avec laquelle elles entendent bombarder la classe prolétarienne. Et, pendant ce temps, les conditions de vie du prolétariat continuent à se détériorer...

Pour les marxistes, la perspective révolutionnaire ne se concentre pas sur la durée d'une seule vie humaine, mais sur les rythmes historiques qui s'accélèrent ou se ralentissent, mais qui marchent toujours vers le triomphe ultime de la société sans classes. C'est pourquoi nous sommes absolument sûrs que le 8 mars prolétarien reviendra avec toute la force d'une classe prolétarienne qui semble aujourd'hui vaincue, mais se soulèvera à nouveau, comme les ouvrières russes de 1917, contre la guerre et la misère et pour la révolution sociale.

- **Vive le 8 mars prolétarien !**
- **Pour la reprise de la lutte des classes !** ●

8/03/2023

8 Mars

Pour la femme prolétaire, une seule issue: la lutte de classe anticapitaliste et donc anti-bourgeoise et anti-démocratique

(*le prolétaire*, N° 523, Février-Mars-Avril 2017)

La Conférence internationale des Femmes de Copenhague en 1910 décida l'organisation d'une journée de lutte internationale pour les revendications des femmes prolétaires, tant sur le terrain économique que sur le terrain politique (la date du 8 mars fut définitivement fixée en juin 1921 lors de la conférence des Femmes comme préambule du IIIe Congrès de l'Internationale Communiste, en hommage aux ouvrières de Petrograd qui étaient entrées en grève le 8 mars 1917 pour cette

journée).

Cette Conférence, qui réunissait des femmes membres des partis socialistes, avait comme orientation que la situation très difficile dont souffraient (et souffrent) les femmes prolétaires sous le capitalisme ne pouvait être surmontée que par la lutte révolutionnaire.

Au cours des décennies précédant cette Conférence un courant interclassiste était apparu dans tous les pays capitalistes, et particulièrement dans les pays les

plus développés, qui se situaient à l'avant-garde du progrès économique, où les forces productives étaient les plus développées et où, surtout, la force de travail était la plus complètement soumise au salariat, obligeant la plus grande partie de la population, y compris une partie grandissante des femmes à travailler pour un salaire; ce courant professait parmi les femmes prolétaires l'abandon de la lutte spécifiquement prolétarienne pour laquelle la suppression du système capitaliste est la condition pour en finir avec les oppressions qu'il engendre comme avec les oppressions qu'il a héritées des sociétés antérieures, et l'alliance avec les femmes bourgeoises qui voulaient simplement obtenir des droits politiques dans le cadre de la société bourgeoise.

En opposition à cette orientation, la Conférence avait été convoquée pour réaffirmer la nécessité que les femmes prolétaires s'intègrent pleinement dans la lutte socialiste, abandonnant le rôle secondaire qu'elles y avaient jusque-là. La Conférence ne niait pas que l'obtention des droits politiques dont toutes les femmes étaient privées, en particulier le droit de vote, était une exigence immédiate que les prolétaires des deux sexes devaient défendre en permanence. Mais elle plaçait cette exigence dans les justes termes historiques : à l'exploitation capitaliste dont les femmes prolétaires souffraient au même titre que les hommes, s'ajoutait la privation complète de tout droit politique et en outre l'oppression quotidienne qui la rendait victime des violences, du mépris et des humiliations particulières produites par une société divisée en classes. La femme bourgeoise souffre aussi en partie de cette situation, elle souffre d'avoir un statut de seconde catégorie dans un monde où la propriété privée s'est développée et transmise par voie essentiellement masculine; mais cette situation, qui est d'ailleurs en grande partie compensée par le fait d'appartenir à la classe dominante, peut être modifiée par de simples réformes politiques. Il en va différemment pour la femme prolétaire: l'exploitation qu'elle subit ne peut être modifiée par un changement de statut social, elle reste main d'œuvre salariée et reproductrice de main d'œuvre salariée d'où les capitalistes tirent la plus-value indispensable au fonctionnement du système. Pour elle, la conquête de droits politiques, comme le droit de vote, qui signifie la fin de son infériorité politique, ne peut être qu'un jalon dans un objectif bien plus large, la destruction du système capitaliste qui la relègue toujours dans une situation terrible. La Conférence internationale des Femmes, suivant les positions historiques du marxisme révolutionnaire sur la question féminine, défendit l'exigence que, dans la lutte pour les droits politiques, les femmes prolétaires maintiennent une position indépendante des courants politiques des femmes bourgeoises; de plus cette lutte était comprise comme un entraînement nécessaire pour pouvoir participer sur un plan d'égalité à la lutte générale pour la révolution socialiste.

Alors que les courants politiques bourgeois appelaient les femmes prolétaires à chercher des améliorations uniquement dans le cadre du système capitaliste, le marxisme révolutionnaire les appelait à combattre pour leurs revendications avec la pleine conscience que

leur oppression subsisterait tant que subsisterait l'exploitation salariée – dont bénéficiait y compris les femmes bourgeoises les plus combattives sur le plan de la lutte pour les droits politiques.

Tandis que les courants politiques bourgeois appelaient donc les femmes prolétaires à rester à l'écart de la lutte de classe des hommes prolétaires et à ne défendre que des objectifs compatibles avec les fondements du mode de production capitaliste, c'est-à-dire à rompre avec le puissant mouvement socialiste, les socialistes de la Conférence, Clara Zetkin à leur tête, les appelaient à organiser leur lutte aux côtés de celle de leurs frères de classe, la coordonnant avec elle tant sur le terrain économique que sur le terrain politique et plaçant leurs organisations dans le cadre du mouvement de la classe prolétarienne.

Les féministes, appartenant à la classe bourgeoise et défendant ses intérêts, affirmaient aux femmes prolétaires qu'une lutte pour l'égalité juridique était suffisante pour en finir avec l'oppression des femmes, autrement dit qu'il suffisait que la loi déclare l'égalité des sexes pour que le capitalisme réalise cette égalité. La Conférence internationale des Femmes dépondit, comme l'avait fait le Manifeste du Parti Communiste 60 ans auparavant, que l'égalité juridique était une fiction qui cachait l'inégalité sociale réelle, résultat de la place de chaque classe dans la production capitaliste; par conséquent pour les prolétaires, hommes ou femmes, l'objectif final de la lutte n'était pas l'égalité, mais la suppression de la société divisée en classes.

Aujourd'hui, la Conférence internationale des Femmes, ses thèses, sa lutte politique et ses mots d'ordre sont tombés dans l'oubli le plus complet. C'est normal. Le prolétariat, après avoir lancé son plus puissant assaut contre la société capitaliste fut battu durant les années 20 du siècle dernier, sous l'action de la bourgeoisie et de ses agents au sein des rangs ouvriers: la social-démocratie et le stalinisme. Aujourd'hui la classe ouvrière est complètement soumise aux exigences de la bourgeoisie qui lui affirme que le seul moyen pour améliorer ses conditions d'existence passe par l'acceptation du cadre de la démocratie, le respect de l'Etat bourgeois et la participation à la farce électorale. Avec sa défaite la classe prolétarienne a perdu ses biens les plus précieux: sa doctrine, le marxisme révolutionnaire, et son parti de classe. Et avec eux elle a perdu la capacité théorique et politique d'affronter les situations qui affectent son existence, de comprendre les phénomènes de la société bourgeoise, d'y répondre politiquement sur la base de l'indépendance de classe; c'est particulièrement aigu dans une question comme celle de la lutte des femmes prolétaires, où dominant les courants bourgeois contre lesquels le marxisme révolutionnaire a combattu en indiquant une perspective passant par la rupture de la conciliation entre les classes.

Pour commencer ces courants ont transformé la journée de lutte de la femme travailleuse en une aseptique «journée de la femme» en général, que la bourgeoisie ne redoute pas parce qu'elle n'est pas dirigée contre elle; ils ont obtenu que la femme prolétaire abandonne la défense de ses intérêts de classe dans une alliance

avec les femmes bourgeoises, qui participent pleinement à son exploitation. Le résultat est que l'émancipation des femmes se résume à l'obtention de petites mesures symboliques qui ignorent la réalité d'exploitation et d'oppression de la femme prolétaire dans la société bourgeoise, réalité présentée comme une fatalité qui ne pourrait être corrigée que par l'intervention de l'Etat bourgeois.

Mais la situation qui avait conduit aux revendications de la Conférence des Femmes aurait-elle disparu? La réponse, évidemment, est négative. En réalité les décennies qui se sont écoulées depuis ont confirmé toutes ses thèses: l'égalité juridique a été pratiquement acquise dans les pays capitalistes les plus avancés; est-ce que cela a entraîné la fin de l'oppression des femmes prolétaires que promettaient les féministes bourgeoises? Est-ce que cela a entraîné la fin de son exploitation brutale au travail? Est-ce que la vie domestique a cessé d'être pour elle une charge supplémentaire à sa journée de travail? Est-ce qu'elle ne souffre plus de la violence quotidienne de la société capitaliste sous la forme de mauvais traitements et assassinats?

Tant que le capitalisme continue à exister, tant que subsiste la société divisée en classes, l'exploitation et l'oppression dont souffrent les femmes ne disparaîtra pas. La bourgeoise peut essayer de cacher que la cause ultime de cette situation est le système social dont elle est la classe dominante, mais la réalité continuera à démontrer jour après jour qu'elle ne peut offrir aux femmes prolétaires que plus d'oppression, plus d'humiliation, plus de violence.

Les femmes prolétaires ressentent dans leur chair cette violence; elles connaissent les bas salaires, les discriminations dans tous les domaines de la vie sociale comme les brutalités et les meurtres domestiques. Mais elles sentent aussi que les solutions que leur offre la bourgeoisie, ses fêtes du 8 mars démocratiques et in-

terclassistes, ses revendications creuses, ne conduisent nulle part. Elles voient la bourgeoisie être à la tête d'un mouvement prétendument commun et se rendent compte qu'on se moque d'elles. Elles écoutent les ministres du Travail parler de l'égalité des salaires et elles savent que même avec un salaire égal au salaire minimum que touchent les hommes, cela ne permettrait pas de vivre. Elles voient les patrons des entreprises parler d'égalité et elles savent que l'égalité sur le poste de travail est foulée aux pieds par les chefs quand les besoins de la production l'imposent. Elles voient que la présence des femmes au parlement et au gouvernement n'empêche pas les gouvernements et les parlements de travailler jour et nuit pour la défense des privilèges de la bourgeoisie.

Si les femmes prolétaires veulent en finir avec cette situation, elles devront rompre d'abord avec les discours qui les appellent à l'alliance avec les bourgeoises; elles devront reprendre le chemin de la lutte de classe, de la défense intransigeante de leurs conditions d'existence, de la lutte contre les mille oppressions dont elles souffrent du fait d'être des femmes; elles devront le faire grâce à leur organisation indépendante, non en tant que femmes, mais en tant que prolétaires, reprenant les méthodes et les moyens classistes leur permettant de se défendre dans la lutte quotidienne sur le lieu de travail et dans les quartiers comme sur le terrain de la lutte politique contre l'ennemi à abattre, la source de l'exploitation et de toutes les oppressions: **le système capitaliste.**

- **Pour le retour à la lutte de classe des prolétaires des deux sexes !**
- **Pour la défense intransigeante des conditions de vie prolétariennes !**
- **Pour la reconstitution du parti communiste international !**

●
8/03/2017

Négation du droit à l'avortement aux Etats-Unis

(*le prolétaire*, N° 545, juillet-août 2022)

L'abolition du droit fédéral à l'avortement aux États-Unis par la Cour suprême a semé le trouble dans le monde occidental. Des partis les plus ouvertement sociaux-démocrates et parlementaires aux partis d'opposition autoproclamés « marxistes », des cris d'indignation ont été lancés contre cet affront aux droits humains, affront apparemment rendu encore plus grave par le fait que c'est un pays « avancé » qui l'a mis en œuvre. De notre côté, nous affirmons plutôt que c'est une confirmation de nos thèses sur la démocratie et sur la prétendue « civilisation » de la société bourgeoise d'aujourd'hui. Mais pour traiter la question d'une manière plus approfondie, il faut rappeler brièvement l'histoire du droit à l'avortement aux USA.

Dans ce pays, il a été institutionnalisé au niveau fédéral par l'arrêt « Roe versus Wade » en 1973. Avant cette décision, l'avortement était réglementé par les lois de chaque État indépendamment, ce qui le rendait illégal dans tous les cas pour un grand nombre d'États (au moins 30), compte tenu des choix des administrations locales de tendance conservatrice et chrétienne. Le cas de Jane Roe, pseudonyme de Norma McCorvey, a été particulièrement important dans le développement du droit aux États-Unis. Cette femme, née et vivant dans le dit « sud profond », mariée à l'âge de 16 ans, a été incitée à poursuivre l'État du Texas pour sa législation anti-avortement alors qu'elle attendait son troisième enfant. L'avocat de la défense de l'État était Wade, qui

a donné son nom à l'affaire. La Cour suprême des États-Unis, interpellée dans le débat après 3 ans de procès, a fait valoir que la Constitution américaine (en particulier le 14^e amendement) devait garantir la limitation de l'ingérence étatique sur les individus, y compris dans le cas d'avortement.

Cette décision a été capitale, forçant un grand nombre d'États à modifier leurs lois sur l'avortement et ouvrant directement la voie à une loi fédérale sur le sujet. Dans cette histoire, il faut noter que, bien qu'il y ait évidemment eu des pressions sociales évidentes, la sentence a été une décision essentiellement juridique décidée par un petit cercle de bureaucrates ; il faut donc comprendre cette libéralisation comme un processus (comme cela arrive souvent dans le système capitaliste moderne) de limitation des frictions de classe par des concessions pour alléger des difficultés de la vie des prolétaires.

Si nous prenons le cas italien il faut rappeler que les grandes luttes, instrumentalisées par différents courants bourgeois ont débouché sur une loi tout sauf satisfaisante ; d'autre part le nombre de médecins objecteurs de conscience est très élevé, affaiblissant la possibilité pour les jeunes prolétaires d'accéder à l'avortement avec sécurité et discrétion. La pression des familles réactionnaires et les difficultés d'accès à ce service, accroissent encore les problèmes créés par les limites de la législation : la question n'est donc pas close dans ce pays. En France même, les difficultés sont réelles, surtout pour les mineures. Comme nous l'écrivions alors : « *seul un pouvoir dictatorial de la classe ouvrière pourra imposer aux intérêts aujourd'hui dominants de ne plus l'être* » (1).

Aux États-Unis la décision de la Cour suprême a donc annulé l'arrêt Roe vs Wade, provoquant un recul législatif de près de 50 ans. Et tandis que le trumpisme se réjouit du grand résultat obtenu, la controverse des démocrates sur la question a commencé, dans un débat sans fin digne des pires universités de théologie du Moyen Âge.

Qui paye ces manœuvres politiques sans scrupules? Quelle question! Ce sont les 40 millions de femmes en âge de procréer qui vivent aujourd'hui dans des États anti-avortement (représentant 58% de celles vivant aux États-Unis, comme le rappelle le *Center for Reproductive Rights*), et essentiellement les femmes prolétaires. Une fois de plus, une question concernant d'abord et avant tout les conditions des femmes prolétaires devient un prétexte pour accroître la puissance des institutions démocratiques bourgeoises, en alimentant une polémique entre des forces qui ne pourront jamais résoudre les problèmes et les contradictions de ce système.

En effet, cette sentence est une fois de plus la preuve de la faillite du système démocratique, dans la mesure où il n'est qu'un instrument de la classe bourgeoise pour mener à bien ses revendications à la barbe d'une «volonté populaire» abstraite. Le prolétariat ne pourra jamais obtenir des conditions de vie véritablement humaines et un système défendant ses intérêts, si ce n'est en le forgeant par sa révolution de classe internationa-

le : seule la dictature du prolétariat pourra en finir avec les contradictions de l'État capitaliste en éliminant les contradictions de la démocratie en même temps que la démocratie elle-même.

Alors, où doivent se situer les marxistes révolutionnaires ?

Comme toujours, dans la continuité et l'invariance du marxisme. Nous avons toujours appelé à « *l'avortement totalement libre, gratuit, sécurisé et étendu aux mineures* » (2), mais pas au nom d'un misérable humanitarisme social-démocrate. Il s'agit d'une revendication complémentaire à toutes les autres revendications pour l'amélioration de la vie des femmes prolétaires ; il est donc « *nécessaire de lutter pour défendre toutes les conditions de vie et de travail qui assaillent en premier lieu les femmes prolétariennes* » (ibid.). Il est très important que ces revendications soient comprises dans un sens fondamentalement classiste, et non comme des luttes à part : sinon c'est tomber dans la pratique réformiste bourgeoise, en abandonnant l'orientation révolutionnaire prolétarienne.

L'arrêt de la Cour suprême est sans aucun doute réactionnaire et anti prolétarien, car il ne frappe pas seulement les femmes en général, mais tout particulièrement les femmes prolétaires, puisque si les bourgeoises ne peuvent pas avorter là où elles vivent, elles peuvent se permettre d'aller dans un autre État de l'Union ou à l'étranger, comme elles l'ont toujours fait. Pour les femmes prolétaires il ne reste que l'avortement clandestin chèrement payé, parfois de leur vie.

Le terrain contre-révolutionnaire, affirmait Marx, est dialectiquement et historiquement aussi le terrain révolutionnaire. Ainsi, le terrain de la réaction la plus odieuse, comme celle contre la dignité et le corps des femmes, deviendra dialectiquement le terrain de la reprise de la lutte des classes aux États-Unis, comme dans tout autre pays. Mais sans une orientation de classe de la question, réagir à ce jugement réactionnaire avec les méthodes habituelles et impuissantes du débat parlementaire, croire aux promesses des Démocrates et du président Biden de venir en aide aux femmes, c'est retomber dans les illusions de la démocratie bourgeoise, la légitimer pour la énième fois. Ce n'est pas le vote qui peut changer la société, mais seulement la dure lutte des classes.

A propos d'un référendum en 1981 pour l'abrogation d'une loi sur l'avortement en Italie, nous écrivions : « *Cette loi, par conséquent, ne doit pas être défendue (et aller voter, même si c'est pour voter non, la défend). Elle doit être sans aucun doute remise en cause, mais par la lutte des femmes, qu'il faut préparer par un travail d'agitation, de propagande, d'organisation, en premier lieu dans les usines, sur les lieux de travail, embrassant non pas une, mais en bloc toutes les revendications qui défendent concrètement les conditions des prolétaires, puisque c'est seulement avec leur contribution fondamentale que pourra être effectuée la défense des femmes en général* ».

Nous ne nous associons donc pas aux cris d'indignation des démocrates américains, européens, asiatiques ou africains, car depuis près de deux siècles, no-

tre cri est toujours le même: **prolétaires de tous les pays, unissez-vous!** Au nom de cette devise, préparons le réveil mondial de la classe ouvrière.

• **Femmes prolétaires ! Organisez-vous pour conquérir un véritable droit à l'avortement !**

• **Travailleuses et travailleurs, unissez-vous pour la reprise de la lutte des classes !**

• **Vive la révolution sociale internationale !** ●

(1) Cf. «Aborto: solo con la lotta proletaria, con la sua organizzazione si può agire per gli interessi proletari», *il programma comunista*, n. 6/1981 /

(2) *Ibidem.*

Etats-Unis : Les femmes de chambre défient les magnats de l'hôtellerie

(*le prolétaire*, N° 533, Juin-Juillet-Août 2019)

De nombreux hôtels des Etats-Unis, principalement de la chaîne de luxe Marriott, ont été touchés par une vaste grève entre septembre 2018 et les premiers mois de 2019. Des milliers de travailleurs – femmes de chambre, serveurs, portiers, cuisiniers... – se sont mis en grève, jusqu'à 8 000 selon certaines sources.

La vague de grève a débuté dans vingt-six hôtels de Chicago avant de s'étendre à San Francisco, San José, San Diego, Oakland et Los Angeles en Californie, Honolulu à Hawaï, Boston sur la côte Est et Détroit.

Les travailleurs, principalement des travailleuses noires, latinas ou immigrées, doivent affronter au quotidien des conditions de travail et de vie misérables (souvent ils doivent jongler avec deux emplois), un coût de la vie exorbitant (car ils ne peuvent pas vivre très loin des palaces), des salaires et des retraites faibles, une assurance maladie qui protège peu, une charge de travail éreintante, et, pour couronner le tout, du harcèlement et des agressions sexuelles fréquentes.

Ces dernières années, les conditions de travail des femmes de chambre se sont encore dégradées. Au nom d'une politique «écologique», les patrons de Marriott ont décidé de baisser la fréquence du nettoyage des chambres pour économiser de l'eau par exemple. Cela a eu des conséquences directes pour les travailleuses : 700 000 heures de travail supprimées c'est-à-dire 350 emplois dans les hôtels Starwood du groupe par exemple, des chambres plus sales et plus difficiles à nettoyer (ce qui oblige à utiliser des produits plus forts et plus toxiques), une hausse des accidents de travail (plus cinquante pour cent entre 2013 et 2017).

A cela s'ajoute la mécanisation des tâches qui est une menace directe pour l'emploi.

Si les travailleurs ont des fins de mois difficiles, le secteur hôtelier engrange des profits énormes qui, de plus, sont en forte hausse. Et ce secteur emploie un grand nombre de travailleurs: la chaîne Marriott a plus de salariés que Boeing ou Microsoft.

Face aux magnats des hôtels, les travailleurs sont entrés en lutte pour se défendre avec des revendications salariales. A Chicago, ils exigeaient de bénéficier de l'assurance maladie toute l'année car les patrons les licencient pendant les périodes creuses (et les privent ainsi de l'assurance). Partout, ils revendiquaient des augmentations de salaires avec un mot d'ordre fédérateur «Un emploi devrait suffire» et dénonçaient les per-

tes d'heures liées à la mécanisation.

Les patrons ont commencé par rejeter les demandes des travailleurs et, en réponse, la grève a été votée. Les chambres n'ont plus été nettoyées, les restaurants fermés et des clients ont du changer leurs draps eux-mêmes.

Le patronat et les politiciens bourgeois ont employé leurs méthodes de voyous habituelles: recrutement de jaunes ou arrestation de manifestants, mais cela n'a pas fait plier les grévistes.

Les travailleurs ont frappé les patrons où cela leur fait mal: les profits. Face à la lutte, ces derniers ont dû lâcher des concessions notables: une augmentation des salaires (jusqu'à quarante pour cent), des créations de postes pour faire face aux retards de nettoyage engendrés par la grève, un système d'alarme électronique contre les agressions sexuelles pour les travailleuses isolées...

Même si les revendications n'ont pas été satisfaites à cent pour cent, cette grève offensive est enthousiasmante car les grévistes ont montré leur courage et leur détermination. Ils ont ainsi brisé la paix sociale et l'offensive patronale. Ils ont démontré qu'on peut faire reculer l'apparente force de la bourgeoisie à condition de s'appuyer sur la force organisée des travailleurs et sur la lutte ouverte.

Le grand résultat d'un combat de ce type est d'en sortir renforcé sur le plan de l'unité et de retrouver le sentiment de confiance dans la lutte massive et solidaire. Cette grève est importante car c'est un épisode de la lutte de classe qui doit servir de leçon aux prolétaires pour comprendre que la grève est l'arme fondamentale pour gagner. ●



Pologne

Contre la réaction cléricale et les impasses féministes!

Avortement libre et gratuit pour toutes!

Défense des femmes prolétaires!

(*le prolétaire*, N° 540, Février-Mai 2021)

Depuis le 27 janvier, le gouvernement polonais a quasiment interdit l'avortement dans le pays, en publiant l'arrêt du Tribunal constitutionnel en ce sens. Ce tribunal avait jugé que l'interruption volontaire de grossesse (IVG) en cas de malformation grave du fœtus, estimant qu'elle était « incompatible » avec la Constitution. Cette décision vient aggraver – de manière très symbolique – la situation de l'IVG dans le pays. Depuis près de trente ans, l'avortement est quasi-illégal et moins de 2 000 avortements légaux sont pratiqués chaque année en Pologne (la grande majorité étant des cas de fœtus malformés) alors que l'on estime à plus de 200 000 ceux réalisés illégalement, ou effectués à l'étranger, chaque année.

La Pologne est aujourd'hui l'État qui a la législation anti-avortement la plus répressive d'Europe alors qu'elle avait légalisé l'avortement (1956) près de vingt ans avant la France (1975) ou l'Italie (1978).

Cependant, si l'interdiction de l'avortement est profondément réactionnaire, la légalisation – malgré les conséquences incontestablement positives – ne l'était pas moins.

DANS LA POLOGNE « POPULAIRE », LA LÉGALISATION DE L'AVORTEMENT RÉPONDAIT À UN OBJECTIF BOURGEOIS

Il a fallu près d'une décennie pour que la République populaire de Pologne, dirigée par les faux communistes du Parti Ouvrier Unifié Polonais (POUP ou PZPR en polonais) légalise l'avortement en 1956.

Le choix de maintenir l'interdiction de l'avortement puis de la lever n'est pas fait en fonction de principes de classe.

Au départ, les dirigeants polonais voulaient rapidement augmenter leur population pour résorber le déficit démographique lié à la Seconde Guerre mondiale mais également pour peupler les territoires annexés à l'Ouest d'où la population allemande avait fui ou avait été expulsée (1).

En 1956, l'avortement est légalisé car il est largement pratiqué : « le nombre de cas étant estimé à 300 000 au minimum. Nulle préoccupation théorique ou doctrinale n'inspirait le législateur. Le point de départ était une situation de fait ». Pendant les quatre années suivantes, la loi a été peu et mal appliquée en raison de la résistance de l'Église catholique mais également d'une partie du corps médical qui ne voulait perdre la « poule aux œufs d'or » qu'étaient les avortements clandestins et rémunérés !

En 1960, une nouvelle loi rend réellement l'avorte-

ment accessible à toutes. L'objectif est de limiter les avortements clandestins et toutes leurs conséquences sur la santé et la vie des patientes. Mais il est également purement bourgeois – la « raison d'État » : limiter la population pour faire face à la surpopulation rurale et le chômage caché, limiter la croissance démographique pour limiter les dépenses d'équipement (construction d'écoles, de crèches...) (1).

En réalité, la légalisation de l'avortement n'avait pas pour objectif de défendre la femme prolétaire mais d'assurer le développement capitaliste de la Pologne et de maintenir l'ordre social (en supprimant une interdiction massivement violée).

Les ambiguïtés face à la légalisation de l'avortement se retrouvent dans les relations qu'a pu entretenir le pouvoir « socialiste » avec l'Église catholique.

DU CONDOMINIUM POUP / EGLISE PENDANT 40 ANS...

Les staliniens du POUP n'ont pas combattu l'Église pour faire reculer la réaction cléricale mais pour s'assurer un contrôle sur celle-ci.

Avant la proclamation de la République populaire, les nouveaux dirigeants font preuve d'une grande complaisance envers l'emprise cléricale, au contraire des légendes héritées de la Guerre froide : « *Dans l'imaginaire collectif polonais, la Pologne communiste est communément perçue comme antireligieuse et en lutte contre l'Église, l'enseignement scolaire comme endoctriné et saturé d'idéologie marxiste-léniniste. Pourtant, malgré la révocation du concordat en 1945, Religion ne disparaît pas des emplois du temps des écoles : elle est d'abord limitée à une heure par semaine, puis devient optionnelle. Car le gouvernement polonais, avant l'instauration de la République populaire de Pologne en 1952, se revendique comme héritier de la Deuxième République (1918-1939) et reconnaît donc la validité de la Constitution du 17 mars 1921. Dans son article 120, cet acte normatif mentionne l'obligation d'organiser des cours de religion dans les écoles publiques, obligation confirmée par le Concordat de 1925 pour un format de deux leçons par semaine.* » (2)

(1) Constant Miklasz « La population polonaise: doctrines, politique et conflit religieux », *Population* (revue de l'INED), Vol. 15, No. 2 (1960), pp. 317-332

(2) Ewa Tartakowsky, « Le catéchisme dans l'enseignement scolaire en Pologne », www.sciencespo.fr/ceri/fr/node/33304, février 2019

En avril 1950, le gouvernement a cherché à concrétiser cette alliance en signant un accord qui garantissait un statut privilégié au catholicisme : « *les articles 10-19 concernaient les droits de l'Église: enseignement religieux, libertés de presse, d'association, de culte, services religieux dans l'Armée, rôle dans les prisons, hôpitaux, statut des ordres et associations religieuses, protocole sur Caritas transformée, aide de l'État au clergé et droit au sursis pour les séminaristes.* » (3)

Cela était facilement constatable sur le terrain. En 1952, un journaliste français évoquait « *les croix placées dans toutes les classes et la coutume de faire la prière avant les cours* », « *un enseignement religieux [...] suivi par 90 % des élèves, car seuls en sont dispensés les enfants dont les parents en ont fait la demande expresse* » et le fait que « *même dans les quelques écoles totalement laïques [...] des prêtres viennent administrer la communion de Pâques* » (4).

Après quelques années conflictuelles avec la hiérarchie catholique, le gouvernement utilisa l'Église comme outil anti-prolétarien après les émeutes ouvrières de 1956 : « *L'obligation de «l'enseignement religieux dans les écoles» rétablie en droit par le décret du 8 décembre 1956, sur la base d'un volontariat présumé, paralysa les laïques. Fruit d'énormes pressions cléricales sur «parents et enfants auxquelles peu de familles auraient le courage de résister», cette mesure mit le corps enseignant en péril : «les instituteurs athées» furent «dans diverses localités» victimes de «brimades [...]. Les parents exigeraient leur départ et se livreraient même sur eux à des voies de fait». On recensait dès janvier 1957 de nombreux cas de déplacement et mise «en disponibilité sans traitement». Les enfants d'incroyants furent avec la bénédiction et l'encouragement des clercs traités en parias, «surtout à la campagne» : la masse de leurs condisciples catholiques les frappait d'ostracisme, considérant qu'ils avaient «quelque chose de commun avec le diable» ; tel enfant avait été battu «pour extirper le démon qui le possède». Le bilan de ce terrorisme clérical «là où il n'avait jamais existé de terrorisme anticlérical » est interminable, comme les tableaux périodiquement dressés par les diplomates français de ce curieux pays communiste où l'Église dictait sa loi à la société civile. Les hurlements contre l'avortement, la laïcité et les communistes avérés ou présumés incitaient les Polonais les plus arriérés aux voies de fait : «on a connu par exemple des paysannes excitées qui essayaient de lapider une jeune fille soupçonnée d'avortement, des campagnes de lettres anonymes contre un directeur d'école qui refusait de laisser accrocher un crucifix dans son établissement, et malheureusement aussi des curés de campagne qui du haut de leur chaire vouaient les incroyants à la potence». L'arrogance ne connut plus de bornes dans une Église plus puissante que jamais » (3).*

Les attaques contre Église n'avaient pas pour but de limiter l'emprise du cléricalisme mais de le mettre au service de la Pologne « populaire », de la même façon que le POUP utilisait sans vergogne le chauvinisme polonais (5). Le conflit entre le pouvoir et l'Église a été avant tout d'ordre géopolitique entre un gouvernement

intégré dans le bloc russe et le Vatican ardent supporteur du bloc étasunien.

La dictature du POUP savait utiliser l'Église et l'Église savait utiliser le POUP car elles partageaient le même objectif de conservation sociale et de maintien de l'ordre bourgeois : « *Dès que la contestation atteint un niveau jugé menaçant par le pouvoir, l'appareil suspend en priorité les attaques contre l'Église et commence même à en satisfaire les revendications les plus pressantes. Parallèlement, il demande à l'épiscopat de faire preuve de réalisme et donc d'en appeler au calme et à la prudence, au compromis ou à l'entente avec les autorités, afin d'éviter ce désastre national majeur que serait une intervention directe de l'armée soviétique. En 1944-1946, en 1956-1957, en 1971 et en 1980-1981, l'épiscopat a répondu favorablement à ces ouvertures et il a tenté de jouer un rôle modérateur, sans abandonner pour autant ses exigences de principe* » (6).

Ce rôle est particulièrement vrai dans les années 1980, alors que l'Église participe activement à la contestation du pouvoir après les grandes grèves ouvrières.

Le pouvoir réprime l'opposition mais « *on accorde des permis de construire, de reconstruire ou d'agrandir les bâtiments de culte ; le tirage de la presse catholique a doublé, les séminaires vivent en paix, les pèlerinages prospèrent et il est rare qu'ils ne soient pas autorisés* » (7). Une fois de plus, l'Église est récompensée pour ses bons services. Et, « *contrairement à d'autres forces d'opposition, les catholiques jouissaient d'un statut particulier avec des organes de presse «relativement indépendants» à l'instar du titre Tygodnik Powszechny (dans lequel écrivait Karol Wojtyła [qui deviendra Pape en 1979 sous le nom de Jean-Paul II]). Avant 1989, il faut relever une part non négligeable des députés non communistes et catholiques dans la Diète polonaise* » (8).

Cette collaboration anti-prolétarienne est reconnue publiquement, en 1984, par le ministre Adam Topatka,

(3) Annie Lacroix-Riz « Le Vatican et la Pologne de 1945 à 1958 : Église persécutée ou vieille instrument contre les frontières », communication au colloque La Pologne et l'Europe occidentale du Moyen Âge à nos jours, 28-29 octobre 1999, dir. Marie-Louise Pelus-Kaplan et Daniel Tollet, Instytut Historii UAM, Poznań-Paris, 2004, pp. 141-171.

(4) Albert-Paul Lentin « La situation du catholicisme polonais », *Esprit*, n° 186, janvier 1952, pp. 98-117

(5) Griot Witold, « Entre bouleversements idéologiques et recomposition des conflictualités : la sortie de guerre de la Pologne, 1944-1952 », *Les Cahiers Sirice*, 2016/3 (N° 17), p. 65-79.

(6) Pomian Krzysztof. « Religion et politique en Pologne (1945-1984) », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°10, avril-juin 1986, pp. 83-101.

(7) *ibidem*.

(8) Voir page suivante.

chef de l'Office des cultes : « *On a jugé positivement l'engagement de l'Église catholique pour modérer les diverses tendances et actions extrémistes de ces dernières années* » (9).

Le chef de l'opposition, Walesa l'avouait également : « *L'Église nous conseille d'être toujours modérés, d'être conscients, de trouver des compromis... C'est nous qui modérons les gens. C'est grâce à nous qu'on ne tire pas sur le pouvoir, si le pouvoir n'a pas encore été rejeté... Sans nous, il y aurait déjà la révolte populaire. Et c'est d'ailleurs un pouvoir conscient des dimensions de la crise économique qui a permis, peut-être, la création de Solidarnosc, en sachant que nous jouerions un rôle d'amortisseur raisonnable qui protégera même le pouvoir et le Parti contre la colère populaire.* » (10)

C'est sans surprise que la bourgeoisie polonaise fera de l'Église un invité de choix à sa Table ronde qui permettra la transition démocratique en 1989.

... AU « GRAND COMPROMIS » DE LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Le rôle joué pendant la transition va permettre à l'Église d'élaborer un « compromis » avec le nouveau gouvernement dirigé par Solidarnosc.

Selon l'universitaire de gauche Agnieszka Graff « *Ce grand compromis avait deux principes essentiels et plusieurs dispositions complémentaires.*

Premier principe : La IIIe République reconnaît à l'Église un monopole incontestable en ce qui concerne les valeurs. Ce domaine des valeurs est largement limité à l'éthique sexuelle : d'où la loi anti-avortement, la présence des symboles religieux dans l'espace public et l'hostilité à l'égard des communautés LGBT confirmée par l'État. L'Église a également décidé de facto de restreindre progressivement l'accès à la contraception [...]

Le second principe définit ce que l'Église doit faire en échange de sa position privilégiée. Son rôle était d'apaiser les troubles et les conflits qui accompagnaient les transformations systémiques.

D'une part, il s'agissait d'atténuer les sentiments nationalistes, de l'autre calmer le mécontentement social résultant de la transformation néolibérale. L'Église devait être une sorte de tampon permettant d'intégrer la Pologne au sein de l'Union européenne et d'y rester ensuite. [...]

Les dispositions complémentaires ont assuré, d'une part, la paix sociale (et donc la stabilité relative des gouvernements successifs) et, d'autre part, la sécurité du clergé. La disposition cruciale concernait le silence des femmes. On savait d'avance que toute manifestation de rébellion serait ridiculisée ou réprimée. [...]

Et enfin, une troisième disposition complémentaire [...] : l'impunité des prêtres responsables d'abus sexuels et des évêques qui les couvrent depuis de nombreuses années. En bref : la loi du silence autour de la pédophilie dans l'Église » (11).

L'Église gardait donc son rôle de gardien de l'ordre bourgeois et en profitait pour augmenter son emprise

sur la société ainsi que ses privilèges.

La transition démocratique polonaise s'est donc accompagnée d'une attaque frontale contre l'accès à l'avortement légal, baptisé « compromis sur l'avortement » (compromis entre les forces bourgeoises ennemies des femmes prolétaires). C'est ce compromis qui a abouti au fait que seuls 1 à 2 % des avortements soient pratiqués dans la légalité.

PLEURNICHES DÉMOCRATIQUES ET FÉMINISTES FACE À L'OFFENSIVE CLÉRICALE

Les attaques contre l'avortement ont, heureusement, suscité de vives réactions avec des manifestations massives dans les principales villes.

Malheureusement, en sans surprise, ces mobilisations se sont faites au nom de la défense de la démocratie et/ou de la défense interclassiste des droits des femmes (bourgeoises comme prolétaires !).

Une association, « Grève générale des femmes », a été à la pointe de la contestation. Ses revendications se sont exprimées dans les manifestations à travers un large spectre de slogans : « *Nous voulons les pleins droits pour les femmes, l'avortement légal, l'éducation sexuelle, la contraception* » mais également « *Nous voulons un véritable Tribunal constitutionnel, une Cour suprême intégralement juste, un véritable Défenseur des droits civiques* », « *Nous voulons tous les droits humains* », « *Nous voulons un État laïc* », « *Défascisation de la vie publique* », « *Des médias publics qui soient une véritable source de savoir et d'information* » (12).

Derrière la défense de l'avortement, c'est toutes les illusions démocratiques qui pointent le bout du nez : une réforme et une démocratisation de l'État, le mythe de la liberté de la presse (bourgeoise!)...

Les communistes ne défendent pas la femme prolétaire sous le drapeau de la démocratie mais sous le

(8) Anthony Favier « De nouveaux éclairages sur la fin du communisme et l'Église en Pologne », 7 Juillet 2020, anthony.favier.over-blog.com/2020/07/de-nouveaux-eclairages-sur-la-fin-du-communisme-et-l-eglise-en-pologne.htm.

(9) Pomian Krzysztof.

(10) Discours de Lech Walesa lors d'une réunion du syndicat, cité dans Méryl Pique, « Bronislaw Gerek : portrait d'un visionnaire en politique », *Synergies Pologne*, numéro spécial, 2010.

(11) <https://oko.press/jak-mlodzi-zerwali-wielki-kompromis-z-kosciolem-graff/>, 5 novembre 2020, traduction française parue dans Inprecor, « Les jeunes ont rompu le Grand Compromis avec l'Église », novembre-décembre 2020.

(12) « Les femmes et les jeunes ont commencé une révolution culturelle en Pologne, Déclaration du Bureau exécutif de la IVe Internationale *Inprecor*, novembre-décembre 2020.

drapeau rouge de la révolution sociale.

LES COMMUNISTES ET LE DROIT À L'AVORTEMENT

Nous avons toujours été, sans hésitation et sans réserve, pour l'abolition de toute législation restrictive dans le domaine de la vie sexuelle et familiale, et donc pour un réel accès à l'avortement pour toutes.

Mais nous refusons de le faire au nom de la défense des « droits démocratiques » ou, pire, d'un droit individuel, car la reproduction de l'espèce n'est pas un problème personnel, de couple ou féminin. Ce n'est pas « l'affaire des femmes », ni l'affaire de « chaque femme ». Dans la société vers laquelle nous tendons la reproduction de l'espèce sera une affaire tout aussi collective et sociale que la production des biens matériels.

Nous refusons également de chercher une bonne législation pour « libérer » la femme (ou l'homme) dans le cadre de la société capitaliste. Il est illusoire de croire que sous le règne de la bourgeoisie, une loi, quelle qu'elle soit, puisse libérer véritablement qui que ce soit.

L'interdiction de l'avortement, tout comme les entraves au divorce ou les discriminations légales fondées sur le sexe ou l'orientation sexuelle sont des survivances prébourgeoises que la bourgeoisie perpétue pour diviser les prolétaires. Ce sont à la fois les instruments d'une aggravation de l'oppression du prolétariat et un écran qui cache les causes réelles de cette oppression. Ce rôle d'écran est entretenu par toutes les variantes de féminismes – du plus institutionnel au plus « révolutionnaire » – qui refusent de reconnaître que la cause

de son oppression n'est pas l'absence de « droits », mais le capitalisme.

C'est pourquoi les communistes avancent la revendication immédiate d'un avortement libre et gratuit, donc accessible à toutes, car elle intéresse au plus haut point les prolétaires, femmes et hommes. Il faut lutter contre l'oppression sexuelle et procréative de l'État bourgeois, et il faut lier cette lutte à la lutte révolutionnaire pour le renversement de cet État, pour la dictature du prolétariat. Comme l'a montrée la législation familiale et sexuelle de l'État prolétarien en Russie, seule cette dictature est capable de libérer immédiatement les femmes et les hommes, producteurs et reproducteurs à la fois, des contraintes qui ne découlent pas directement des rapports matériels de production et de reproduction. Et seule elle est capable d'attaquer et de détruire ces rapports de production capitalistes pour aller vers le communisme, où toute opposition et tout antagonisme entre l'individu et la société (et à plus forte raison entre les sexes et les genres) auront disparu. La reproduction de l'espèce concerne l'humanité tout entière, mais que seule une société sans classes, sans antagonismes ni contradictions internes, pourra la régulariser consciemment et l'adapter au niveau de ses possibilités croissantes. Cela implique d'ailleurs la dissolution de l'économie familiale et sa fusion, y compris les soins aux enfants et leur éducation, dans l'ensemble de l'activité sociale. C'est seulement dans une telle société que la planification de la reproduction, partie intégrante et essentielle de l'activité productive de l'humanité, pourra se réaliser sans contrainte et sans en appeler à la liberté de chaque femme. ●

Les communistes et l'avortement

(*le prolétaire*; N° 185, 2 au 15 décembre 1974)

Alors que des violations individuelles, dont le nombre s'élevait depuis des décennies à plusieurs centaines de milliers par an, n'avaient pu entamer la législation, l'action collective développée ces derniers temps contre l'interdiction de l'avortement a obligé à reculer et à réviser une loi inopérante.

Si nous enregistrons avec satisfaction l'aveu que la Loi n'est pas la codification rationnelle des rapports sociaux, mais l'expression d'un rapport de forces, nous contestons catégoriquement sa prétention à exprimer démocratiquement « l'opinion publique ». Instruments de *contrainte* et de *coercition* au service d'une classe et de son ordre social, l'Etat et sa loi *imposent* à la société et surtout aux classes exploitées et opprimées les règles de fonctionnement de cet ordre social. Il n'est que de voir le caractère dérisoire de la « libéralisation » proposée pour comprendre qu'elle se

propose de remplacer une interdiction *directe* devenue inapplicable par une interdiction *indirecte*, entravant la liberté de principe par tout un arsenal d'empêchements pratiques, de pressions dissuasives et d'obstacles matériels qui, tout comme la loi actuelle, joueront exclusivement contre les femmes des classes pauvres, contre les prolétaires.

Le fait que l'Etat bourgeois et sa législation servent et défendent la société capitaliste n'est pas toujours évident, car cette société n'a pas été fabriquée de façon logique et cohérente, mais s'est développée à *partir* de formes sociales antérieures. Même si elle les a révolutionnés, elle a repris certains de leurs aspects, surtout dans le domaine des superstructures; elle a *hérité* de certaines habitudes, de certains cadres, de certains principes qu'elle utilise au mieux pour sa *propre conservation*. Cela ne va pas sans contradictions, dans la mesure où le développement même du capitalisme *tend*

à éliminer certaines formes surannées.

Par exemple, la bourgeoisie a hérité du féodalisme chrétien le mariage indissoluble, et elle utilise la famille fondée sur ce mariage comme cellule de base et unité de reproduction. Mais la dynamique sociale tend inéluctablement à faire éclater la famille; la bourgeoisie emploie alors l'ancienne législation pour *freiner* l'action dissolvante de sa propre économie, pour ralentir la *désagrégation sociale* et les troubles qu'elle entraîne: elle *interdit* la séparation des conjoints. A la longue, cependant, la pression économique-sociale ne peut être contenue par la Loi et la bourgeoisie est peu à peu contrainte de lever les vieux interdits, et autoriser le divorce.

C'est également sous la pression économique et sociale que des pays capitalistes ont vu décroître leur taux de natalité. Par des lois réprimant la contraception et l'avortement, la bourgeoisie de ces pays a voulu *obliger* les prolétaires à faire des enfants, en tablant sur le besoin sexuel naturel et en *interdisant* ce qui aurait pu éviter ou interrompre la grossesse. Or cette tentative a échoué: non seulement elle n'a pas empêché la baisse des naissances (malgré les rigueurs de la loi, on compte en France autant d'avortements que de naissances!), mais elle a fait peser sur les classes pauvres un carcan si lourd que des réactions de plus en plus violentes se font jour; de sorte que, ô ironie! la Loi devient cause de «désordre». Malgré la morale chrétienne sur laquelle elle s'appuyait, et malgré ses craintes de perdre le contrôle... du contrôle des naissances, la bourgeoisie essaie donc de l'aménager - ce qui donne lieu à ces débats où l'hypocrisie et la stupidité bourgeoises affrontent un «réalisme» tout aussi bourgeois.

Naturellement, nous, communistes, avons toujours réclamé et réclamons l'abrogation de toute législation contraignante ou répressive en matière de famille ou de reproduction, et soutenons les luttes menées pour abolir les interdits encore en vigueur dans ce domaine. Mais cela ne signifie nullement que nous acceptons les *principes* de ceux qui dirigent ces luttes.

Nous n'acceptons nullement la perspective de la bourgeoisie, qui prétend qu'en éliminant ces formes ou ces lois dépassées, la société pourra trouver, dans la liberté, un équilibre harmonieux. En particulier, nous affirmons qu'aucun «équilibre démographique» ne saurait s'établir dans le cadre de l'économie capitaliste, qui produit une armée industrielle de réserve, c'est-à-dire des chômeurs, *quelle que soit la natalité*, et dont le marché du travail subit des fluctuations telles, que la reproduction des producteurs (qui demande 15 à 20 ans) est toujours anarchique. Pas plus que la Loi de l'Etat, la loi de l'offre et de la demande jouant librement ne pourrait équilibrer la population et les «besoins du pays». Mais nous nous moquons bien de ces besoins-là, contrairement aux bourgeois et à leurs laquais, qui, farouchement opposés à l'autorisation de l'avortement comme le PCF en 1945, ne s'y rallient aujourd'hui qu'à la remorque de l'Etat bourgeois et pour les mêmes raisons que lui.

Nous n'acceptons nullement l'idée que la suppression de la contrainte légale conduira au paradis de la

liberté, où chaque femme (sans parler des hommes) déciderait «librement» quand, où et pourquoi elle mettra au monde un enfant. Au contraire, c'est seulement alors que la *contrainte économique et sociale* de la société capitaliste pourra jouer *librement* pour empêcher ou inciter la femme à enfanter, pour la pousser à faire des gosses, ou lui interdire ce «luxe». Mais nous voulons justement que la femme reconnaisse que la cause réelle de son oppression est le capitalisme!

Nous n'acceptons nullement l'idée que la reproduction de l'espèce soit «l'affaire des femmes», ni l'affaire de «chaque femme». Nous affirmons que la reproduction de l'espèce concerne l'humanité tout entière, mais que seule une société sans classes, sans antagonismes ni contradictions internes, pourra la *régulariser consciemment* et *l'adapter au niveau de ses possibilités croissantes*. Cela implique d'ailleurs la dissolution de l'économie familiale et sa fusion, y compris les soins aux enfants et leur éducation, dans l'ensemble de l'activité sociale. C'est seulement dans une telle société que la *planification* de la reproduction, partie intégrante et essentielle de l'activité productive de l'humanité, pourra se réaliser *sans contrainte* et *sans* en appeler à la *liberté de chaque femme*.

Bref, nous contestons l'idéologie démocratique et individualiste au nom de laquelle certains réclament le droit à l'avortement, et nous nions que, même obtenu intégralement; ce droit puisse lever les contradictions dans lesquelles le capitalisme enferme la procréation. Néanmoins *nous nous battons* pour ce droit et, là où il n'aura pas encore été obtenu, la dictature du prolétariat l'accordera immédiatement et sans réserve, comme en Russie en 1917.

C'est que l'interdiction de l'avortement, tout comme les entraves au divorce (ou les discriminations légales fondées sur le sexe et, parfois, la religion ou la race, qui sont aussi des survivances prébourgeoises mais que la bourgeoisie utilise pour diviser les prolétaires) sont à la fois les instruments d'une *aggravation de l'oppression* du prolétariat et un *écran qui cache les causes réelles* de cette oppression.

Nous savons bien, et le proclamons dès à présent, qu'aux USA, même l'égalité juridique la plus complète n'affranchira pas le prolétaire noir de l'oppression et de l'exploitation; mais elle lui montrera que *la cause* de son esclavage n'est pas la discrimination légale, mais le capitalisme. Nous n'idéalisons nullement le droit à l'avortement, nous disons qu'il *ne libérera pas* la femme; mais il lui montrera que *la cause* de son oppression n'est pas l'absence de «droits», mais le capitalisme.

Nous luttons pour ces droits, dont nous disons avec Lénine qu'ils «*n'éliminent pas l'oppression de classe, mais rendent seulement la lutte des classes plus claire, plus ample, plus ouverte, plus accusée; c'est ce qu'il nous faut.*»

Et, alors que la bourgeoisie utilise la morale, les habitudes, les traditions et les lois prébourgeoises pour *accentuer l'oppression du prolétariat*, nous devons, nous, utiliser les luttes contre ces chaînes supplémentaires comme des leviers dans la lutte générale contre la bourgeoisie et son Etat. ●

Défense de la femme prolétaire

Les communistes, l'avortement et le divorce

(*le prolétaire*, n° 309, 21 Mars au 3 Avril 1980)

« On dit que la situation juridique de la femme caractérise le mieux le niveau de culture. Il y a, dans cette formule, un grain de vérité profonde », écrivait Lénine en 1919, et il ajoutait : « Nous avons vraiment anéanti de fond en comble ces lois ignobles sur l'inégalité de la femme, les entraves au divorce, les formalités abjectes qui l'entourent, la non-reconnaissance des enfants naturels, la recherche de paternité, etc., lois dont les vestiges sont nombreux dans tous les pays civilisés, pour la honte de la bourgeoisie et du capitalisme. » (*La grande initiative*, 1919, Œuvres, tome 29, p. 433).

Soixante-dix ans plus tard, le retour périodique des procès et emprisonnements pour avortement, forme moderne des supplices rituels que le Moyen Age infligeait aux sorcières, de même que l'écœurant cynisme des débats parlementaires sur le divorce et l'avortement qui ont eu lieu ces dernières années en France et en Italie, montrent que ces phrases n'ont rien perdu de leur actualité.

Notre position sur ces questions n'a pas varié non plus. Les communistes luttent pour l'entière liberté en matière d'avortement et de divorce : « *Aucun social-démocrate digne de ce nom ne considérera comme des socialistes, ni même comme des démocrates, ceux qui nient ce droit* », dit encore Lénine (*Une caricature du marxisme*, 1916, tome 23, p. 80). Cela ne signifie pas qu'ils nourrissent la moindre illusion sur une quelconque émancipation de la femme par la voie juridique, ni qu'ils ignorent les limites de ce que peuvent apporter ces droits sur le plan de la situation immédiate.

Le marxisme, en effet, montre que l'oppression féminine trouve son origine dans la forme familiale apparue dans l'histoire avec la propriété privée, qui se caractérise par la domination de l'homme chef de famille, la transmission de l'héritage aux enfants, la consécration des femmes au travail domestique. La persistance de cette forme familiale, que la bourgeoisie reprend à son compte, se traduit sous le capitalisme par la contradiction entre le travail extérieur de la femme et sa vie familiale, contradiction qui prend la forme de la double exploitation domestique et salariée pour l'ouvrière, et par l'inégalité entre les sexes dans tous les domaines de la société. Derrière l'oppression formelle de la femme, qui peut à la limite et en théorie disparaître dans la société bourgeoise, il y a donc l'oppression économique, l'esclavage domestique qui non seulement persiste quelles que soient les réformes juridiques effectuées par la bourgeoisie, mais rend le plus souvent en partie inopérantes ces mêmes réformes, et ceci d'autant plus qu'il s'agit de classes opprimées. Laissons sur ce point la parole à Engels :

« *La famille conjugale moderne, écrit-il, est fondée*

sur l'esclavage domestique, avoué ou voilé, de la femme, et la société moderne est une masse qui se compose exclusivement de familles conjugales comme d'autant de molécules. De nos jours, l'homme, dans la grande majorité des cas, doit être le soutien de la famille et doit la nourrir, au moins dans les classes possédantes, et ceci lui donne une autorité souveraine qu'aucun privilège juridique n'a besoin d'appuyer. Dans la famille, l'homme est le bourgeois, la femme joue le rôle du prolétariat. Mais dans le monde industriel, le caractère spécifique de l'oppression économique qui pèse sur le prolétariat ne se manifeste dans toute sa vigueur qu'après que tous les privilèges légaux de la classe capitaliste ont été supprimés [...]. Et de même le caractère particulier de la prédominance de l'homme sur la femme dans la famille moderne, ainsi que la nécessité et la manière d'établir une véritable égalité entre les sexes ne se montreront en pleine lumière qu'une fois que l'homme et la femme auront juridiquement des droits absolument égaux. On verra alors que l'affranchissement de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique et que cette condition exige à son tour la suppression de la famille conjugale en tant qu'unité économique de la société » (*Origine de la Famille*, Éditions sociales, p. 82).

A la suite d'Engels et de Lénine nous ajouterons : Que peut signifier la liberté de divorce pour l'ouvrière réduite au chômage ou à un salaire de misère ? Et l'on sait, de même, que dans les pays où le droit à l'avortement et à la contraception leur est reconnu, une grande majorité des femmes (bien sûr, essentiellement des travailleuses) restent, selon toutes les statistiques, ignorantes des possibilités qui leur sont, en principe, ouvertes.

Mais même dans l'égalité et la liberté formelles, le capitalisme ne peut pas être conséquent. En tant que promotrice des libertés individuelles, la bourgeoisie institua le mariage contractuel qui, dans la logique même du droit bourgeois, suppose l'égalité des deux parties et la possibilité de résiliation pour chacune d'elles. Le principe démocratique prête à chacun le droit absolu de disposer de sa personne et de son corps, selon une conscience supposée souveraine. La peur de remettre en cause ce pilier de l'ordre social qu'est la structure familiale fait qu'elle reste accrochée à un archaïsme barbare, hérité des sociétés passées.

Malgré cela la bourgeoisie ne peut empêcher le développement des forces productives de porter des coups mortels à la structure familiale en supprimant, du fait de leur socialisation progressive, la raison d'être de la propriété privée et de l'héritage, et surtout en réintroduisant le travail social de la femme. La contradiction aiguë qui en résulte entre travail social et travail

domestique, contradiction rendue insoutenable pour les travailleuses du fait de la misère et de l'exploitation quotidienne, engendrent nécessairement des phénomènes sociaux tels que l'avortement ou la dissolution des mariages, et ceci quelles que soient les lois répressives mises en place.

C'est parce qu'elle en prend conscience à ses dépens que la bourgeoisie est, à échéance, amenée à libéraliser un système juridique et pénal devenu si anachronique et contradictoire avec la réalité qu'il devient davantage facteur de désordre que d'ordre. Il s'agit alors pour elle d'essayer de contrôler ce qu'elle ne peut empêcher. « *Lorsqu'une trop grande distance s'établit entre la loi et la pratique*, déclarait Simone Veil lors du dernier débat parlementaire sur l'avortement, *n'est-il pas du devoir du législateur défenseur de la loi d'en prendre acte. Ceux qui ont cru devoir maintenir dans leur pays un système exclusivement répressif, doivent maintenant affronter désordre, révolte et anarchie* ». Inutile de préciser qu'au cours du débat, opposants et partisans de la loi se battaient sur le meilleur moyen de sauvegarder la famille et de défendre l'intérêt national.

Car les forces politiques qui s'affrontent sur ce terrain ne se distinguent pas sur le fond. L'opportunisme, qui présente les réformes comme autant d'étapes vers une démocratie « véritable », solution prétendue à toutes les oppressions, trotte dans les faits misérablement derrière la bourgeoisie, n'avançant ses revendications que dans la mesure et jusqu'au point où celle-ci le lui permet. Les féministes paraissent trancher sur les autres courants parce qu'elles sont capables, dans une certaine mesure, de mener des luttes réelles contre les lois répressives et discriminatoires, mais elles sont incapables d'en comprendre les limites puisqu'elles nient

le fondement économique de l'oppression féminine, si bien qu'elles tombent finalement dans la même perspective démocratique et réformatrice.

C'est, bien sûr, d'un point de vue totalement différent que se placent les communistes. Aux illusions démocratiques et réformatrices ils opposent *leur* perspective de l'émancipation féminine : la révolution prolétarienne, dans la perspective du remplacement du mercantilisme par la socialisation de la production et de l'échange, de l'intégration dans la grande économie communiste de l'économie domestique, de la disparition de la famille et du mariage, tandis que les rapports entre les sexes, pour la première fois libérés des impératifs économiques de la production et de la reproduction, prendront un caractère exclusivement privé.

Quand ils se battent pour la liberté de divorce ou d'avortement, c'est en premier lieu pour soulager les femmes travailleuses de ces « super brimades », selon le terme de Lénine ; c'est ensuite parce que l'obtention de ces libertés, clarifiant la nature réelle de l'oppression féminine, déballe par là même le terrain de la lutte des classes ; c'est enfin parce que l'unification du prolétariat exige la lutte contre toutes les discriminations en son sein et qu'aucune solidarité réelle n'est possible si les prolétaires hommes ne luttent pas pour l'égalité la plus complète entre les sexes et contre les lois répressives qui oppriment leurs compagnes.

Sur un terrain où l'interclassisme fleurit d'autant plus facilement qu'on y soulève des revendications qui intéressent plusieurs classes, les communistes se situent, eux, du strict point de vue des exigences de la lutte prolétarienne et de la révolution. Ce faisant, ils sont les seuls à se battre sans restriction pour ces mesures, les seuls à pouvoir les réaliser de façon radicale, comme l'a prouvé l'exemple de l'Octobre Rouge. ●

Ni putes, ni soumises... mais au service de l'Etat bourgeois

(*le prolétaire*, N° 472, Juin-Juillet-Août 2004)

Le mouvement «*Ni putes, ni soumises*» («NPNS») est né à la suite d'un atroce fait divers (une jeune fille, Sohane, brûlée vive par un garçon dans une banlieue populaire). Il a rencontré un succès indéniable et il a acquis un poids important parmi les organisations travaillant dans les milieux issus de l'immigration et même au-delà avec sa reconnaissance par les médias et par les autorités.

Il se présente comme une association luttant contre la situation difficile que connaissent les filles maghrébines, victimes d'un machisme particulièrement prononcé; celles qui ont l'audace ou la possibilité de battre en brèche les habitudes traditionnelles et d'avoir une sexualité libre sont dénoncées comme des

«putes», alors que le comportement correct dans ces milieux serait d'être «soumises» aux hommes (pères, frères, etc.). Comme il s'est constitué sur des problèmes touchant des filles et femmes de condition prolétarienne, le mouvement «NPNS» a été considéré avec dédain par les organisations féministes existantes et il a de son côté tout de suite affirmé que ces dernières étaient «*des petits rassemblements réservés aux femmes issues de classes aisées*».

*

Le fait qu'il dénonce sans langue de bois une situation bien réelle explique l'écho qu'il a rencontré et ren-

contre encore; alors que le féminisme bourgeois, ayant obtenu pour l'essentiel ce qu'il voulait, a abandonné les femmes prolétaires à leur sort (qui ne l'a jamais intéressé en réalité) et a en conséquence perdu pratiquement toute audience auprès d'elles.

Mais loin d'être un mouvement luttant pour la défense et l'amélioration des conditions des filles et femmes prolétaires issues de l'immigration, «Ni putes, ni soumises» constitue une impasse, une diversion par rapport au besoin de cette lutte. En réalité, au lieu de représenter un premier pas vers la lutte et vers l'organisation pour la lutte des femmes prolétaires et des prolétaires en général, ce mouvement est un obstacle dangereux pour cette perspective: un instrument au service de l'Etat bourgeois et de l'ordre capitaliste établi dont les prolétaires des deux sexes sont les victimes.

«NPNS» est une succursale de «SOS-racisme» - cette organisation de collaboration des classes mise en place dans les années 80 par la Gauche au gouvernement pour stériliser les poussées combattives qui se faisaient jour dans la jeunesse prolétarienne issue de l'immigration. Permanente de SOS-racisme et ancienne militante de cette époque, la présidente de «Ni putes ni soumises» Fadela Amara, a publié un livre qui explique ses motivations et ses orientations (1). Elle y fait l'amer constat que depuis des années la situation dans les quartiers populaires n'a fait que se dégrader, sans qu'il y ait en réaction rien d'autre que la montée du «communautarisme» voire du «fascisme vert» (c'est-à-dire l'intégrisme, le vert étant la couleur de l'islam). Mais elle ne peut évidemment admettre que c'est là non pas le résultat malheureux d'une «politique de l'autruche» des autorités, mais la conséquence sociale inévitable des lois économiques du système capitaliste et de la politique de paralysie des prolétaires suivie tout-à-fait consciemment, y compris en soutenant le développement des islamistes (2)!, par ses propres mentors politiques, les réformistes de tout type.

Elle-même réformatrice indécrottable, Fadela Amara, qui est membre du Parti Socialiste, ne peut que gémir sur l'échec de l'«intégration républicaine» et de l'école outil de promotion sociale: ses seules positions sont celles, strictement bourgeoises, de la «citoyenneté», de la «laïcité», des «valeurs de la République», de l'appel à l'Etat bourgeois pour qu'il remplisse le rôle supposé être le sien de défenseur des faibles et de garant de l'égalité!

Que le rôle véritable de cet Etat soit à l'inverse de défendre un ordre social basé sur l'exploitation des prolétaires, sur «l'injustice sociale» c'est-à-dire sur l'inégalité entre classes exploiteuses et classes exploitées, sur l'oppression du plus grand nombre, un ordre social qui produit chômage et misère, c'est bien sûr ce que tout réformatrice ne pourra jamais reconnaître. Et par conséquent les orientations qu'il propose non seulement ne peuvent pas faire avancer la cause des opprimés parce qu'elles laissent intacte le fondement de l'oppression, mais elles finissent même par **renforcer** cette oppression!

C'est ainsi que «NPNS» qui dénonce l'oppression et les violences faites aux filles et jeunes femmes des banlieues par les garçons, ne dit **jamais** un mot de la violence et de l'oppression, et pas seulement contre les jeunes, dont sont quotidiennement responsables dans ces banlieues l'Etat et ses forces de police. Ce n'est pas par hasard. Sans doute les responsables de ce mouvement ne sont publiquement jamais allées aussi loin que leur parrain, le président de «SOS-Racisme» Malek Boutih, avec ses déclarations que même un Sarkozy aurait hésité à tenir: «*Les barbares des cités, il n'y a plus à tergiverser, il faut leur rentrer dedans, taper fort, les vaincre, reprendre le contrôle des territoires qui leur ont été abandonnés par des élus en mal de tranquillité. (...) Il faut remettre au boulot*» la police, tout en estimant que le combat des sans-papiers est «dépassé» (3).

Mais elles affirment la nécessité de la répression tout en revendiquant une meilleure formation de la police et en saluant les engagements en ce sens de Sarkozy quand il était ministre de l'Intérieur, en particulier sa promesse à... installer des psychologues dans les commissariats! Sarkozy dont le nom reste attaché au renforcement généralisé de la répression en particulier contre les immigrés et contre les jeunes, et des expulsions de travailleurs immigrés sans papiers...

«NPNS» est un mouvement qui entend si peu dérangier l'ordre établi qu'il a demandé et obtenu des appuis politiques et des soutiens, y compris financiers, de la part de représentants de grands partis politiques bourgeois, de grandes entreprises et d'institutions étatiques.

En 2003, pour leur marche, les organisatrices avaient «pris contact avec des entreprises privées pour [les] aider» et le grand groupe hôtelier Accor avait pris ainsi en charge le gîte et le couvert des marcheurs (4); elles ne pouvaient pourtant ignorer que ce grou-

(1) Fadela Amara, «Ni putes, ni soumises», Ed. La découverte, Paris 2003.

(2) «*Dans les années 90-95, ces imams radicaux sont devenus une référence dans certaines cités. Les pouvoirs locaux, les élus des collectivités territoriales et notamment les maires de toutes tendances politiques les ont reconnus et installés comme interlocuteurs privilégiés. (...) L'imam s'est métamorphosé en nouveau régulateur social, etc.*». Cf. «Ni putes, ni soumises», p.74.

(3) cf «Le Monde», 13/6/2002. Aujourd'hui, Malek Boutih n'est plus président de SOS Racisme, mais membre du secrétariat national du PS, comme d'ailleurs la vice-présidente de «NPNS». Cela ne l'avait pas empêché de déclarer, lors d'une réunion organisée par le MEDEF en mai 2003: «*Je voudrais dire à M. Sarkozy qu'il fait partie des responsables qui redonnent espoir aux jeunes dans l'action politique*». Sans commentaires...

(4) Voir page suivante

pe, tristement célèbre pour l'exploitation de ses employés, était le théâtre d'une dure lutte d'une poignée de travailleuses immigrées en lutte contre les cadences infernales qui leur étaient imposées.

A l'arrivée de la marche à Paris, le 8 mars, où le cortège de «NPNS» rassembla plusieurs milliers de personnes, elles avaient obtenu le soutien non seulement des syndicats et des partis de gauche (LCR et LO comprises), mais aussi de François Bayrou (président de l'UDF) et de Jean-Louis Borloo (ministre UMP). Elles étaient reçues par le Premier ministre entouré de quelques uns de ses ministres, puis par Sarkozy.

Quelque temps plus tard, «très fières», elles inauguraient en grande pompe dans les salons de l'Assemblée nationale une exposition sur les «Mariannes d'aujourd'hui» aux effigies des marcheuses et de femmes d'origine immigrées. Cette triste mascarade, censée symboliser l'attachement à l'Etat français en dépit de sa longue et sanglante histoire d'exploitation, de répression, de pillage et des crimes en tous genres, avait vu le jour grâce au «soutien actif et chaleureux de Jean-Louis Debré» (5) le président de l'Assemblée et ancien ministre dont les lois racistes et la répression des sans-papiers sont encore dans toutes les mémoires.

La dirigeante de «NPNS» en concluait que «les revendications portées par [celui-ci] ont transcendé les classes sociales et dépassé les clivages politiques» (6). Arrêtons nous donc un peu sur ces revendications. Concrètement, elles étaient au nombre de cinq: le financement d'un «guide d'éducation au respect» distribué dans les écoles, la mise en place d'hébergements d'urgence pour les jeunes femmes en rupture avec leur famille, la mise en place de cellules (sic!) d'accueil dans les commissariats pour les victimes de violences machistes, de points d'écoute femmes et enfin le financement d'une «université» de formation des cadres du mouvement. On comprend que des revendications aussi minables aient pu être acceptées sans discussion par les gouvernement! Quant à leur efficacité à améliorer le sort des filles et femmes des quartiers populaires, inutile même d'en parler; elles ont cependant le mérite de révéler la véritable **escroquerie politique** que constitue ce mouvement...

Quelques mois plus tard lors des journées de cette «université» tenue à l'automne 2003 en présence de ministres et de personnalités du PS (Fabius), un appel à Chirac était lancé pour faire de la situation des femmes un «grand chantier national». A en juger par la réalisation des promesses gouvernementales à propos des revendications ci-dessus, ce grand chantier n'était pas promis à un bel avenir: 50 logements d'urgence avaient été mis à la disposition du mouvement (sur cent promis), 23 commissariats avaient leur «cellule» d'accueil, 1 point d'écoute avait été créé: apparemment les seuls crédits vraiment débloqués étaient ceux qui avaient servi à financer la fameuse «université» et les cadres de «NPNS»...

LE FRONT «LUTTE OUVRIÈRE» – GOUVERNEMENT EN SOUTIEN À «NI PUTES NI SOUMISES»

Parmi les sponsors les plus connus du mouvement, on trouve la grande «presse féminine» («Elle»), la radio «Skyrock» ou Elisabeth Badinter, présidente du directoire du grand groupe «de communication» «Publicis» (7), toutes entreprises qui ne se sont guère distinguées jusqu'ici pour le souci qu'elles portent aux conditions des femmes issues de l'immigration et des prolétaires en général. Le premier mai 2004 «NPNS» a participé aux «24 heures de la citoyenneté» organisées à Paris par le collectif «Respect» lié à l'UMP; ce dernier qui dénonce la «politique laxiste» des gouvernements précédents s'appelle ainsi car il veut «promouvoir le respect dû à l'autorité légitime. En particulier celle des institutions, celle du président de la République et de tous les élus, les lois, la justice, la police, l'école, les règles de vie qui régissent notre société». Rien d'étonnant donc que l'Armée de l'air et la Marine nationale fassent partie, aux côtés de «NPNS» de cette belle fête, sponsorisée par le ministère de la ville, la RATP, la Fnac, Le Parisien, Télé-Poche, M6, Nintendo, etc...

Quant aux soutiens politiques proprement dits, il vont de la droite gouvernementale comme on l'a vu à l'extrême-gauche électoraliste, le groupe «Lutte Ouvrière» étant probablement les plus engagé dans

(4) cf «Ni putes...», p.99, où Fadela Amara remercie le groupe pour son «aide précieuse». Pour la lutte des travailleuses d'Arcade, voir «Le Prolétaire» n°466. Vengeance patronale, l'ancienne porte-parole des grévistes vient d'être licenciée fin juin.

(5) Ibidem, p. 130.

(6) Ibid., p. 131.

(7) Quatrième groupe mondial de communication (publicité, éditions) selon «Le Monde Diplomatique» (juin 2004), employant plus de 35 000 personnes, Publicis, qui doit passer sous contrôle du holding du baron Seillière, patron du MEDEF, est au coeur du capitalisme français. Les campagnes de Publicis ont été souvent dénoncées pour leur caractère basement sexiste. Dans un forum à la dernière Fête de LO, la représentante de «NPNS» a déclaré que ces campagnes ne la gênaient pas et qu'Elisabeth Badinter lui avait dit être une «grande bourgeoise» qui «ne connaît rien à la vie des cités», mais qui était «prête à l'aider». Elle n'a pas précisé en quoi consistait cette «aide», mais on peut être sûr qu'il s'agissait de l'aider à défendre les «valeurs républicaines» davantage que les conditions des filles et femmes prolétaires: les représentants de la classe dominante bourgeoise, hommes ou femmes, sont des **ennemis de classe** des exploités et opprimés, hommes ou femmes, et non pas des alliés, parce que leur richesse et leur position sociale viennent de l'exploitation et de l'oppression sous toutes ses formes de ces derniers.

ce soutien.

Dès la fin 2003, «NPNS» a fait du soutien à la loi sur le voile et à la «laïcité républicaine» son cheval de bataille. Sa marche 2004, qui s'appelait officiellement «tour de France républicain», a rencontré le soutien empressé de LO. Lors de la manifestation des femmes de mars 2004 où se terminait cette nouvelle marche, «NPNS» avait organisé un cortège autonome, sonorisé par un char publicitaire de «Skyrock», parce que les organisateurs n'avaient pas voulu centrer leur appel sur la laïcité et le soutien à cette loi. Son propre appel mettait en avant l'égalité entre hommes et femmes et à la laïcité au nom de «*l'esprit républicain en danger*» et appelait à ce que «*Paris soit la capitale des Lumières, du féminisme, de la laïcité et du progrès des consciences*». Amen! En tête de ce cortège républicain, se trouvaient avec les dirigeantes du mouvement, Nicole Guedj, membre du gouvernement (secrétariat d'Etat à la construction des prisons!) et... Arlette Laguiller.

Quelques jours auparavant, «NPNS» avait fêté son premier anniversaire dans les locaux chics de l'agence de pub de Séguéla, en présence de diverses personnalités du tout-Paris. Invité, Sarkozy s'était fait excuser car il était retenu (comme d'autres) par le dîner annuel du CRIF (Institutions juives); mais pour assurer de son soutien au mouvement, il avait délégué son épouse (qui passe d'ailleurs pour être la tête pensante du couple). Dans le même but, était également venue à la soirée avec quelques uns de ses camarades... Arlette Laguiller (8)! Nous ignorons ce que se sont dit Arlette et Cécilia, mais ce que nous savons c'est qu'une organisation véritablement révolutionnaire n'aurait rien à faire dans de tels milieux bourgeois et en compagnie de responsables politiques de la bourgeoisie.

Mais une organisation vraiment révolutionnaire dénoncerait l'incessante propagande républicaine de «NPNS», pure et simple apologie de la société bourgeoise; elle ne mobiliserait pas comme LO ses militants pour faire exclure des écolières portant le voile, elle ne défendrait pas la laïcité, elle n'applaudirait pas au vote de la loi d'exclusion avec le justificatif que «*l'école doit rester (sic!) un lieu où on combat l'obscurantisme et où on enseigne la liberté*» (9)!

Il serait difficile d'imaginer une idéalisation plus fantastique de la fonction de l'école dans la société capitaliste et une position plus éloignée de celle du communisme authentique. Dès le «Manifeste», les communistes ont soutenu que l'éducation est «*déterminée par les rapports sociaux dans le cadre desquels [sont élevés] les enfants, par l'immixtion plus ou moins directe de la société, par le canal de l'école*» et affirmé que leur objectif est d'«*arracher l'éducation à l'influence de la classe dominante*» en renversant le capitalisme.

Au contraire pour L.O. comme pour tous les réformistes opposés par principe à la révolution, l'école **telle qu'elle est aujourd'hui**, l'école bourgeoise, est une institution à défendre par les prolétaires car

elle est un moyen de lutte contre «l'obscurantisme».

Cette formule de lutte contre l'obscurantisme est évidemment employée à dessein: la lutte contre l'obscurantisme n'est pas une lutte de classe, une lutte des exploités et des opprimés de toutes nationalités et de toutes races contre le capitalisme, mais une lutte **interclassiste**, commune à toutes les personnes de progrès, à tous ceux qui veulent défendre notre civilisation, notre culture, notre République, contre les forces obscures (les *barbares* dirait l'autre) venues des banlieues et des contrées lointaines à demi-sauvages. Grattez le laïque et vous trouverez le social-chauvin!

Collant étroitement à «NPNS», LO dans sa propagande à ce sujet ne dénonce pas la responsabilité du capitalisme et de la société bourgeoise dans les conditions des filles et femmes immigrées; elle n'appelle pas à une lutte des prolétaires: au contraire elle affirme dans ses articles relatifs à la question que c'est «**toute la société**» qui doit aider à la lutte contre le voile (n°1838) ou imposer de nouveaux rapports entre hommes et femme (n°1846). «*Toute la société*»: ce concept bien étrange pour des gens qui se disent marxistes, est en fait introduit par LO pour justifier non seulement l'interclassisme de sa démarche, mais son **appui à l'Etat** et son **compagnonnage** avec des ministres du gouvernement Chirac.

LES VIOLENCES CONTRE LES FEMMES, FRUIT DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE

La violence dont souffrent les femmes serait essentiellement le fait des garçons et des hommes arabes et musulmans selon «NPNS», qui préconise donc une intégration véritable de la communauté issue de l'immigration dans la société (bourgeoise) française. Or il s'agit là d'un grave escamotage, car ce ne sont pas uniquement les filles et femmes d'origine arabes qui sont victimes.

Les statistiques disponibles pour la France et les pays européens varient sur divers points, mais elles concordent toutes pour indiquer que les violences - physiques ou morales - dont sont victimes les femmes sont très répandues et qu'à près de 90% des cas elles se produisent dans le milieu familial.

C'est ainsi que selon une étude du ministère de la santé publiée en février 2001 et portant sur un échantillon de 7000 femmes de la région parisienne, 10% d'entre elles avaient subi des violences physiques ou morales dans l'année écoulée; ces violences peuvent être graves au point qu'«*en France une femme meurt de violences conjugales tous les 5 jours*». D'après une enquête du Secrétariat d'Etat aux droits des femmes réalisée en 1999, 5% des femmes avaient subi au

(8) Cf. «Le Nouvel Observateur» du 9/3/2004.

(9) Cf. «Lutte Ouvrière» n°1838, 24/10/2003.

cours de cette année-là une agression physique. Une enquête «Eurobaromètre» réalisée de mars à mai 1999 dans l'union européenne, faisait apparaître que 20 % des femmes avaient été victimes au moins une fois d'un acte de violence de la part de leur compagnon, etc. De son côté, le Conseil de l'Europe a publié en novembre 2002 un rapport selon lequel la violence conjugale serait la principale cause de décès et d'invalidité chez les femmes de 16 à 44 ans, devant le cancer, les accidents de la route et la guerre.

Contrairement aux idées complaisamment colportées par les médias bourgeois pour qui les fauteurs de tels forfaits ne peuvent être que des prolétaires barbares et avinés, «*la pauvreté et le manque d'éducation ne sont pas des facteurs significatifs, l'incidence de la violence augmentant même avec les revenus et le niveau d'instruction*», constate une étude portant sur différents pays européens; par exemple, près de la moitié des auteurs d'actes de violence domestique en Hollande sont titulaires d'un diplôme universitaire (10).

Un rapport français est plus précis encore à propos de ces auteurs: «*Il s'agit en majorité d'hommes bénéficiant par leur fonction professionnelle d'un certain pouvoir. On remarque une proportion très importante de cadres (67%) et de membres de la police et de l'armée*» (11). Il est facilement compréhensible que les individus dont la fonction quotidienne est d'exploiter, d'écraser ou de réprimer leurs subalternes reproduisent le même comportement à l'intérieur de leur famille, vis-à-vis de leur épouse et - ce que ne disent pas les études citées - leurs enfants.

De façon plus générale, il est inévitable que la violence qui est inscrite dans tous les rapports sociaux de la société capitaliste - «républicaine» ou non! - basée sur l'exploitation et l'oppression rejaillisse aussi sur les rapports personnels entre les individus, sur les rapports au sein de la famille entre hommes et femmes, entre parents et enfants; et ce sont évidemment les plus faibles qui en font les frais.

La lutte contre les violences dont souffrent les femmes (et les enfants) ne peut être qu'inefficace si elle n'arrive pas à voir quelles en sont les causes fondamentales. La laïcité, qui serait menacée aujourd'hui par quelques lycéennes voilées, n'a pas mis fin à ces violences ni aux inégalités qui continuent à toucher les femmes prolétaires; si la lutte contre les idéologies religieuses (musulmanes, juives, chrétiennes ou autres) qui sanctifient cette inégalité, qui prônent le retour de la femme au foyer, est nécessaire, cette lutte ne doit pas dissimuler le fait que le fondement de ces inégalités ne réside pas dans ces **idéologies**, mais dans la **structure économique et sociale** de la société bourgeoise - et la République qui l'incarne au niveau politique. Elle ne doit pas en outre servir à **diviser** les victi-

mes comme «NPNS» qui refuse de travailler avec des jeunes filles voilées ou qui, qu'elle le veuille ou non, tend à désigner comme coupables tous les jeunes prolétaires arabes.

Les femmes prolétaires souffrent particulièrement des méfaits de l'organisation capitaliste de la société. Sur le marché du travail où elles sont handicapées par leurs «obligations familiales» et la maternité, elles subissent une **surexploitation**: elles touchent un salaire inférieur à celui des hommes, elles sont plus souvent que ceux-ci réduites à des emplois à temps partiel ou cantonnées dans des emplois moins bien payés. En outre elles sont souvent condamnées aux «travaux forcés» domestiques, supportant par exemple l'essentiel de la prise en charge des enfants.

C'est donc la **lutte anticapitaliste**, la lutte contre la structure économique et sociale bourgeoise, qui est nécessaire pour l'amélioration de leurs conditions, alors qu'une lutte **féministe**, c'est-à-dire associant des femmes de diverses classes, bourgeoises et prolétaires, ne peut s'attaquer aux racines de l'oppression. Seule l'**organisation des femmes prolétaires sur des bases classistes** aux côtés des prolétaires masculins, même pour des objectifs immédiats et des revendications partielles, indépendamment et contre les institutions bourgeoises, indépendamment et contre les partis bourgeois de tout bord, pourra leur permettre de battre en brèche les violences et les injustices, et de faire reculer les préjugés et les attitudes machistes chez les hommes.

Seules cette organisation et cette lutte, en union avec les prolétaires masculins, permettront de faire les premiers pas vers le renversement de la maudite République bourgeoise, **instrument suprême de défense de l'oppression**; et pour l'instauration sur ses ruines de la dictature révolutionnaire des opprimés des deux sexes, nécessaire pour le déracinement complet du capitalisme et le passage à la société communiste qui fera disparaître à jamais l'infériorité sociale des femmes comme toutes les inégalités, toutes les oppressions, toutes les discriminations.

Le mouvement «Ni putes ni soumises», lui, s'est mis dès sa naissance **au service** de l'Etat des oppresseurs; à ce titre il ne représente en aucune manière un soutien, un appui pour les jeunes filles et femmes des banlieues prolétariennes, mais un **adversaire**. ●

(10) Rapport du Conseil de l'Europe, Strasbourg, novembre 2002.

(11) Prof. R. Henrion, Ministère de la Santé, février 2001. Il signale aussi que «*les professionnels de la santé*», sans autre précision, forment aussi une catégorie très nombreuse d'auteurs de violences conjugales.

L'«extrême gauche» prise au piège du féminisme

(*le prolétaire*, N° 226, 4 au 17 Septembre 1976)

On a vu naître ces dernières années un certain nombre d'organisations de femmes qui se réclament de la lutte de classe et de la révolution prolétarienne, et qui prétendent rompre tant avec l'opportunisme qu'avec le féminisme bourgeois. Liées de près aux groupes d'extrême gauche, la LCR, l'OC-R et le PSU pour les trois principales d'entre elles - («les Pétroleuses», «Femmes en Lutte» et le «cercle Elisabeth Dimitriev») - elles relèvent, en fait, de ce même centrisme que nous avons à maintes reprises stigmatisé ici. Reste à voir la réalité de leur critique du féminisme, point d'autant plus crucial pour ces trois courants qu'ils tirent plus ou moins directement leur origine de scissions avec un mouvement féministe avéré, le MLF.

*

Il est vrai que ces groupes revendiquent la thèse cardinale du marxisme selon laquelle aucune émancipation des femmes n'est possible sans la révolution prolétarienne; il est vrai aussi qu'ils déclarent «refuser l'idée que les femmes de toutes les classes aient les mêmes intérêts» (*Les Pétroleuses*, n° 5, p.15). Encore faut-il y regarder de plus près car derrière ces déclarations de principe se cache une position des plus ambiguës.

On lit, par exemple, dans la plate-forme «Pourquoi nous luttons» de *Femmes en lutte*: «Les femmes comprennent que la révolution socialiste est la condition de leur émancipation» (p.7). Cette affirmation est juste si l'on considère que la révolution socialiste n'instaure pas du jour au lendemain le communisme et par conséquent les bases matérielles de l'élimination de l'infériorité sociale de la femme, qui ne peuvent être définitivement établies qu'au bout d'une période de transition. Mais telle ne peut être l'idée de ces courants qui confondent sinon la dictature du prolétariat - quand ils ne la renient pas -, du moins la révolution prolétarienne et le communisme.

En réalité, cette vérité théorique, qui implique que la dictature du prolétariat mène une lutte particulière pour généraliser l'égalité des droits politiques, sociaux et économiques des femmes, est utilisée par ces groupes pour ajouter quelque chose à la lutte pour le socialisme, quelque chose qui serait une lutte spécifiquement féminine nécessitant une organisation particulière des femmes: «Seul le socialisme peut fournir les bases objectives à la libération de la femme...», mais ... «les hommes ne libéreront pas les femmes, seule l'auto-organisation des femmes peut le faire», écrit encore une «pétroleuse» dans *Rouge* n° 272.

Pour ces groupes, les femmes (les femmes en général ??) devraient se battre à la fois contre la bourgeoisie et contre les hommes, ou comme l'écrit *Révolu-*

tion! (op. cit., p. 37), «La lutte des femmes pour leur libération est liée stratégiquement [liée mais distincte donc, N.D.R.] à la lutte des classes du prolétariat», ou plus clairement encore, il faut «développer un large mouvement autonome qui, s'il doit se situer perpétuellement de manière conflictuelle par rapport aux hommes, ne doit pas moins s'inscrire dans le combat plus général de l'humanité exploitée pour sa libération» (*Cercle E. Dimitriev, Pour un féminisme autogestionnaire*, p. 19). On notera que «Femmes en lutte», qui reproche âprement aux deux autres groupes leurs penchants féministes a sur le fond la même position.

Or cette position est d'autant plus aberrante qu'elle tente de concilier l'inconciliable. Si l'on estime, en effet, que sans une lutte proprement féminine, la révolution prolétarienne n'affranchira pas les femmes, qu'il faut cette «garantie pour que ne soit pas dévoyé l'ensemble de nos revendications et qu'elles soient posées avant et après la destruction du système capitaliste» (*Pétroleuses*, n° 5, p. 17), autant dire qu'il peut exister une société communiste où les femmes continueraient d'être opprimées, autant abandonner toute analyse matérialiste sur la question! Où se situe, en effet, la racine de l'oppression de la femme? Dans la séparation de l'activité domestique de l'ensemble de l'activité publique. Cette séparation qui historiquement marque l'avènement de la société de classes, l'enchaîne au foyer et la soumet au chef de famille, prend dans la société bourgeoise le caractère d'une contradiction aiguë parce que le capital, incapable de socialiser l'unité économique familiale, pousse au contraire les femmes dans la production sociale. Dès lors, ou bien il faut admettre cette absurdité, à savoir que la société communiste puisse laisser persister au sein d'une économie entièrement socialisée l'îlot privé de l'économie familiale, ou bien il faut renoncer à donner à l'oppression féminine un fondement économique et historique.

«La véritable **émancipation de la femme**, le véritable communisme ne commence que là et au moment où s'engage la lutte de masse (dirigée par le prolétariat, maître du pouvoir) contre cette petite économie domestique ou plutôt sa **refonte massive** [souligné dans le texte] en une grande économie socialiste.» (Lénine, *La Grande Initiative, Œuvres Complètes*, Paris-Moscou, t.29, p.433). Elle est donc **indissociable** de toute l'œuvre de profondes transformations sociales qui s'étendra depuis la conquête du pouvoir jusqu'à la disparition des derniers vestiges du mercantilisme. Mais ces transformations, comme autant de conquêtes, ne s'effectueront que dans et au travers de la lutte de classes. Seront-elles le fait d'un prolétariat puissamment centralisé, ou d'un hypothétique mouvement de femmes, socialement hétérogène par définition, et donc déchiré par des intérêts antagonistes? Certes la

révolution mettra en mouvement toute une série de couches sociales - qui d'ailleurs se caractérisent par leur attitude oscillante - mues par des revendications «impures», non directement prolétariennes, comme par exemple la revendication nationale ou celle de la complète égalité juridique de la femme, et le prolétariat se préoccupera de leur donner satisfaction à la fois pour les gagner à lui et pour rendre plus claire la lutte des classes. Mais c'est lui qui reste la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, parce qu'il ne peut supprimer sa propre exploitation, le salariat, sans détruire en même temps les causes de toutes les autres formes d'oppression sociale. Les féministes soi-disant «de classe» prétendent que le prolétariat ne peut accomplir sa tâche jusqu'au bout sans être doublé ou relayé par un «mouvement autonome de femmes» et qu'ainsi *«grâce au mouvement des femmes, on peut parler de révolution totale, celle qui amènera non seulement la fin du règne de l'exploitation capitaliste, mais également celui de toutes les oppressions (Cercle E.D., op. cit., p.10).* Mais c'est une absurdité, car un tel mouvement, s'il existe, **ne peut qu'éclater dès que seront satisfaites les revendications qui maintenaient sa cohésion, c'est-à-dire les revendications concernant la libération formelle de la femme, qui seules peuvent rassembler les femmes de toutes les classes sociales.**

Pour ces théoriciens de la dégénérescence bureaucratique, pour ces gens qui, au mépris de toute analyse marxiste, voient dans la Russie, la Chine, les Démocraties Populaires et bon nombre d'Etats **authentiquement bourgeois**, des Etats prolétariens tombés aux mains de «castes parasitaires», quoi de plus naturel que d'envisager cette ridicule éventualité d'une révolution confisquée par les hommes à leur profit et aux dépens des femmes?

La moindre de leurs falsifications n'est pas celle où ils prétendent prendre l'exemple de l'URSS actuelle pour démontrer l'impuissance de la révolution bolchevique à libérer les femmes, ... faute d'un mouvement de lutte spécifiquement féminin. *«En URSS, à travail égal salaire égal, et pourtant les femmes ne disposent pas librement de leur corps, elles ont toujours un rôle subalterne, elles n'ont d'existence que pour la procréation. Si la révolution est la condition sine qua non de la révolution de la femme, elle n'est donc pas la condition suffisante» (Cercle E.D., op. cit. p. 59) ... «Le mouvement des femmes est un des principaux éléments de cette dynamique qui consiste à lever l'hypothèque de la bureaucratization de la révolution» (p. 111, id.).* Il vaut la peine de s'arrêter sur cet argument «historique» qui en réalité a pour principal effet d'accréditer la thèse stalinienne du socialisme dans la seule Russie.

Au contraire de ce qu'on prétend, la révolution russe est allée dans le domaine de la libération de la femme aussi loin qu'il était possible de le faire compte tenu des terribles conditions qui étaient les siennes. Dès 1918, la législation soviétique reconnaissait le mariage «de fait» à l'égal du mariage enregistré, réduisait le divorce à une formalité obtenue par simple démarche de l'un ou l'autre des époux, faisait bénéfi-

cier les enfants illégitimes des mêmes droits que les autres, libérait totalement l'avortement, donnait enfin aux femmes l'entière égalité juridique dans tous les domaines. *«Pas un seul Etat, pas une seule législation démocratique, n'a fait pour la femme la moitié de ce qu'a fait le pouvoir soviétique dès les premiers mois de son existence [...]»* mais *«évidemment cela ne suffit pas [...]». Selon nous ce n'est encore qu'un commencement [...]; pour la libérer tout à fait, la rendre réellement l'égale de l'homme, il faut que l'économie soit collective et que la femme participe au travail productif commun»,* il faut *«l'affranchir du travail domestique mesquin, abrutissant, improductif»* (Lénine, *Les tâches du mouvement ouvrier féminin dans la république des soviets*, 1919).

Cette deuxième partie, la plus importante de leur programme, les bolcheviks ne purent en tracer que la direction car elle supposait que pussent être amorcées les tâches économiques du socialisme; elle supposait la jonction de la révolution double dans la Russie arriérée avec les révolutions pures de l'Occident développé qui lui aurait fourni l'aide économique permettant d'abrèger considérablement la période d'accumulation capitaliste. *«La révolution tenta héroïquement de détruire l'ancien «foyer familial» croupissant, institution archaïque, routinière, étouffante dans laquelle la femme des classes laborieuses est vouée aux travaux forcés de l'enfance à la mort. A la famille considérée comme une petite entreprise fermée, devait se substituer, dans l'intention des révolutionnaires, un système achevé de services sociaux: maternités, crèches, jardins d'enfants, dispensaires, hôpitaux... Par malheur, la société se trouva trop pauvre et trop peu civilisée»* (Trotsky, *La Révolution trahie*, éd. Grasset, pp. 166-167). Sous le poids conjugué de l'isolement extérieur et des forces résultant du développement de la petite production, la révolution fut écrasée par la contre-révolution bourgeoise qui prit le nom de Staline. **C'est alors et alors seulement que l'on vit entre autres s'opérer par rapport aux femmes et à la famille un tournant à 180°;** que l'on prit les mesures juridiques propres à renforcer la structure familiale, baptisée «famille socialiste» (interdiction de l'avortement, non reconnaissance du mariage de fait, taxes sur le divorce, etc.); que l'on se mit à glorifier l'esclavage domestique en décernant à la femme au foyer la Médaille de la Maternité ou... l'Ordre de la Gloire Maternelle! Ces mêmes mesures qu'aujourd'hui on voudrait retourner contre la révolution russe!

* * *

L'exacerbation et l'élargissement des antagonismes de classe, l'unification du prolétariat sont des conditions indispensables à la révolution qui verra le combat sans merci du prolétariat et de la bourgeoisie. Quelle peut donc être la seule position de classe en ce qui concerne la question féminine? Les femmes prolétaires doivent reconnaître dans les bourgeois des ennemies avec lesquelles il ne peut fondamentalement

exister aucune communauté d'intérêts (même lorsqu'elles semblent se rejoindre et faire un pas ensemble sur les mêmes revendications démocratiques, comme le droit de vote ou la libéralisation de l'avortement, **leurs lutes, en réalité, s'inscrivent dans des directions différentes** allant vers un inéluctable affrontement). Qu'est-ce qui sépare par contre l'ouvrière de l'ouvrier? Certes le capital entretient entre eux des oppositions, une concurrence sur le marché du travail, comme il le fait entre les différentes catégories d'âge, de nation, ou de race, qu'il oppose en surexploitant les uns pour mieux exploiter les autres. Mais tout pousse le prolétariat à dépasser ces divisions immédiates, de la simple défense économique à la lutte la plus générale. L'ouvrier ne peut espérer améliorer sa condition sans combattre, côte à côte avec elle, la surexploitation de l'ouvrière et celle-ci, tant contre sa double oppression, rejoint nécessairement ses frères de classe.

Entre cette position et celle du féminisme, solidarité de toutes les femmes et opposition entre les sexes, il n'y a pas comme le voudraient les courants dont nous nous préoccupons, de subtils compromis possibles. On ne peut à la fois agiter de belles phrases sur la lutte de classe («*Femmes en Lutte*», en particulier, qui se veut le plus radical, ne parle que d'unité prolétarienne et de lutte contre le féminisme bourgeois), et prétendre construire une large organisation de femmes «*autonome, unitaire, englobant dans un même combat [...] la majorité des femmes opprimées par la société bourgeoise*» («*Femmes en lutte*», op. cit.), un mouvement de toutes les femmes, donc, même si on ajoute qu'on le fera «*à partir des exigences des ouvrières et des employées*».

Qu'on s'entende bien: il peut exister effectivement des organisations, constituées sur des objectifs limités, qui intéressent le prolétariat, mais mobilisent aussi d'autres classes sociales (c'était le cas, par exemple, du MLAC) où nous sommes les premiers à préconiser une action pour porter une orientation de classe. Nous ne nions pas, non plus, la nécessité de rallier au prolétariat des secteurs des couches moyennes. Mais c'est tout autre chose de faire passer **obligatoirement** l'émancipation féminine par la construction d'un mouvement regroupant la grande majorité des femmes en général. Il s'agit là d'une perspective foncièrement **interclassiste** où, considérant que cette libération **est l'affaire de toutes** (1), on conçoit dans le meilleur des cas l'organisation des femmes prolétaires comme une **tendance** du mouvement général, ou comme l'écrit encore «*Femmes en Lutte*», comme «*l'aile motrice de la constitution progressive d'un mouvement de libération des femmes*» (p.1, op. cit.); le Cercle E.D. et les Pétroleuses se contentent, pour leur part, de militer pour un mouvement largement ouvert sans même y privilégier le rôle des ouvrières.

Revendiquer, ce qu'elles font toutes, une «orientation prolétarienne» à cette organisation ne change fondamentalement rien à la question. Et «*Femmes en lutte*» n'arrive pas plus à se distinguer des autres en affirmant sa volonté de regrouper essentiellement des

ouvrières et des employées puisqu'elle partage la même perspective générale: on ne corrige pas une orientation fautive par un recrutement adéquat! C'est la conception même d'un «mouvement de toutes les femmes» qui est erronée, quand bien même on voudrait, ce qui est impossible, lui donner une direction prolétarienne. Justement parce que l'émancipation des femmes n'est pas l'affaire de toutes» et qu'une orientation de classe doit préparer le prolétariat à l'affrontement futur en rompant dès aujourd'hui tous les liens qui l'enchaînent à la classe adverse.

C'est pour ces mêmes raisons que nous ne pourrions jamais admettre non plus des organisations de femmes totalement interdites aux hommes. Le prolétariat pour sa part peut avoir besoin d'organisations regroupant essentiellement des femmes; la révolution russe en comptait un bon nombre: organisations d'ouvrières, d'ouvrières sans parti, de ménagères, de paysannes... Elles tirent leur nécessité des conditions particulières de ces diverses couches prolétariennes ou proches du prolétariat (et ne diffèrent pas en cela des organisations de chômeurs ou d'immigrés, par exemple). Mais elles ne peuvent remplir efficacement leur rôle qu'en développant et en renforçant la solidarité prolétarienne. C'est pourquoi réclamer la fermeture absolue et définitive des organisations de travailleuses aux travailleurs n'a pour nous pas plus de sens que de réclamer celle des organisations de chômeurs aux non-chômeurs, des immigrés aux non immigrés.

Ici, au contraire, on veut instituer les divisions existant au sein du prolétariat comme si elles étaient quelque chose de positif! «*Il faut lutter contre le monopole des lutes, de l'activité politique et sociale par les hommes*» («*Femmes en Lutte*», op., cit.), «*remettre en cause certains rapports de pouvoir dans le parti lui-même*» («*Rouge*», n° 263) et pour cela s'organiser séparément car «*dans les partis politiques et les syndicats on ne reconnaît pas aux femmes la nécessité de s'organiser de façon autonome*» (*Pourquoi un mouvement autonome*, «*Femmes en lutte*», 13). C'est bien toute l'idéologie du féminisme bourgeois qu'on essaye de transposer au mouvement ouvrier! La femme bourgeoise se bat contre les hommes de sa classe pour tenter de leur disputer les honneurs et les sinécures de cette société et leur concurrence est irréductible. Mais la femme prolétaire se bat pour la révolution, pour un monde libéré de toute exploitation, elle a d'autres ambitions que de gagner une «place influente», fût-ce dans le parti, même si un mouvement réellement radical et massif ne peut se passer de la participation de femmes à la direction de la lutte.

Le mouvement ouvrier s'est battu dès sa naissance

(1) On trouve ainsi dans un projet de manifeste de «*Femmes en Lutte*» cette phrase explicite: «*Pour nous, la libération des femmes est bien sûr l'affaire de toutes, ouvrières, employées, chômeuses, femmes «au foyer», femmes opprimées de toutes les classes sociales*».

ce contre les tendances corporatistes qui voulaient refuser aux femmes l'entrée des organisations ouvrières. Sur cet acquis, le troisième congrès de l'Internationale Communiste établissait comme un principe: «Admettre les femmes à titre de membres égaux en droits et en devoirs à tous les autres dans le Parti et dans toutes les organisations prolétariennes [...], tout en se déclarant énergiquement contre toute espèce d'organisation séparée de femmes au sein du Parti, des syndicats et des autres organisations ouvrières». Par le biais d'un faux extrémisme n'est-ce pas aussi en direction de cette ségrégation réactionnaire que le soi-disant féminisme «de classe» tend à faire s'orienter le prolétariat?

Il est vrai qu'aujourd'hui personne ne défend plus les principes communistes que mettait en avant le troisième congrès. Il y a longtemps que les partis officiels, héritiers de la contre-révolution stalinienne, ont rempla-

cé la perspective de l'affranchissement de la femme par l'idéal de la famille éternelle; longtemps qu'ils ont substitué au combat pour l'unité prolétarienne des pratiques qui ont pour résultat d'accentuer les divisions et d'abandonner à elles-mêmes les couches les plus défavorisées. Dans cette mesure, certains des groupes de femmes qui sont nés en dehors des grandes organisations syndicales tentent confusément de répondre aux besoins réels de défense des travailleuses et aux carences des directions opportunistes. Il faut leur reconnaître ce mérite. Mais de même qu'elles ne peuvent remplir leur tâche sans lutter contre cet état d'esprit misogyne et raciste que l'opportunisme alimente et cultive dans le prolétariat (témoin l'attitude inqualifiable du service d'ordre CGT à l'égard des groupes de femmes lors de récentes manifestations), de même il leur faudra tordre le cou à toute résurgence de féminisme bourgeois quelle qu'en soit la forme. ●

Le P.C.F. et la question féminine Les chimères réactionnaires du réformisme

(*le prolétaire*, N° 207, 15 au 28 Novembre 1975)

Pour le réformisme la voie de l'émancipation féminine est évidemment la même que celle qu'il préconise pour le prolétariat et qui, au travers d'élections et de manifestations pacifiques, passe par l'élargissement toujours plus grand de la démocratie. Dans une récente publication du P.C.F., *Femme, l'âge politique*, Louise Blanquard distingue deux étapes essentielles dans l'émancipation de la femme. La première, «l'âge des droits», serait celle de la conquête de l'égalité juridique, la seconde, «l'âge politique», celle de l'exercice effectif de ces droits grâce au triomphe de l'union de la gauche. «L'âge des droits maintenant reconnu aux françaises comme aux français doit faire place à l'âge politique, à l'âge de la démocratie réelle, de la participation de tous, hommes et femmes, aux affaires publiques. [...] La gauche unie propose aujourd'hui aux françaises une démocratisation de la vie économique et de la vie politique qui serait pour elles le moyen d'un pas en avant considérable vers une égalité «de fait» et non plus seulement «de droit» qu'elles réclament (p. 148)». Certes on trouve bien dans ce texte quelques phrases précisant qu'un véritable affranchissement des femmes ne peut exister sans que les conditions économiques soient modifiées. Mais cette modification, justement, le P.C. la conçoit comme le **résultat** de la démocratie et il pose donc comme **préalable obligatoire** à l'émancipation féminine, l'égalité des droits. Pour le marxisme, l'oppression féminine est fonda-

mentalement économique et sociale; son aspect juridique n'en est que l'expression secondaire et celui-ci pourrait, à la limite et en théorie, disparaître dans la société bourgeoise sans que les femmes s'en trouvent libérées pour autant. Le P.C. considère autrement la question. Selon lui le mal vient de ce que «la place reconnue aux femmes dans la société est en contradiction avec le rôle important qu'elles y jouent réellement» (idem). Ainsi, c'est une insuffisance de démocratie qui serait la cause première de l'asservissement des femmes dans tous les domaines, y compris dans le domaine économique.

En reprenant à son compte les vieilles litanies réformistes, l'opportunisme a replacé du même coup l'émancipation de la femme sur le terrain du féminisme du début du siècle, celui du droit et de la démocratie avec cette différence, qui est tout à l'honneur des suffragettes, qu'elles au moins se battaient pour des réformes réelles - pour lesquelles luttèrent également les communistes - et non sur des phrases creuses autour de la «démocratisation économique» et de la «participation à la vie publique» qui ne sont qu'un masque cachant - mal - une défense acharnée de la société bourgeoise. Face aux dernières réformes que le capitalisme sénile n'a pas encore été capable d'accomplir, ces champions de la démocratie ont d'ailleurs des positions plus que timorées, sinon ouvertement réactionnaires, comme en témoignent,

par exemple, la question de l'avortement, auquel ils étaient hier franchement hostiles et qu'ils n'admettent aujourd'hui qu'avec les plus grandes réserves. En 1956 par exemple, tout en se déclarant en paroles contre les lois réprimant l'avortement, «ce drame moral effrayant» (J. Vermersch), le P.C.F. proposait dans les faits de s'en tenir à «*l'avortement thérapeutique dans certains cas*» (mais ce droit existait déjà!) et votait ... contre le projet de loi visant à autoriser la contraception (*Conférence devant le groupe parlementaire communiste*, 4 mai 1956).

Dans la phase de plein développement du capitalisme, la défense de la démocratie a toujours pour corollaire la défense de la conservation sociale; c'est là, le fil continu qui guide l'opportunisme et le P.C., tout en parlant de la libération des femmes, parvient de plus en plus mal à cacher le fond de sa position qui est celle d'un attachement foncier à tout ce qui détermine leur oppression.

La participation des femmes à la production est un phénomène positif, répète-t-on à l'envi dans la presse opportuniste. Mais est-ce parce qu'en étendant aux femmes et aux enfants le travail salarié le capital augmente le nombre de ses fossoyeurs? Est-ce parce qu'en détruisant les fondements d'une famille que la société bourgeoise n'est pas à même de remplacer, le travail social de la femme accroît les contradictions qui minent le mode de production capitaliste? Est-ce parce que cette société est ainsi contrainte de créer les conditions de la socialisation du travail domestique? Pas du tout. En parti «responsable et soucieux de l'intérêt national», le P.C. considère qu'il est «*absurde et ruineux de priver le pays de l'immense réserve d'intelligence, de capacité, d'initiative que des millions de femmes portent en elles*» (G. Marchais, *La femme aujourd'hui et demain*), ou plus prosaïquement encore que «*l'économie française ne peut se dispenser de cette main-d'œuvre*» (*Les communistes et la condition de la femme*, p. 69)! On ne saurait se faire plus clairement le défenseur du Capital! Ce dernier apprécie effectivement, cette force de travail qui est pour lui une source fructueuse d'exploitation et de profits. Et tout naturellement, le P.C.F. assortit ces froides considérations de lieux communs si éculés que la bourgeoisie n'ose même plus les utiliser aujourd'hui, comme les bienfaits du travail... pour les travailleurs eux-mêmes! La participation des femmes à la vie économique, peut-on lire dans *Les communistes et la condition de la femme* (pp. 32-33), est une chose «*positive pour elle-même et pour la société*» [la société en général, bien entendu]; et aussi cette perle: «*permettant l'épanouissement de sa personnalité, assurant son indépendance économique, le travail est pour la femme une condition déterminante de la conquête d'une véritable égalité*». Les ouvrières épuisées et abruties par l'usine apprécieront comme il convient cet éloge du travail salarié «source d'épanouissement de leur personnalité»!

La seule chose, et elle est importante, que nous attendions du travail de l'ouvrière, c'est qu'elle s'intègre en masse à la lutte contre le régime capitaliste. Pour le

reste nous ne lui cachons pas qu'elle ne peut trouver dans le travail que l'exploitation sous toutes ses formes. Il est vrai que Marchais critique, un peu plus loin, «les conditions inhumaines dans lesquelles s'exerce ce travail», mais comme il s'agit pour lui de défauts et d'imperfections à éliminer par des réformes progressives et non de tares indissolublement liées à une société qu'il faut détruire, il ne reste au total que cette plate apologie du salariat, qui est l'aboutissement logique de la théorie d'une prétendue transformation pacifique du mode de production capitaliste.

Le comble, c'est qu'après avoir défendu le travail des femmes dans la société capitaliste, le secrétaire général déclare: «*Nous communistes, loin de considérer que le travail doit être une obligation pour la femme, proclamons qu'elle devra avoir (sous le socialisme) la liberté de travailler ou de ne pas travailler selon son propre choix*». (*La femme aujourd'hui et demain*, p. 14). Nous disons que le communisme exige le retour des femmes à la production sociale, retour qui sera au contraire la condition préalable, enfin débarrassée de son caractère d'exploitation, de leur affranchissement. Parler de «liberté de travailler ou de ne pas travailler» n'aura alors pas le moindre sens (il n'en a pas non plus sous le capital pour l'ouvrière qui a le «choix» entre l'exploitation et le chômage). L'opportunisme, lui, encense le travail tant qu'il reste l'esclavage capitaliste, mais dénie par avance à la révolution prolétarienne le droit d'émanciper les femmes.

* * *

Mais, pour le P.C., les vertus du travail de la femme en régime capitaliste ne s'arrêtent pas là. Positif pour la nation, positif pour elle-même, il serait encore «*positif pour le couple et la famille car dans le domaine du droit au travail comme dans celui des droits politiques sociaux et familiaux, il conduit à une forme supérieure de famille et concourt à son harmonie*» (*La femme aujourd'hui et demain*). Comment en effet, ces défenseurs de la propriété, «fruit du travail et de l'épargne», pouvaient-ils rester insensibles devant le naufrage de la famille? Et la famille n'est-elle pas un des piliers de cet ordre social auquel l'opportunisme limitera toujours son horizon (y compris dans ce qu'il baptise socialisme) et dont la destruction lui paraît le plus grand des maux? «*Depuis toujours les communistes se sont préoccupés des problèmes de la famille, du sort de l'enfance, de la natalité, [...] parce qu'ils ont un souci constant de l'intérêt national*» (*Les communistes et la condition de la femme*, p. 63). [...] «*C'est Pourquoi le Parti communiste, en proposant les solutions en vue d'une démocratie avancée [...] est le seul défenseur conséquent de la famille, réduisant tous les facteurs matériels et moraux qui minent son équilibre, donnant toutes les chances à son épanouissement*» (*idem*, p. 81). Dans l'action dissolvante du capital sur la famille, ils ne voient pas l'une des prémisses de la société communiste mais une catastrophe qu'ils tentent, selon leur démarche habituelle, de conjurer par la **conciliation des antagonismes**. On arrive ainsi à ce comble de

l'absurdité: prétendre sauver la famille (antisociale!) par le travail (social!) de la femme. Et le résultat de cette impossible conciliation serait «une forme supérieure de famille» dont le prolétariat serait dès aujourd'hui le porteur.

Quand Marx et Engels emploient l'expression «forme supérieure de famille», il est clair qu'il s'agit pour eux du dépassement de la cellule familiale en tant **qu'unité économique de la société**, dans l'économie communiste; de l'établissement de rapports entre les sexes qui, enfin libérés de toute contrainte économique, prendront dès lors un caractère privé, c'est-à-dire qu'ils ne seront plus soumis, comme ils le sont aujourd'hui au travers de la structure familiale, aux nécessités du mode de production. Quand Engels écrit qu'au sein du prolétariat, les rapports entre les sexes annoncent ceux de la société future, c'est justement parce que dans le prolétariat le capital a détruit l'héritage et la propriété, fondements de la famille. Mais ce que le P.C. entend, lui, par « forme supérieure de famille », c'est la famille bourgeoise, restreinte aux parents et aux enfants, et qu'Engels décrivait comme «l'idéal du philistin contemporain, fait de sentimentalisme et de scènes de ménage». Et cette famille, ils veulent convaincre le prolétariat que c'est historiquement la sienne et qu'il doit la défendre!

D'ailleurs les solutions que le P.C.F. préconise pour replâtrer la sacro-sainte institution ne diffèrent en aucune façon de celles que propose la bourgeoisie. Des équipements sociaux et... les inévitables appareils ménagers, voilà la solution: «*Le développement intense et rapide des sciences et techniques devrait pouvoir mettre à la portée de tous les foyers (sans que cela impose des privations) les appareils ménagers en mesure aujourd'hui d'aboutir à la mécanisation des travaux ménagers*» (*Les communistes et la condition de la femme*, p. 44). C'est la position typique du petit-bourgeois réactionnaire qui défend la petite production contre la grande industrie et voudrait équiper l'artisan de machines perfectionnées mais anti-économiques (puisque le résultat en serait l'accroissement du gâchis de travail social); le progrès pour lui n'est pas le travail associé mais le travail individuel «réformé». Comment pourrait-il concevoir cette «refonte de la petite économie domestique dans la grande économie socialiste» dont

parlait Lénine et que la mécanisation des travaux ménagers met toujours plus à l'ordre du jour?

Mais l'élément fondamental, celui sur lequel repose l'équilibre relatif de cette famille bourgeoise que l'opportunisme rêve d'étendre à toute la société, c'est ... la bonne. Le P.C. y a pensé: «*les travailleuses familiales à domicile - ce nouveau (sic) «métier» intéressant et mal connu (re-sic), actuellement privé de crédits publics sont une solution d'avenir*» (*Femmes, l'âge politique*, p. 175). Des bonnes pour tous, érigées en corps de fonctionnaires, voilà le dernier mot du «socialisme de notre temps». Mais, rétorquerait le P.C., ce nouveau «métier» (est-ce un geste de pudeur qui lui a fait rajouter les guillemets?) serait «revalorisé» et, qui sait, la travailleuse familiale pourrait elle-même bénéficier du service de ses consœurs. Que déduire de cette dernière position, sinon la profonde imbécillité de gens qui prétendent conserver la division sociale du travail (donc les classes) sans les discriminations qu'elle implique directement ?

En fait ce sont, comme toujours, les aspirations petites bourgeoises que l'opportunisme s'efforce de faire partager au prolétariat. Cette femme, qui désire «jouer un rôle plus grand dans la nation» et qui trouve son émancipation dans la participation démocratique, cette femme pour qui le travail est tout à la fois une promotion et un épanouissement personnel, qui concilie avec bonheur sa carrière avec l'équilibre de son foyer, grâce à la bonne, au téléphone et à la machine à laver, c'est l'image idéalisée de la femme petite-bourgeoise telle que la présente la publicité capitaliste. Il est significatif que, dans ses textes sur la question féminine, le P.C. ait partout remplacé le terme d'«émancipation» par celui de «promotion», c'est-à-dire par un objectif aberrant si on le rapporte au prolétariat appelé à connaître non pas une quelconque «promotion» mais à détruire toutes les classes y compris la sienne et qui ne peut être que celui des couches moyennes et de l'aristocratie ouvrière qui consacrent toute leur énergie à lutter contre la prolétarisation à laquelle les conduit le capital, et à singer leurs maîtres.

Ceux qui défendent les intérêts égoïstes de ces couches, qui redoutent plus encore tout bouleversement d'un ordre social qui est le leur, pouvaient-ils proposer aux femmes autre chose que la vieille devise bourgeoise: Travail, Famille, Patrie? ●

— Annexes —

Thèses pour la propagande parmi les femmes

(Adoptées par le IIIe Congrès de l'Internationale Communiste, Juillet 1921)

PRINCIPES GÉNÉRAUX

1. Le 3e Congrès de l'Internationale Communiste, conjointement avec la 2e Conférence Internationale des Femmes Communistes, confirme l'opinion du 1er et du 2e Congrès relativement à la nécessité pour tous les partis communistes d'Occident et d'Orient de renforcer le travail parmi le prolétariat féminin, et en particulier l'éducation communiste des grandes masses des ouvrières qu'il faut entraîner dans la lutte pour le pouvoir des soviets ou pour l'organisation de la République Ouvrière Soviétique.

Pour la classe ouvrière du monde entier et par conséquent pour les ouvrières, la question de la dictature du prolétariat devient primordiale.

L'économie capitaliste se trouve dans une impasse. Les forces productives ne peuvent plus se développer dans le cadre du régime capitaliste. L'impuissance de la bourgeoisie à faire renaître l'industrie, la misère grandissante des masses laborieuses, le développement de la spéculation, la décomposition de la production, le chômage, l'instabilité des prix, la cherté de la vie disproportionnée aux salaires, provoquent une recrudescence de la lutte de classes dans tous les pays. Dans cette lutte, il est surtout question de savoir qui doit organiser la production d'une poignée de bourgeois et d'exploiteurs, sur les bases du capitalisme et de la propriété privée, ou de la classe des vrais producteurs, sur la base communiste.

La nouvelle classe montante, la classe des vrais producteurs, doit, conformément aux lois du développement économique, prendre en mains l'appareil de production et créer les nouvelles formes économiques. C'est ainsi seulement qu'on pourra donner leur développement maximum aux forces productrices que l'anarchie de la production capitaliste empêche de donner tout le rendement dont elles sont capables.

Tant que le pouvoir est entre les mains de la classe bourgeoise, le prolétariat est impuissant à rétablir la production. Aucune réforme, aucune mesure, proposées par les gouvernements démocratiques ou socialistes des pays bourgeois ne seront capables de sauver la situation et d'alléger les souffrances insurmontables des ouvriers, car ces souffrances sont un effet naturel de la ruine du système économique capitaliste et persisteront tant que le pouvoir sera entre les mains de la bourgeoisie. Seule la conquête du pouvoir par le prolétariat permettra à la classe ouvrière de s'emparer des moyens de production et de s'assurer ainsi la possibilité de rétablir l'économie dans son propre intérêt.

Pour avancer l'heure de la rencontre décisive du prolétariat avec le monde bourgeois expirant, la classe

ouvrière doit se conformer à la tactique ferme et intransigeante préconisée par la troisième Internationale. La réalisation de la dictature du prolétariat doit être à l'ordre du jour. C'est là le but qui doit définir les méthodes d'action et la ligne de conduite du prolétariat des deux sexes.

Partant du point de vue que la lutte pour la dictature du prolétariat est à l'ordre du jour du prolétariat de tous les Etats capitalistes et que la construction du communisme est la tâche actuelle dans les pays où la dictature est déjà entre les mains des ouvriers, le 3e Congrès de l'Internationale Communiste déclare que, aussi bien la conquête du pouvoir par le prolétariat que la réalisation du communisme dans les pays qui ont déjà renversé l'oppression bourgeoise ne sauraient être accomplies sans l'appui actif de la masse du prolétariat et du demi-prolétariat féminin.

D'autre part le Congrès attire une fois de plus l'attention des femmes sur le fait que sans l'appui des Partis Communistes, les initiatives ayant pour but la libération de la femme, la reconnaissance de son égalité personnelle complète et son affranchissement véritable ne sont pas réalisables.

2. L'intérêt de la classe ouvrière exige en ce moment avec une force particulière l'entrée des femmes dans les rangs organisés du prolétariat combattant pour le communisme ; il l'exige dans la mesure où la ruine économique mondiale devient de plus en plus intense et intolérable pour toute la population pauvre des villes et des campagnes et dans la mesure où, devant la classe ouvrière des pays bourgeois capitalistes, la révolution sociale s'impose inévitablement, tandis que devant le peuple laborieux de la Russie Soviétique se dresse la tâche de reconstruire l'économie nationale sur de nouvelles bases communistes. Ces deux tâches seront d'autant plus facilement réalisées que les femmes y prendront une part plus active, plus consciente et plus volontaire.

3. Partout où la question de la conquête du pouvoir surgit directement, les partis communistes doivent savoir apprécier le grand danger que présente dans la révolution les masses inertes des ouvrières non entraînées dans le mouvement des ménagères, des employées, des paysannes non affranchies des conceptions bourgeoises, de l'Eglise et des préjugés, et non rattachées par un lien quelconque au grand mouvement de libération qu'est le communisme. Les masses féminines de l'Orient et de l'Occident non entraînées dans ce mouvement constituent inévitablement un appui pour la bourgeoisie, et un objet pour sa propagande contre-révolutionnaire. L'expérience de la révolution hongroise, au cours de laquelle l'inconscience des masses féminines a joué un si triste rôle, doit servir

d'avertissement au prolétariat des pays arriérés entrant dans la voie de la révolution sociale.

La pratique de la République Soviétique a montré à l'œuvre combien est essentielle la participation de l'ouvrière et de la paysanne tant à la défense de la République pendant la guerre civile que dans tous les domaines de l'organisation soviétique. On sait l'importance du rôle que les ouvrières et les paysannes ont déjà joué dans la République Soviétique, dans l'organisation de la défense, dans le renforcement de l'arrière, dans la lutte contre la désertion et contre toutes les formes de la contre-révolution, du sabotage, etc.

L'expérience de la République Ouvrière doit être apprise et utilisée dans les autres pays.

De tout ce que nous venons de dire résulte la tâche immédiate des Partis Communistes : étendre l'influence du Parti et du communisme aux vastes couches de la population féminine de leur pays, au moyen d'un organe spécial fonctionnant à l'intérieur du Parti et de méthodes particulières permettant d'aborder plus facilement les femmes pour les soustraire à l'influence des conceptions bourgeoises et à l'action des partis coalitionnistes, pour en faire de véritables combattantes pour l'affranchissement total de la femme.

4. En imposant aux Partis Communistes d'Occident et d'Orient la tâche immédiate de renforcer le travail du Parti parmi le prolétariat féminin, le 3e Congrès de l'Internationale Communiste montre en même temps aux ouvriers du monde entier que leur affranchissement de l'injustice séculaire, de l'esclavage et de l'inégalité, n'est réalisable que par la victoire du communisme.

Ce que le communisme donnera à la femme, en aucun cas, le mouvement féminin bourgeois ne saurait le lui donner. Aussi longtemps qu'existera la domination du capital et de la propriété privée, l'affranchissement de la femme n'est pas possible.

Le droit électoral ne supprime pas la cause première de l'asservissement de la femme dans la famille et dans la société et ne lui donne pas la solution du problème des rapports entre les deux sexes. L'égalité non formelle, mais réelle de la femme n'est possible que sous un régime où la femme de la classe ouvrière sera la maîtresse de ses instruments de production et de répartition, prenant part à leur administration et portant l'obligation du travail dans les mêmes conditions que tous les membres de la Société travailleuse ; en d'autres termes, cette égalité n'est réalisable qu'après le renversement du système capitaliste et son remplacement par les formes économiques communistes.

Seul, le communisme créera un état de choses dans lequel la fonction naturelle de la femme, la maternité, ne sera plus en conflit avec les obligations sociales et n'empêchera plus son travail productif au profit de la collectivité. Mais le communisme est en même temps le but final de tout le prolétariat. Par conséquent la lutte de l'ouvrière et de l'ouvrier pour ce but commun doit, dans l'intérêt de tous les deux, être menée en commun et inséparablement.

5. Le 3e Congrès de l'Internationale Communiste

confirme les principes fondamentaux du marxisme révolutionnaire suivant lesquels il n'y a point de questions «spécialement féminines» ; tout rapport de l'ouvrière avec le féminisme bourgeois, de même que tout appui apporté par elle à la tactique de demi-mesures et de franche trahison des social-coalitionnistes et des opportunistes ne fait qu'affaiblir les forces du prolétariat et, en retardant la révolution sociale, empêche en même temps la réalisation du communisme, c'est-à-dire l'affranchissement de la femme.

Nous n'atteindrons au communisme que par l'union dans la lutte de tous les exploités et non par l'union des forces féminines des deux classes opposées.

Les masses prolétariennes féminines doivent dans leur propre intérêt soutenir la tactique révolutionnaire du Parti Communiste et prendre la part la plus active et la plus directe aux actions des masses et à la guerre civile sous toutes ses formes et sous tous ses aspects, tant dans le cadre national qu'à l'échelle internationale.

6. La lutte de la femme contre sa double oppression : le capitalisme et la dépendance familiale et ménagère doit prendre, dans la phase prochaine de son développement, un caractère international se transformant en lutte du prolétariat des deux sexes pour la dictature et le régime soviétique sous le drapeau de la IIIe Internationale.

7. En dissuadant les ouvrières de tous les pays de toute espèce de collaboration et de coalition avec les féministes bourgeoises, le 3e Congrès de l'Internationale Communiste les prévient en même temps que tout appui fourni par elles à la IIe Internationale ou aux éléments opportunistes qui s'en rapprochent ne peut que faire le plus grand mal à leur mouvement. Les femmes doivent toujours se rappeler que leur esclavage a toutes ses racines dans le régime bourgeois. Pour en finir avec cet esclavage, il faut passer à un ordre social nouveau.

En soutenant les Internationales II et 2 1/2 et les groupes analogues, on paralyse le développement de la révolution, on empêche par conséquent la transformation sociale en éloignant l'heure de l'affranchissement de la femme.

Plus les masses féminines s'éloigneront avec décision et sans retour de la IIe Internationale et de l'Internationale 2 1/2, plus la victoire de la révolution sociale sera assurée. Le devoir des femmes communistes est de condamner tous ceux qui craignent la tactique révolutionnaire de l'Internationale Communiste et de s'appliquer fermement à les faire exclure des rangs serrés de l'Internationale Communiste.

Les femmes doivent encore se rappeler que la IIe Internationale n'a même pas essayé de créer un organisme destiné à la lutte pour l'affranchissement total de la femme. L'union internationale des femmes socialistes, dans la mesure où elle existe, a été établie en dehors du cadre de la IIe Internationale, sur la propre initiative des ouvrières.

La IIIe Internationale a formulé clairement, dès son premier congrès en 1919, son attitude sur la question de la participation des femmes à la lutte pour la dictature

re du prolétariat. C'est sur son initiative et avec sa participation que fut convoquée la première conférence des femmes communistes et qu'en 1920 fut fondé le secrétariat international pour la propagande parmi les femmes, avec représentation permanente au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le devoir des ouvrières conscientes de tous les pays est de rompre avec la IIe Internationale et avec l'Internationale 2 1/2 et de soutenir fermement la politique révolutionnaire de l'Internationale Communiste.

8. L'appui que donneront à l'Internationale Communiste les ouvrières et les employées doit se manifester tout d'abord par leur entrée dans les rangs des Partis Communistes de leurs pays. Dans les pays et dans les Partis où la lutte entre la IIe et la IIIe Internationale n'est pas encore terminée, le devoir des ouvrières est de soutenir de toutes leurs forces le parti ou le groupe qui suit la politique de l'Internationale Communiste et de lutter impitoyablement contre tous les éléments hésitants ou ouvertement traîtres, sans tenir compte d'aucune autorité. Les femmes prolétaires conscientes luttant pour leur affranchissement ne doivent pas rester dans un parti non affilié à l'Internationale Communiste.

Tout adversaire de la IIIe Internationale est un ennemi de l'affranchissement de la femme.

Chaque ouvrière consciente d'Occident et d'Orient doit se ranger sous le drapeau révolutionnaire de l'Internationale Communiste. Toute hésitation des femmes du prolétariat à briser avec les groupements opportunistes ou avec les autorités reconnues, retarde les conquêtes du prolétariat sur le champ de bataille de la guerre civile, qui prend le caractère d'une guerre civile mondiale.

MÉTHODES D'ACTION PARMI LES FEMMES

Partant des principes ci-dessus indiqués, le 3e Congrès de l'Internationale Communiste établit que le travail parmi le prolétariat féminin doit être mené par les Partis Communistes de tous les pays sur les bases suivantes :

1. Admettre les femmes à titre de membres égaux en droits et en devoirs à tous les autres dans le Parti et dans toutes les organisations prolétariennes (syndicats, coopératives, conseils des anciens des usines, etc.)

2. Se rendre compte de l'importance qu'il y a à faire participer activement les femmes à toutes les branches de la lutte du prolétariat (y compris sa défense militaire), de l'édification des nouvelles bases sociales, de l'organisation de la production et de l'existence selon les principes communistes.

3. Reconnaître la maternité comme une fonction sociale, prendre et appliquer toutes mesures nécessaires à la défense de la femme dans sa qualité de mère.

Tout en se déclarant énergiquement contre toute espèce d'organisation séparée de femmes au sein du Parti, des syndicats ou des autres associations ouvrières, le 3e Congrès de l'Internationale Communiste reconnaît la nécessité pour le Parti Communiste d'employer des méthodes particulières de travail

parmi les femmes et estime utile de former dans tous les Partis Communistes des organes spéciaux chargés de ce travail.

En cela le Congrès est guidé par les considérations suivantes :

1° l'asservissement familial de la femme non seulement dans les pays bourgeois capitalistes, mais même dans les pays où existe déjà le régime soviétique, dans la phase de transition du capitalisme au communisme.

2° la grande passivité et l'état politique arriéré des masses féminines, défauts expliqués par l'éloignement séculaire de la femme de la vie sociale et par son esclavage dans la famille.

3° les fonctions spéciales imposées à la femme par la nature elle-même, c'est-à-dire la maternité et les particularités qui en découlent pour la femme, avec le besoin d'une plus grande protection de ses forces et de sa santé dans l'intérêt de toute la société.

Ces organes pour le travail parmi les femmes doivent être des sections ou des commissions fonctionnant auprès de tous les Comités du Parti, à commencer par le Comité Central et jusqu'aux comités de quartier ou de district. Cette décision est obligatoire pour tous les Partis adhérant à l'Internationale Communiste.

Le 3e Congrès de l'Internationale Communiste indique comme tâches des Partis Communistes à accomplir par l'intermédiaire des sections pour le travail parmi les femmes :

1. Eduquer les grandes masses féminines dans l'esprit du communisme et les attirer dans les rangs du Parti.

2. Combattre les préjugés relatifs aux femmes dans les masses du prolétariat masculin, en renforçant dans l'esprit des ouvriers et des ouvrières l'idée de la solidarité des intérêts des prolétaires des deux sexes.

3. Affermir la volonté de l'ouvrière en l'utilisant dans la guerre civile sous toutes ses formes et aspects, éveiller son activité en la faisant participer aux actions de masses, à la lutte contre l'exploitation capitaliste dans les pays bourgeois (contre la cherté de la vie, la crise du logement et le chômage), à l'organisation de l'économie communiste et de l'existence en général dans les républiques soviétiques.

4. Mettre à l'ordre du jour du Parti et des institutions législatives les questions relatives à l'égalité de la femme et à sa défense comme mère.

5. Lutter systématiquement contre l'influence de la tradition, des mœurs bourgeoises et de la religion, afin de préparer la voie à des rapports plus sains et plus harmonieux entre les sexes et à l'assainissement moral et physique de l'humanité travailleuse.

Tout le travail des sections féminines devra être fait sous la direction immédiate et sous la responsabilité des comités du Parti.

Parmi les membres de la commission ou de la direction des sections devront figurer aussi, dans la mesure du possible, des camarades communistes hommes.

Toutes les mesures et toutes les tâches qui s'imposent aux commissions et aux sections des ouvrières devront être réalisées par elles, d'une manière indépendante, mais dans les pays des Soviets par l'intermédiaire

re des organes économiques ou politiques respectifs (sections des Soviets, Commissariats, Commissions, Syndicats, etc.) et dans les pays capitalistes avec l'aide des organes correspondants du prolétariat (syndicats conseils, etc.).

Partout où des Partis Communistes ont une existence légale ou semi-légale, ils doivent former un appareil illégal pour le travail parmi les femmes. Cet appareil doit être subordonné et adapté à l'appareil illégal du parti dans son ensemble. Là, comme dans l'appareil légal, chaque Comité doit comprendre une camarade, chargée de diriger la propagande illégale parmi les femmes.

Dans la période actuelle, les syndicats professionnels et de production doivent être pour les Partis Communistes le terrain fondamental du travail parmi les femmes, tant pour les pays où la lutte pour le renversement du joug capitaliste n'est pas encore terminée que dans les républiques ouvrières soviétiques.

Le travail parmi les femme doit être mené dans l'esprit suivant : unité dans la ligne politique et dans la structure du parti, libre initiative des commissions et des sections dans tout ce qui tend à procurer à la femme sa complète libération et égalité, ce qui ne saurait être pleinement obtenu que par le Parti, en entier. Il ne s'agit pas de créer un parallélisme, mais de compléter les efforts du Parti par l'activité et l'initiative créatrices de la femme.

LE TRAVAIL POLITIQUE DU PARTI PARMI LES FEMMES DANS LES PAYS DE RÉGIME SOVIÉTIQUE

Le rôle des sections dans les républiques soviétiques consiste à éduquer les masses féminines dans l'esprit du communisme en les entraînant dans les rangs du Parti Communiste ; il consiste encore à développer l'activité, l'initiative de la femme en l'attirant dans le travail de construction du communisme et en en faisant un ferme défenseur de l'Internationale Communiste.

Les sections doivent par tous les moyens faire participer la femme à toutes les branches de l'organisation soviétique, depuis la défense militaire de la République jusqu'aux plans économiques les plus compliqués.

Dans la République Soviétique, les sections doivent veiller à l'application des décisions du 3e Congrès des Soviets concernant la participation des ouvrières et des paysannes à l'organisation et à la construction de l'économie nationale, ainsi qu'à tous les organes dirigeants et administratif, contrôlant et organisant la production.

Par l'intermédiaire de leurs représentants et par les organes du Parti, les sections doivent collaborer à l'élaboration de nouvelles lois et à la modification de celles qui doivent être transformées en vue de l'affranchissement réel de la femme. Les sections doivent faire preuve d'initiative particulière pour le développement de la législation protégeant le travail de la femme et des mineurs.

Les sections doivent entraîner le plus grand nombre possible d'ouvrières et de paysannes dans les campagnes pour l'élection des Soviets et veiller à ce que parmi les membres de ceux-ci et des Comités Exécutifs soient aussi élues des ouvrières et des paysannes.

Les sections doivent favoriser le succès de toutes les campagnes politiques et économiques menées par le Parti.

C'est encore le rôle des sections de veiller au perfectionnement et à la spécialisation du travail féminin par l'expansion de l'enseignement professionnel, en facilitant aux ouvrières et aux paysannes l'accès des établissements correspondants.

Les sections veilleront à l'entrée des ouvrières dans les commissions pour la protection du travail fonctionnant dans les entreprises et au renforcement de l'activité des commissions de secours et de protection de la maternité et de l'enfance.

Les sections faciliteront le développement de tout le réseau d'établissements publics comme orphelinats, blanchisseries, ateliers de réparations, institutions d'existence sur les nouvelles bases communistes, allégeront pour les femmes le fardeau de l'époque de transition, amèneront leur indépendance matérielle et feront de l'esclave domestique et familial la libre collaboratrice du créateur des nouvelles formes de vie.

Les sections devront faciliter l'éducation des femmes membres des syndicats dans l'esprit du communisme par l'intermédiaire des organisations pour le travail parmi les femmes, constituées par les fractions communistes des syndicats.

Les sections veilleront à ce que les ouvrières assistent régulièrement aux réunions des déléguées d'usines et de fabriques.

Les sections répartiront systématiquement les déléguées du Parti comme stagiaires dans les différentes branches de travail : soviets, économie nationale, syndicats.

DANS LES PAYS CAPITALISTES

Les tâches immédiates des commissions pour le travail parmi les femmes sont déterminées par les conditions objectives. D'une part : la ruine de l'économie mondiale, l'aggravation prodigieuse du chômage, ayant pour conséquences particulières la diminution de la demande de main-d'œuvre féminine et l'augmentation de la prostitution, de la cherté de la vie, de la crise du logement, de la menace de nouvelles guerres impérialistes ; d'autre part : les incessantes grèves économiques dans tous les pays, les tentatives renouvelées de soulèvement armé du prolétariat, l'atmosphère de plus en plus étouffante de la guerre civile s'étendant sur le monde entier, tout cela apparaît comme le prologue de l'inévitable révolution sociale mondiale.

Les commissions féminines doivent mettre en avant les tâches de combat du prolétariat, mener la lutte pour les revendications du Parti Communiste, faire participer la femme à toutes les manifestations révolutionnaires des communistes contre la bourgeoisie et les socialistes coalitionnistes.

Les commissions veilleront, non seulement à ce que les femmes soient admises avec les mêmes droits et les mêmes devoirs que les hommes dans le Parti, dans les syndicats et dans les autres organisations ouvrières de lutte de classes, en combattant toute séparation et toute particularisation de l'ouvrière, mais encore à ce que les ouvrières soient élues à l'égal des ouvriers dans les organes dirigeants des syndicats et des coopératives.

Les commissions aideront les grandes masses du prolétariat féminin et des paysannes à exercer leurs droits électoraux aux élections parlementaires et autres en faveur du Parti Communiste, tout en faisant ressortir le peu de valeur de ces droits tant pour l'affaiblissement de l'exploitation capitaliste que pour l'affranchissement de la femme, et en opposant au parlementarisme le régime soviétique.

Les commissions devront aussi veiller à ce que les ouvrières, les employées et les paysannes prennent une part active et consciente aux élections des soviets révolutionnaires, économiques et politiques de délégués ouvriers. Elles s'efforceront d'éveiller l'activité politique chez les ménagères et de propager l'idée des Soviets particulièrement parmi les paysannes.

Les commissions consacreront la plus grande attention à l'application du principe «à travail égal, salaire égal».

Les commissions devront entraîner les ouvrières dans cette campagne par des cours gratuits et accessibles à tous et de nature à relever la valeur de la femme.

Les commissions doivent veiller à ce que les femmes communistes collaborent à toutes les institutions législatives, municipales, pour préconiser dans ces organes la politique révolutionnaire de leur parti.

Mais tout en participant aux institutions législatives, municipales et aux autres organes de l'Etat bourgeois, les femmes communistes doivent suivre strictement les principes et la tactique du Parti. Elles doivent se préoccuper non pas d'obtenir des réformes sous le régime capitaliste, mais de tâcher de transformer toutes revendications des femmes laborieuses en mots d'ordre de nature à éveiller l'activité des masses et à diriger ces revendications sur la route de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat.

Les commissions doivent dans les Parlements et dans les municipalités rester en contact étroit dans les fractions communistes et délibérer en commun sur tous les projets relatifs aux femmes. Les commissions devront expliquer aux femmes le caractère arriéré et non économique du système des ménages isolés, le défaut de l'éducation bourgeoise donnée aux enfants, en groupant les forces des ouvrières sur les questions de l'amélioration réelle de l'existence de la classe ouvrière, questions soulevées par le Parti.

Les commissions devront favoriser l'entraînement dans le Parti Communiste des ouvrières, membres des syndicats, et les fractions communistes de ces derniers devront détacher dans ce but des organisateurs pour le travail parmi les femmes agissant sous la direction du Parti et les sections locales.

Les commissions d'agitation parmi les femmes devront diriger leur propagande de telle sorte qu'elles ob-

tiennent que les femmes prolétaires répandent dans les coopératives l'idée du communisme et, en pénétrant dans la direction de ces coopératives, arrivent à les influencer et à les gagner, étant donné que ces organisations auront une très grande importance comme organes de répartition pendant et après la révolution. Tout le travail des commissions doit tendre vers ce but unique : le développement de l'activité révolutionnaire des masses afin de hâter la révolution sociale.

DANS LES PAYS ÉCONOMIQUEMENT ARRIÉRÉS (L'ORIENT)

Le Parti Communiste de concert avec les sections doit obtenir dans les pays à faible développement industriel la reconnaissance de l'égalité en droits et en devoirs de la femme dans le Parti, dans les syndicats et dans les autres organisations de la classe ouvrière.

Les sections et les commissions doivent lutter contre les préjugés, les mœurs et les habitudes religieuses pesant sur la femme et mener la propagande parmi les hommes aussi.

Le Parti Communiste et ses sections ou commissions doivent appliquer les principes de l'égalité des droits de la femme dans l'éducation des enfants, dans les rapports familiaux et dans la vie publique.

Les sections chercheront appui pour leur travail avant tout dans la masse des ouvrières travaillant à domicile (petite industrie), des travailleuses des plantations de riz, de coton et autres, en favorisant la formation partout où elle est possible (et en premier lieu parmi les peuples de l'Orient vivant dans les confins de la Russie Soviétique), d'ateliers corporatifs, de coopératives de petite industrie, et en facilitant ainsi partout l'entrée des ouvrières des plantations dans les syndicats.

Le relèvement du niveau général de culture de la masse est un des meilleurs moyens de lutte contre la routine et les préjugés religieux répandus dans le pays. Les commissions doivent donc favoriser le développement des écoles pour adultes et pour enfants et en rendre l'accès facile aux femmes. Dans les pays bourgeois, les commissions doivent mener une agitation directe contre l'influence bourgeoise dans les écoles.

Partout où il est possible de le faire, les sections et les commissions doivent mener la propagande à domicile, elles doivent organiser des clubs d'ouvrières et y attirer celle-ci, et en général les éléments féminins les plus arriérés. Les clubs doivent être des foyers de culture et d'instruction et des organisations modèles montrant ce que peut faire la femme pour son propre affranchissement et son indépendance (organisation de crèches, de jardins d'enfants, d'écoles primaires pour adultes, etc.).

Chez les peuples menant une vie nomade il faudra organiser des clubs ambulants.

Les sections doivent, de concert avec les Partis, dans les pays de régime soviétique, contribuer à faciliter la transition de la forme économique capitaliste à la forme de production communiste, en plaçant l'ouvrière devant cette réalité évidente que l'économie domesti-

que et la famille, telles qu'elles étaient jusqu'à présent, ne peuvent que l'asservir tandis que le travail collectif la libérera.

Parmi les peuples orientaux vivant en Russie Soviétique, les sections doivent veiller à ce que soit appliquée la législation soviétique égalisant la femme dans ses droits par rapport à l'homme et défendant ses intérêts. Dans ce but, les sections doivent faciliter aux femmes l'accès aux fonctions de jurés dans les tribunaux populaires.

Les sections doivent également faire participer la femme aux élections aux Soviets, et veiller à ce que les ouvrières et les paysannes entrent dans les Soviets et les Comités Exécutifs. Le travail parmi le prolétariat féminin de l'Orient doit être mené sur la plate-forme de la lutte de classes. Les sections révéleront l'impuissance des féministes à trouver une solution aux différentes questions de l'affranchissement de la femme ; elles utiliseront les forces intellectuelles féminines (par exemple les institutrices) pour répandre l'instruction dans les pays soviétiques de l'Orient. Tout en évitant les attaques grossières et sans tact aux croyances religieuses et aux traditions nationales, les sections et les commissions travaillant parmi les femmes de l'Orient, devront nettement lutter contre l'influence du nationalisme et de la religion sur les esprits.

Toute l'organisation des ouvrières doit être basée, en Orient tout comme en Occident, non pas sur la défense des intérêts nationaux, mais sur le plan de l'union du prolétariat international des deux sexes dans les tâches communes de classe.

La question du travail parmi les femmes d'Orient, étant de grande importance et en même temps présentant un nouveau problème pour les partis communistes, doit être détaillée par une instruction spéciale sur les méthodes de travail parmi les femmes de l'Orient, appropriées aux conditions des pays orientaux. L'instruction sera adjointe aux thèses.

MÉTHODES D'AGITATION ET DE PROPAGANDE

Pour accomplir la mission fondamentale des sections, c'est-à-dire l'éducation communiste des grandes masses féminines du prolétariat et le renforcement des cadres des champions du communisme, il est indispensable que tous les Partis Communistes d'Orient et d'Occident s'assimilent le principe fondamental du travail parmi les femmes, qui est celui-ci : «Agitation et propagande par le fait».

Agitation par le fait veut dire avant tout : action pour éveiller l'initiative de l'ouvrière, détruire son manque de confiance en ses propres forces et, en l'entraînant au travail pratique dans le domaine de l'organisation et de la lutte, pour lui apprendre à comprendre par la réalité que toute conquête du Parti Communiste, toute action contre l'exploitation capitaliste, est un progrès soulageant la situation de la femme. «De la pratique à l'action, à la reconnaissance de l'idéal du communisme et de ses principes théoriques», telle est la méthode avec laquelle les Partis Communistes et leurs sections fémi-

nines devront aborder les ouvrières.

Pour être réellement des organes d'action et pas seulement de propagande orale, les sections féminines doivent s'appuyer sur les noyaux communistes des entreprises et des ateliers et charger, dans chaque noyau communiste, un organisateur spécial du travail parmi les femmes de l'entreprise ou de l'atelier.

Avec les syndicats, les sections devront entrer en rapports par l'intermédiaire de leurs représentants ou de leurs organisateurs, désignés par la fraction communiste du syndicat et menant leur travail sous la direction des sections.

La propagande de l'idée communiste par le fait consiste, dans la Russie des Soviets, à faire entrer l'ouvrière, la paysanne, la ménagère et l'employée dans toutes les organisations soviétiques, en commençant par l'armée et la milice et en finissant par toutes les institutions visant à l'affranchissement de la femme : alimentation publique, éducation sociale, protection de la maternité, etc. Une tâche particulièrement importante, c'est la restauration économique sous toutes ses formes, à laquelle il faut entraîner l'ouvrière.

La propagande par le fait dans les pays capitalistes tendra avant tout à entraîner l'ouvrière dans les grèves, dans les manifestations et dans l'insurrection sous toutes ses formes, qui trempent et élèvent la volonté et la conscience révolutionnaires, dans toutes les formes du travail politique, dans le travail illégal (particulièrement dans les services de liaison) dans l'organisation des samedis et des dimanches communistes, par lesquels les ouvrières sympathisantes, les employées apprendront à se rendre utiles au Parti, par le travail volontaire.

Le principe de la participation des femmes à toutes les campagnes politiques, économiques ou morales entreprises par le Parti Communiste sert également le but de la propagande par le fait. Les organes de propagande parmi les femmes auprès des Partis communistes doivent étendre leur activité dans des catégories de plus en plus nombreuses de femmes socialement exploitées et enchaînées dans les pays capitalistes et, parmi les femmes des Etats soviétiques affranchir leur esprit enchaîné par des superstitions et des survivances du vieil ordre social. Ils devront s'attacher à tous les besoins et à toutes les souffrances, à tous les intérêts et à toutes les revendications par lesquelles les femmes se rendront compte que le capitalisme devra être écrasé comme leur ennemi mortel et que les voies doivent être frayées au communisme, leur libérateur.

Les sections doivent mener méthodiquement leur agitation et leur propagande par la parole, en organisant des réunions dans les ateliers et des réunions publiques soit pour les ouvrières et employées de différentes branches d'industrie, soit pour les ménagères et pour les travailleuses de toutes branches, par quartiers, rayons de la ville, etc.

Les sections doivent veiller à ce que les fractions communistes des syndicats, des associations ouvrières, des coopératives élisent des organisateurs et agitateurs spéciaux pour faire le travail communiste dans les masses féminines des syndicats, coo-

pératives, associations. Les sections doivent veiller à ce que dans les Etats Soviétiques, les ouvrières soient élues aux conseils d'industrie et à tous les organes chargés de l'administration, du contrôle et de la direction de la production. Bref, les ouvrières doivent être élues à toutes les organisations qui, dans les pays capitalistes, servent aux masses exploitées et opprimées dans leur lutte pour la conquête de pouvoir politique ou, dans les Etats Soviétiques, servent à la défense de la dictature du prolétariat et à la réalisation du communisme.

Les sections doivent déléguer des femmes communistes éprouvées dans les industries, les plaçant comme ouvrières ou comme employées là où un grand nombre de femmes travaillent, comme cela est pratiqué en Russie Soviétique ; on installe aussi ces camarades dans de grandes circonscriptions et centres prolétariens.

Suivant l'exemple du Parti Communiste de la Russie Soviétique, qui organise des réunions de délégués et des conférences de déléguées sans parti, lesquelles ont toujours un succès considérable, les sections féminines des pays capitalistes doivent organiser des réunions publiques d'ouvrières, de travailleuses de toutes sortes, paysannes, ménagères, réunions qui s'occupent des besoins, des revendications des femmes laborieuses et qui doivent élire des comités ad-hoc, approfondir les questions soulevées en contact permanent avec leurs mandataires et les sections féminines du parti. Les sections doivent envoyer leurs orateurs prendre part aux discussions dans les réunions des partis hostiles au communisme.

La propagande et l'agitation au moyen des réunions et d'autres institutions semblables doivent être complétées par une agitation méthodique et prolongée poursuivie dans les foyers. Toute communiste chargée de cette besogne devra visiter tout au plus dix femmes à domicile, mais elle devra le faire régulièrement, au moins une fois par semaine et à chaque action importante des Partis Communistes et des masses prolétariennes.

Les sections doivent créer et répandre une littérature simple, convenable, de brochures et feuilles volantes de nature à exhorter et à grouper les forces féminines.

Les sections doivent veiller à ce que les femmes communistes utilisent de la manière la plus active toutes les institutions et moyens d'instruction du Parti. Afin d'approfondir la conscience et de tremper la volonté des communistes encore retardataires et des femmes laborieuses s'éveillant à l'activité, les sections doivent les inviter aux cours et discussions du Parti. Des cours séparés, des soirées de lecture et de discussion pour les ouvrières seules, peuvent être organisés seulement en cas d'exception.

Afin de développer l'esprit de camaraderie entre ouvrières et ouvriers, il est désirable de ne point créer de cours et d'écoles spéciales pour les femmes communistes ; dans chaque école du Parti, il doit obligatoirement y avoir un cours sur les méthodes du travail parmi les femmes. Les sections ont le droit de déléguer un certain nombre de leurs représentantes aux

cours généraux du Parti.

STRUCTURE DES SECTIONS

Des commissions pour le travail parmi les femmes seront organisées auprès des comités régionaux et de district et enfin auprès du Comité Central du Parti.

Chaque pays décide lui-même des membres de la section. C'est de même au parti des différents pays qu'est donnée la liberté de fixer selon les circonstances le nombre des membres de la section appointés par le Parti.

La directrice de la section devra être en même temps membre du Comité local du Parti. Au cas où ce cumul ne se rencontrerait pas, elle devra assister à toutes les séances du Comité avec voix délibérative sur les questions concernant la section des femmes, et voix consultative sur toutes les autres questions.

Outre les tâches générales énumérées ci-dessous, incombant aux sections et aux commissions locales, elles seront chargées des fonctions suivantes : maintien de la liaison entre les différentes sections de la région et avec la section centrale, réunions d'information sur l'activité des sections et des commissions de la région, échange d'informations entre les différentes sections de la région et avec la section centrale, réunions d'information sur l'activité des sections et des commissions de la région, échange d'informations entre les différentes sections, fourniture de littérature à la région ou province ; distribution des forces d'agitation, mobilisation des forces du Parti pour le travail parmi les femmes ; convocation au moins deux fois par an de conférences régionales des femmes communistes, des représentantes des sections à raison de une à deux par section, enfin organisation de conférence d'ouvrières et de paysannes sans-parti.

Les sections régionales (de province) se composent de cinq à sept membres, les membres du Bureau sont nommés par le Comité correspondant du Parti sur présentation de la directrice de la section ; celle-ci est élue de même que les autres membres du comité de district ou de province à la conférence correspondante du Parti.

Les membres des sections ou des commissions sont élues à la conférence générale de la ville, du district ou de la province, ou encore sont nommées par les sections respectives en contact avec le Comité du Parti. La commission Centrale pour le travail parmi les femmes se compose de 2 à 5 membres dont une au moins est payée par le Parti.

Outre toutes les fonctions énumérées plus haut pour les sections régionales, la Commission centrale aura encore les tâches suivantes : instructions à donner aux localités et à leurs militantes ; contrôle du travail des sections, répartition, en contact avec les organes correspondants du Parti, des forces menant le travail parmi les femmes, contrôle par l'intermédiaire de leur représentant ou de leur chargé de pouvoir des conditions et du développement du travail féminin sur la base des transformations juridiques ou économiques nécessaires dans la situation de la femme ; parti-

ciation des représentants, des chargés de pouvoir, aux commissions spéciales étudiant l'amélioration de l'existence de la classe ouvrière, de la protection du travail, de l'enfance, etc. ; publication d'une «feuille» centrale et rédaction de journaux périodiques pour les ouvrières ; convocation au moins une fois par an des représentantes de toutes les sections provinciales, organisation d'excursions de propagande à travers tout le pays, envoi d'instructeurs du travail parmi les femmes ; entraînement des ouvrières à participer dans toutes les sections à toutes les campagnes politiques et économiques du Parti ; liaison permanente avec le secrétariat international des femmes communistes et célébration annuelle de la journée internationale de l'ouvrière.

Si la directrice de la section des femmes auprès du Comité Central n'est pas membre de ce Comité, elle a le droit d'assister à toutes les séances avec voix délibérative sur les questions concernant la section, avec voix consultative sur toutes les autres. Elle est ou bien nommée par le Comité Central du Parti ou bien élue au

congrès général de ce dernier. Les décisions et les arrêts de toutes les commissions doivent être confirmés par le Comité respectif du Parti.

LE TRAVAIL À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

La direction du travail des Partis Communistes de tous les pays, la réunion des forces ouvrières, la solution des tâches imposées par l'Internationale Communiste et l'entraînement des femmes de tous les pays et de tous les peuples dans la lutte révolutionnaire pour le Pouvoir des Soviets et la dictature de la classe ouvrière à l'échelle mondiale, incombent au secrétariat international féminin auprès de l'Internationale Communiste.

Le nombre des membres de la Commission Centrale et le nombre des membres avec voix délibérative sont fixés par le Comité Central du Parti. ●

(Source : www.archivesautonomies.org)

Thèses pour le mouvement communiste des femmes

(Adoptées par le IIe Congrès de l'Internationale Communiste)

Les thèses sur le Mouvement communiste des femmes dont l'avant-projet fut rédigé par la révolutionnaire allemande Clara Zetkin, ne purent être adoptées au Congrès, en raison sans doute de l'absence de Zetkin; elles ne furent discutées et finalement ratifiées par le Comité Exécutif de la nouvelle Internationale que dans les semaines qui suivirent. C'est peut-être la raison pour laquelle elles n'ont pas été incluses dans les recueils de Thèses et Résolutions de l'Internationale Communiste publiés en France.

1. Le deuxième congrès de la IIIe Internationale confirme la résolution du premier congrès relative à la nécessité d'éveiller chez les ouvrières la conscience de classe, de les élever dans les principes du communisme, d'en faire des révolutionnaires, des communistes conscientes, résolues, dévouées. Il est absolument indispensable que les femmes prolétariennes prennent une part des plus actives à la lutte pour le renversement du capitalisme et la réalisation du communisme. Il faut assurer à toutes les femmes la plénitude des droits civiques afin que comme mères, éducatrices et agents de production elles puissent développer librement, complètement leur personnalité, reliée par des liens de solidarité avec la société dans son ensemble. Le prolétariat doit arriver à l'unité la plus grande et à la force la plus puissante pour que, dans la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie comme dans la construction de la nouvelle société, il puisse créer les conditions sociales nécessaires à la réalisation de cet objectif pour les femmes.

2. L'histoire ancienne aussi bien que l'histoire contemporaine nous apprennent que la propriété privée est la cause première fondamentale de la domination des hommes sur les femmes. Ce n'est que par l'établissement de la propriété privée et sa légalisation que la femme et l'enfant ont pu devenir, comme l'esclave, la propriété de l'homme. Ce n'est que sur la base de la domination d'un être humain sur d'autres, que fut possible la naissance de la division de classe entre riches et pauvres, entre exploiters et exploités. C'est alors aussi que naquit la dépendance de la femme, en tant que mère et épouse, par rapport à l'homme, sa subordination à ce dernier, son statut de paria dans la famille comme dans la société. Cette dépendance s'est même maintenue jusqu'à nos jours dans les mœurs comme dans les préjugés des nations dites civilisées ; elle se manifeste dans l'absence ou tout au moins dans les restrictions apportées par la loi aux droits de la femme ; dans la situation d'infériorité de cette dernière par rapport à l'homme dans la famille, l'État et la société ;

dans la dégradation et les obstacles à son développement intellectuel ; dans la non prise en compte de l'importance sociale de l'activité maternelle. Chez les peuples européens, cette situation a été consolidée et aggravée par le développement des corporations, qui exclurent les femmes de la production sociale et confinèrent rigoureusement leur activité dans la sphère des fonctions domestiques et de la famille.

Pour que les femmes puissent jouir d'une complète égalité sociale avec les hommes, dans les faits et pas seulement dans les pages inertes de froids codes juridiques, pour que les femmes puissent comme les hommes conquérir la possibilité de l'accomplissement sans restriction et du libre développement de leur personnalité humaine, deux conditions sont nécessaires. Premièrement, la propriété privée doit être abolie et remplacée par la propriété sociale. Deuxièmement, l'activité des femmes doit être intégrée dans la production sociale d'un nouveau régime, libre de toute exploitation et domination. Seule la réalisation de ces deux conditions permettra aux femmes de ne pas devenir économiquement dépendantes des hommes dans la famille en tant qu'épouses et mères ; ou de ne pas tomber dans leur emploi, à cause de l'opposition de classe entre exploités et exploités, sous la domination économique et l'exploitation des capitalistes en tant que prolétaires. Seule elle empêchera que des exigences étroites et excessives, que ce soit dans l'accomplissement des tâches familiales et maternelles ou dans le domaine professionnel, provoquent le gaspillage de talents et de capacités et rendent impossible l'intégration harmonieuse des deux sphères d'activité. Seule la réalisation de ces deux conditions garantira que les femmes participent en tant que travailleuses et productrices, avec le plein développement de leurs facultés et de leurs forces, à une communauté de travailleurs et de producteurs dont tous les membres auront les mêmes droits et les mêmes devoirs. Alors l'activité professionnelle et la maternité formeront un tout harmonieux pour une vie complète.

3. Le mouvement féministe bourgeois a démontré son impuissance à obtenir pour l'ensemble des femmes l'égalité complète des droits que réclame leur dignité d'êtres humains. La lutte pour ces revendications a entraîné sans doute un changement fondamental qui ne doit pas être sous-estimé : l'abandon officiel par la société bourgeoise et son État du vieux préjugé sur l'infériorité des femmes, et la reconnaissance de leur égalité sociale et juridique avec les hommes. Cependant, dans la pratique, la réalisation des revendications féministes se réduit presque exclusivement à une réforme du régime capitaliste dans l'intérêt des femmes et filles des classes possédantes, alors que l'immense majorité des prolétaires, des femmes de la classe ouvrière, continuent à être asservies et exploitées et que leur personnalité humaine, leurs droits, leurs intérêts continuent à être foulés aux pieds.

Tant qu'existe le régime capitaliste, le droit de la femme à disposer librement de sa personne et de ses biens signifie l'étape ultime du développement de la

propriété et l'accroissement des possibilités d'exploitation des femmes prolétaires par les capitalistes. Le droit à l'instruction et à l'emploi à l'égal des hommes se réduit à l'admission des femmes des classes possédantes aux professions dites supérieures, mettant en application dans ce domaine aussi la loi fondamentale de la concurrence capitaliste illimitée, aggravant le conflit économique aussi bien que social entre les sexes. Même la plus importante des revendications féminines, l'égalité politique complète entre les sexes et en particulier la reconnaissance du droit de vote et d'éligibilité, est absolument insuffisante pour assurer aux femmes n'ayant pas ou peu de propriété, la plénitude de leurs droits et leur entière liberté.

Sous le capitalisme le droit de vote ne sert qu'à consolider la démocratie politique bourgeoise, purement formelle ; en aucune façon il ne signifie une réelle, économique démocratie prolétarienne. L'exercice du droit de vote et d'éligibilité général direct, secret, de tous les adultes ne signifie rien d'autre que le degré le plus élevé de la démocratie bourgeoise et constitue la base et le voile du mode le plus perfectionné de la domination de classe des possédants et des exploités. Dans la période actuelle d'impérialisme, de développement social révolutionnaire, cette domination de classe, en dépit du démocratique droit de vote, s'accroît de plus en plus et prend la forme de la dictature la plus oppressive, la plus brutale sur les non possédants et les exploités. Ce droit de vote n'abolit pas la propriété privée sur les moyens de production ni le conflit de classe entre bourgeoisie et prolétariat. En outre il ne supprime donc pas pour l'immense majorité des êtres humains les causes de la dépendance économique de la grande majorité des femmes et des hommes par rapport à une minorité — les possédants, femmes et hommes. Il ne fait que masquer cette dépendance et cette exploitation du voile trompeur de l'égalité politique.

C'est pourquoi même l'égalité politique complète ne saurait constituer pour les femmes prolétaires le but ultime de leur mouvement et de leur lutte. Pour elles, le droit de voter et de se présenter aux élections n'est qu'un des moyens parmi beaucoup d'autres de se préparer à œuvrer et à lutter pour l'instauration d'un ordre social libéré de la domination de la propriété privée sur les êtres humains et donc, après la disparition du conflit de classe entre exploités et exploités, d'une société de producteurs libres, avec des droits et des devoirs égaux.

4. Le communisme est le seul régime social réalisant ces conditions et assurant ainsi à toutes les femmes la liberté complète ainsi que la plénitude de leurs droits. La base du communisme, c'est la propriété sociale des grands moyens de production, de répartition et d'échange. Par l'abolition de la propriété privée sur les moyens de production le communisme supprime la cause de l'asservissement et de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'antagonisme entre le riche et le pauvre, l'exploiteur et l'exploité, le maître et l'esclave ; en réalisant cela il élimine aussi le conflit économique et social entre les hommes et les femmes.

Du point de vue social les femmes sont copropriétaires, co-administratrices, co-utilisatrices des moyens de production et de distribution et co-consommatrices des résultats matériels et culturels de leur usage et de leur fonctionnement. A ce titre les femmes dans leur développement et leur activité dépendent de leurs liens de solidarité avec la société dans son ensemble. Elles ne dépendent plus à cause de leur sexe d'un homme particulier, ou de la collectivité restreinte de la famille et encore moins d'un capitaliste rapace et d'une classe dominante exploiteuse.

La loi suprême de l'économie communiste est la satisfaction des besoins matériels et culturels de tous les membres de la société selon les potentialités économiques et culturelles les plus avancées du moment. Ce but ne peut être atteint que par l'institution du travail obligatoire pour tous les adultes en bonne santé, sans distinction de sexe. Il ne peut être atteint que dans une organisation sociale qui reconnaît la même valeur de tous les travaux socialement nécessaires ou utiles, qui reconnaît le labeur et les difficultés de la maternité comme une tâche sociale, qui fonde les conditions du développement de ses membres depuis leur naissance sur le libre travail social et l'effort le plus conscient.

5. La lutte commune des femmes de toutes les classes pour la réforme du régime bourgeois, lutte que préconisent les champions du mouvement féministe, c'est-à-dire les femmes qui combattent uniquement contre la situation privilégiée du sexe masculin dans la société, ne peut ni ne pourra engendrer le communisme, le seul régime où le sexe féminin sera véritablement émancipé. Le communisme ne peut être réalisé que par la lutte commune des hommes et des femmes du prolétariat exploité contre les privilèges, contre le pouvoir des hommes et des femmes des classes possédantes et exploiteuses. Le but de cette lutte de classe est le renversement du régime bourgeois, le renversement du capitalisme. Dans cette lutte, le prolétariat n'obtiendra la victoire qu'en brisant par l'action révolutionnaire de masse le pouvoir de la bourgeoisie exploiteuse et sa domination de classe économique et politique. Il doit conquérir le pouvoir politique et construire sa propre dictature de classe basée sur le système des soviets. Ce n'est pas la démocratie bourgeoise, mais la domination de la classe prolétarienne et l'État prolétarien qui suit la défaite de cette démocratie, qui sera le premier pas inévitable vers la société communiste des travailleurs libres, égaux en droits et en devoirs.

Dans la lutte pour le pouvoir d'État, les classes dirigeantes et exploiteuses emploient contre le prolétariat révolutionnaire les moyens de violence les plus brutaux de leur dictature de classe. Les actions révolutionnaires des masses opprimées et exploitées culminent en fin de compte dans la guerre civile. La victoire du prolétariat au moyen d'actions révolutionnaires de masses et de la guerre civile est impossible sans la participation des femmes de la classe laborieuse sûres du but à atteindre et de la voie à suivre, prêtes à tous les sacrifices et résolues à mener la lutte jusqu'au bout. En effet, les femmes constituent la moitié de la population laborieu-

se (et même plus de la moitié chez les peuples les plus avancés) ; et leur rôle dans l'économie sociale comme dans la famille est très souvent décisif pour l'issue de la lutte des classes entre exploités et exploités ainsi que pour l'attitude individuelle des prolétaires dans ces luttes. La conquête du pouvoir par le prolétariat doit être également l'œuvre des femmes-prolétaires communistes convaincues.

Il en va de même, après l'établissement de la dictature du prolétariat, pour la construction du régime des soviets, pour la réalisation du communisme. Cette transformation radicale des bases économiques et de toutes les institutions de la société est impossible sans la participation active et consciente des larges masses de femmes acquises à l'esprit communiste. La large participation des femmes renforcera non seulement quantitativement, mais qualitativement l'action communiste, elle en élargira le sens et la rendra véritablement féconde. Le concours des femmes est une condition essentielle de l'accroissement de la richesse matérielle de la société, ainsi que du développement, de l'approfondissement et du raffinement de sa culture.

De même que la lutte révolutionnaire du prolétariat des différents pays se transforme en lutte internationale et atteint à son apogée dans la révolution mondiale, de même l'activité, la lutte révolutionnaire des femmes contre le capitalisme - *contre son stade suprême, l'impérialisme* - pour la dictature du prolétariat et le régime soviétiste doit être **unifiées** à l'échelle internationale.

6. La guerre impérialiste mondiale - crime monstrueux des grands États capitalistes - et les conditions qu'elle a créées ont aggravé à l'extrême pour la grande majorité des femmes les contradictions sociales et les maux qui sont la conséquence inévitable du capitalisme et qui ne disparaîtront qu'avec lui. Il en est ainsi non seulement dans les États belligérants, mais encore dans les pays neutres ; ces derniers, en effet, ont été entraînés de façon plus ou moins prononcées dans le tourbillon de la guerre mondiale et en ont ressenti les effets. La disproportion énorme et sans cesse croissante entre le prix usuraire des produits de première nécessité et les moyens d'existence de millions de femmes rendent intolérables leurs peines, leurs privations, leurs souffrances d'ouvrières, de ménagères et de mères de famille. La crise du logement a atteint les proportions d'un véritable fléau. L'état de santé des femmes empire de jour en jour par suite de l'insuffisance d'alimentation et de l'excès de travail dans l'industrie et dans le ménage. Le nombre des femmes capables de mettre au monde des enfants normalement constitués diminue sans cesse. La mortalité infantile pendant la période de l'allaitement croît avec une rapidité effrayante. Les maladies et la faiblesse générale, conséquences inévitables d'une insuffisance d'alimentation et de déplorables conditions d'existence qui sont le lot de millions d'enfants pauvres et font le malheur d'innombrables mères.

Dans tous les pays où subsiste encore la domination du capitalisme les souffrances des femmes sont aggravées du fait d'une circonstance particulière. Durant la guerre l'activité professionnelle des femmes

s'est considérablement élargie. Dans les États belligérants en particulier le mot d'ordre était : «En avant, les femmes ! Les femmes, aux professions libérales !». Dès que retentirent les fanfares guerrières les préjugés contre le sexe faible, arriéré, inférieur, disparurent comme par enchantement. Poussées par la gêne, abusées par les discours mensongers sur le devoir sacré de la défense nationale, les femmes abandonnèrent en masse leurs occupations pour l'industrie, l'agriculture, le commerce et les transports, au grand profit des capitalistes insatiables. L'activité professionnelle de la femme se porta irrésistiblement dans toutes les administrations communales et étatiques et dans tous les services publics.

Mais maintenant que l'économie capitaliste frappée à mort par la guerre mondiale croule définitivement ; que le capitalisme encore détenteur du pouvoir s'avère néanmoins impuissant à relever la production jusqu'au niveau des besoins matériels des masses laborieuses ; que la désorganisation économique et le sabotage des patrons ont provoqué une crise inouïe dont le chômage est la conséquence directe, les femmes sont les premières et les plus nombreuses victimes de cette situation catastrophique. Les capitalistes de même que les services publics et les administrations diverses redoutent moins le chômage des femmes que celui des hommes ; la raison en est que les femmes sont encore, dans leur majorité, politiquement inorganisées. D'ailleurs la femme sans travail, d'après l'opinion reçue, peut en dernière ressource trafiquer de son corps. Dans tous les pays où le prolétariat n'a pas encore opéré la mainmise révolutionnaire sur le pouvoir d'État on entend à nouveau retentir ce cri : «Femmes, quittez l'industrie ! Retournez dans vos foyers !» Cet appel trouve même un écho dans les syndicats où il entrave la lutte pour l'égalité des salaires des deux sexes et détermine un retour aux anciennes conceptions réactionnaires et petite-bourgeoises sur le rôle «véritable, naturel de la femme». Parallèlement à la croissance du chômage et de la misère noire qui en résulte pour nombre de femmes, on constate une recrudescence de la prostitution sous toutes ses formes, depuis le mariage d'intérêt jusqu'à la prostitution ouverte, officielle.

La tendance de plus en plus marquée à éliminer les femmes de la sphère de l'activité sociale ; se trouve en opposition directe avec le besoin croissant qu'éprouvent la grande majorité des femmes d'avoir un revenu indépendant et de se consacrer aux fonctions d'utilité publique. La guerre mondiale a détruit des millions de vies ; elle a fait de millions d'êtres humains des invalides ou des malades qu'il faut nourrir et soigner. La désorganisation de l'économie capitaliste à son tour met des millions d'hommes dans l'incapacité de soutenir comme par le passé leur famille par leur travail professionnel.

Cette tendance est aussi en contradiction flagrante avec les intérêts de la majorité des membres de la société. Ce n'est que si elle utilisait dans tous les domaines de l'activité humaine les forces et les facultés des femmes que la société pourrait réparer les effroyables destructions de biens matériels et spirituels causées par

la guerre et arriver à l'accroissement nécessaire des richesses et de la civilisation.

La tendance croissante à exclure les femmes de la production sociale et de la culture, a sa source dans la rapacité des profiteurs capitalistes cherchant à perpétuer leur pouvoir. Elle prouve que l'économie capitaliste et le régime bourgeois sont incompatibles avec les intérêts vitaux de l'écrasante majorité des femmes aussi bien que de la société en général.

Toutes les difficultés et tous les problèmes immédiats des femmes sont la conséquence inévitable du régime capitaliste fondamentalement rapace et exploiteur. La guerre a aggravé à l'extrême les maux de ce régime et les a imposés aux larges masses féminines. Ce n'est pas là un état de choses passager que la paix fera disparaître ; d'ailleurs, par le fait même de l'existence du capitalisme, l'humanité est continuellement exposée à de nouvelles guerres de rapine dont la menace commence à se préciser actuellement. Ce sont les femmes prolétaires qui souffrent le plus cruellement de tous les défauts de l'organisation sociale contemporaine car, appartenant à la fois à la classe exploitée et à un sexe auquel on ne reconnaît pas les mêmes droits qu'aux hommes, elles sont les victimes les plus sûres du régime capitaliste. Mais leurs maux et leurs souffrances ne sont qu'une des conséquences de la situation du prolétariat opprimé et exploité dans tous les pays où règne encore le Capital. Les réformes apportées au régime bourgeois dans le but de «lutter contre la misère résultant de la guerre» ne pourront jamais éliminer ces maux. Ceux-ci ne disparaîtront une fois pour toutes qu'avec la disparition de cet ordre social lui-même à travers la lutte révolutionnaire des femmes et des hommes exploités et déshérités de tous les pays, à travers l'action révolutionnaire du prolétariat mondial. Seule la révolution mondiale, justicier historique suprême, sera en mesure de liquider dans tous les pays l'héritage de la guerre impérialiste : misère, déchéance intellectuelle et morale, terribles souffrances des masses, et faillite complète du capitalisme.

7. Etant donné les phénomènes sociaux et les rapports que nous venons de décrire, le deuxième congrès de l'Internationale Communiste invite toutes les **femmes de la classe laborieuse** aspirant à la liberté et au complet développement de leur personnalité humaine, à entrer dans les rangs des partis communistes de leurs pays et dans les rangs de l'Internationale Communiste dans laquelle ces partis se sont unis pour agir avec une plus grande efficacité et détermination. Ferme dans ses buts, sûre de la voie à suivre et prête à l'action, l'Internationale Communiste combat pour renverser le capitalisme et établir le communisme par la révolution mondiale. Elle a aussi démontré qu'elle était le défenseur le plus conscient et le plus solide des droits des femmes.

A un degré supérieur de développement, elle continue dans l'intérêt du sexe féminin l'œuvre que la IIe Internationale avait entreprise mais n'a pas su mener à bonne fin car, sous l'influence grandissante des éléments opportunistes et réformistes du mouvement ouvrier elle n'osa pas passer de la reconnaissance des

principes à leur réalisation et elle trahit honteusement la cause du prolétariat en août 1914. La IIe Internationale trahit également les droits et les intérêts des femmes lorsque, au lieu d'appeler les prolétaires de tous les pays à la lutte révolutionnaire internationale contre le régime capitaliste et des exploités dans les armées nationales, elle contribua ainsi au carnage fratricide, à l'égorgeage des travailleurs les uns par les autres au profit des intérêts matériels et de la domination mondiale du capitalisme.

Lors de sa fondation la deuxième Internationale avait inscrit sur ses drapeaux le mot d'ordre de la lutte pour l'égalité des droits et l'émancipation sociale complète des femmes. Elle a indubitablement accompli une œuvre importante et durable en propageant ces idées parmi les masses. En outre elle a expliqué que la réalisation de ces revendications est fondamentalement liée à l'abolition du capitalisme et à l'instauration du socialisme ; elle a démontré que, entre les femmes de la minorité exploiteuse et les femmes de la majorité exploitée il existe une opposition inconciliable. Elle a appelé à la solidarité nationale et internationale de tous les esclaves salariés du Capital, sans distinction de sexe. Elle obligea tous les syndicats et les partis socialistes à accueillir les femmes dans leurs rangs avec des responsabilités et des droits égaux dans les luttes économiques et politiques du prolétariat.

La Deuxième Internationale avait revendiqué des limitations légales du degré de l'exploitation capitaliste ; elle avait réclamé l'assurance sociale et la reconnaissance de la complète égalité sociale et politique des femmes — mesures destinées à accroître la capacité des femmes prolétaires à résister et à participer aux luttes de leur classe. La Deuxième internationale demanda la séparation complète du mouvement socialiste féminin avec le mouvement bourgeois. Mais, en ce qui concerne la lutte pour la réalisation effective de ces revendications, la IIe Internationale en abandonna le soin aux organisations syndicales et aux partis sociaux-démocrates des différents pays. En définitive toutes ses résolutions en faveur des intérêts et des droits des femmes ne furent exécutées que dans la mesure où dans leur pays respectif les femmes socialistes organisées purent obliger les organisations prolétariennes à les appliquer.

Le fossé entre la théorie et la pratique, entre la parole et l'action apparut avec une netteté particulière dans la question des droits électoraux des femmes. La Deuxième Internationale admit plusieurs années durant, que ses organisations anglaises luttent pour le droit électoral restreint des femmes, dont l'obtention n'aurait fait que renforcer le pouvoir politique des classes possédantes et par suite retarder l'attribution du droit électoral à la totalité des femmes adultes. La Deuxième Internationale permit que le parti en Belgique, puis en Autriche, au moment des grandes luttes pour le droit de vote, s'abstint d'exiger le droit de vote pour les femmes. Le congrès de Stuttgart de la IIe Internationale prescrivit, il est vrai, aux partis sociaux-démocrates de tous les pays de reconnaître la lutte en faveur du suffrage universel des femmes comme partie

constitutive de la lutte du prolétariat pour le droit de vote et pour le pouvoir prolétarien. Il déclara qu'une indépendance absolue devait être maintenue par rapport au mouvement démocratique bourgeois féministe, en rejetant rigoureusement la tactique opportuniste et réformiste. Mais cette décision resta lettre morte et le Parti Socialiste Unifié Français, notamment, se borna à des propositions platoniques au Parlement en faveur de l'attribution du droit de vote aux femmes ; quant au Parti Social-démocrate Ouvrier belge dans ses revendications il ne fait, actuellement encore, que se traîner à la remorque y compris même des cléricaux.

Parmi tout le mouvement ouvrier mondial, ce fut le mouvement socialiste des femmes des pays en guerre et des pays neutres qui esquissa le premier pas pour mettre le besoin de la solidarité internationale des exploités au-dessus des mots d'ordre guerriers des traîtres sociaux patriotes. Ces femmes appelèrent à une action révolutionnaire de masse internationale pour obliger les régimes impérialistes à faire la paix et pour dégager le terrain pour la lutte ouvrière internationale pour la conquête du pouvoir politique et la défaite de l'impérialisme et du capitalisme.

La réponse de la Deuxième Internationale fut faible, honteuse et malhonnête. Pire, au lieu de soutenir cette initiative, elle encouragea tacitement les partis adhérents à s'élever contre elle, à la dénoncer et à la combattre par tous les moyens. A la tête de tout cela se trouvait le «parti modèle» - modèle au début dans sa force organisationnelle et dans sa politique, puis dans la dégénérescence et la faillite - la Social Démocratie allemande.

La Deuxième Internationale contribue aujourd'hui encore à consolider le pouvoir du capitalisme exploiteur et à faire donc obstacle à l'émancipation complète des femmes, en abusant les masses prolétariennes par la comédie de la démocratie, du parlementarisme, du social-patriotisme et du social-pacifisme.

D'ailleurs, la Deuxième Internationale n'a jamais mis sur pied un seul organe qui ait pour tâche, de travailler à l'échelle internationale pour les principes et les revendications adoptées par l'Internationale dans l'intérêt des femmes. C'est en dehors du cadre de la structure de la IIe Internationale que les premiers pas furent faits, de manière quasi autonome, pour rassembler les femmes socialistes et les femmes prolétaires pour une action unie. Il est vrai que les représentantes de l'Internationale socialiste des femmes étaient admises aux Congrès de la Deuxième Internationale. Mais elles n'avaient pas le droit de prendre part aux travaux. Et l'Internationale Socialiste des femmes n'avait, ni représentante, ni droit de vote au Bureau Socialiste International.

Les femmes qui sont communistes et révolutionnaires socialistes ou prolétaires révolutionnaires doivent donc rompre leurs liens avec la IIe Internationale et rejoindre l'Internationale Communiste qui combattra pour les droits des femmes et la libération des femmes comme elle le fait dans tous les domaines — non comme un moulin de résolutions mais comme une organisation d'action. Répétons-le, la façon la meilleure et la

plus cohérente d'adhérer à l'Internationale Communiste, est l'entrée dans le parti de leur pays qui en fait partie. Les femmes qui sont membres de partis et d'organisations où la lutte pour la IIIe Internationale ne s'est pas encore conclue, doivent évidemment faire tous leurs efforts pour que ces partis et organisations adoptent les thèses fondamentales et les orientations organisationnelles de l'Internationale Communiste. Elles doivent lutter pour que ces organisations adhèrent formellement à cette dernière et agissent conformément à sa nature et à ses revendications.

Les femmes communistes, révolutionnaires socialistes cohérentes, doivent quitter les partis et organisations hostiles en principe à l'Internationale Communiste, qui continuent de la combattre en gangrenant et en affaiblissant la lutte du prolétariat par des mots d'ordre opportunistes et réformistes. En avant dans la IIIe Internationale, dans l'Internationale de l'action révolutionnaire ! Tel doit être le mot d'ordre clair et général des femmes de la classe laborieuse qui veulent en finir avec l'esclavage de classe et de sexe.

8. Le IIe Congrès de l'Internationale Communiste prescrit à tous les partis affiliés à l'Internationale de mettre en œuvre les thèses précédentes en entrant en contact avec les plus larges masses des femmes en les éveillant, les rassemblant et les éduquant. Ces partis doivent développer au maximum la capacité des femmes à travailler et à lutter pour le communisme. Ils doivent leur prouver en paroles et dans les faits que seule la lutte révolutionnaire du prolétariat et la réalisation de son objectif peut garantir à toutes les femmes la plénitude de leurs droits, la liberté complète et le développement harmonieux de leur personnalité. Conformément à ces thèses les Partis Communistes devraient :

A. Dans les pays tels que la Russie où le prolétariat s'est déjà emparé du pouvoir d'État et a instauré le système soviétiste :

1) Mobiliser complètement les femmes dans toutes les luttes contre les contre-révolutionnaires de l'intérieur et de l'extérieur et pour la défense et la consolidation du régime soviétiste. Les intégrer dans le service des milices féminines et comme infirmières Rouges, dans le travail d'éducation de l'Armée Rouge et ainsi de suite. La collaboration générale et consciente des femmes est également indispensable pour la destruction de toutes les survivances économiques et sociales du capitalisme et, plus encore, de sa morale égoïste.

2) Entreprendre chez les femmes prolétaires, les paysannes pauvres et toutes les femmes employées et travailleuses, une propagande active, énergique. Leur expliquer que le raccourcissement de la difficile transition entre le capitalisme qui est en décomposition mais qui doit être encore déraciné, et le régime social incomparablement supérieur que représente le communisme, repose entre leurs mains aussi, sur leur conscience grandissante, sur leur volonté inébranlable, sur leur dévouement. Cette difficile période de transition, avec ses inévi-

tables privations, souffrances et sacrifices frappe le plus les femmes et les enfants.

3) Expliquer à ces femmes que le nouvel ordre social du plein communisme qui mûrira dans la lutte contre toutes les forces du vieux monde bourgeois et qui seul pourra solutionner les difficiles problèmes de l'existence, sera en grande partie leur œuvre, le fruit de la volonté consciente, nette, inébranlable et de l'abnégation révolutionnaire de chacune d'entre elles.

4) Faire en sorte que les femmes exerçant une profession, un métier ou employées dans l'industrie, prennent une part active au relèvement économique dans les organes du pouvoir soviétiste, dans les syndicats, coopératives et autres institutions.

5) Faire participer complètement les femmes à l'activité des soviets et de leurs organes administratifs et économiques, ainsi qu'à toutes les autres formes d'activité sociale, y compris le travail scientifique.

6) Etablir des conditions de travail pour les femmes répondant aux particularités de l'organisme féminin et aux besoins aussi bien physiques qu'intellectuels et moraux de la maternité. Ces conditions doivent permettre une combinaison harmonieuse de la maternité et de l'emploi professionnel, permettant aux femmes, par l'utilisation complète de leurs forces et de leurs capacités, de développer pleinement leur humanité féminine.

7) Intégrer le travail familial traditionnel — la plus retardataire et abrutissante des occupations traditionnelles — dans l'économie sociale générale. Transformer la ménagère d'esclave de la petite économie individuelle en travailleuse libre de la grande économie sociale.

8) Créer des institutions sociales modèles prenant en charge les tâches économiques actuelles des femmes dans la famille et réduire, faciliter et améliorer le travail des mères.

9) Créer des institutions d'assistance sociale pour la protection de la maternité, de l'enfance et de l'adolescence.

10) Créer de telles institutions pour les femmes malades, âgées, infirmes et incapables de travailler. Prendre des mesures économiques et pédagogiques pour réintégrer la prostituée, cet héritage du régime bourgeois dans la communauté des travailleurs.

11) Etablir un système d'éducation et d'instruction, sur les bases du travail et de l'éducation en commun des enfants des deux sexes, garantissant le libre et complet développement de la personnalité, enseignant la solidarité et par conséquent fournissant au sexe féminin les conditions d'un développement humain complet.

12) Assurer la participation totale des femmes à l'élaboration et à l'exécution des mesures, ainsi qu'à l'organisation et à la direction des plans et des institutions destinées à alléger la charge de travail des femmes aux foyers et de mères et promouvoir des services sociaux en particulier ceux destinés aux femmes, aux enfants et aux jeunes.

B. Dans les pays où le prolétariat lutte encore pour la conquête du pouvoir politique :

1) Attirer les femmes dans le Parti Communiste et les organisations de classe du prolétariat pour la lutte de classe. Assurer leur collaboration avec des droits et devoirs égaux dans tous les organes et leur donner accès à tous les postes dans le parti, les syndicats et les coopératives.

2) Expliquer aux larges masses des femmes du prolétariat et de la petite paysannerie la nature du communisme, le but, les méthodes d'action du prolétariat dans sa lutte révolutionnaire ; les entraîner dans cette lutte et leur donner ainsi des leçons pratiques d'activité révolutionnaire, qui auront pour elles une importance éducatrice immense, prendre toutes les mesures et les institutions pour éclairer et développer la conscience de sa classe des femmes prolétaires et renforcer leur énergie et leur force combative.

3) S'efforcer d'obtenir la complète égalité des deux sexes devant la loi et dans tous les domaines de la vie privée et publique.

4) Utiliser de façon révolutionnaire et d'un point de vue de classe le droit de vote des femmes et leur droit à être candidates aux élections locales et nationales et pour toutes les institutions publiques. Souligner fortement les limites de l'utilisation du droit de vote, du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise, et la nécessité historique de les renverser et de les remplacer par le système des soviets et la dictature du prolétariat.

5) Faire en sorte que les ouvrières, les employées, les femmes fonctionnaires et en général les femmes laborieuses des villes et des campagnes, prennent une part active et consciente aux élections des conseils ouvriers révolutionnaires politiques et économiques. Mobiliser les femmes au foyer du prolétariat et des couches pauvres de la population pour qu'elles participent aux élections des conseils ouvriers révolutionnaires et y assurer leur participation en tant que déléguées. Diffuser et mettre en œuvre l'idée des conseils parmi les femmes de la petite paysannerie et des couches socialement proches de la campagne.

6) Lutter pour le droit des femmes à l'instruction générale et professionnelle gratuite et sans restriction au même titre que les hommes ; pour leur participation à l'activité sociale et économique avec des droits et des devoirs égaux dans tous les domaines ; et pour la reconnaissance de la maternité comme fonction d'utilité sociale.

7) Lutter pour le salaire égal à travail égal des femmes et des hommes.

8) Lutter pour restreindre le plus possible dans tous les domaines de la vie économique le pouvoir du capital exploiteur et cela au moyen d'une législation qui défende vraiment les ouvrières, les femmes fonctionnaires et les employées y compris les dites domestiques, et cela dans tous les secteurs de l'économie ; avec des considérations spéciales pour la protection des jeunes filles, des mères enceintes et des mères dans la période de l'allaitement.

9) Revendiquer la création d'une inspection du travail disposant d'un personnel indépendant suffisant de médecins, techniciens et délégués ouvriers avec pleins

pouvoir, et où les femmes devront être représentées au prorata de la main-d'œuvre féminine.

10) Exiger l'adoption et l'application officielle de mesures ayant pour but de libérer la femme employée à la production, des soins du ménage et des soucis de la maternité dont la charge devra être assumée par des institutions publiques, spéciales, de compléter et de perfectionner l'éducation familiale des enfants par l'éducation publique qui développera en eux le sentiment de la solidarité.

11) Exiger la création des institutions susmentionnées non seulement dans les villes et les centres industriels mais encore dans les campagnes pour les paysannes et les femmes employées aux travaux agricoles.

12) Montrer aux femmes le caractère arriéré de l'économie domestique ; la perte de temps, d'énergie et de produits qu'elle entraîne ; et son utilisation par le capitalisme pour baisser les salaires des hommes (puisque le travail des ménagères n'est pas payé) et pour maintenir les femmes dans un état politique et intellectuel arriéré en l'empêchant de participer à la vie de la société.

13) Revendiquer une réforme radicale du système de logement, une réforme qui ne respecte pas le droit de propriété bourgeois - le droit au luxe et aux possessions superflues - à la réalisation de laquelle les femmes doivent participer.

14) Exiger une organisation sérieuse du service de l'hygiène publique instaurant entre autres des cliniques médicales gratuites dans les villes et les campagnes où travaillent des femmes docteurs aussi bien que des infirmières générales, pédiatriques et à domicile

15) Exiger l'adoption de mesures sociales et économiques pour la lutte contre la prostitution et de mesures hygiéniques pour la lutte contre les maladies vénériennes ; exiger la suppression de la prostitution dans les garnisons, l'abolition du contrôle policier sur les prostituées, s'efforcer de détruire le préjugé social contre les prostituées. En finir avec une morale distincte pour les hommes et pour les femmes en matière de sexualité.

16) Exiger la collaboration des femmes dans toutes les mesures et institutions ayant trait aux droits des femmes dans le domaine de l'instruction, de l'activité professionnelle, de la défense contre l'exploitation capitaliste, etc...

C. Dans les pays non encore arrivés au stade capitaliste de développement :

1) Lutter contre les préjugés, les coutumes, les mœurs, les institutions religieuses et légales réduisant les femmes à des esclaves des hommes à la maison, au travail et sur le plan sexuel. Cette lutte requiert d'éduquer non seulement les femmes, mais aussi les hommes.

2) Lutter pour l'égalité complète des femmes et des hommes dans l'éducation, la famille et la vie publique

3) Lutter pour la protection des femmes pauvres et opprimées contre l'exploitation et leur asservissement par les classes possédantes, asservissement particulièrement

rement fréquent dans la petite production et dont les conséquences funestes peuvent être atténuées entre autres par le mouvement coopératif.

4) Revendiquer des mesures et des institutions menant de formes précapitalistes dans la vie économique et sociale un mouvement vers le communisme, particulièrement par des efforts pour démontrer pratiquement aux femmes que le travail domestique individuel les asservit, alors que le travail social les libère.

Pour le travail de propagande et d'organisation parmi les femmes dans les pays qui sont encore à un stade précapitaliste de développement, il faudrait particulièrement utiliser l'expérience acquise par les camarades russes après la révolution dans leur travail parmi les femmes des peuples d'Orient.

9. Pour que les partis adhérant à l'Internationale Communiste puissent travailler du mieux possible à la réalisation de ces objectifs, le deuxième congrès de l'Internationale Communiste adopte les mesures **organisationnelles** suivantes :

A. Organisation nationale :

1) Dans les partis communiste de chaque pays, les femmes ne doivent pas être organisées de manière indépendante, mais elles doivent être intégrées dans les organisations locales comme membres ayant les mêmes droits et les mêmes devoirs. Elles doivent participer au fonctionnement de tous les organes et à tous les niveaux de la structure du parti.

Cependant le parti communiste prend des mesures et crée des institutions spéciales pour attirer par la propagande les femmes dans ses rangs pour les retenir dans ses organisations et faire leur éducation politique. Dans cette œuvre, il doit tenir compte des particularités intellectuelles et morales des femmes, de l'arriération qui leur a été imposée par l'histoire et de la situation spéciale dans laquelle elles se trouvent souvent du fait de leur activité domestique.

2) Chaque organisation locale du parti aura un comité d'agitation féminin dont les hommes pourront également faire partie et dont les tâches seront les suivantes :

a) Mener une propagande systématique incessante parmi les femmes encore indifférentes au parti par des réunions publiques, des causeries dans les usines et entreprises diverses, d'assemblées de ménagères, de conférences des déléguées n'appartenant pas au parti ; de l'agitation porte à porte et de la distribution au moyen de tracts, journaux, brochures et de littérature de tout type.

b) Faire entrer dans les partis, les syndicats et autres organisations prolétariennes politiques et économiques les femmes touchées par cette propagande.

c) Veiller à ce que les femmes ne constituent pas une masse passive dans le parti, les syndicats, les soviets ouvriers et tous les organes de lutte de prolétariat révolutionnaire ; faire en sorte que, animées des idées communiste, elles participent consciemment et avec ardeur à la vie et à l'activité de ces organisations et de

leurs organes.

d) Veiller à ce que les femmes membres du parti reçoivent l'instruction théorique et pratique nécessaire soit dans les institutions de formation générale du parti, soit dans des réunions féminines spéciales consacrées à la lecture, à la discussion, etc...

e) S'efforcer de donner aux femmes ayant des talents d'agitatrices et d'organisatrices une formation spéciale qui les mette à même d'utiliser complètement leurs facultés.

f) Etablir une rubrique féminine dans toutes les publications du parti, nommer une femme comme rédactrice de celle-ci et s'assurer de la collaboration de femmes prolétaires

Tout comité local d'agitation féminine se compose de 5 à 7 membres dont la candidature est posée par les adhérentes et l'élection ratifiée par le comité local du parti. Ce comité d'agitation travaille en contact étroit avec la direction locale du parti dont l'approbation est nécessaire pour ses décisions et ses actions. Il a une représentante à la direction locale du parti, qui participe à toutes les réunions et à tous les travaux avec voix consultative dans toutes les questions ayant trait au parti en général et voix délibérative pour toutes les questions du mouvement féminin.

3) Chaque comité régional du parti a un comité d'agitation féminine, dont la fonction est de stimuler le travail des comités locaux d'agitation féminine et de leur prêter un soutien efficace dans l'accomplissement de leurs tâches. Dans ce but il devra :

a) Maintenir des relations régulières avec tous les comités locaux féminins de la région ainsi qu'avec le comité national d'agitation féminine et le secrétariat national féminin.

b) Rassembler tous les documents importants, matériaux réunis par chaque comité d'agitation féminine locale, et les mettre à la disposition des différents comités.

c) Fournir à toute la région la littérature nécessaire à l'œuvre d'instruction générale et de propagande.

d) Prendre l'initiative de campagnes d'agitation régionales, les préparer et les réaliser ; trouver les agitateurs et les organisateurs nécessaires.

e) Prendre et réaliser toutes les mesures nécessaires pour mobiliser avec succès les femmes de la population laborieuse de la région dans le but de les faire participer aux entreprises et actions importantes du comité d'agitation féminine et de les transformer ainsi de spectatrices indifférentes en collaboratrices actives.

f) Organiser des conférences régionales féminines auxquelles chaque comité local d'agitation devra envoyer une ou deux déléguées et auxquelles participeront en outre des déléguées élues dans chaque localité par les femmes membres du parti à raison d'une déléguée par 50 membres. Les conférences régionales féminines seront convoquées par le comité selon les besoins du moment (une fois tous les 6 mois au minimum). Le comité régional féminin devra en outre convoquer et diriger les conférences des déléguées des sans-parti.

Le comité de district féminin se compose de 5 à 7

membres dont la candidature est proposée à la conférence régionale par les femmes membres du district et l'élection ratifiée par le comité régional du parti. Il travaillera en contact étroit avec le comité du district du parti dont l'approbation est nécessaire pour toutes les décisions et activités. Il sera représenté à la direction locale du parti par une ou deux déléguées qui assistent à toutes les séances avec voix consultative dans les questions d'ordre général du parti et voix délibérative pour toutes les questions spéciales du mouvement féminin.

4) Lié au comité national du parti est constitué un comité d'agitation féminine ou un secrétariat féminin qui aura pour tâche de :

a) Entretenir des relations régulières avec les comités régionaux et locaux d'agitation féminine et de rattacher étroitement ces derniers à la direction nationale du parti.

b) Rassembler les documents et matériaux importants sur le travail de chaque comité local d'agitation féminine et rendre ces informations disponibles à tous les comités, en y ajoutant les indications et données qu'il aura recueillies lui-même, au cours de son activité

c) Fournir à tous les comités d'agitation féminine des districts la littérature nécessaire pour l'instruction générale et la propagande.

d) Accorder une attention particulière aux questions du travail professionnel, de l'instruction, de la situation juridique de la femme, de la protection de l'ouvrière en un mot, à toutes les questions ayant trait aux intérêts économiques sociaux, et politiques des femmes ; encourager les comités régionaux et locaux d'agitation féminine à s'occuper des questions controversées.

e) Publier un périodique destinée à fournir l'instruction théorique aux militantes du parti, à approfondir leur connaissance du communisme et leur donner un sentiment intime de l'essence du parti et de ses tâches révolutionnaires actuelles. Le comité national féminin sélectionne la femme qui est rédactrice de ce périodique, s'efforce de lui fournir des contributions et des collaboratrices recrutées parmi les ouvrières.

f) Prendre l'initiative de l'organisation de campagnes d'agitation par tout le pays ; recruter dans ce but les agitatrices et organisatrices nécessaires.

g) Prendre et appliquer toutes les mesures nécessaires pour faire participer d'une façon active, dévouée, les larges masses des femmes laborieuses du pays à la réalisation des tâches générales et des luttes du parti.

h) Convoquer des conférences féminines nationales auxquelles participent une ou deux déléguées de chaque comité régional et des déléguées élues dans tout le pays par les militantes du parti. Une déléguée devra être élue pour cent militantes ; les organisations comptant moins de cent militantes pourront également envoyer une déléguée. Les conférences féminines nationales seront convoquées au minimum une fois l'an et plus souvent s'il y a lieu. Le comité national d'agitation féminine convoquera également des conférences nationales de déléguées de femmes sans-parti.

i) Choisir une correspondante internationale qui soit en relation permanents avec le Secrétariat international

féminin.

Le comité national féminin se composera de 7 à 10 membres dont la candidature sera proposée par la conférence nationale féminine et l'élection ratifiée par le congrès national du Parti Communiste. Il travaillera en liaison étroite avec la direction nationale du parti qui sanctionnera toutes ses résolutions; ses déléguées participeront à toutes les séances et à tous les travaux de la direction du parti avec voix délibérative dans toutes les questions concernant les femmes et voix consultative pour toutes les questions d'ordre général du parti.

B. Organisation Internationale

Associé au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste il sera constitué un Secrétariat Féminin international. Il se composera de 3 à 5 femmes dont la candidature sera proposée par la conférence internationale des femmes communistes et l'élection ratifiée par le congrès de l'Internationale Communiste à l'approbation duquel toutes ses décisions et mesures devront être soumises. La déléguée du secrétariat participera à toutes les réunions et à tous les travaux du Comité Exécutif avec voix consultative dans les questions d'ordre général et voix délibérative dans les questions spéciales du mouvement féminin. Le secrétariat féminin devra :

a) Nouer et entretenir des relations régulières avec les comités féminins des partis communistes des différents pays et mettre ces comités en rapport les uns avec les autres.

b) Rassembler toutes les données documentaires ayant trait à l'agitation et recueillies au cours de leur action par les comités féminins des différents pays et les mettre à la disposition de chacun de ces comités.

c) Rassembler tout ce qui a été édité en fait de littérature communiste féminine : journaux, «pages de la femme», brochures, etc. et le répartir entre les différents pays.

d) Etudier et rassembler du matériel sur le développement de l'emploi des femmes, leurs droits politiques et civils, leur position sociale, leur formation professionnelle et leur éducation en général, sur la protection des femmes au travail, les mesures sociales pour les mères et les enfants, etc.... En bref à tous les problèmes relatifs aux conditions d'existence et à l'activité des femmes dans les différents pays doivent être traités, les matériaux y ayant trait rassemblés, et l'attention des comités féminins des différents pays attirée sur ces questions et sur les problèmes d'une importance internationale dont les matériaux devront être rendus disponibles.

e) Exiger des correspondantes internationales qu'elles envoient des rapports au moins tous les trois mois, et que dès qu'un événement particulièrement important pour le mouvement féminin se produit, elles en avisent rapidement le secrétariat international.

f) Publier un organe d'information international où l'on trouvera, outre un compte-rendu succinct sur la situation générale, les communications particulières les plus importantes et où seront indiquées les questions générales, les problèmes et les actions à l'ordre du jour.

g) Au moment des manifestations internationales du prolétariat sous la direction de l'Internationale Communiste, prendre sans retard dans tous les pays les mesures nécessaires pour attirer dans l'armée révolutionnaire la masse des femmes laborieuses et les faire participer à la lutte en qualité d'alliées conscientes, dévouées, résolues.

h) Convoquer des conférences internationales de femmes communistes qui permettront à ces dernières de se faire part de leur expérience et de leurs nouveaux projets de travail, les rattacheront plus étroitement les unes aux autres et les uniront pour l'action et la lutte révolutionnaires internationales.

Les conférences internationales des femmes doivent adresser aux femmes exploitées et asservies du

monde entier l'appel suivant:

Femmes prolétaires de tous les pays!

Levez-vous, et en union avec le prolétariat mondial combattez sous les drapeaux de l'Internationale Communiste contre le capitalisme et son illusoire démocratie pour conquérir le pouvoir politique et instaurer la dictature du prolétariat et le régime des soviets. De vous, femmes prolétaires, plus encore que des hommes, on peut dire que dans cette lutte, vous n'avez à perdre que vos chaînes et vous avez un monde à conquérir. ●

(Source: www.archivesautonomies.org. Publié en extrait dans *le prolétaire*, N° 537, Mai-Juin-Juillet 2020)

Le mouvement féministe et le rôle de la femme travailleuse dans la lutte des classes

(Alexandra Kollontai : 8^e des 14 conférences sur la libération des femmes faites à l'Université Sverdlov en 1921)

Le mouvement des femmes fut donc le résultat d'une contradiction exemplaire au sein du capitalisme : la participation grandissante des femmes dans la production ne correspondait aucunement à leur discrimination persistante dans la société, le mariage et l'Etat.

La « question des femmes » n'existe pas de façon indépendante. Cette violence dans la société bourgeoise et qui opprime la femme est produite en partie par la grande antinomie sociale entre capital et travail. La contradiction entre la participation de la femme dans la production et son absence de droits généralisée conduisit à l'apparition d'un phénomène absolument inconnu jusque-là : la naissance d'un mouvement de femmes. Mais dès le départ, ce mouvement prend deux orientations diamétralement opposées : l'une des fractions s'organise sous l'égide d'un mouvement féministe bourgeois, tandis que l'autre fait partie intégrante du mouvement ouvrier.

Le mouvement féministe bourgeois dérivait au XIX^e siècle d'organisations politiques masculines et bourgeoises et ne cessa d'être par la suite, ne serait-ce que partiellement, le reflet des couches sociales le composant. Le mouvement des femmes prit rapidement de l'ampleur et forma, à la fin du XIX^e siècle, dans la totalité des Etats occidentaux et orientaux, un solide réseau d'organisations féminines. Leur tâche principale fut la reconnaissance de l'égalité des droits de l'homme et de la femme sur tous les plans et dans le cadre de la société capitaliste existante. Les bourgeoises leaders, du mouvement des femmes, ne s'intéressaient pas le moins du monde au mouvement de renouveau social qui a ouvert des perspectives nettement plus vastes à la libération de la femme et qui lui a donné le seul fonde-

ment solide. Elles restèrent totalement étrangères au socialisme. Et si, finalement, une partie des féministes bourgeoises formulèrent vers la fin du XIX^e siècle des revendications empruntées aux socialistes, c'était uniquement pour s'assurer le soutien des femmes prolétaires, pour acheter leur collaboration et pour se donner ainsi un plus grand poids politique. Le mouvement féministe bourgeois se voulait hors classe, neutre, et affirmait qu'il représentait les revendications et les actions de toutes les femmes. Cependant, la réalité était différente, et les féministes bourgeoises ne représentaient finalement rien de plus que leurs propres revendications et intérêts, ce qui n'exclut pas le fait que le mouvement féministe bourgeois recrutait ses membres parmi les couches sociales les plus diverses. Une troisième caractéristique de ce mouvement, c'est qu'il réussit à déclencher un sérieux conflit d'intérêt entre l'homme et la femme, dans la mesure où les féministes cherchaient finalement à imiter les hommes. Elles commirent encore une autre faute grave. Elles ne prirent pas en considération la double tâche sociale de la femme et négligèrent totalement que ces « droits naturels » qu'elles défendaient avec prédilection exigeaient des femmes non seulement qu'elles accomplissent un travail productif pour la société, mais également qu'elles assurent leur fonction reproductrice au sein de cette même société. Mais la défense et la protection de la femme en tant que mère n'entraient nullement dans le programme ni dans la politique du mouvement bourgeois. Et, lorsque le mouvement entreprit d'évoquer le problème de protection de la maternité à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, ce fut un élément nouveau dans son travail. A contrecœur et sans trop y

croire, les féministes intégrèrent à leur programme les revendications pour une protection légale de la mère et d'autres lois spéciales devant garantir la protection des travailleuses (1).

Les féministes tentèrent naïvement de reporter la lutte pour les droits de la femme du plan stable de la lutte de classes au plan de la lutte entre les sexes. Ce qui donna lieu à une falsification, une caricature. Leur manque d'intuition politique éloigna les féministes de la juste ligne de combat.

Le succès et l'appui que les féministes bourgeoises avaient rencontrés jusque-là parmi les hommes de leur propre classe, elles le perdirent l'un et l'autre parce qu'en toutes occasions, bonnes ou mauvaises, elles défendaient une cause exclusivement féminine, au lieu de soutenir les intérêts de l'ensemble de la classe bourgeoise, qui aurait pu garantir leurs droits en retour. Ce n'est qu'au début du XXe siècle que des bourgeoises politiquement conscientes entreprirent de rattacher leur propre lutte à celle d'un parti politique déterminé et se présentèrent dorénavant comme des représentantes de ce parti. C'est ainsi que travaillaient par exemple les cadettes (2) féminines, d'abord dans l'Association pour le droit des femmes et, plus tard, dans la Ligue pour le droit des femmes.

Certaines organisations anglaises et allemandes adoptèrent une politique semblable.

Etant donné que les féministes bourgeoises employaient toute leur énergie à prouver que la femme n'était en rien et dans aucun domaine inférieure à l'homme, elles négligèrent totalement la spécificité biologique de la femme, spécificité dont la société devait tenir compte. A la période du communisme primitif, la tribu respectait les femmes, parce qu'elles étaient, d'une part, les producteurs principaux de l'économie de la tribu et, d'autre part, parce qu'elles mettaient les enfants au monde et assuraient ainsi la descendance de la tribu. Mais ensuite, lorsque les hommes exécutaient la totalité des tâches productives, la société n'avait plus de raison majeure pour considérer les femmes comme leurs égales même si celles-ci continuaient à enfanter comme par le passé. Ce n'est que lorsque hommes et femmes ont un travail socialement utile que la société est prête à considérer la fonction sociale supplémentaire de la femme, en tant que mère et éducatrice des enfants, en lui assurant une certaine aide de protection.

Mais les féministes bourgeoises, dans leur engagement exalté pour les principes creux de l'égalité des droits, refusèrent de reconnaître cette réalité. Leur plus grave erreur fut de croire que la reconnaissance des droits de la femme était fonction de la totale égalité de l'homme et de la femme. C'est pourquoi les féministes extrémistes s'habillaient « par principe » et non pas par commodité comme les hommes, se coupaient les cheveux pour leur ressembler et affichaient des allures et des démarches masculines.

Lorsque les féministes apprirent que les femmes qui travaillaient comme débardeurs au port étaient obligées de transporter de lourdes charges, elles furent extrêmement émuës et écrivirent effectivement dans leurs journaux et leurs revues ce qui suit: «*Une nouvelle vic-*

toire à mettre au compte de la lutte pour l'égalité des droits de la femme. Des femmes dockers transportent côte à côte avec leurs collègues masculins des charges allant jusqu'à 200 kg». Elles ne se rendaient pas compte qu'il aurait au contraire fallu écrire des articles pour démasquer la rapacité du capitalisme, dénoncer ce travail inadapté, nuisible pour les organes féminins et, partant, nuisible pour le peuple entier. Les féministes ne comprirent pas davantage que la femme, à cause de ses propriétés corporelles spécifiques, se trouverait toujours dans une situation «à part» et que, pour une société donnée, le fait de «respecter» ou de «tenir compte» de ces qualités spécifiques ne lui serait nullement préjudiciable, bien au contraire. La femme ne doit absolument pas faire le même travail que l'homme. Pour lui garantir des droits égalitaires, il suffit largement qu'elle exerce un travail de même valeur pour la collectivité. Mais les féministes ne comprirent tout simplement pas cette relation, et c'est pourquoi leur mouvement fut aussi borné et unilatéral.

Le mouvement féministe bourgeois traversa naturellement différentes étapes de développement. Les revendications pour une égalité des droits politiques, qui fut posée avec énergie et fermeté en Amérique et en France jusqu'au XVIIIe siècle, cessa avec le déchaînement de la guerre civile et la consolidation simultanée de la prédominance de la classe bourgeoise. Le mouvement féministe au début du XIXe siècle se contenta alors plus modestement de réclamer l'accès de toutes les femmes à la formation professionnelle. Cette revendication première du mouvement, c'est-à-dire du droit au travail. A l'époque de la Révolution française, Olympe de Gouges avait parfaitement raison lorsqu'elle affirmait dans son manifeste politique que la reconnaissance unilatérale des droits politiques de la femme n'allait finalement rien changer à la situation de celle-ci. Qu'il était tout aussi important pour les femmes de lutter pour obtenir leur accès à toutes les professions.

A l'époque où Olympe de Gouges publia son manifeste, débuta la lutte des femmes bourgeoises pour leur accès sans restriction aux études et aux métiers universitaires. A l'apogée du capitalisme, les artisans n'étaient pas les seuls à faire faillite ni les ouvriers à domicile à se transformer en ouvriers d'usine. L'idylle sentimentale de la petite et de la moyenne bourgeoisie fut, elle aussi, considérablement entamée. Les hommes de ces dernières catégories sociales devinrent brusquement incapables de subvenir à l'entretien de leur propre famille. Ce qui amena les fils et les filles des familles défavorisées à chercher du travail. Les jeunes filles de

(1) Par exemple, pour une restriction du temps de travail légal et un contrôle permanent et officiel de la santé sanctionnant sévèrement les manquements aux lois de protection du travail.

(2) «Cadet» fut une expression populaire pour désigner un membre du parti libéral monarchiste bourgeois de la Russie tsariste. Le nom est dérivé des initiales du nom du parti des démocrates constitutionnels de Russie.

familles bourgeoises travaillèrent comme maîtresses d'école, écrivirent ou traduisirent des romans ou tentèrent de s'employer comme fonctionnaires de l'Etat pour s'assurer un revenu stable. Néanmoins, l'accès des femmes aux métiers spécifiquement universitaires leur resta barré comme par la passé. La société bourgeoise ne faisait à leur énergie et à leur intelligence qu'une confiance limitée et ne leur ouvrit cette voie qu'à contrecœur. Il faut ajouter que les femmes sous-estimaient elles-mêmes leurs facultés intellectuelles par rapport aux hommes.

Normalement, l'homme assurait sa propre subsistance et celle de sa famille. La femme bourgeoise n'avait, en règle générale, qu'une «occupation d'appoint», habitait chez son mari et utilisait ses revenus pour couvrir ses «dépenses personnelles». Mais le nombre de femmes de la petite et de la moyenne bourgeoisie obligées de subvenir non seulement à leurs propres besoins, mais aussi à ceux de leur famille augmentait de plus en plus. Or, leur salaire continua toujours à être calculé comme si leur travail n'était qu'un travail d'appoint. Leur faible qualification professionnelle fut également la cause de leur moindre revenu. Ce n'est pas parce que les femmes appartenaient au « sexe faible » que les entrepreneurs et les services publics leur barraient l'accès aux emplois de bureau ou de métier d'institutrice. Leur travail revêtait une valeur productrice moindre parce que les femmes ne disposaient pas de la formation professionnelle correspondante. Leurs concurrents sur le marché du travail, les hommes, étaient évidemment extrêmement mécontents lorsqu'ils perdaient leur emploi de bureau dans le secteur privé ou public. Les féministes commirent une grave erreur en pensant que les hommes ne refusaient l'accès des femmes à certaines professions que parce qu'ils étaient égoïstes et craignaient la concurrence féminine. Le fait que les femmes bourgeoises n'avaient alors le choix qu'entre un nombre extrêmement restreint de professions était dû à la carence de leur formation professionnelle. Les femmes ne purent sortir de cette impasse que lorsqu'elles réussirent à accéder aux études universitaires. C'est pourquoi dans certains pays, comme en Allemagne et plus tard aussi en Russie, la revendication essentielle du mouvement féministe bourgeois fut la suivante : mêmes conditions pour les femmes et les hommes dans la formation supérieure (3). Le débat sur de meilleures possibilités d'instruction pour les femmes est né au XVIIIe siècle. L'écrivain français Fénelon et, plus tard, le philosophe et journaliste Condorcet (particulièrement actif au cours des premières années de la Révolution) se prononcèrent avec détermination pour l'instruction de la femme. En Angleterre, cette question fut déjà posée au XVIIe siècle par Daniel Defoe et Mary Astell. Mais, comme ils étaient l'un et l'autre dans une position plutôt isolée, leur appel n'avait pas entraîné de conséquences pratiques. Les choses changèrent cependant au courant du XIXe siècle. Mary Wollstonecraft aborda de nouveau le problème de l'instruction de la femme dans son ouvrage «Pour la défense des droits de la femme».

Dans ce livre, elle fait preuve d'ailleurs d'un coura-

ge et d'une audace exceptionnels et qui ne sont pas sans nous faire penser aux grandes figures de la Révolution française. Ses conclusions furent particulièrement originales. Elle revendiquait une amélioration de l'éducation de la femme et la reconnaissance de ses droits, tout en mettant l'accent sur la signification spirituelle de la maternité. Seule une femme libre et consciente pouvait être une bonne mère capable d'enseigner à ses enfants leurs devoirs de citoyens et un authentique amour de la liberté. Parmi tous les pionniers luttant pour les droits des femmes, Mary Wollstonecraft fut effectivement la première qui réclama l'égalité des droits de la femme en partant des devoirs de la maternité. La seule exception est Jean-Jacques Rousseau en France. Ce philosophe et ce révolutionnaire du XVIIIe siècle explique l'égalité de la femme à partir des «droits naturels de l'humanité». Pourtant dans sa société libre, dans laquelle l'intelligence régnait en maître, il n'en renvoya pas moins la femme exclusivement à son rôle de mère, dans un esprit pas très éloigné de celui de la famille bourgeoise.

Malgré le fait que de nombreux penseurs se soient prononcés dans la première moitié du XIXe siècle pour le droit égal de l'homme et de la femme à une formation supérieure, les portes des universités – et même celles des établissements de niveau inférieur – restèrent fermées aux femmes comme par le passé. Ce n'est qu'à l'issue d'une longue lutte et après avoir surmonté d'innombrables obstacles que la femme parvint à obtenir

(3) Cette revendication englobait en Allemagne aussi bien la transformation des «écoles traditionnelles de filles» en gymnases (écoles secondaires) corrects que la levée de l'interdiction des études universitaires pour les femmes. Voici quelques citations tirées d'une conférence scolaire donnée en Prusse en août 1873 et qui nous renseignent sur les « principes » de la politique scolaire alors en vigueur dans la classe bourgeoise: *«L'école supérieure des filles s'efforce d'atteindre une culture générale telle qu'elle est en usage dans les milieux distingués (...). Il règne (...) là-dessus un total accord que l'enseignement destiné aux filles, encore plus que celui destiné aux garçons, doit être de nature formelle et que l'accent doit être mis davantage sur l'aspect éducatif. Et même si l'on nous objecte que de nouvelles sphères d'activité s'ouvrent pour la femme et que celles-ci ne pourraient que s'étendre à l'avenir, cela ne doit rien changer à cette certitude.»* Les autres Etats fédérés de l'Allemagne se rallièrent à ces principes. Le Mouvement pour la formation scolaire et professionnelle des femmes réclama l'accès aux études universitaires. Fondé au XIXe siècle, ce mouvement ne parvint à ses fins qu'en 1908. Au cours du semestre 1909-1910, il y avait 1 900 étudiantes dans les universités allemandes et, deux ans plus tard, plus de 3200. Avant cette réforme sur la formation féminine en 1908, toutes les femmes allemandes, si elles désiraient poursuivre des études supérieures, devaient émigrer et s'inscrire dans des universités étrangères.

son accès au travail intellectuel lui donnant les connaissances scientifiques et techniques nécessaires. Elisabeth et Amelia Blackwell, deux militantes du mouvement féminin bourgeois, arrivèrent vers 1840 à entrer dans une université américaine. Amelia fut la première femme à obtenir le diplôme de médecin. A la même époque, la première journaliste américaine, Margaret Fuller, réussit à se faire un nom. Vers 1860, Mary Mitchell fut la première femme à occuper une chaire de mathématiques et d'astronomie, d'ailleurs toujours en Amérique. Dans les années 1830, l'Anglaise Caroline Herschel, sœur du célèbre astronome Herschel, devint membre de la société astronomique. Mais les universités anglaises restèrent fermées aux femmes. C'est ainsi que la première femme médecin anglaise, Elisabeth Garrett, fut obligée d'étudier la médecine en Suisse. Ce n'est que vers la fin du XIXe siècle que les femmes réussirent à conquérir pas à pas leurs accès aux universités (4).

En Russie, également, le mouvement féministe bourgeois lutta au début pour la «liberté de l'instruction». Ce slogan reposait sur la revendication légitime et nécessaire du droit au travail. La possibilité d'exercer une profession libérale nécessitant une formation universitaire était alors totalement fermée aux femmes.

Le processus de dissolution de la noblesse a débuté dans les années 1860, en l'occurrence après la libération des paysans et autres changements politiques intervenus en faveur du capitalisme. La ruine économique des propriétaires terriens obligea leurs enfants, garçons comme filles, à rechercher du travail. C'est ainsi qu'apparut un nouveau type de femmes: des femmes qui gagnaient leur vie exactement comme les hommes en exerçant une profession libérale. Parallèlement au développement du capitalisme, on assista à la naissance d'un appareil d'Etat de plus en plus complexe, réclamant de plus en plus de forces de travail, en particulier dans les secteurs de l'éducation et de la médecine. Cet état de fait disposa au mieux les pouvoirs publics à l'égard des revendications des femmes pour une formation supérieure.

En Russie, la demande grandissante et le manque de main d'œuvre qualifiée facilita à nos femmes l'accès aux professions libérales et aux instituts d'études supérieures. Bien sûr, cela ne se fit pas entièrement sans combat. La loi d'inertie empêche encore et toujours une classe de comprendre que certaines réformes peuvent servir tout particulièrement leurs propres intérêts. Par exemple, Sofia Kovalevskaja, mathématicienne connue, rencontra une résistance tellement grande qu'elle fut obligée d'achever ses études à l'étranger. Et, dans les années 1880, elle ne devint pas professeur dans une université russe, mais dans une université suédoise de Stockholm. Je me souviens encore très bien de l'immense prestige dont jouissaient nos deux premières doctresses russes, Nadeschda Suslova et Rudnova, qui obtinrent toutes deux leurs titres à l'étranger.

De nos jours – en particulier depuis la fin de la guerre, mais aussi parce que la Révolution russe eut une grande influence sur l'évolution de tous les autres pays

– la question de savoir si la femme avait ou non droit à une formation plus poussée fut résolue à peu près partout de façon satisfaisante. En Asie, en Chine, en Inde et au Japon, cette question reste encore en suspens, car certaines sciences ou certaines professions restent toujours fermées aux femmes. Mais, même dans ces pays, les femmes ont actuellement plus de facilités pour accéder à une formation universitaire et professionnelle plus générale que ce ne fut le cas en Europe et en Amérique pour la période qui nous intéresse ici. Cette évolution est due au développement du capitalisme et à la demande croissante d'un appareil d'Etat de plus en plus complexe, réclamant un nombre de plus en plus important de maîtres, de télégraphistes, de téléphonistes, d'employées de bureau, de bibliothécaires, etc.

Au cours des années 1850, les femmes bourgeoises, à la place de la revendication du droit égal à la formation, en arrivèrent à poser correctement la revendication du «droit au travail». Le mouvement féministe bourgeois peut être fier d'avoir permis aux femmes de conquérir leur indépendance financière par le travail. Ce mouvement n'a cependant pas tenu compte du fait essentiel que le mouvement des femmes n'était lui-même qu'un résultat de l'intégration des femmes dans la production. Nous savons, grâce aux conférences précédentes, que ces revendications furent déjà réalisées dans la pratique par des millions de prolétaires et cela bien avant d'être formulées par les féministes. Et ce processus fut une conséquence des conditions économiques nouvelles et de l'établissement définitif du système capitaliste.

En effet, la majorité des bourgeoises vivaient comme par le passé, heureuses et à l'abri dans leur foyer, aux frais de leur mari et amant, bref, elles ne manquaient de rien. A la même époque, les paysannes pauvres et les prolétaires obligées de gagner leur vie réalisèrent dès les XVIIe et XVIIIe siècles le mot d'ordre des féministes de la fin du XIXe, c'est-à-dire le droit au travail. Les femmes les plus pauvres luttaient pour ce droit, alors que les bourgeoises considéraient comme une honte de devoir travailler. Mais les femmes de la classe ouvrière, en accédant au travail productif, ne suivaient pas les mêmes règles sociales. Le mouvement des femmes prolétaires choisit une autre voie en se déterminant comme partie intégrante du mouvement ouvrier en général.

De nombreux ouvrages ont été écrits dans toutes

(4) Les universités suisses furent également jusqu'en 1908 le principal refuge des étudiantes allemandes qui n'avaient pas la possibilité de poursuivre des études et de soutenir le doctorat dans leur propre pays. Les femmes diplômées d'université les plus âgées ont toutes étudiées dans les universités suisses. Voir à ce sujet Eliza Ischenhäuser: «Die Ausnahmestellung Deutschlands in Sachen des Fraüstudiums», Berlin 1897 («La position d'exclusion de l'Allemagne en matière d'études féminines»).

les langues sur le mouvement féministe bourgeois. Mais l'histoire de la lutte des femmes travailleuses pour la défense de leurs droits comme membres de la classe ouvrière et producteurs d'égal valeur pour l'économie nationale, assurant de surcroît la reproduction de l'espèce, cette histoire n'a pas encore été écrite. Nous ne trouvons disséminés ici ou là dans quelques ouvrages relatant la lutte et l'histoire de la classe ouvrière que quelques faits isolés. Mais ces informations suffisent à nous montrer comment les femmes prolétaires, lentement mais sûrement, réussirent à conquérir un secteur de travail après l'autre et elles nous renseignent également sur la prise de conscience grandissante des femmes, à la fois comme membres d'une classe donnée et comme individus. Ces informations nous permettent d'observer comment les travailleuses s'associèrent à la lutte de l'ensemble de la classe ouvrière et comment elles défendirent des revendications propres à leur situation. Mais le livre traitant à fond de ce thème et décrivant le difficile chemin parcouru par les femmes jusqu'à leur reconnaissance définitive comme membres à part entière du prolétariat n'a toujours pas vu le jour.

Le mouvement des femmes prolétaires est de toute évidence étroitement et indissolublement lié au reste du mouvement ouvrier dont il est une partie constituante et organique. Nous commettrions la même erreur que les féministes si nous nous obstinions à nier la différence entre les femmes et hommes du prolétariat, si nous affirmions tout simplement qu'ayant un seul et même but – le communisme – ils seraient, du fait de leurs intérêts de classe communs, en parfait accord et en parfaite harmonie. Or, il faut absolument mettre l'accent sur les différences anatomiques de la femme et sur sa capacité à enfanter (cette dernière tâche sociale continuera à lui échoir, même lorsque l'égalité des droits sera définitivement acquise). Le fait que la femme n'est pas uniquement citoyenne et force de travail, mais qu'elle met aussi des enfants au monde, la placera toujours dans une situation particulière. C'est ce que les féministes refusèrent de comprendre. Le prolétariat lui ne peut se permettre d'ignorer cette réalité essentielle lorsqu'il s'agit d'élaborer de nouveaux modes de vie.

Nous allons revenir maintenant au rôle de la femme bourgeoise dans les pays capitalistes et poursuivre notre description du développement du mouvement féministe.

Nous venons de souligner que le capitalisme reproduit en son sein de nombreuses contradictions et antagonismes. La situation actuelle de la femme est l'une de ces contradictions. Cela vaut également pour les femmes de la classe bourgeoise, même si celles-ci continuent pour la majorité d'entre elles à jouer les courtisanes légales et à s'abriter «derrière le dos» de leur mari. Il n'en est pas moins vrai qu'elles sont de plus en plus nombreuses à envahir le marché du travail et que la machinerie compliquée de la production capitaliste a de plus en plus besoin d'elles, tant dans l'administration privée que publique. Cette demande grandissante n'est sans doute pas uniquement à mettre au compte du prix de revient plus bas de la main-d'œuvre masculine, mais aussi parce que les femmes sont généralement plus

souples et plus consciencieuses que leurs collègues masculins.

Si la production actuelle dans les grandes entreprises ne peut absolument plus se passer de la force de travail féminine, la société bourgeoise reposant de son côté sur la propriété privée ne peut pas se passer davantage de l'institution de la famille. L'expansion du travail féminin et l'indépendance économique grandissante de la femme contribuent à son émancipation. La famille ne résiste pas à ce processus et se désagrège inexorablement.

La bourgeoisie ou plus précisément le capitalisme attire les femmes hors de leur foyer et les intègre dans la production. Mais la législation bourgeoise refuse en même temps de tenir compte de ce fait nouveau. Le droit bourgeois continue à se baser sur la dépendance de la femme, comme si elle était toujours sous la coupe de son époux «soutien de famille», chargé de défendre au mieux ses intérêts. Cette législation ne permet en aucun cas de considérer la femme comme une personne autonome, elle est et demeure un simple complément et un appendice de son mari. Une situation qui est bien sûr intenable à terme. Des millions de femmes gagnent leur propre subsistance tout en n'ayant aucune possibilité de défendre leurs intérêts face à l'Etat, puisqu'on refuse tout bonnement de leur accorder la plupart des droits réservés aux citoyens masculins.

La lutte pour le droit de vote et de l'éligibilité fut la revendication principale des féministes dans les années 1860 (5).

Les Américaines furent les pionnières de ce mouvement. Elles participèrent activement à la guerre d'Indépendance des Etats-Unis (6) et luttèrent pour l'abolition de l'esclavage. Cette guerre fut une bataille décisive entre les Etats féodaux du Sud et les Etats capitalistes du Nord. Les nordistes remportèrent la victoire, et les Etats-Unis d'Amérique devinrent un pays où s'épanouirent le capitalisme et l'esclavage salarié. L'esclavage des Noirs fut aboli par un décret. Comme toujours dans ces sortes de conflits sociaux, les femmes participèrent de façon particulièrement active à la guerre civile. La nouvelle Constitution (7) élargit les droits du gouvernement central, et les femmes luttèrent naturellement pour obtenir la satisfaction de leurs revendications. «Si le Noir est reconnu comme un être humain

(5) La lutte pour le droit de vote et de l'éligibilité est étroitement liée à la lutte pour l'égalité des droits dans tous les autres domaines de la législation bourgeoise. Lors des conférences féministes de cette époque, les thèmes suivants furent à l'ordre du jour : la protection maternelle, l'amélioration de la situation légale et économique des mères célibataires et de leurs enfants, l'introduction de la séparation de biens dans le mariage, une nouvelle réglementation sur les divorces et les héritages, le droit pour les femmes de siéger au Parlement et le droit à l'éligibilité.

(6) D'avril 1861 à avril 1865.

(7) Voir page suivante

libre et indépendant, pourquoi la femme, qui a contribué à l'abolition de l'esclavage, serait-elle la seule à ne pas jouir de toute autonomie devant la loi ?» Cependant, le Parlement bourgeois des Etats-Unis, le Congrès célèbre pour son «amour de la liberté et de la démocratie», se garda bien d'accorder à la femme l'égalité des droits. Voici donc à quoi ressemblait la situation peu après la fin de la guerre d'Indépendance et elle n'a guère changé de nos jours. Les femmes n'ont toujours pas réussi à obtenir le droit de suffrage au niveau du gouvernement central. Elles ne détiennent celui-ci qu'au niveau des Etats fédérés.

A la suite des Etats-Unis, naquit en Angleterre un formidable mouvement féministe luttant pour le droit de vote. Les féministes, qui travaillaient maintenant dans toutes sortes de professions libérales, déplacèrent le point de gravité de leur lutte et le reportèrent essentiellement sur le droit de l'éligibilité. C'est sur ce thème que furent fondées toute une série d'organisations féminines. Les féministes de plusieurs pays organisèrent des actions communes et, à partir du siècle dernier, des congrès internationaux de femmes (8). Elles bombardèrent les parlements bourgeois de pétitions et inondèrent le marché littéraire d'ouvrages, de brochures et de proclamations traitant du droit de vote universel des femmes. Lorsque cette «tactique pacifique» se révéla inefficace, les féministes adoptèrent les méthodes des suffragettes. Les militantes féministes bourgeoises furent très connues dans les premières années de ce siècle et jusqu'à l'éclatement de la Première Guerre mondiale (9). Il faut cependant mettre l'accent sur le fait que jusque-là, dans les différents pays, ces mêmes féministes ayant affirmé qu'elles représentaient la majorité des femmes dans leur combat pour les droits politiques, lorsqu'elles eurent réellement la possibilité de s'opposer à l'introduction du système électoral des trois classes, acceptèrent celui-ci et permirent que les femmes prolétaires soient spoliées de leur droit de suffrage (10).

Pendant la Guerre Mondiale, les activités des féministes déclinèrent. Dans certains pays, sous la pression des tempêtes révolutionnaires secouant l'Europe après la guerre et en particulier à cause de la Grande Révolution ouvrière russe, la bourgeoisie fut contrainte de céder dans certains domaines. C'est pourquoi, en Angleterre, en Suède et en Allemagne, la bourgeoisie accorda aux femmes leur droit de vote si ardemment désiré, ainsi que la possibilité de participer aux affaires de l'Etat. On révisa le code du mariage et le droit relatif à l'héritage, et cela de façon à assurer les intérêts de la femme bourgeoise à l'intérieur de la famille. On alla jusque-là, mais pas plus loin. Pour ces réformes, un grand nombre de revendications, que les féministes avaient considérées comme devant résoudre la «question des femmes», furent ainsi satisfaites. Cela nous montre clairement que le problème ne peut pas être réglé par une simple application formelle de l'égalité de droits, mais que toute l'affaire est bien plus étendue et plus complexe.

Dans plusieurs pays bourgeois capitalistes, la femme jouit maintenant des mêmes droits politiques que

l'homme. Le droit au travail a, lui aussi, été largement conquis. Dans toutes les nations, les femmes bénéficient de surcroît de la possibilité de poursuivre des études supérieures. Les relations entre l'homme et la femme, parents et enfants, témoignent de l'importance des droits acquis par la femme. Néanmoins, la «question féminine», la situation de la femme, n'est toujours pas réglée. La reconnaissance formelle de ces droits dans le capitalisme et la dictature bourgeoise ne la dispense nullement de vivre, en réalité, une vie de servante pour sa propre famille, ne lui assure pas davantage de protection contre les préjugés ni les mœurs de la société bourgeoise, ne la libère pas de la dépendance de son mari ni finalement – ce qui est déterminant – de l'exploitation capitaliste.

Le mouvement féministe bourgeois a abouti dans une impasse. Les organisations révolutionnaires du prolétariat sont les seules à indiquer la voie que peuvent emprunter les femmes travailleuses. Mais, au départ, les ouvrières, pas plus que les ouvriers, ne comprirent que l'objectif final du mouvement ouvrier allait amener avec lui la résolution de la «question féminine». Ce n'est que peu à peu et grâce à des expériences difficilement acquises que la classe ouvrière prit conscience qu'il n'existait pas au sein du prolétariat de contradictions antagonistes ni de conflits d'intérêts. Déjà, grâce à la mécanisation du travail, les activités qui étaient restées différentes s'uniformisèrent, de sorte que les ouvriers et les ouvrières ont aujourd'hui des intérêts et des buts semblables. Le prolétariat est une unité. Il est une classe qui n'a pas de place pour une guerre entre les sexes, et la libération des femmes fait partie de ses

(7) En décembre 1865, le Congrès vota le treizième article rajouté à la Constitution et par lequel il abolissait l'esclavage dans tous les Etats fédérés. Au cours de l'année 1866, le Congrès émit la loi sur les droits civiques, les Civil rights bill.

(8) Comme le Congrès international pour le travail et la promotion de la femme, à Berlin le 19 septembre 1896, et le Congrès international des femmes, à Berlin en 1904.

(9) Le premier groupe de suffragettes naquit en Angleterre en 1867. Leur principale revendication fut l'obtention immédiate et sans restriction du droit de vote pour toutes les femmes. En 1872, on forma à Londres un comité central coordonnant toutes les actions en Angleterre et, en 1897, la totalité des groupes militants se regroupèrent dans la *National Union of Woman's Suffrages Societies*.

(10) Le SPD organisa à la fin de l'année 1907, début 1908, des manifestations à Berlin et dans d'autres villes de l'Empire allemand contre le système électoral des trois classes. A la mi-janvier 1910, plusieurs centaines de milliers de manifestants réclamaient dans toutes les parties de l'Empire le droit de vote universel direct et secret pour toutes les personnes à partir de 20 ans. En Prusse, par exemple, le droit de vote des trois classes ne fut supprimé qu'en octobre 1918.

objectifs à long terme.

Le mouvement féministe bourgeois se développa à partir du mot d'ordre: «Egalité des droits». Le premier mot d'ordre des ouvrières fut: «Droit au travail». Dans les années 1850, les ouvrières luttèrent pour les revendications suivantes :

- 1) Accès aux syndicats dans les mêmes conditions que les collègues masculins.
- 2) A travail égal, salaire égal.
- 3) Protection du travail féminin (cette revendication apparut à la fin du XIXe siècle).
- 4) Protection générale de la maternité.

Aucune de ces revendications n'est en contradiction avec les intérêts de classe du prolétariat; bien au contraire, elles sont typiquement prolétariennes. La lutte pour le droit au travail caractérisait déjà les actions contre les organisations corporatrices du XVIIIe siècle, elle ne fut cependant pas menée exclusivement par des ouvrières, mais par la totalité des ouvriers non qualifiés, hommes et femmes. Il est aussi tout à fait correct de considérer l'affiliation des femmes dans les syndicats comme un devoir de la classe ouvrière. La revendication de salaire égal pour un travail égal a toujours été à la base des luttes salariales de la classe ouvrière et détermina la politique des salaires. Vous devez pourtant tenir compte du fait qu'une classe, peu après sa naissance, ne reconnaît que rarement où se situe son véritable intérêt. L'expérience insuffisante et les fausses perspectives mènent naturellement à commettre de graves erreurs. Mais, grâce à sa propre expérience de lutte, on acquiert une conscience solide et sûre et une maturité de jugement sur le plan politique et social. Avec le développement du travail féminin, le prolétariat rencontra lui aussi ces difficultés avant de prendre position en faveur de ces problèmes. L'histoire du prolétariat fourmille d'anecdotes nous montrant que les ouvrières, à chaque fois qu'elles réussirent à pénétrer dans un nouveau secteur de production, rencontrèrent de grandes difficultés à obtenir de leurs frères de classe un comportement de camarades. Les difficultés des ouvrières étaient bien plus grandes que celles des femmes bourgeoises lorsqu'elles luttèrent pour leur accès aux études universitaires. Dans d'innombrables branches industrielles (par exemple dans l'industrie mécanique, la typographie, etc., employant une main d'œuvre qualifiée), l'arrivée des ouvrières dans la production fut activement combattue par leurs collègues masculins. De nombreux syndicats stipulaient dans leurs statuts « l'exclusion de la main d'œuvre féminine non qualifiée, responsable de la dégradation des revenus des ouvriers ». Des syndicats puissants forcèrent les entrepreneurs à renoncer à employer des femmes. Certains groupes de travailleurs furent encore plus extrémistes et interdirent totalement aux femmes d'adhérer à leurs syndicats. Nous devons cependant nous rendre compte que cette situation tragique, menaçante naturellement pour l'unité de la classe ouvrière, avait des causes compréhensibles. L'insuffisance de la formation professionnelle empêchait les ouvrières d'accéder à certaines branches tout comme les femmes bourgeoises d'exercer des professions libérales.

Et les femmes continuent toujours à offrir leur force de travail non qualifiée et donc moins chère. Le problème se posa avec une acuité particulière dans le secteur mécanique. Mais dès qu'on réclamait un savoir professionnel, les femmes n'avaient plus aucune chance. C'est pourquoi le problème de la qualification professionnelle demeure dans le monde entier un terrible handicap pour les femmes, étant donné que, sur ce plan, les choses n'ont guère changé depuis.

Les ouvriers, qui craignaient la concurrence du travail bon marché des femmes, allèrent jusqu'à réclamer des lois limitant le travail des femmes. Lorsque dans les années 1840 apparut un mouvement spontané luttant pour la protection du travail, la revendication des ouvriers portait surtout sur l'indispensable réglementation du travail des femmes et des enfants. La plupart d'entre eux soutinrent naturellement ces revendications, mais pour des raisons qui étaient tout, sauf généreuses. Ils espéraient de cette façon pouvoir limiter la concurrence du travail sous-payé des femmes et des enfants. Les ouvrières, elles, ne cherchèrent jamais à exclure les femmes mariées de la production.

Mais la dynamique des forces productives fut plus forte que la volonté et les souhaits d'individus isolés ou même d'organisations entières. Il n'était plus possible de se passer du travail féminin. Par la suite, les ouvriers reconnurent qu'il ne leur restait pas d'autre solution que de transformer ce concurrent indésirable sur le marché du travail en un allié fidèle dans leur lutte contre le capital. Au lieu d'interdire l'accès des femmes aux syndicats et de les exclure de la production comme c'était le cas jusque-là, ils s'efforcèrent dorénavant de les inclure dans leurs organisations et d'obtenir leur adhésion. Actuellement, les syndicats en Europe, aux Etats-Unis, en Australie et, partiellement, aussi en Asie regroupent des millions d'adhérentes. Les syndicats chinois et indiens restent les seuls à faire preuve de mauvaise volonté à l'égard des femmes. Mais au Japon, les ouvrières sont déjà organisées avec les hommes.

Tant que les syndicats interdirent leur accès aux femmes, celles-ci furent naturellement obligés de créer leurs propres organisations. Les syndicats de femmes réunirent de nombreuses adhérentes, surtout en Angleterre, mais ils existaient aussi en France, en Allemagne et en Amérique. Toutefois depuis que le mouvement ouvrier a acquis une conscience de classe révolutionnaire, les barrières entre ouvriers et ouvrières se sont écartées, et les syndicats de femmes se fondirent au reste du mouvement ouvrier en un flot puissant et uni.

Le prolétariat commença à reconnaître que la femme avait des droits égaux comme esclave salariée et membre de la totalité de la classe ouvrière. De plus, du fait de sa fonction maternelle, le prolétariat est forcé de défendre les droits de la femme, et cela dans l'intérêt des futures générations. C'est pourquoi il tente actuellement d'obtenir une législation assurant la protection des travailleuses.

Depuis que la classe ouvrière s'est regroupée dans un parti et a commencé à mener une authentique politique de lutte de classes, le besoin des ouvrières d'élabo-

rer leur propre programme de revendications a disparu. «A travail égal, salaire égal» a trouvé une résonance générale. Même les partis socialistes modérés ont intégré dans leur programme la lutte pour la protection du travail des femmes et des enfants. On est cependant forcé de reconnaître que la conquête définitive de l'égalité des droits de la femme et de sa libération n'est pas possible sous le capitalisme. Le problème de la femme ne peut trouver une solution pratique que dans le système de production où la femme est pleinement reconnue comme force de travail utile et nécessaire, ne travaillant pas seulement pour améliorer le bien-être de sa propre famille, mais pour celui de l'ensemble de la société.

La libération définitive et totale de la femme n'est possible que dans le communisme. C'est aussi pourquoi la partie la plus consciente du prolétariat féminin international a rejoint les rangs du parti communiste. Il nous reste maintenant à aborder un fait extrêmement important que nous ne pouvons absolument pas laisser de côté. Alors que la majorité du prolétariat ne reconnut que tardivement la lutte pour la libération de la femme comme faisant partie intégrante de la lutte des classes, l'avant-garde de la classe ouvrière – les socialistes – avaient compris cela dès le départ. Les socialistes utopistes du début du XIXe siècle – Saint-Simon, Fourier et autres adeptes – discutaient déjà de la «question féminine». Les utopistes ne purent naturellement pas découvrir les véritables raisons de l'oppression de la femme, c'est-à-dire ils étaient incapables de reconnaître que l'esclavage de la femme naquit justement parce qu'elle avait cessé de produire un travail utile et productif pour l'ensemble de la collectivité. C'est pourquoi ils n'envisageaient pas la solution au problème de la femme par son travail obligatoire pour la société. leurs yeux, elle demeurait l'épouse ou la compagne, c'est-à-dire d'une manière ou d'une autre l'«amie» de l'homme, et non pas une force de travail productive autonome.

Si le grand mérite des utopistes a été d'introduire le débat sur l'égalité de la femme de façon vigoureusement polémique, il ne fut pas le seul, car ils ne se contentèrent pas d'analyser le rôle de la femme dans le travail et devant la loi, mais ils posèrent également le problème de sa situation dans le mariage. Claude Henri de Rouvroy, comte de Saint-Simon, attaqua vigoureusement la «double morale» qui sévissait au sein de l'hypocrite société bourgeoise. Les positions des utopistes sur l'égalité entre les sexes, l'amour, le mariage et la «liberté des sentiments» furent reprises par tout une série de femmes tout au long du XIXe siècle. Ces femmes refusèrent de façon conséquente de participer au mouvement féministe bourgeois parce qu'elles estimaient que la «question féminine» était une affaire bien plus vaste et complexe et qu'elle ne se réglerait pas simplement par l'accès des femmes aux universités et aux urnes. Parmi les représentantes les plus fascinantes et combattives pour le droit de la femme à la «liberté des sentiments», il faut citer George Sand, écrivain révolutionnaire français ayant participé activement aux soulèvements de 1848, ainsi que la première journaliste

américaine, Margareth Fuller. Elles furent d'ailleurs contemporaines. C'est surtout par son rayonnement personnel que Margareth Fuller a influencé de façon décisive ces aspects de la question des femmes et non pas tant par la profondeur et la maturité de ses écrits.

Robert Owen – utopiste sans doute, mais en tout cas très pratique – reconnu, en tant que fondateur du mouvement communautaire en Angleterre, l'importance de la collaboration des femmes. Dans sa première communauté, il y eut de nombreux adeptes féminins. Si vous vous intéressez à ce sujet, je vous conseille de lire soit Dobrolioubov ou encore l'ouvrage de Sidney et de Beatrice Webb sur les syndicats, où il est question de Robert Owen.

Le «Manifeste du Parti Communiste» (11) de Karl Marx et Friedrich Engels analyse scientifiquement la question des femmes sous l'aspect de la famille et du mariage. L'ouvrage de Friedrich Engels, «l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat», approfondit et développe les arguments du «Manifeste», tandis que Karl Marx, dans «le Capital», traite une autre question, à savoir que l'extension du travail des femmes et l'exploitation de ce dernier par le capital sont un produit du processus de concentration dans le système capitaliste.

Dans ce contexte, la «question féminine» cessa d'être un aspect purement pratique de la lutte des classes, elle eut désormais son support théorique dans la lutte de libération prolétarienne.

La Ire Internationale (12) mit à l'ordre du jour les questions se rapportant au travail des femmes lorsqu'elle élabora ses revendications pratiques. Karl Marx jugea sévèrement la proposition de l'aile droite et petite-bourgeoise de l'Internationale qui réclamait la limitation du travail des femmes pour ménager la famille. Naturellement, la véritable intention se dissimulant derrière cette proposition, ce fut de limiter la concurrence sur le marché du travail. Mais la Ire Internationale reconnut que le travail des femmes était inévitable et défendit la situation des femmes en tant que mères en exigeant une réforme des lois pour la protection de leur force de travail et de leur santé. Comme la Ire Internationale reconnut la nécessité sociale du travail des femmes, mettant l'accent à la fois sur l'importance de la libération de la femme et sur sa fonction de mère, elle adopta, dès le départ, une position conséquente et juste sur la question des femmes. Nous pouvons constater par là combien la classe ouvrière se séparait profondément des féministes et combien leurs positions sur la question des femmes étaient divergentes. Les féministes s'engagèrent exclusivement pour l'idée égalitaire. La classe ouvrière, en revanche, fut convaincue que la libération de la femme comportait en fait deux aspects et que ce n'était pas de quelques droits abstraits qui en viendraient à améliorer la situation de la femme, bien au contraire. On peut ajouter en passant que ces droits

(11) Première édition février 1848.

(12) En septembre 1864 à Londres.

modifieraient totalement la vie de la population active. Droits égaux et protection légale de la mère furent les deux revendications essentielles et l'objectif à long terme que s'étaient fixés les communistes, l'avant-garde du prolétariat dans la «question féminine».

Dans les années 1870, fut publié le livre d'Auguste Bebel, **«la Femme et le Socialisme»**, traduit depuis dans toutes les langues, y compris en chinois et en japonais. Rien qu'en Allemagne, il y eut plus de cinquante éditions. Ce succès est suffisamment éloquent. On peut même aller jusqu'à affirmer que ce livre est devenu pour la travailleuse un véritable évangile. Tout ce qui jusque-là n'avait été qu'effleuré par les travaux de Marx et d'Engels et qui a toujours été la politique de la Ire Internationale en ce qui concerne la «question des femmes», Bebel le formula de manière non seulement précise, populaire et compréhensible, mais il développa aussi ces thèses en s'appuyant sur un matériel historique impressionnant. Bebel démontra définitivement que la tâche historique de la classe ouvrière est indissolublement liée à celle de la libération de la femme. Il indiqua aussi le chemin qui mène à cette libération: c'est la victoire de la classe ouvrière et la réalisation du système communiste. Bebel aborda tous les aspects de la «question des femmes» et n'hésita pas à mettre son nez dans la famille bourgeoise et l'hypocrisie de sa morale sexuelle. Il présenta la prostitution comme un phénomène social et prouva que ce problème était également en rapport direct avec la division de la société en classes, et avec l'exploitation de la force de travail par le capital. Cependant, son apport le plus important fut d'avoir formulé avec précision la double tâche de la classe ouvrière dans le processus conduisant à la libération de la femme, double tâche se résumant à ces mots: unité de lutte. Unité pour les luttes à court terme comme à long terme, et où il désigne sans ambiguïté les tâches particulières qui incombent à la classe ouvrière vis-à-vis des mères. Ce mouvement des femmes prolétaires est subordonné à la lutte unie du mouvement ouvrier. Ses revendications particulières renforcent et développent le mouvement ouvrier lui-même.

L'ouvrage de Bebel eut une grande influence et fut particulièrement utile pour les femmes de la Iie Internationale qui hésitaient sur le chemin à suivre pour le mouvement des femmes prolétaires.

A partir des dix dernières années du siècle passé, le nombre des adhérentes du mouvement des femmes prolétaires augmenta considérablement. Les travailleuses unirent étroitement leurs luttes à celles de la classe ouvrière, entrèrent dans les syndicats et les partis socialistes et participèrent activement aux grèves, aux mouvements de masse, manifestations et congrès mondiaux.

A l'époque de la Première Guerre mondiale, le prolétariat pouvait compter sur un million de travailleuses organisées. Dans les partis socialistes, les femmes appartenaient souvent à la tendance de gauche.

En même temps que se répandaient et s'implantaient les idées socialistes, de nombreuses femmes politiquement actives s'engagèrent au sein du mouvement

ouvrier. Quelques-unes d'entre elles devinrent par leur pratique ainsi que par leurs travaux théoriques des modèles pour le mouvement socialiste.

Vous connaissez certainement des noms comme Louise Michel – organisatrice et agitatrice enthousiaste et désintéressée de la lutte des classes lors de la Commune de Paris – ou encore Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, Henriette Roland, Holst et Angelika Balabanov. Leur engagement dans la lutte pour le communisme est depuis largement connu, et leurs noms, surtout à cause de leurs remarquables actions en relation avec la fondation de la IIIe Internationale, sont passés à l'histoire.

L'histoire russe récente est riche en femmes ayant rompu sans hésiter avec les traditions et les valeurs bourgeoises et qui furent, à partir des années 1870, des activistes hardies de la lutte révolutionnaire. L'histoire des partis révolutionnaires de Russie et dont les débuts coïncident avec la formulation du prolétariat russe témoigne de l'existence de nombreuses femmes, de leur force intérieure, de leur désintéressement et de leur détermination révolutionnaire. Bardina, par exemple, la première femme socialiste de Russie, «alla au peuple» avec la ferme intention de semer parmi les masses incultes et totalement dépossédées de leurs droits la bonne parole de l'avènement de la justice sociale, c'est-à-dire du socialisme. Elle fut suivie par les intrépides sœurs Subbotina, par la résolue Lesjern et par l'altruiste Liubotovitch. Ni la prison, ni l'exil, ni même la mort ne réussirent à ébranler la ferme conviction de ces pionnières du socialisme luttant pour la libération du peuple des travailleurs.

Dans les années 1880, nous rencontrons de dignes successeurs parmi les audacieuses terroristes dont Sofia Peroskaïa, femme d'une grande ténacité. Sa personnalité fut une synthèse heureuse entre une intelligence masculine et un «moi» extrêmement féminin; elle mit toute sa chaleur et toute son ardeur au service de la Révolution. A ses côtés apparaît l'ouvrière Gessie Helfman, qui mourut sous la torture tsariste. Vera Figner, Wolkenstein et Vera Sasulitch sont d'autres héroïnes et martyre de la Révolution et elles ne furent pas les seules. (Le groupe Libération du travail, à qui nous devons la propagation du marxisme dans la Russie tsariste, ne comptait pas seulement des hommes comme Paul Axelrod et Georges Plekhanov parmi ses fondateurs, mais aussi une femme, Vera Zassoulitch. Ses travaux scientifiques ont conservé jusqu'à nos jours leur valeur pour la théorie marxiste.)

Avec la naissance de la IIIe Internationale, le mouvement des femmes prolétaires devint définitivement un aspect de la lutte révolutionnaire organisée de la classe ouvrière. On a pu le constater de façon explicite lors du Ier Congrès de la IIIe Internationale en 1919. A mesure que se renforcera le mouvement ouvrier révolutionnaire et qu'il poursuivra des objectifs de plus en plus élevés, le mouvement des femmes s'épanouira en son sein, et il devrait être tout aussi capable, à la période de la dictature prolétarienne, de trancher le nœud gordien de la «question féminine» et réussir là où la société bourgeoise a si lamentablement échoué. A mesure que nous nous rapprochons de la victoire de la

classe ouvrière et du triomphe du système communiste, l'avenir de la femme s'éclaircit. La proximité de cet avenir et de sa libération définitive ne dépend plus que de la femme elle-même, du degré de sa conscience politique et de son activité révolutionnaire.

Mais avant de terminer notre conférence d'aujourd'hui, sans doute plus longue que prévu, nous allons nous demander une dernière fois s'il est possible que la femme puisse retourner une nouvelle fois à ses fourneaux et réintégrer l'étroit cercle familial. En dehors du fait que les travaux domestiques traditionnels disparaissent et deviennent totalement superflus, il y a une autre raison importante pour qu'une semblable évolution soit devenue tout à fait impossible : l'évolution constante des forces productives. Car, avec elle, augmente sans cesse la demande de nouvelles forces de travail. L'évolution de la technique et chaque nouvelle invention entraînent inévitablement une augmentation de la demande de forces de travail, et cela dans tous les domaines de son application.

Les tendances du développement économique sont telles qu'on ne saurait, à première vue, compter avec une force de travail excédentaire. L'humanité est encore très éloignée du règne du superflu. Elle demeure toujours à un niveau relativement bas de son développement, et les innovations dans le domaine de la culture ne sont toujours accessibles qu'à une infime minorité.

Tant que le besoin en force de travail humaine augmentera, la demande de main-d'œuvre féminine ne fera qu'augmenter. Le travail des femmes est aujourd'hui déjà une nécessité dans l'économie nationale. Il vous

sera facile d'imaginer la catastrophe économique qui découlerait du fait de retirer – artificiellement – soixante-dix millions de femmes européennes et américaines de la production. Cela entraînerait naturellement le chaos le plus total dans le monde entier et la ruine et la disparition de secteurs entiers de la production.

Au XXe siècle, le travail des femmes en est arrivé à représenter une partie importante de la production, et il n'y a aucun argument convaincant susceptible d'expliquer pourquoi il faudrait tabler sur la disparition des facteurs qui ont déclenché la croissance du travail féminin. Avec le passage à la dictature du prolétariat et à la production communiste, le travail des femmes s'est définitivement imposé dans l'économie nationale. L'exemple de la Russie nous le démontre avec toute la clarté souhaitée: «celui qui ne veut pas travailler ne doit pas non plus manger» dit le principal mot d'ordre communiste. Dans la république ouvrière, le travail devient donc un devoir civique. Dans les conditions actuelles, le retour de la femme dans l'étroit cercle familial et sa régression à un statut antérieur et sans droits est devenu totalement impossible.

La situation de la femme, sa signification et ses droits sociaux sont donc déterminés par son rôle économique. C'est là le fil rouge qui court à travers toutes nos conférences. Nous pouvons donc conclure avec certitude que les jours de son absence de droits, de sa dépendance et de son oppression sont désormais comptés. Le communisme, qui libère la production sous la condition du travail généralisé, libérera définitivement les femmes. ●

L'apport de la femme prolétaire est indispensable à la victoire du socialisme

(Clara Zetkin, 16 octobre 1896)

Au congrès de Gotha du parti social-démocrate allemand le 16 octobre 1896, Clara Zetkin prononça un discours dont nous publions ci-dessous quelques extraits, bien que nous ne reprenions pas à notre compte ses appréciations excessivement flatteuses du mouvement féministe petit-bourgeois, ni le ton moralisateur, où l'on sent l'influence de l'atmosphère fin de siècle. Quant aux péchés de vieillesse de Clara Zetkin, lorsqu'elle représenta la droite du KPD, puis finit dans le stalinisme, ils ne nous intéressent pas ici...

Après avoir montré que les revendications «féministes» des femmes de la grande bourgeoisie sont d'ordre exclusivement patrimonial, elle poursuit ainsi :

Quelles sont les caractéristiques de la question féminine dans les couches de la petite et de la moyenne bourgeoisie et parmi les intellectuels bourgeois? Ici la famille n'est pas désagrégée par la propriété de la production, mais essentiellement par les phénomènes concomitants de la production capitaliste; dans la mesure où celle-ci progresse dans sa marche triomphale, la moyenne et la petite-bourgeoisie vont progressivement

au devant de la destruction. Pour les intellectuels bourgeois il y a aussi autre chose qui contribue à aggraver leurs conditions de vie: le capital a besoin de forces de travail intelligentes et ayant reçu une formation scientifique et, en ce sens, il a favorisé une surproduction de prolétaires du travail intellectuel et provoqué ainsi un changement négatif dans la position sociale des membres des professions libérales, autrefois très flatteuse et

rentable. Cependant le nombre des mariages diminue d'autant car si d'une part les conditions matérielles se sont aggravées, d'autre part les exigences vitales de l'individu ont grandi, si bien que l'homme qui appartient à ces couches réfléchit un bon moment avant de se décider à se marier. La limite d'âge pour créer une famille est repoussée de plus en plus et l'homme se sent de moins en moins enclin à se marier, d'autant plus qu'aujourd'hui l'organisation de la société permet au célibataire de mener une vie commode sans être obligé d'avoir une femme légitime: l'exploitation capitaliste de la force de travail prolétarienne, avec ses salaires de misère, fait que la demande de prostituées de la part des hommes est largement couverte par une offre considérable. Ainsi, le nombre des femmes non mariées dans les couches de la moyenne bourgeoisie augmente continuellement. Les femmes et les adolescentes de cette classe sont rejetées dans la société pour qu'elles puissent y fonder une existence qui ne leur procure pas seulement du pain, mais également une satisfaction morale. Dans ces couches la femme n'est pas l'égale de l'homme en qualité de propriétaire de biens privés; elle n'est pas non plus l'égale de l'homme en qualité de prolétaire comme cela se passe dans les couches prolétariennes. La femme de ces classes moyennes doit avant tout conquérir l'égalité économique avec l'homme et elle ne peut le faire qu'avec deux revendications: celle de l'égalité des droits dans la formation professionnelle et celle de l'égalité des droits pour les deux sexes dans la vie professionnelle. D'un point de vue économique, cela revient à la réalisation de la liberté de choix dans le métier, et de la concurrence entre l'homme et la femme. La réalisation de cette revendication déchaîne une opposition d'intérêts entre les hommes et les femmes de la moyenne bourgeoisie et de *l'intelligentsia*. La concurrence des femmes dans les professions libérales est à l'origine de la résistance des hommes contre les revendications des féministes bourgeoises. Il s'agit simplement de la crainte de la concurrence. Toutes les autres raisons invoquées contre le travail intellectuel des femmes (intelligence moins efficace, fonction naturelle de mère, etc.) ne sont que des prétextes. Cette lutte concurrentielle pousse la femme qui appartient à ces couches à réclamer des droits politiques afin d'abattre toute barrière entravant son activité économique. [...]

En ce qui concerne la femme prolétaire, la question féminine naît du besoin d'exploitation du capital qui le pousse à chercher continuellement des forces de travail à meilleur marché. [...] Ainsi la femme prolétarienne est-elle insérée elle aussi dans le mécanisme de la vie économique actuelle; elle est poussée vers l'usine et forcée de travailler aux machines. Elle était entrée dans la vie économique pour apporter une aide à son mari: le mode de production capitaliste l'a transformée en une concurrente déloyale. Elle voulait accroître le bien-être de sa famille et n'a fait qu'aggraver sa situation. La femme prolétarienne voulait travailler pour que ses enfants aient une vie meilleure, et elle est devenue presque toujours arrachée à leurs bras. Elle est devenue une force de travail tout à fait égale à l'homme: la machine a rendu

superflue la force musculaire, et partout le travail des femmes a pu fournir les mêmes résultats de production que le travail masculin. De plus et surtout comme elle est une force de travail docile qui n'ose que très rarement opposer une résistance à l'exploitation capitaliste, les capitalistes ont multiplié les possibilités d'employer le travail industriel des femmes sur la plus large échelle. En conséquence, la femme du prolétaire a pu ainsi conquérir son indépendance économique, mais elle n'en a tiré aucun avantage. Si, à époque de la famille patriarcale, l'homme avait le droit d'employer modérément le fouet pour punir la femme, le capitalisme la punit maintenant avec le fléau. A cette époque la domination de l'homme sur la femme était atténuée par les relations personnelles, alors qu'entre l'ouvrière et l'employeur il n'y a qu'un rapport marchand. La prolétaire a obtenu son indépendance économique mais, pas plus en tant que femme qu'en tant qu'épouse, elle n'a la possibilité de développer son individualité. [...]

C'est pourquoi la lutte d'émancipation de la femme prolétaire ne peut pas être une lutte semblable à celle que mène la femme bourgeoise contre l'homme de sa classe. Bien au contraire, *sa lutte est une lutte avec l'homme de sa classe contre la classe des capitalistes*. Elle, la femme prolétaire, n'a plus besoin de lutter contre les hommes de sa classe pour abattre les barrières dressées par la libre concurrence. Les besoins d'exploitation du capital et le développement du mode moderne de production se sont entièrement substitués à elle dans cette lutte. Ce qu'il faut, au contraire, c'est élever de nouvelles barrières contre l'exploitation de la femme prolétaire. Il faut lui rendre et lui garantir ses droits d'épouse et de mère. *Le but final de sa lutte n'est pas la libre concurrence avec l'homme, mais la conquête du pouvoir politique par le prolétariat*. La femme prolétaire combat côte à côte avec l'homme de sa classe contre la société capitaliste. Cela ne veut pas dire qu'elle ne doit pas appuyer aussi les revendications du mouvement féminin bourgeois. Mais la réalisation de ces revendications ne représente pour elle qu'un instrument, un moyen pour atteindre la fin, pour entrer dans la lutte sur un pied d'égalité aux côtés du prolétaire.

La société bourgeoise ne s'oppose pas radicalement aux revendications du mouvement féminin; bourgeois, comme le prouvent les réformes en faveur des femmes introduites dans le droit public et privé par différents Etats. En Allemagne ces réformes progressent très lentement: cela est dû d'une part à la lutte pour la concurrence économique dans les professions libérales, lutte que les hommes craignent, et d'autre part au développement très lent et réduit de la démocratie bourgeoise en Allemagne qui, par crainte du prolétariat, ne remplit pas la tâche que lui assigne l'histoire. Elle craint que la réalisation de ces réformes ne profite qu'à la social-démocratie. Une démocratie bourgeoise n'est disposée à faire des réformes que dans la mesure où elle ne se laisse pas hypnotiser par cette crainte. [...] En réalité la démocratie bourgeoise montre ainsi qu'elle a la vue courte. Même si les femmes obtiennent l'égalité politique, cela ne change rien, concrètement, dans les rap-

ports de force. La femme prolétaire se met du côté du prolétariat et la femme bourgeoise du côté de la bourgeoisie. Nous ne devons pas nous laisser tromper par des tendances socialistes au sein du mouvement féminin bourgeois: celles-ci ne se manifestent que tant que les femmes bourgeoises se sentent opprimées.

Moins la démocratie bourgeoise comprend sa mission, et plus c'est à la social-démocratie qu'il incombe de soutenir la cause de l'égalité politique de la femme. Nous ne voulons pas nous faire plus beaux que nous ne sommes, et ce n'est pas pour la beauté d'un principe que nous avançons cette revendication, mais dans l'intérêt de classe du prolétariat. Plus l'influence néfaste du travail féminin sur la vie des hommes est grande, plus il devient nécessaire et urgent d'insérer les femmes dans la lutte économique. Plus l'incidence de la lutte politique sur l'existence de l'individu est profonde, plus il est nécessaire et urgent que la femme participe à la lutte politique. Les lois contre les socialistes ont montré pour la première fois à des milliers de femmes le sens des expressions: droit de classe, Etat de classe et domination de classe. Elles ont appris pour la première fois à des milliers de femmes à prendre conscience du pouvoir qui intervient si brutalement dans la vie familiale. Les lois contre les socialistes ont fait un travail que des centaines d'agitatrices n'auraient pas été en mesure de faire et nous sommes sincèrement

reconnaissants à celui qui est à l'origine des lois contre les socialistes, ainsi qu'à tous les organes d'Etat qui ont participé à leur application, du ministre au policier, pour leur activité involontaire de propagande... [...]

Quelles sont donc les conclusions pratiques pour porter notre agitation parmi les femmes? [...]

Le principe fondamental doit être le suivant: *pas d'agitation spécifiquement féministe, mais une agitation socialiste parmi les femmes*. Nous ne devons pas mettre au premier plan les intérêts les plus mesquins du monde des femmes: notre tâche est de conquérir la femme prolétaire à la lutte de classe. [...]

L'agitation parmi les femmes est une entreprise difficile, qui demande beaucoup de sacrifices. Mais ces sacrifices auront leur récompense et ils doivent être acceptés. En effet, si le prolétariat ne peut conquérir son émancipation totale que par une lutte qui ne fasse aucune discrimination de nationalité ou de profession, il ne pourra atteindre son objectif que s'il n'accepte aucune discrimination de sexe.

L'inclusion des grandes masses de femmes prolétaires dans la lutte de libération du prolétariat est une des conditions pour la victoire des idéaux socialistes, pour l'édification de la société socialiste. [...] ●

(Extrait paru dans *le prolétaire* ; N° 193 ; 22 mars au 4 avril 1975)

Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste

(*le prolétaire* ; N° 192 ; 8 au 21 Mars 1975)

Au congrès de l'Internationale socialiste qui se tint à Copenhague en août septembre 1910, le 8 mars fut choisi, sur une proposition de Rosa Luxemburg et de Clara Zetkin, comme journée internationale des femmes prolétaires: il s'agissait donc d'une «fête» analogue au 1er mai. Et, comme le 1er mai, elle trouve son origine dans un épisode sanglant de la lutte de classe.

Deux années auparavant, en 1908, les ouvrières de l'usine Cotton, à New York, s'étaient mises en grève, et le patron avait riposté en les enfermant dans l'établissement. Le 8 mars, pour une raison inconnue, le feu ravagea l'usine, les ouvrières furent prises au piège et 129 périrent carbonisées (1).

Par la suite, le 8 mars devint une date importante dans la lutte de classe.

Le 8 mars 1917 (le 23 février selon le vieux calendrier russe), commence la révolution de février qui conduit au renversement du tsarisme, et voit la participation massive des ouvrières et des femmes prolétaires. Voici ce qu'en dit Trotsky, dans son *Histoire de la Révolution russe* : « En fait, il est donc établi que la Révolution de Février fut déclenchée par les éléments

de base [...] et que l'initiative fut spontanément prise par un contingent du prolétariat exploité et opprimé plus que tous les autres - les travailleurs du textile, au nombre desquels, doit-on penser, l'on devait compter pas mal de femmes de soldats. La dernière impulsion vint des interminables séances d'attente aux portes des boulangeries. Le nombre des grévistes, femmes et hommes fut, ce jour-là, d'environ 90.000 [...]. Une foule de femmes, qui n'étaient pas toutes des ouvrières, se dirigea vers la Douma municipale pour réclamer du pain [...]. La «Journée des femmes» avait réussi, elle avait été pleine d'entrain et n'avait pas causé de victimes ».

L'importance de l'apport des femmes à la révolution est confirmée par la Pravda du 18 mars, qui apporte ce témoignage : « Les femmes étaient plus que jamais combattives, et pas seulement les travailleuses, mais aussi les masses de femmes qui faisaient la queue pour le pain ou le pétrole. Elles organisèrent des meetings, se réunirent dans la rue et se dirigèrent vers la Douma municipale, pour demander du pain; elles arrêtaient les tramways: «descendez, camarades!» criaient-elles; elles allèrent ainsi devant les usines et

les bureaux et firent cesser le travail. Ce fut dans l'ensemble une journée resplendissante, et la température révolutionnaire commença dès lors à monter.» Le 19 mars, poursuit la *Pravda*, «*les femmes descendirent les premières dans les rues de Pétersbourg. Bien plus, à Moscou, ce sont elles qui décidèrent dans bien des cas du sort de la troupe. Elles entrèrent dans les casernes et convainquirent les soldats de passer du côté de la révolution. Aux temps désolés de la guerre, les femmes avaient enduré d'inimaginables souffrances. Affligées par le départ des leurs au front, préoccupées par les enfants qui souffraient de la faim, les femmes ne cédèrent pas au désespoir. Elles brandirent le drapeau de la révolution* ».

Le 8 mars entre donc dans la tradition de la lutte prolétarienne; il est indissolublement lié à des épisodes inoubliables de la lutte de classe.

*

Aujourd'hui, après la tempête contre-révolutionnaire qui a détruit le parti révolutionnaire international du prolétariat et, en même temps, toutes les traditions prolétariennes, le caractère prolétarien et communiste du 8 mars est obscurci et déformé.

Depuis des années et des années, les Unions de Femmes liées aux partis nationaux-communistes fêtent cette journée au nom du progrès social dont nous jouissons, au nom des «conquêtes obtenues» et des lois approuvées au Parlement. Non pas journée de lutte mais de distractions, soirées dansantes, fêtes d'enfants, projections de films, journée de propagande réformiste. L'ONU elle-même, qui a proclamé 1975 année de la femme, fête le 8 mars avec une démagogie révoltante.

Les féministes de leur côté, célèbrent le 8 mars

comme journée, non de la prolétaire, mais de la femme en général, ou mieux de la ménagère. Et pour faire leur cette journée elles doivent en altérer le sens; c'est ainsi que, selon elles, les femmes luttèrent dans la révolution russe pour le mariage civil, les lois sur l'égalisation des droits des enfants légitimes naturels, sur le divorce, les congés de maternité, sur la libéralisation de la contraception et de l'avortement. Ceci n'est pas vrai! Affirmer que les femmes russes luttèrent seulement pour cela, revient à ravalier leur lutte au simple niveau de revendications réformistes bourgeoises. Les prolétaires russes ne luttèrent pas seulement contre le mariage religieux ou l'infériorité juridique, mais contre tout l'ordre social existant qui déterminait aussi ces contradictions; elles ne luttèrent pas seulement pour l'égalité juridique et une série de droits, ou pire, pour un prétendu bien-être social, mais surtout pour contribuer à l'assaut contre le capital international en vue d'un ordre social différent; et de cela, les plus avancées étaient parfaitement conscientes. C'est pour cela qu'elles furent capables de supporter de durs sacrifices encore pendant des années, comprenant que ce qu'elles avaient obtenu sur le plan juridique n'avait pas résolu leurs problèmes, qui étaient liés à la structure encore capitaliste (quand elle n'était pas plus arriérée) de la société russe, mais avait simplement mis en évidence les racines de leurs maux.

En souvenir des ouvrières de New York, de Pétrograd et du monde entier, nous célébrons le 8 mars comme journée internationale de la femme prolétaire, journée prolétarienne et communiste. Et nous ne pourrions mieux faire que de publier dans ce journal un article de Lénine, du 4 mars 1921, consacré à la Journée internationale des travailleuses (Œuvres, tome 32).

* * *

La Journée Internationale des travailleuses

(Lénine, 4 mars 1921)

Le trait essentiel, fondamental du bolchévisme et de la Révolution d'Octobre, c'est d'amener à la politique ceux qui étaient le plus opprimés sous le régime capitaliste. Les capitalistes les étouffaient, les dupaient et les pillaient aussi bien sous la monarchie que dans les républiques bourgeoises démocratiques. Cette oppression, cette duperie, ce pillage du labeur populaire étaient inévitables tant que subsistait la propriété privée de la terre, des fabriques et usines.

L'essence du bolchévisme, du pouvoir soviétique est de remettre tout le pouvoir d'Etat entre les mains des masses laborieuses exploitées, en dévoilant la duperie et l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise, en abolissant la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines. Ce sont ces classes qui prennent en mains la politique, c'est-à-dire l'édification de la société nouvelle. C'est une œuvre difficile, les masses sont abruties et accablées par le capitalisme, mais il n'existe

pas, il ne peut exister d'autre issue à l'esclavage salarié, à l'esclavage capitaliste.

On ne saurait amener les masses à la vie politique sans y attirer les femmes. Car en régime capitaliste, les femmes, la moitié de l'espèce humaine, sont doublement exploitées. L'ouvrière et la paysanne sont opprimées par le capital, et par surcroît, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, premièrement elles ne jouissent pas de tous les droits, car la loi ne leur confère pas l'égalité avec les hommes; deuxièmement, et c'est là l'essentiel, elles restent confinées dans l'«esclavage domestique», elles sont des «esclaves du foyer» accablées par les travaux ménagers, les plus mesquins, ingrats, durs et abrutissants, et en général par les tâches domestiques et familiales individuelles.

La révolution bolchévique, soviétique, coupe les racines de l'oppression et de l'inégalité des femmes de

façon extrêmement profonde, comme aucun parti et aucune révolution du monde n'ont osé les couper. Chez nous, en Russie soviétique, il ne subsiste pas trace de l'inégalité des femmes par rapport aux hommes, au regard de la loi. Le régime des Soviets a totalement aboli l'inégalité odieuse, basse, hypocrite dans le droit matrimonial et familial, l'inégalité touchant l'enfant.

Ce n'est là que le premier pas vers l'émancipation de la femme. Aucun des pays bourgeois, même parmi les républiques les plus démocratiques, n'a osé faire ce premier pas. On n'a pas osé, par crainte de la «sacrosainte propriété privée».

Le deuxième pas et le principal a été l'abolition de la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines. C'est cela et cela seul qui fraye la voie de l'émancipation complète et véritable de la femme, l'abolition de l'«esclavage domestique» grâce à la substitution de la grande économie collective à l'économie domestique individuelle.

Cette transition est difficile; il s'agit de refondre l'«ordre de choses» le plus enraciné, coutumier, routinier, endurci (à la vérité, c'est plutôt une monstruosité, une barbarie). Mais cette transition est entreprise, l'impulsion est donnée, nous sommes engagés dans la nouvelle voie.

En cette journée internationale des ouvrières, on entendra dans les innombrables réunions des ouvrières

de tous les pays du monde, saluer la Russie soviétique qui a amorcé une œuvre incroyablement dure et difficile, une grande œuvre universelle de libération véritable. Des appels galvanisant inciteront à ne pas perdre courage face à la réaction bourgeoise, furieuse, souvent même sauvage. Plus un pays bourgeois est «libre» ou «démocratique», et plus les bandes capitalistes sévissent avec fureur et sauvagerie contre la révolution des ouvriers; c'est le cas pour la République démocratique des Etats-Unis d'Amérique. Mais la masse ouvrière s'est déjà réveillée. La guerre impérialiste a définitivement éveillé les masses, endormies, somnolentes, inertes de l'Amérique, de l'Europe et de l'Asie arriérée.

La glace est brisée dans toutes les parties du monde.

L'affranchissement des peuples du joug impérialiste, l'affranchissement des ouvriers et des ouvrières du joug capitaliste avance irrésistiblement. Des dizaines et des centaines de millions d'ouvriers et de paysans, d'ouvrières et de paysannes ont fait progresser cette œuvre. Voilà pourquoi l'affranchissement du travail délivré de la servitude capitaliste triomphera dans le monde entier. ●

(1) Paru dans *le prolétaire* ; N°510 ; Déc. 2013 / Janv.-Mars 2014 - Voir le rectificatif sur l'origine du 8 mars dans l'article ci-dessous.

A propos du 8 mars, «la journée de la femme»

(*le prolétaire*, N° 512, juillet-septembre 2014)

Sur le n° 510 du *Prolétaire*, nous avons publié un article intitulé: «Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste». Nous voulions rappeler que le 8 mars, devenu aujourd'hui la banale «journée de la femme», était en réalité née comme une journée prolétarienne, anti-bourgeoise, avant d'être récupérée et célébrée rituellement par les bourgeois, les démocrates et les médias capitalistes du monde entier.

Un lecteur nous a signalé que l'origine de cette journée, telle que nous l'avions exposée en suivant les explications habituelles, ne correspond pas à la réalité: la journée internationale n'a en effet pas pu être décidée en 1910 à la mémoire des 129 ouvrières qui avaient péri en 1908 dans l'incendie de leur usine new-yorkaise, pour la bonne raison que cet épouvantable incendie où périrent probablement 146 personnes, pour l'essentiel des ouvrières immigrées italiennes, eut lieu le 25 mars 1911!

Les recherches sur l'origine du 8 mars montrent qu'une série d'affabulations à ce sujet ont été diffusées par les organisations staliniennes à partir des années cinquante: l'existence même d'une grève violemment réprimée d'ouvrières new-yorkaises de la confection le 8 mars 1857, qui aurait été citée par la presse du PCF

en 1955 comme étant à l'origine de cette journée, est rejetée par la plupart des auteurs à cause de l'absence de tout document sur cet événement. De même la réalité d'une grève d'ouvrières (et non l'incendie d'une usine) en mars 1907 à New-York qui est parfois citée comme l'origine véritable du 8 mars, est également mise en doute.

En août 1910, lors de la deuxième Conférence internationale des femmes socialistes qui se tenait à Copenhague juste avant le Congrès de la Deuxième Internationale, la socialiste allemande Clara Zetkin fit la proposition de l'organisation d'une journée internationale des femmes, en prenant exemple sur ce que faisait le Parti Socialiste Américain. Ce dernier avait été encouragé dans cette voie (1) par la Première Conférence, organisée à l'initiative de Zetkin en 1907, en marge du Congrès de Stuttgart. Mais aucune date précise n'avait été fixée pour cette journée internationale. En 1912 des

(1) Cf. Meredith Tax, «The Rising of Women», Monthly Review Press, New-York - London 1980, p. 185.

meetings de femmes social-démocrates se tinrent dans toute l'Allemagne le 12 mai (2). En 1913 des manifestations de femmes socialistes eurent lieu le 9 mars (date choisie en mémoire de la Commune de Paris) en Autriche, Hollande, Suisse et Allemagne, tandis que des meetings avaient déjà été organisés le 2 mars en Russie (Saint Petersburg) et en Allemagne (3). En 1914 une «grande manifestation internationale» fut organisée le 9 mars à Paris par le parti socialiste (4) alors que des manifestations et meetings avaient eu lieu le dimanche 8 mars en Allemagne et dans d'autres pays. La guerre mit fin provisoirement à ces manifestations; mais en mars 1917 des ouvrières du textile de Saint Petersburg décidèrent de se mettre en grève le 8 mars, pour la Journée Internationale des Femmes, bien que l'organisation locale du parti bolchevik ait considéré l'initiative comme trop risquée, prévoyant seulement des distributions de tracts et des réunions. En fait cette grève spontanée et la manifestation des ouvrières (rejointes par des milliers de leurs camarades masculins) allait constituer le début de la révolution russe (5).

Après la guerre et l'établissement du pouvoir prolétarien en Russie, une résolution de la Deuxième Conférence Internationale des Femmes Communistes, réunie à Moscou en juin 1921 à la veille du Troisième Congrès de l'Internationale Communiste, décida d'adopter définitivement le 8 mars comme date de la «*Journée internationale de l'ouvrière*» en hommage à l'action des ouvrières de Saint Petersburg (6).

Si l'histoire réelle des origines du 8 mars n'est donc pas conforme à ce que nous avons écrit dans notre article, il reste que cette journée était bien initialement une «journée prolétarienne et communiste», une journée de **lutte de classe** avant qu'elle se transforme en ce qu'elle est devenue aujourd'hui, une jour-

née purement démocratique, une mascarade inoffensive pour l'ordre bourgeois. Nous aurons l'occasion d'y revenir. ●

(2) cf. *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International*, n° 10 (4e année), Minkoff Reprint, Genève 1979.

(3) cf. *Bulletin...* n°11, ibidem.

(4) cf. *L'Humanité*, 8/3/1914. Consultable en accès libre sur gallica.bnf.fr. Le meeting était présidé par Louise Saumoneau, dirigeante du Groupe des Femmes Socialistes – un poste dont elle démissionna à la fin de l'année à la suite de son opposition à l'orientation pro-guerre du Groupe. Bien qu'elle ait été après-guerre parmi les dirigeants du «Comité pour la troisième Internationale», Saumoneau fit partie au Congrès de Tours de la minorité de droite qui refusa l'adhésion au Parti Communiste.

(5) cf. Trotsky, «Histoire de la révolution russe», Tome 1, p. 143, Ed. du Seuil 1967. Dans l'ancien calendrier tsariste en vigueur avant la révolution, cette date est le 23 février, et la révolution est dite «de février».

(6) Le compte-rendu des travaux de cette Conférence a été publié sur le journal quotidien (en français) édité à l'occasion du Congrès, *Moscou, organe du 3e Congrès de l'Internationale Communiste*, n°16, 17, 18, 19, 20 et 21 (12 au 19 juin 1921), reprint Feltrinelli 1967. Pour réfuter l'allégation très répandue selon laquelle la date du 8 mars aurait été fixée par un «décret de Lénine», il n'est peut-être pas inutile de préciser que ni Lénine, ni Zinoviev ne purent assister à la Conférence.

Socialisme et féminisme

(Amadeo Bordiga, *L'Avanguardia*, année VI, n° 261, 27 octobre 1912)

Le mouvement féministe qui s'affirme partout mérite l'attention et l'étude des socialistes. En Italie aussi, nous assistons à un réveil du mouvement féminin, et dans le camp prolétarien, il est dirigé par ce groupe de courageuses camarades qui publient la «*Difesa delle lavoratrici*», périodique auquel tout vrai socialiste doit souhaiter le plus grand développement et que tous nous devons contribuer à diffuser.

Précisons d'emblée que l'ensemble des tendances regroupées sous le nom de *féminisme*, qui culmine dans l'aspiration au suffrage universel, n'est pas la même chose que le mouvement des femmes socialistes, qui ne fait que commencer. En particulier, le principe consistant à rechercher des partisans du vote des femmes dans *tous les partis politiques*, soutenu par les féministes bourgeoises, ne peut être accepté par les

socialistes, car il représente un danger de collaboration de classe et ne peut donc être concilié avec les caractéristiques fondamentales du mouvement socialiste. Et avec raison, nos compagnes de la «*Difesa*» ne tiennent pas à passer pour des «féministes».

Mais cela ne signifie pas qu'il faille se désintéresser du féminisme, loin de là. Il faut au contraire soutenir que l'égalité des sexes est une partie essentielle du programme socialiste, qu'elle ne pourra se réaliser avant l'abolition de la propriété individuelle, et que le féminisme bourgeois est sur une fausse voie qui ne pourra pas le conduire à des succès au-delà du cadre de quelque triomphe mondain passager.

En révélant ainsi l'âme véritablement révolutionnaire du féminisme, nous inciterons les meilleurs éléments de ce mouvement à se rallier à nous et à aban-

donner cette partie peu sérieuse, constituée de dames et de demoiselles bourgeoises, plus ou moins intellectuelles, qui voudraient obtenir le droit de vote pour les femmes en conquérant, à coups de sourires tendres, la moitié plus un des 508 députés qui peuvent le leur accorder. Il faut donc propager dans le milieu féminin la thèse selon laquelle *la revendication des droits de la femme ne peut se réaliser dans une société fondée, comme l'actuelle, sur la propriété privée*. Ainsi, une bonne partie des femmes cultivées et intelligentes, appartenant à cette classe moyenne dont les éléments masculins deviennent de plus en plus antisocialistes, pourront être conquises par la propagande révolutionnaire et apporter une aide précieuse à l'organisation du prolétariat féminin.

Il faut en même temps populariser la question féminine parmi les socialistes, en incitant les camarades et les organisations à mener une activité de propagande au sein des familles, afin de détruire dans le prolétariat socialiste le préjugé bourgeois et conservateur de l'infériorité féminine.

Il n'est pas difficile de démontrer que la bourgeoisie capitaliste sera toujours opposée au féminisme. La classe qui détient le monopole des moyens de production, le conserve et le transmet grâce aux successions et aux héritages en ligne masculine, garantissant ainsi la perpétuation de son monopole au moyen de certaines sortes de dispositions juridiques qui constituent une véritable tyrannie du sexe. Dans les classes possédantes, la famille n'a plus maintenant que la valeur d'un moyen de transmission de la propriété individuelle ; c'est l'*entreprise* qui étouffe le *foyer domestique* de romantique mémoire, et la classe capitaliste (qui sait suspendre à temps les luttes internes de concurrence lorsqu'il s'agit de lutter contre un danger commun) voit d'un mauvais œil les rares entreprises confiées à des femmes et les combat par des dispositions légales.

La bourgeoisie n'acceptera donc jamais la collaboration des femmes dans l'élaboration des lois. Il est vrai que certains pays ont déjà accordé le droit de vote aux femmes, mais ce sont des cas limités et exceptionnels. D'autre part, les femmes ne veulent pas le droit de vote comme fin en soi de leur agitation, mais comme moyen d'obtenir toute une législation en faveur des femmes.

Or, même la démocratie la plus avancée hésite à se lancer dans ce domaine. Changer l'ordre juridique de la famille est dangereux pour l'ensemble de la société capitaliste, et la démocratie, qui n'est qu'une attitude historique des conservateurs qui se disent *évolutionnistes* pour éloigner la *révolution*, hésite et promet très peu pour ne rien changer. Elle va jusqu'au divorce ou presque. Et le divorce n'atténue que légèrement l'infériorité juridique et morale des femmes.

L'émancipation du sexe féminin n'est pas une *réforme* réalisable dans le cadre des institutions actuelles, mais une conquête essentiellement *révolutionnaire*. Seul un parti *véritablement* subversif, comme le parti socialiste, peut l'inscrire dans son programme.

La tyrannie masculine repose sur le fait que l'*homme* n'est pas responsable du fruit des relations sexuelles, il n'est pas *obligé* d'entretenir sa progéniture.

C'est pourquoi la femme qui se donne demande une *garantie légale* de maternité (le mariage), ou aussi une part (je dirais presque) d'assurance contre le *risque* d'être mère, et ainsi nous avons la prostitution. La physiologie fondamentale des deux faits est la même, en dehors de tout préjugé moral, et aboutit à une conclusion très simple : dans la société actuelle, l'amour se réduit essentiellement à une *relation économique* d'achat-vente.

Marx a démontré que le *travail* est soumis, comme toute autre marchandise, aux lois de l'offre et de la demande. On pourrait développer une théorie analogue sur la *marchandise-amour*.

Et dans ce cas également, on peut démontrer l'existence d'une *plus-value*, qui représente l'exploitation de la femme par l'homme, analogue à celle du capital sur les salariés.

Une analyse détaillée démontrerait qu'aucune forme de relation sexuelle ne peut échapper à ces lois. On peut nous traiter de vulgaires, mais cela ne change rien à notre objectivité.

Le socialisme a déjà perturbé la « poésie » de ceux qui voulaient jouir sans que leurs narines délicates soient atteintes par la puanteur qui s'élève du fumier des exploités. Et nous pourrions dire à ces jeunes sentimentaux et intellectuels qui nous accuseront de « cynisme » qu'ils consacrent la meilleure partie de leur activité précisément à ce noble objectif : *aimer sans payer* !

La cause de l'infériorité féminine doit donc être recherchée dans la *constitution économique* de la société.

Si une loi pouvait vraiment être adoptée sur la *recherche de la paternité*, elle devrait établir, de manière abstraite, ce principe de droit : les biens de chaque homme sont répartis à parts égales entre *toutes* les femmes avec lesquelles il a eu des relations, pour l'entretien de la progéniture. Une telle *loi* signerait la fin du capitalisme. Il est absurde que la bourgeoisie la vote. Mais il est possible qu'une démocratie *avisée* l'évoque dans ses programmes – avec d'autres lois que l'espace nous empêche d'analyser – pour détourner le mouvement féministe du courant révolutionnaire.

Eh bien, nous disons à toutes les femmes qui souffrent, trahies et trompées par l'arrogance masculine, qu'elles ne doivent pas se laisser entraîner sur une fausse piste. Comme aux prolétaires qui attendent leur rédemption des petites réformes démocratiques, nous disons à nos compagnes : levez les yeux, la lumière de la rédemption est là, dans la grande conquête révolutionnaire, et nulle part ailleurs.

Méfions-nous de la démocratie féminine, qui ne sera pas moins néfaste que le cléricisme féminin.

Déjà, dans ce domaine, la franc-maçonnerie travaille avec une intensité insoupçonnée et fait résonner « en voix de soprano » ses disques phonographiques : civilisation, progrès, libre pensée... C'est une alerte qui doit courir dans les rangs socialistes afin que cette triste manœuvre ne puisse aboutir.

Et pour qu'elle échoue, nous devons travailler beaucoup plus qu'eux à une véritable, bonne et sainte propagande auprès des femmes. ●

Brochures «le prolétaire»

(Voir toutes nos publications en français et internationales sur notre site, à l'adresse : https://www.pcint.org/17_CatEdProg/Catalogue.htm)

La Syrie dans la perspective marxiste De la colonisation française à la guerre

(Brochure «le prolétaire» n° 35;
Mars 2015; format A5;
68 pages; Prix : 2 €, 4 CHF)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

La Syrie dans la perspective marxiste De la colonisation française à la guerre civile

35

Marxisme et classes moyennes

(Brochure «le prolétaire» n°36;
Septembre 2017;
format A5; 74 pages;
Prix : 2 € / 4 CHF)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Marxisme et classes moyennes

Suivi de:

- La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligenstia
- Sur le fil du temps
Les intellectuels et le marxisme
- La demi-classe, notre bête noire
- Léon Trotsky
Petite-bourgeoisie et fascisme

36

Bilan de la lutte contre la «réforme» des retraites Nécessité d'une orientation de classe dans les luttes prolétariennes

(Brochure «le prolétaire» n° 37;
Juin 2023; format A5; 56 pages;
prix : 2 € / 4 CHF)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)



Juin 2023

37

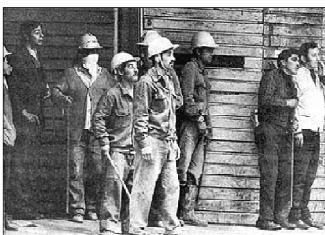
1973 Coup d'Etat au Chili Tragique expérience à ne pas oublier !

(Brochure «le prolétaire» n° 38;
Septembre 2023; format A5;
56 pages; Prix : 2 € / 4 CHF)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

1973 Coup d'Etat au Chili Tragique expérience à ne pas oublier !



Septembre 2023

38

Guerre russo-ukrainienne La guerre russo-ukrainienne, de son déclenchement à la «contre-offensive» de Kiev

(Brochure «le prolétaire» n° 39;
Mai 2024; format A4; 80 pages;
Prix : 6 € / 8 CHF)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Guerre russo-ukrainienne

La guerre russo-ukrainienne de son déclenchement à la «contre-offensive» de Kiev



Mai 2024

39

Algérie La révolution et la lutte anticoloniale dans l'analyse marxiste

(Brochure «le prolétaire» n° 40;
Août 2025; format A4; 72 pages;
Prix : 6 € / 8 CHF)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Algérie La révolution et la lutte anticoloniale dans l'analyse marxiste



Août 2025

40

Programme du parti communiste international

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger

la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchevik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

Cette brochure rassemble une sélection d'articles parus sur notre presse qui illustrent la position marxiste sur la «question féminine» : ce ne sont pas les luttes féministes interclassistes qui pourront émanciper réellement les femmes prolétaires, mais la lutte de classe prolétarienne poussée jusqu'au renversement de la société bourgeoise et l'instauration du communisme.

Même dans la société bourgeoise la plus «sociale», la salariée sera toujours désavantagée sur le marché du travail par rapport à son collègue masculin parce que la possibilité qu'elle tombe enceinte constitue un risque pour le patron, risque que celui-ci n'accepte de prendre qu'en contrepartie d'un salaire inférieur ; de plus les soins aux enfants reposent largement sur les femmes, les rendant moins disponibles pour les exigences de l'exploitation et donc moins intéressantes pour les capitalistes. Cette différence de traitement des prolétaires suivant leur sexe fait également partie des multiples divisions entretenues à dessein par les capitalistes pour affaiblir la classe ouvrière et faire obstacle à son unité d'action.

La situation d'infériorité des femmes, leur sujétion à une série de contraintes s'appuyant sur des traditions et des idéologies rétrogrades, fait partie dans de nombreux pays du système de domination bourgeoise sur les classes pauvres et en particulier sur les prolétaires ; l'appartenance des bourgeoises à la classe dominante leur évite largement de ressentir les effets de ces contraintes. La lutte contre l'oppression des femmes doit donc là aussi être menée sur une base de classe anticapitaliste.

Mais même dans les pays capitalistes les plus «avancés», les plus «démocratiques», les réformes obtenues par de longues luttes, peuvent être remises en cause : c'est ce que démontre le cas de l'avortement auquel sont consacrés plusieurs articles.

Le fait que les discriminations et l'oppression des femmes touchent y compris la petite bourgeoisie et les classes moyennes, a suscité chez elles des mouvements et des idéologies qui ne visent qu'à l'aménagement de l'ordre bourgeois et sont donc hostiles à toute orientation prolétarienne : c'est ce que montre notre analyse des théories «intersectionnalistes».

Enfin nous publions en Annexes des articles et documents peu connus, voire inédits en français, du mouvement socialiste et communiste sur les femmes dans la lutte prolétarienne contre le capitalisme.